

150

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF OGDEN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9874

44 PAGES

SAMEDI 23 OCTOBRE 1976

**Le ralentissement
de la croissance en France
est confirmé par l'INSEE**
LIBRE PAGE 37

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 s.; Espagne, 12 p.;
France, 12 fr.; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr.;
Grèce, 20 dr.; Italie, 200 L.; Japon, 100 ¥.;
Liban, 150 L.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,70 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Suède, 2,20 kr.;
Suisse, 1 fr. S.A.; 65 C\$ au Venezuela, 10 s. dls.
Taux des abonnements page 32
5, RUE DES ITALIENS
75207 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 4287-23 Paris
Tél. Paris 19 636572
Tél. : 246-72-23

APRÈS LE VOYAGE A LA RÉUNION

La France dans l'océan Indien

AN MOMENT même où M. Giscard d'Estaing multipliait à la Réunion, les déclarations apaisées sur le caractère « pacifique » de la présence française dans l'océan Indien, Paris s'entendait condamner en termes assez vifs par l'Assemblée générale des Nations unies pour son attitude à Mayotte. Dans l'une des régions les plus sensibles de la planète, que l'Organisation internationale avait proclamée avec une belle optimisme « zone de paix à jamais » dans sa résolution du 16 décembre 1971, la France fait donc figure d'acrobate. Elle n'est pourtant pas précisément l'Etat qui déplaît sur les mers où s'exerce le trafic mondial vital pour l'Occident les plus importants moyens militaires ou les plus inquiétantes ambitions.

Il ne sert à rien, en la matière, de crier à l'injustice et à la haine folie inconsciente. Venant après les tergiversations sur l'indépendance de Djibouti, l'affaire de Mayotte n'est pas prise de telles proportions si dans leur ensemble, exaspérées par la « colonisation » avec Pretoria, dont démontre encore à leurs yeux le récent veto français à l'embargo sur les fournitures d'armes, les Etats africains ne doutent fermement de la loyauté et des intentions françaises.

En déclinant une lie d'un archipel proche à l'indépendance, Paris, comme vient de le reconnaître en substance la presse diplomatique M. de Gaulle, a « pu » décider en contradiction avec les principes affichés et reconnus en général par les Nations unies. Même si aujourd'hui il s'agit de la portée de son propos en rendant hommage au « dogme du respect de la volonté des populations, dogme auquel nous sommes également très attachés », le ministre des affaires étrangères ne semble pas rendre l'opinion qu'il émettait naguère en tant que représentant de la France à l'ONU dans un document confidentiel vite ébruité.

A propos de Mayotte, le Parlement a en effet commis une erreur en s'indignant sans un très grave motif, la communauté internationale, et le jeu n'en valait pas la chandelle. En l'espèce, la « volonté de la population », ambiguë parce que trop souvent manipulée, ne devait pas avoir le pas sur les intérêts matériels de la Réunion. En Afrique et dans le tiers-monde, si sur le principe, qu'envisageait, le 24 octobre 1974, M. Giscard d'Estaing : « Nous n'avons pas, à l'exception de l'indépendance d'un territoire, à proposer de briser l'unité de ce qui a toujours été l'archipel des Comores. » Le statut de la Réunion pose évidemment des problèmes plus complexes, ne serait-ce qu'à cause de l'indivisibilité de la présence française, et, en un temps où les ressources et les atouts des mers du globe sont si fortement disputés, de l'histoire qu'offre ce point d'ancrage. Toutefois, même si comme l'assure le chef de l'Etat, « le seul statut politique qui assure la sécurité et la stabilité de l'île est son appartenance à la République », même si par ailleurs « la départementalisation n'est pas l'uniformisation », rien ne fera que l'archipel de Bourbon, si loin de la métropole, ne reste pas d'abord les tensions et les problèmes de la région qui l'entoure. Le statut départemental, envisagé il n'y a pas si longtemps pour Djibouti — dans des conditions, il est vrai, très différentes — est-il de nature à faciliter cette insertion ?

En toute hypothèse, si la France entend vraiment mener une « politique pacifique » dans l'océan Indien, elle ne peut aller durablement contre le sentiment d'une dévotion soumise aux Nations unies. Elle ne doit pas s'efforcer des rivalités aussi importantes que Madagascar, ignorer les options idéologiques du Mozambique, faire si de l'évolution de l'Afrique australe et même la contraindre en seulement Pretoria. Il ne suffit pas de resserrer, au nom de la francophonie, les liens avec l'île Maurice et les Seychelles pour assurer à la politique et à la présence française une assise solide dans la région.

M. Giscard d'Estaing s'engage sans plus tarder dans la bataille électorale

REGAGNANT la métropole après un voyage de deux jours à la Réunion, M. Giscard d'Estaing a clairement manifesté, sur le chemin du retour, sa volonté de s'engager personnellement dans les prochaines batailles électorales. « La majorité présidentielle », a-t-il dit, sur un ton très ferme, jeudi soir 21 octobre, gagnera les élections législatives de 1978 « et ce sera notamment en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France. »

Ces propos de M. Giscard d'Estaing, qui a reçu à déjeuner à l'Elysée, ce vendredi, M. Raymond Barre, premier ministre, confirment sa volonté de reprendre en main une situation qui demeure incertaine.

Abstraction faite des données proprement politiques, le ralentissement de la croissance en France est confirmé par l'enquête menée auprès des chefs d'entreprise par l'INSEE. La proportion des industriels optimistes n'est plus que de 6 % contre 32 % en mai, la morosité émanant surtout des responsables des secteurs fabriquant des biens de consommation ou des produits intermédiaires. La Banque de France parle, de son côté, d'un simple maintien du niveau actuel d'activité. Ces perspectives sont menaçantes pour l'emploi, mais les industriels croient à un ralentissement de la hausse des prix.

Commentant jeudi 4 octobre sur la première chaîne de télévision son livre *Démocratie française*, M. Valéry Giscard d'Estaing avait clairement laissé entendre sa volonté de reprendre l'initiative. Il s'était même montré offensé, en dépit de son goût bien connu pour une vie politique « paisible », et il avait accusé de « vouloir désorganiser l'économie française » non seulement les signataires du programme commun de gouvernement de la gauche, mais aussi ceux des membres de la majorité présidentielle qui venaient de proposer, « dans des conditions de démagogie et d'improvisation », l'institution d'un impôt sur le capital. Le président de la République vivait de franchir un pas nouveau et important sur la voie de la rationalisation de cette majorité et de la relance de sa propre action. Après avoir annoncé à la Réunion son intention de visiter de nombreux départements métropolitains au cours des prochains mois (il doit se rendre dans l'Est fin novembre), il a très clairement manifesté, dans l'avion qui le ramenait à Paris, sa volonté de ne rester à l'écart ni de la lutte contre l'inflation ni de la lutte contre la déflation.

M. Giscard d'Estaing ne s'est pas borné à vanter les mérites et les chances du plan Barre — « C'est un plan de gouvernement auquel tous les ministres participent... Il aboutira dans le courant du premier semestre 1977... Il n'y a pas d'alternative à cette politique — et à étayer une fois de plus l'opposition dont les projets sont inspirés par une profonde méconnaissance de l'économie française. »

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 12.)

Vers une modification de la diplomatie chinoise ?

Les « comploteurs » se seraient opposés à la ligne maoïste
« sur une série de questions intérieures et internationales »

Les manifestations se sont poursuivies vendredi 22 octobre à Pékin. Rendant compte des meetings de jeudi, Chine nouvelle assure que les « comploteurs » se sont opposés à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao sur une série de problèmes intérieurs et internationaux. La formule laide prévoyant des modifications de la diplomatie de Pékin.

Pour la première fois depuis le début de la crise, Chine nouvelle publie les noms des dirigeants de la « clique anti-parti ». Mme Chiang Ching-kuo, MM. Wang Hong-wen, Chiang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, qui ont toujours été considérés comme les chefs de la « gauche », sont accusés d'être des « bourgeois ». Le président Mao aurait personnellement décidé leur chute en même temps qu'il exigeait la promotion de M. Hua Kuo-feng.

Tout indique que le comité central a terminé ses réunions. D'importantes nouvelles seront diffusées samedi à 23 heures (16 heures, heure de Paris), puis lundi soir. Pékin en a informé l'Union européenne de radiodiffusion (Eurovision) qui recevra par deux fois les documents par satellite. Le dénouement de la crise est donc très proche, ce qui a incité jeudi l'agence Tass et Radio-Moscou à sortir de leur silence, à rendre compte slogans dirigés contre la « clique anti-parti » des slogans dirigés contre la « clique anti-parti ».

De notre correspondant

Un entretien avec M. Georges Ségué à la veille de la journée pour l'emploi des jeunes

- Priorité au relèvement des bas salaires
- L'unité d'action n'efface pas les divergences passées

Les syndicats organisateurs de la journée nationale de grève du 7 octobre contre le plan Barre (la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN) appellent à nouveau leurs militants et sympathisants à manifester dans vingt villes de France le samedi 23 octobre, cette fois pour la défense de l'emploi et du droit au travail des jeunes. Un rassemblement est prévu à Paris, en début d'après-midi de samedi : MM. Georges Ségué, Edmond Maire et André Henry y prendront la parole.

La C.G.T. a déployé une grande activité pour la préparation de cette journée, notamment en direction des jeunes. « Etre partout à l'initiative et à la tête des luttes » est plus que jamais le mot d'ordre dans la principale considération ouvrière, comme le rappelle M. Georges Ségué dans l'interview qu'il nous a accordée. L'unité d'action pour le secrétaire général de la C.G.T. n'efface pas les divergences passées ; elle souligne au passage les tergiversations de la C.F.D.T. avant la journée du 7 octobre et revient sur les pratiques passées

de collaboration de classe de la FEN. Cependant, s'agissant de la lutte contre les inégalités, la C.G.T. met autant l'accent que la C.F.D.T. sur la nécessité de donner un relèvement substantiel des bas salaires. Une nouvelle rencontre des dirigeants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN devait avoir lieu ce vendredi 22 octobre.

(Lire page 37 les déclarations de M. Ségué et pages 38 et 39 « Vrai et fausses solutions », point de vue par Philippe Fontès, et l'article de Bertrand Le Gendre.)

ALAIN JACOB.
(Lire la suite page 2.)

L'argent du public

Le ministère de l'économie et des finances, qui avait publié mardi 19 octobre une liste des vérifications opérées depuis une dizaine d'années dans la gestion du groupe Dassault, se refusait ce vendredi 22 octobre, à donner la moindre indication sur le montant des redressements fiscaux décidés par la direction des vérifications fiscales.

Selon « le Figaro », le redressement intervenu serait de 115 millions de francs, alors que Co qui est choquant, dans l'affaire Dassault, ce n'est pas qu'un puissant industriel, qui contrôle un réseau complexe et embrouillé de sociétés, ait des déclarations de fraude. Quand un simple contribuable a déjà du mal à se reconnaître dans la maquis d'un code des impôts quasi monstrueux, comment un groupe aussi étendu et diversifié par sa nature juridique, comme dans ses

AU JOUR LE JOUR

Nouvelle vague 76

Si des gens de tous horizons se sont réunis un soir à Paris pour attirer l'attention de leurs semblables sur le cas de six hommes persécutés pour leurs opinions, les uns côté monde libre, les autres côté monde libéré, c'est parce qu'il faut bien parler de ce que taisent les gouvernements de cette planète ou leur stérile chambre d'écho ouïssante. Médecins-filas, tortionnaires brenetés, s'épanouissent à l'ombre des discours officiels sur l'unité internationale entre les peuples. Ils fleurissent comme une épidémie


UN LIVRE D'ANDRÉ FONTAINE

« Le dernier quart du siècle »

Fascination de l'an 2000 ? Science-fiction ? Futurisme nourri à l'ordinateur ? Au vu du titre du nouvel ouvrage que publie André Fontaine, on pourrait s'y tromper. C'est si l'on ne savait pas depuis toujours que les œuvres nous suivent et que présent est gros de l'avenir ! Dans cette suite aux deux volumes de « Histoire de la guerre froide » (1), les lecteurs du « J. » de rec. notent souvent des pages qu'ils ont lues au fil des jours et des semaines qui leur sont déjà plus ou moins familières. Dans l'inextricable confusion des événements quotidiens et de leurs éventuels prolongements, cette présentation en forme de synthèse — dont le seul parti pris est celui de la clarté — ne leur sera pas moins une meilleure estimation de faits qui, proches ou lointains, ne peuvent rester sans influence sur notre « hexagonale tranquillité ». Au point d'être précieuse.

Au terme de la seconde guerre mondiale, deux grandes puissances

PIERRE JAKEZ HELIAS
le cheval d'orgueil
500.000 EX. VENDUS
un nouveau classique



PLON
COLLECTION TERRE HUMAINE
DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

Non, ce qui choque, c'est qu'il ne s'agit pas d'une entreprise comme les autres. Son fonctionnement, en effet, repose, pour l'essentiel, sur les commandes et subventions de l'Etat, sur l'argent public. Il ne s'agit donc pas de savoir si sa gestion peut être, sur tel ou tel point, contestée, mais bien de la contrôler de façon rigoureuse et permanente, au même titre que sont surveillées de très près les utilisations administratives ou nationales des crédits budgétaires et des fonds de l'Etat. Or tout indique que tel n'était pas le cas.

On en vient ainsi à se demander si la discrétion, la réserve et, à l'occasion, la mansuétude dont le groupe a bénéficié sont vraiment sans relation avec le rôle politique de son chef. Que M. Dassault soit député et à ce titre, présent ou absent, vote les dépenses militaires, approuve comme législateur au nom du peuple souverain les considérables marchés dont il se saisit comme industriel le bénéficiaire, c'est déjà étonnant. Qu'il soit député de la majorité et dès lors que ses arguments, ses requêtes ou ses veto revêtent un poids tout particulier, au nom de la solidarité, auprès de ses collègues les législateurs, puis des détenteurs du pouvoir exécutif et, accessoirement, auprès des fonctionnaires qui préparent les budgets et les dossiers, c'est plus préoccupant encore.

(Lire la suite page 16.)

semblaient c. pelées à se partager le mc. de. Puissances totalement antagonistes, les deux grandes l'une et l'autre conscientes du danger mortel que leur tentait toute forme d'expansion « au bord du gouffre ». D'où cette guerre froide qui lui a été substituée et dont André Fontaine croit pouvoir dire qu'elle, et aujourd'hui comme « gelée ». Pas assez cependant pour que, en dépit des rencontres, discussions et prétendus accords, ne se poursuivent à folle cadence la course aux armements terrestres, aériens, maritimes les plus sophistiqués et toutes les surenchères en vue de détenir l'arme absolue qui contraindrait enfin l'adversaire à baisser pavillon. Que peuvent peser les misères des nations industrialisées et, à plus forte raison, du tiers ou du quart monde quand, au total, 300 milliards de dollars pour la seule année 1975 et environ 6 000 milliards de dollars en une trentaine d'années n'ont pas paru, pour une telle recherche, un prix trop élevé ?

HUBERT BEUVE-MÉRY.
(Lire la suite page 8.)

ASIE

LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN CHINE

Les « comploteurs » se seraient opposés à la ligne maoïste

(Suite de la première page.)
Quelques heures plus tard, Chine nouvelle diffusait une dépêche sur le même thème, évaluant à un million et demi le nombre des manifestants de jeudi et qualifiant des termes les plus variés les quatre « conspirateurs » et « comploteurs ». L'agence se félicitait de « l'écrasement de la clique contre-révolutionnaire », qui constituait « une peste à l'intérieur du parti ». Les quatre dirigeants déchu sont désormais, pour Chine nouvelle, « les représentants typiques de la bourgeoisie au sein du parti et des partisans obstinés du capitalisme, qui continuent dans cette voie ».

La dépêche de Chine nouvelle est intéressante en ce qu'elle laisse entrevoir quelques aspects encore inconnus de l'affaire, ou du moins de la version officielle, celle des vainqueurs qui va en être donnée. On y relève en particulier l'étonnante révélation que les récentes mesures prises con-

cernant « se sont opposées à la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao sur une série de questions intérieures et internationales ». Cette dernière précision, que l'on rencontre pour la première fois, laisse supposer que la politique extérieure chinoise pourrait connaître quelques modifications à l'issue de la crise.

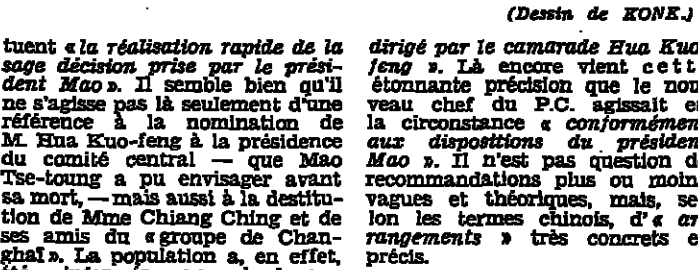
La « bande des quatre » est encore accusée de s'être livrée à « des activités factionnalistes en vue de diviser le parti ». En clair, cela veut dire que les « comploteurs » ont cherché à regrouper des partisans au sein du comité central. Enfin, Chine nouvelle confirme qu'il s'est bien agi, comme on le pensait, d'une lutte pour le pouvoir au plus haut niveau, c'est-à-dire pour la présidence du parti elle-même. Les « comploteurs » étaient « une tentative pour usurper la direction suprême du parti et de l'Etat et elles ont été déjouées par le comité central

allant jusqu'à se faire l'« exécutif des basses œuvres » de ce dernier. « Qui est-ce ? », demande le Quotidien du peuple. Une enquête sur son passé montre qu'il est précisément un « contre-révolutionnaire qui se prétend révolutionnaire », « un ver qui s'est glissé dans les rangs de la révolution (...). L'article qu'il a écrit (en 1955) est une pièce importante au dossier de sa carrière criminelle de contre-révolutionnaire ».

L'article du Quotidien du peuple est transparent pour tout le monde, car le jeune journaliste qui signait « Li Ke » en 1955 n'est autre que M. Chang Chun-chiao, qui avait alors un peu plus de vingt ans. L'affaire n'est pas nouvelle et ne saurait être présentée comme une découverte récente, car il en avait déjà été question à l'époque de la révolution culturelle. Personne depuis n'en avait tenu rigueur à M. Chang Chun-chiao. Ce dernier n'est d'ailleurs pas le seul parmi les dirigeants à avoir été critiqué par Li Ke : le cas le plus célèbre est celui de M. Kuo Mo-jou, président de l'Académie des sciences, vice-président de l'Assemblée nationale populaire et membre du comité central du P.C. Age de plus de quarante ans à l'époque, et installé au Japon, M. Kuo Mo-jou représentait même un certain nombre de dirigeants d'origine étrangère et critiqueux aux yeux de Li Ke. Qui songe aujourd'hui, pourtant, à le lui reprocher ? Que ce genre de querelle soit faite à M. Chang Chun-chiao laisse mal augurer de la suite du procès et du genre de « justice » devant laquelle lui-même et ses collègues vont avoir à comparaître. Sur la place Tien An Men, les cortèges ont recommencé à défilier, vendredi, dès les premières heures de la matinée, mais le service d'ordre très renforcé limite un peu la cohue qui avait pratiquement paralysé la veille le centre de la ville. Les tambours, les gongs, les cris et les explosions de pétards continuent à retentir, mais il pleut et ces longues files de manifestants avançant sous un ciel gris et brandissant des drapeaux rouges ne donne pas tout à fait la même impression d'enthousiasme populaire que l'agence Chine nouvelle se plaît à souligner pour les défilés de jeudi.

Qu'y a-t-il au demeurant, sur la scène de la capitale, de spectaculaire et de petit enfant marchant vers Tien An Men sous la conduite de leurs maîtres d'école aux cris répétés de « A bas Tien An Men », « A bas Wang Hong-Chang Chun-chiao », « A bas Wang Hong-Chang Chun-chiao ».

ALAIN JACOB.



(Dessin de KONE.)

tuent « la réalisation rapide de la sage décision prise par le président Mao ». Il semble bien qu'il ne s'agisse pas du seul d'une référence à la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central — que Mao Tse-tung a pu envisager avant sa mort —, mais aussi la destination de Mme Chiang Ching et de ses amis du « groupe de Chang-hai ». La population a, en effet, été « informée » que, de longue date, le président défunct avait commencé à critiquer ces personnalités. Franchissant un pas de plus — et assuré qu'un démenti ne saurait venir d'outre-tombe, le nouveau pouvoir lui attribue maintenant la responsabilité initiale de l'élimination politique de sa veuve et des hommes qu'il avait lui-même fait accéder au pouvoir.

L'agence énumère, d'autre part, les différents « crimes » dont se seraient rendus coupables les membres de la « bande des quatre », et des accusations déjà connues — avoir déformé la pensée du président Mao, pratiqué le révisionnisme, « sous l'influence du marxisme », etc. — et en ajoute, ou en précise, quelques autres. On apprend que les dirigeants

dirigés par le camarade Hua Kuo-feng ». La encore vient cette étonnante précision que le nouveau chef du P.C. agissait en la circonstance « conformément aux dispositions du président Mao ». Il n'est pas question de recommandations plus ou moins vagues et théoriques, mais, selon les termes chinois d'« arrangements » très concrets et précis.

Reste d'ailleurs à donner une substance un peu plus solide à ces diverses accusations et à expliquer comment et pourquoi les dirigeants déchu sont tout à fait coupables des crimes dont on les charge. Jeudi, le Quotidien du peuple a consacré une place considérable à une opération de nomination contre M. Chang Chun-chiao qui donne peut-être un avant-goût du genre de procès auquel il faut s'attendre. Prenant prétexte du quarantième anniversaire de la mort de Li Su-nan, l'organe du P.C. rappelle que le grand écrivain avait cliqué dans les années 30 un certain « écrivain », écrivant sous le pseudonyme de Li Ke, et qui aurait adopté à l'époque des positions « capitulationnistes » face au Kuomintang.

DIPLOMATIE

APRÈS LA DÉCISION DU PARLEMENT

L'Assemblée générale de l'ONU condamne la politique française

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — Par 102 voix contre une et 28 abstentions, l'Assemblée générale a adopté, jeudi 21 octobre, une résolution introduite par le Cameroun concernant Mayotte (1). Le texte « considère que les référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une atteinte à la souveraineté de l'Etat comorien et à son intégrité territoriale, que l'occupation par la France de l'île de Mayotte constitue une violation des principes des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations unies. Il condamne les référendums du 3 février et du 11 avril 1976, organisés dans l'île de Mayotte par le gouvernement français et les considère comme nuls et non avenue. Il condamne énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une violation de l'unité nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République indépendante des Comores. Il demande au gouvernement français de se retirer immédiatement de l'île comorienne et d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ».

Le problème de Mayotte aurait beaucoup moins brulé les Africains n'était le rôle joué par la France — tel qu'il est perçu par les Africains en dépit des penses assurances du Général d'Ossay — en Afrique australe. La France se trouve d'ailleurs aussi mise en cause dans un projet de résolution adopté en commission, qui « condamne la vente de matériel nucléaire à l'Afrique du Sud ». Les paroles aimables que les diplomates français ont, en privé, concernant la France refèrent mal le ton qu'ils adoptent lorsqu'ils sont entre Africains, à propos des liens entre Paris et Pretoria, et le capital de bonne volonté dont la France disposait en Afrique rétrécit comme peau de chagrin. Le délégué de la France, M. Jacques Lecomte, a déclaré, dans son intervention, que « l'affaire de Mayotte est complexe, qu'elle oppose le principe de l'intégrité territoriale à celui non moins sacré de l'autodétermination ». Il s'est félicité du fait que « de nombreux orateurs ont utilisé le langage de la raison et appelé à la réconciliation ». « La France a-t-elle dit, est sensible à leur voix, elle a entendu leur appel au dialogue. Elle ne s'y dérobera pas ».

LOUIS WIZNITZER.

La France ne se dérobera pas au dialogue

Le texte original du projet parlait d'« agression flagrante de l'Etat comorien par la France » et sa « condamnation » n'était assortie d'aucun appel. Il fut adouci après que certaines délégations françaises aient plaidé, au sein du groupe africain, pour une politique de dialogue au lieu d'une politique de la porte fermée. Le texte adopté n'en est pas moins dur. Il réaffirme la mauvaise humeur croissante de l'Assemblée d'Africains, pour ne pas dire leur colère, à l'égard des livraisons militaires françaises à l'Afrique du Sud, et à propos du refus du gouvernement français de se démarquer — dans les faits et pas seulement dans les paroles — par rapport au régime de Pretoria. Un délégué africain, qui a l'habitude de peser ses mots, nous a confié :

● Renouvellement du Conseil de sécurité. L'Assemblée de l'ONU a élu jeudi 21 octobre l'Allemagne fédérale, le Venezuela, l'Inde, le Canada et l'Ile Maurice comme membres permanents du Conseil de sécurité en remplacement du Japon, de la Tanzanie, de la Guyane, de l'Italie et de la Suède. — (Corresp.)

M. PIERRE GORCE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU DANEMARK

Le Journal officiel du vendredi 22 octobre annonce la nomination de M. Pierre Gorce comme ambassadeur au Danemark, en remplacement de M. Pierre Pelen. Né en 1917, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Gorce a été haut-commissaire à l'intérieur, puis commissaire de la République à Faramon-Farah, à Bassorah, en Irak, de 1959 à 1961, intégré dans le cadre des conseillers des affaires étrangères (Orléans). Il a été directeur du premier ministre en qualité de directeur des études de l'Institut des hautes études de l'ouest-asiatique, de 1963 à 1968. M. Gorce a ensuite été ambassadeur en Albanie et en Irak. Il était, depuis 1974, ambassadeur en Indonésie.

Océan Indien

Île Maurice

Le premier ministre dissout le Parlement

Fort-Louis (A.F.P., Reuters). — Sir Seewoosagur Ragoonam, premier ministre, a annoncé, jeudi 21 octobre, la dissolution du Parlement mauricien.

On estime dans les milieux politiques de l'ancienne colonie britannique que les prochaines élections devraient avoir lieu dans la première quinzaine de décembre.

En principe, les élections législatives ont lieu à Maurice tous les cinq ans, mais le gouvernement de Fort-Louis, qui n'a pas organisé de consultation depuis l'accession de l'île à l'indépendance, le 12 mars 1968, a repoussé l'échéance à plusieurs reprises. Le motif officiel le plus fréquemment invoqué, à ce sujet, est la mise en œuvre du plan de développement. En réalité, le gouvernement peut, de façon tout à fait légale, surseoir comme il l'entend à tout scrutin, en vertu de l'état d'urgence qui reste en vigueur depuis plusieurs années. Or la montée des contestations, tant à gauche avec le mouvement militant socialiste progressiste de Paul Berenger, qu'à droite avec le parti social-démocrate de M. Gaetan Duval, monnaie d'appoint au pouvoir de la majorité actuelle.

Aussi longtemps que M. Gaetan Duval était au gouvernement, il s'était rangé à l'avis du premier ministre. Sir Seewoosagur Ragoonam, et s'était prononcé en faveur du report des élections. Mais depuis qu'il a rompu la coalition gouvernementale avec écart, après avoir été démis de son poste de ministre des affaires étrangères en décembre 1973, le leader social-démocrate a fait chorus avec l'opposition pour contraindre le gouvernement à organiser un scrutin. Comme M. Berenger, son concurrent, M. Duval est convaincu aujourd'hui que le pays légal ne correspond plus au pays réel ; il

semble persuadé que son propre parti est mieux placé pour remporter une victoire électorale. Sir Seewoosagur Ragoonam avait, pour sa part, manifesté un certain esprit d'ouverture dès la fin de l'année dernière. Le 19 décembre 1975, l'Assemblée mauricienne avait, à son instigation, décidé de ramener l'âge de la majorité électorale de vingt et un à dix-huit ans. Cette décision devrait permettre à soixante dix mille jeunes supplémentaires de participer aux élections, que le premier ministre laissait alors déjà prévoir pour la fin de l'année 1976. — Ph. D.

La caution des professionnels.

Ententes acoustiques de très haute qualité.

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

M. Smith promet d'être « extrêmement raisonnable et patient »

De notre correspondant

Genève. — Arrivé à Genève le jeudi 21 octobre, en fin de matinée, M. Ian Smith, premier ministre de Rhodesie, a fait preuve, à sa descente d'avion, d'un optimisme mesuré et a déclaré que la conférence sur son pays devrait confirmer « l'accord déjà conclu » sur la base du plan Kissinger, lequel ne peut, selon lui, être ramené (nos dernières éditions du 22 octobre). Il a précisé : « Les délégués et moi-même serons extrêmement raisonnables et patients. » A un journaliste qui l'interrogeait sur les conditions dans lesquelles la délégation rhodésienne pourrait être amenée à quitter la conférence, M. Smith a répondu qu'il n'était pas dans son tempérament de blâmer la liste de demandes séparées de la conférence, mais qu'il ajoutait : « Je crois qu'il se peut que nous arrivions à une situation où, en toute sincérité, nous devions dire que le concept même qui nous a fait venir ici a été sapé, anéanti, et qu'il serait donc inutile de poursuivre la conférence. »

M. Ivor Richard, chef de la délégation britannique, s'est également montré assez optimiste à son arrivée. Selon lui, les pourparlers devraient se dérouler en deux temps : la première semaine serait consacrée aux problèmes généraux, après quoi, les détails pourraient être discutés. Il a estimé également que l'accord préliminaire constitue une « base acceptable » des négociations.

ISABELLE VICHNIAC.

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING S'ENTRETIENT AVEC LE PRÉSIDENT MOBUTU

Venant de Kinshasa, le général Mobutu, président de la République du Zaïre, est arrivé, jeudi après-midi 21 octobre, à Paris. Il a pris vendredi matin le petit déjeuner avec M. Valéry Giscard d'Estaing au palais de l'Élysée. À l'issue d'un séjour de quarante-huit heures dans la capitale française, le président Mobutu quittera Lausanne, où il prendra « un repos médical d'une quinzaine de jours ».

Angola

Des troupes sud-africaines auraient massacré plusieurs centaines de paysans

Selon la radio du Mozambique, captée en Tanzanie, les troupes sud-africaines auraient récemment pénétré en territoire angolais et appuyées par des éléments de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) tué deux cent quatre-vingt paysans. Radio-Maputo ne précise toutefois pas la date de ce massacre.

D'autre part, M. Holden Roberto, chef du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), second mouvement qui lutte contre le gouvernement de Luanda, rompu un silence de plusieurs mois, a fait jeudi 21 octobre, à Bruxelles, une déclaration dans laquelle il affirme : « Le gouvernement du Mozambique ne peut qu'être fier de l'aide des Cubains dans les grandes villes de la côte et sur une bande étroite qui entoure la ligne de chemin de fer allant de Luanda, la capitale, à Malange, vers le centre du pays. Les soldats cubains sont aujourd'hui au nombre de trente mille. La presse occidentale ignore qu'ils arrivent massivement en train vers le sud pour déjouer l'opération de la répression menée par le gouvernement de Luanda avec l'aide des Cubains qui ont, selon lui, ouvert à deux camps de concentration ». M. Holden Roberto a affirmé que le F.N.L.A., à lui seul, contrôle, dans le nord-est et le centre du pays, une zone beaucoup plus grande que la France, ayant pour base la région traditionnelle de guerrilla qu'on a appelée autrefois le « triangle pourri ». Il n'y a pas eu, cette année, de pente d'exportation de café car toutes les riches plantations sont dans cette zone. Les Cubains se cantonnent dans les villes de Santo Antonio do Zaïre, San-Salvador

Carmona. L'UNITA contrôle une zone aussi vaste que la nôtre dans l'est et le sud-est où elle empêche les chemins de fer de fonctionner. Les états-majors de l'UNITA et du F.N.L.A. sont éloignés géographiquement l'un et l'autre. Mais nous sommes en contact de façon permanente. » Le président du F.N.L.A. a évoqué avec amertume la « conspiration universelle du silence » devant le problème angolais. Il assure que les deux tiers de la population souffrent de la résistance actuelle, malgré les représailles : « Le mois dernier, dans une opération héloportée de nettoyage, dit-il, cinq cents habitants des villages de Cuangar, Calai et Dirico, dans le sud du pays, ont été assassinés. Quarante-sept mille personnes ont fui en Namibie. La population déserte les villes pour se réfugier dans les villages et la forêt. » Une nouvelle structure politico-militaire du F.N.L.A. a été mise en place après le congrès extraordinaire que le parti a réuni dans la première quinzaine de mars en territoire angolais. « Notre but », a indiqué M. Roberto, est d'obtenir des élections libres pour que le peuple angolais puisse choisir ses dirigeants. — (A.F.P.)

● Trois anciens soldats des Forces armées populaires de libération de l'Angola (F.A.P.L.A.) ont été condamnés à mort par un tribunal militaire populaire réuni à Huambo, à 700 kilomètres au sud de Luanda, rapporte, jeudi 21 octobre, le quotidien Diário de Luanda. Selon l'acte d'accusation, les trois hommes avaient commis « des homicides volontaires ayant de graves conséquences et répercussions politiques dans la région de Huambo ». — (A.F.P.)

صكناش الاعل

Jeudi 23.10.76

DIPLOMATIE

CONCERNANT L'ILE DE MAYOTTE

M. de Guiringaud : cette affaire « durera très longtemps »

M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a répondu aux questions des journalistes à l'issue du déjeuner qui lui a été offert, jeudi 21 octobre, à l'Association de la presse diplomatique française. Voici ses principales déclarations :

LA FRANCE ET L'ONU.

Il est évident que la décision que le Parlement français a prise concernant l'île de Mayotte est en contradiction totale avec les principes affichés, reconnus d'ailleurs en général par les Nations unies. (...) Les frontières héritées de l'époque coloniale pour tous les États nouvellement indépendants, c'est un dogme ; s'il n'en était pas ainsi, comme ces frontières ont souvent été tracées de manière arbitraire par des administrateurs des colonies qui s'entendaient à la suite d'arbitrages effectués dans les capitales européennes, il y aurait eu des guerres incessantes à travers les ethnies, et les Africains n'auraient pas reconnu comme un dogme qu'elles sont insurmontables. L'Afrique tout entière aurait été à feu et à sang dès le jour de l'indépendance de ces nouveaux États, pour que les ethnies soient rassemblées. Donc, en ne respectant pas ce principe, le Parlement français est allé directement à l'encontre d'un dogme admis dans le tiers-monde, notamment en Afrique.

Je ne discute pas les raisons du Parlement français. Le Parlement français a appliqué une autre conception qui est le respect de la volonté des populations ; c'est également un dogme auquel nous sommes très attachés. Ce qu'il est difficile de faire comprendre à ces États nouvellement indépendants, c'est que nous sommes attachés à cet aspect, alors que pour eux il est quasiment moins évident. Donc, sur l'affaire de Mayotte, nous sommes très durement traités, mais c'est un orage, à mon avis, qui passera jusqu'à ce qu'il revienne à la prochaine session. On ne peut pas penser qu'on nous le pardonnera. Cela durera très longtemps.

Sur l'affaire de l'Afrique du Sud, nous avons été amenés, vous le savez, à émettre un veto. Il y a deux jours, contre une résolution déposée au Conseil de sécurité et qui visait l'Afrique du Sud en raison de la lenteur des progrès de la Namibie vers l'indépendance. Nous avons mis un veto parce que la résolution contenait une référence au chapitre de la charte des Nations unies qui vise directement les États à l'égard de « menace à la paix ». A un moment où il y a des négociations, des tractations à de multiples niveaux qui sont engagées (...) pour trouver une solution pacifique (...), nous ne pensons pas qu'on puisse dire qu'il y a « menace à la paix » à l'heure actuelle. Nous avons donc mis un veto.

LE LIBAN.

Nous nous réjouissons qu'un cessez-le-feu entre enfin en vigueur au Liban ; nous nous réjouissons beaucoup des résultats de la réunion de Riyad ; nous estimons qu'elle marque un tournant dans la crise libanaise ; pour la première fois, l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Égypte, la Syrie, l'O.L.P. et l'autorité libanaise, le président Sarkis, sont d'accord sur un certain nombre de principes qui devraient permettre le règlement de la situation libanaise. Le cessez-le-feu est une condition évidemment essentielle, primordiale, fondamentale pour que l'on puisse ensuite déboucher sur un règlement politique. « Le sommet » arabe de lundi prochain « devrait normalement fixer les principes d'un règlement politique ». La France n'a qu'à s'en réjouir ; elle n'a pas de raison d'intervenir au stade actuel. Si, à un stade ultérieur, on a besoin d'elle, elle reste disponible.

POLITIQUE NUCLEAIRE.

Les décisions du Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure tendent, dit le ministre, à arrêter tout risque de prolifération. Il faudra un nombre de directives d'ordre interne qui préciseront les conditions dans lesquelles nos exportations de matières nucléaires sont autorisées. (...) Il est évident que notre politique ne se comprend que dans la mesure où notre souci est partagé également — par le ministre responsable — par d'autres fournisseurs potentiels de matières nucléaires sensibles. (...) Il y a déjà des conversations (il) entre les principaux fournisseurs. (...) Il y aura sûrement d'autres concertations, car une politique qui tend à empêcher la prolifération n'est valable que si elle est appliquée par tout le monde.

RELATIONS FRANCO-SOVIETIQUES.

M. de Guiringaud estime que les Soviétiques n'ont pas « censuré » les déclarations de M. Giscard d'Estaing à l'occasion de son séjour en France. L'entretien de M. Giscard d'Estaing, dit-il, « a été effectivement repris, à la seule exception de deux choses : la conversion en roubles du salaire minimum (...) du travailleur français ; et (...) un début de question (...) faisant allusion à une visite éventuelle de M. Brejnev à Paris en

décembre. (...) Tout le reste de l'entretien a été traité intégralement. (...) On peut faire des spéculations sur les raisons pour lesquelles cela a été omis, mais il reste une chose, c'est que toute l'entretien du président a quand même passé à la télévision soviétique et que, dans l'esprit des accords d'Helsinki, c'est la première fois qu'un chef d'État occidental peut parler pendant quarante minutes pour la totalité des télélecteurs soviétiques. Je crois que c'est déjà un résultat positif considérable.

Comme on lui faisait remarquer que les rencontres franco-soviétiques s'étaient, le ministre a répondu : « On avait décidé qu'il y aurait des rencontres périodiques entre les dirigeants et même au niveau le plus élevé. (...) On n'a jamais fixé de rythme à ces réunions. (...) Il peut se trouver pour des raisons de circonstance qu'il n'est pas nécessaire que ces rencontres aient lieu à la même période à tout moment ; cela ne veut pas du tout dire qu'il n'y a pas le même intérêt pour ces rencontres au sommet ». Ces intérêts demeurent les rapports entre la France et l'Union soviétique, qui demeurent toujours une des préoccupations majeures de ce gouvernement.

M. de Guiringaud a également déclaré que les relations franco-américaines étaient « sans nuage » et qu'il espérait qu'il en serait encore ainsi au cours de la prochaine présidence américaine. Il pense que la visite de M. Giscard d'Estaing en Yougoslavie aura lieu dans un délai « pas trop lointain », le marchand Tito allant « nettement mieux ». En revanche, la visite que le chef du gouvernement vietnamien devait faire à Paris à la fin de l'année sera remise. M. Pham Van Dong étant « confronté avec des problèmes d'organisation interne dans le Vietnam réunifié ». Mais le principe de la visite « est déjà à peu près acquis ».

M. FRYDENLUND : la Norvège veut resserrer ses liens politiques avec la France.

M. Knut Frydenlund, ministre norvégien des affaires étrangères, arrivé jeudi à Paris, poursuit, ce vendredi 22 octobre, ses entretiens avec son collègue français, M. de Guiringaud. Un premier entretien, jeudi, a porté sur l'établissement de zones économiques de 200 milles autour de la Norvège et du Spitzberg, les relations de l'Afrique australe et le dialogue Nord-Sud.

Recevant M. Frydenlund à dîner jeudi, le ministre français a déclaré : « Il est naturel que nous deux nous ne retrouvons aucun de nous de la même alliance, qu'ils partagent la même souci de préserver la sécurité de l'Europe. Ils s'efforcent tous deux, à cet égard, non seulement d'assurer leur défense de la façon la plus efficace, mais aussi de créer les conditions les plus favorables à une véritable détente en encourageant le développement de relations faites de confiance, de modération, mais aussi de franchise avec les pays de l'est de l'Europe ». M. Frydenlund a répondu que son pays avait mis l'accent sur son désir de « resserrer ses liens entre la France et la Norvège sur le plan politique ».

PRECISION. — Dans l'article consacré à la visite du ministre des affaires étrangères norvégien à Paris, M. Frydenlund (le Monde du 22 octobre), la phrase « l'absence de rétrograde », souhaitée par les Norvégiens dans un accord éventuel avec les Soviétiques, concernait la délimitation de la frontière entre les deux pays dans la mer de Barents, et non les droits de pêche, comme une phrase saine à pu le faire croire.

Les partis de droite considèrent l'accord de Ryad comme une simple étape vers un règlement

De notre envoyé spécial

Beyrouth-Est. — Une barrière semblable à celles que l'on trouve à un poste-frontière marque aujourd'hui la limite de la « zone chrétienne » de Beyrouth, à proximité du Musée national. En dépit des dénégations des partis de droite, qui continuent de se dire opposés à la division du pays, cette « porte » semble matérialiser la partition de fait du Liban. En période d'accalmie, le carrefour du Musée était le dernier point de passage pour franchir, à ses risques et périls, la ligne de démarcation. Depuis près d'une semaine, tout passage était devenu impossible en raison des combats. Au coucher du soleil, le 21 octobre, l'endroit était redevenu accessible.

Un jet d'eau fusant d'une canalisation crevée par un obus dessine un arc-en-ciel sur la façade d'un immeuble en partie caché par une rangée de palmiers. Dans les rues avoisinantes, des gravats jonchent la chaussée bordée de façades criées d'écrou. Au-dessus d'un drapeau libanais, un drapeau israélien est hissé. Avant le cessez-le-feu, les combats ont été intenses dans ce secteur. Mais, jeudi soir, un milicien du P.N.L. (parti national libéral) déclarait qu'il n'y avait rien à signaler dans ce quartier depuis le début de l'après-midi. Il ajoutait que cinq volontaires « ont même réussi à passer ».

Dans la soirée, M. Pierre Gemayel, chef du parti des Phalanges, annonçait que ce cinquième cessez-le-feu avait été finalement respecté à 75 %. Et M. Camille Chamoun, leader du P.N.L., toujours prompt à dénoncer le moindre incident qu'il impute à la partie adverse, constatait qu'aucune « infraction notable » ne lui avait été signalée en fin de journée.

La signification des accords

On s'interroge maintenant à Beyrouth sur les implications et les points obscurs de l'accord de Ryad. Que signifie : le retour aux « positions » du 13 avril 1975, début de la guerre civile ?

Le président du parti national libéral, M. Camille Chamoun, interprète le mot « positions » dans un sens militaire. Pour lui, le retrait ne concerne que l'adversaire : les Palestiniens, qui se battaient sur les différents fronts, doivent regagner leurs camps ou les régions où ils se trouvaient avant le conflit. Les milices des partis de droite ne doivent-elles pas elles aussi évacuer certains secteurs ? « Il n'y a pas de forces libanaises qui se soient aventurées à occuper le territoire d'autrui », répond M. Chamoun. « Il est évident que les Libanais sont chez eux au Liban ». Selon lui, les forces progressistes ou le mouvement national n'existent pratiquement pas. « Les Libanais qui combattent de l'autre côté, dit-il, ne sont pas nombreux, et, en tout cas, ils ne sont rangés sous l'ombre palestinienne. Ce qui est donc valable pour les Palestiniens le sera pour cette minorité ».

A propos du retrait des Palestiniens, M. Chamoun confirme que, aux termes de l'accord de Ryad, les camps dont les forces libanaises se sont emparées ne seront pas restitués (Tell-El-Zaatar, Zisr-El-Bacha, la Quarantaine et Nabati). Il indique que le président Sarkis est prêt à mettre à la disposition des Palestiniens des « terrains de remplacement ».

Enfin, M. Chamoun précise que l'accord ne prévoit pas un désarmement total. « Les organisations comme la nôtre, dit-il, ou comme celles des phalangistes, conservent leurs armes en lieu sûr, sous leur responsabilité. Quant aux Palestiniens, l'application des

accords du Caire de 1969 et de ceux conclus en 1973 va réglementer le nombre et la qualité des armes qu'ils pourront détenir. » Selon le président du P.N.L., « l'accord de Ryad n'est qu'une étape ».

M. Pierre Gemayel, chef des Phalanges, estime, quant à lui, que « l'accord de Ryad n'a pas résolu notre problème puisque les leaders palestiniens sont encore les mêmes. Un accord total et réel n'a pas été conclu à Ryad. Cependant, n'importe quel arrangement susceptible de mettre fin à la crise doit être accepté ».

M. PAKRADOUNI (Phalanges) : la Syrie a un rôle primordial à jouer.

« Tout accord est un compromis, nous a déclaré, pour sa part, M. Karim Pakradouni, membre du bureau politique des Kataib (Phalanges), et inhabituellement celui de Ryad entraîne la déception, surtout chez les militants qui ont nourri en un an et demi des espoirs et des mythes. » Le ton modéré de ce jeune responsable politique contraste avec celui d'autres dirigeants de la droite, particulièrement de M. Bachir Gemayel, chef militaire des forces libanaises (le Monde du 21 octobre). Les deux hommes sont opposés sur bien des points, notamment sur l'appréciation de l'accord de Ryad. M. Pakradouni en est le plus fervent défenseur parmi les dirigeants de la droite. Il sait qu'il est pratiquement le seul à ne lui trouver que des mérites.

« Cet accord est un triple succès, affirme-t-il. C'est d'abord le succès de l'Arabie Saoudite, qui a su recréer la solidarité arabe, concrétisée notamment par la réconciliation égypto-syrienne. Nous sommes revenus à la grande alliance stratégique d'avant la guerre de 1973 contre Israël, et le monde arabe a trouvé un leadership. Mais celui-ci est à trois têtes : Syrie, Égypte et Arabie Saoudite. Ce triple leadership, qui ne peut inquiéter personne, favorise donc les efforts à venir, la recherche d'une solution dans un autre conflit, celui des États arabes avec Israël. »

Il ajoute, avec un sourire entendu : « Le règlement de la crise du Proche-Orient a commencé à Ryad, l'en est à la quasi-certitude. » Pour M. Pakradouni, le succès revient aussi à la Syrie. « A Ryad, on a donné un parapluie arabe à l'initiative syrienne », dit-il : en soulignant que l'accord conclu légitime l'action « politique et militaire » du gouvernement de Damas. Selon M. Pakradouni, la Syrie exercerait également, par délégation, la tutelle des États arabes sur la résistance palestinienne.

Pour le dirigeant phalangiste, l'accord de Ryad est aussi un succès du président Sarkis, jusqu'à la signature de l'accord, il a obtenu une garantie arabe pour la restauration de l'État libanais ».

Au sujet du sort des Palestiniens, M. Pakradouni nous déclare : « En fait, M. Arafat a reçu pour mission, de la part des signataires de Ryad, de discipliner la résistance. L'accord égypto-syrien revient à accorder les Palestiniens dans des limites qui leur permettent de revendiquer leurs droits contre Israël, mais aussi dans les limites de la politique des États arabes. C'est la dernière chance pour le leader de l'O.L.P. Il est possible qu'il n'y parvienne pas, mais les chrétiens doivent également savoir que la Syrie défend l'existence de

la résistance palestinienne aussi résolument qu'elle a condamné son expansionnisme. »

Pour M. Pakradouni, la Syrie a un rôle primordial à jouer dans le règlement de la crise, tel qu'il vient d'être élaboré. Dans le camp de la droite, il est l'un des rares à s'en féliciter aussi nettement. Mais il fait remarquer que personne, au Liban, n'a le choix d'un autre soldat. Selon lui, la plupart des dirigeants de la droite savent que cette importance accordée à la Syrie — difficilement admissible pour l'autre camp — est le point le plus discutable des décisions de Ryad, surtout s'il se confirme que les troupes syriennes constitueront une bonne part de la force de sécurité arabe. Cela signifierait que les unités syriennes actuellement sur le territoire libanais n'auraient qu'à changer le couleur de leur casque.

FRANCIS CORNU.

Le président Sarkis s'efforce d'organiser la trêve en attendant la force de paix arabe

De notre correspondant

Beyrouth. — Si tous les belligérents ont accepté de signer un cessez-le-feu, il n'existe aucun organisme de contrôle de la trêve, et encore moins de répression des infractions, en attendant l'arrivée des troupes arabes de la force de paix arabe. Celle-ci étant attendue au mieux dans quinze jours, durant deux longues semaines encore la trêve sera tributaire de la bonne volonté des parties.

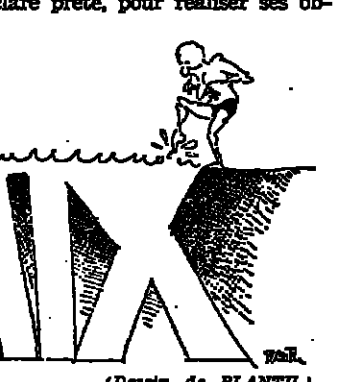
Deux hommes s'emploient à organiser un système d'observa-

tion pour déterminer les responsables des infractions au cessez-le-feu : le président Sarkis et l'attaché militaire israélien, le colonel Al Chaeir. Une poignée d'officiers libanais restés en dehors du conflit opèrent à la demande du président Sarkis, et quelques officiers saoudiens appartenant à la force de paix arabe déjà sur place sont à la disposition du colonel Chaeir. Ainsi, l'Arabie Saoudite joue le rôle de garant des accords de Ryad.

Le commandant de la force de paix arabe a lancé un appel aux belligérents pour qu'ils se conforment de leur propre gré au cessez-le-feu plutôt que d'être contraints par la force de dissuasion en voie de constitution. M. Sarkis et le colonel Chaeir tentent de créer un cordon d'observateurs large d'un kilomètre tout le long des lignes de front, et dans l'immédiat, d'installer des postes d'observation dans les deux camps. La force de paix arabe se trouvant actuellement dans le seul secteur palestinien-progressiste, le colonel Chaeir a demandé au chef des Phalanges,

M. Pierre Gemayel, l'autorisation d'installer quatre postes d'observateurs dans le secteur conservateur chrétien de Beyrouth. M. Gemayel a réservé sa réponse pour consulter ses alliés.

Cependant, la situation dans le Sud-Liban reste préoccupante. Aidés par Israël, les villages frontaliers chrétiens ont constitué, avec des renforts phalangistes, une « force de défense du Sud » qui refuse toute forme de présence palestinienne et se déclare prête, pour réaliser ses ob-



(Dessin de PLANTU.)

jections à « s'allier avec le diable ». Cette force contrôle une bande de territoire qui s'étend de jour en jour. Après la prise de Marjayoun, et compte tenu de la présence syrienne dans la région de Jezzine, les Palestiniens pourraient être isolés dans leur sanctuaire de l'Arakoub.

Les Palestiniens-progressistes accusent les Israéliens de participer directement aux opérations aux côtés des conservateurs chrétiens et d'avoir délogé ceux-ci à Marjayoun alors qu'ils s'y trouvaient assiégés. De même, Israël est accusé d'avoir opéré le bombardement de Bint-Jbeil, jeudi, que les forces de droite revendiquent. Ce bombardement a fait quatre morts et vingt-sept blessés. D'autres villages frontaliers musulmans ont été l'objet de tirs de la part des forces de la droite chrétienne (1).

LUCIEN GEORGE.

(1) De leur côté, les conservateurs ont accusé les Palestiniens-progressistes d'avoir abattu leur cent cinquante personnes dans le village chrétien d'Achbich, au nord de Marjayoun.

Les porte-parole israéliens ne démentent plus les informations sur la livraison de matériel militaire aux forces de droite

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël apporte-t-il une aide militaire aux forces chrétiennes du Liban ? Les agences de presse internationales ont fait état de fourniture de véhicules blindés et même de chars Sherman aux phalangistes chrétiens, qui auraient été aussi équipés d'armes individuelles et parfois d'uniformes de l'armée israélienne. De sources militaires israéliennes, on se contente de répondre, lorsque des questions sont posées aux porte-parole : « Nous ne savons rien à ce sujet. » Ce n'est, certes, ni un démenti ni une confirmation des rumeurs qui circulent avec persistance depuis quelques semaines. Ces rumeurs ont été, jusqu'au jeudi 21 octobre, rigoureusement « cavardées » par la censure militaire, mais celle-ci permet maintenant qu'il en soit fait état.

S'il est impossible d'avoir une confirmation de l'aide apportée par Israël aux combattants chrétiens libanais, il est, en revanche, admis depuis longtemps que l'armée israélienne exerce parfois des pressions sur les dirigeants de la « bonne cause », afin de s'assurer que les Palestiniens n'ont pas reconstruit

leurs bases opérationnelles. On se souvient qu'il y a quelques années le génie militaire israélien avait construit en trois jours dans l'Arakoub (le Pathland) un réseau de routes mamoudiennes « afin de permettre aux patrouilles motorisées de circuler plus aisément dans cette partie du sud du Liban ». Cela avait été à l'époque officiellement admis. Il est fort possible que dans la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les forces armées palestiniennes ce genre de patrouilles ne soit plus nécessaire. En revanche, une aide sous forme de fourniture de matériels divers aux forces chrétiennes paraît très plausible. — A. Sc.

M. BARRE VA SE RENDRE EN ÉGYPTE

M. Raymond Barre, premier ministre, se rendra en visite officielle au Caire du 12 au 15 novembre. Le principe de cette visite avait été accepté par son prédécesseur, M. Chirac. Le premier ministre pourrait être accompagné par M. André Rossi, ministre du commerce extérieur.

A la cour d'appel de Paris

CONFIRMATION DES PEINES PRONONCÉES CONTRE VINGT ÉTUDIANTS IRANIENS

Par défaut, la onzième chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé jeudi 21 octobre le jugement de la vingt-troisième chambre correctionnelle, qui avait condamné le 3 février vingt étudiants iraniens à trois mois d'emprisonnement avec sursis et à franc de dommages et intérêts envers la direction de l'Agence parisienne de radio-télévision iranienne ; les prévenus avaient fait l'objet d'une mesure d'expulsion aussitôt après le prononcé du jugement de première instance (« le Monde » du 5 février et 9 octobre). Les vingt jeunes gens avaient été poursuivis en flagrant délit pour violation de domicile et séquestration de personnes, car ils avaient occupé durant plusieurs heures, le 27 janvier, les locaux de l'agence, en y retenant quinze membres du personnel. Cette manifestation avait pour objet de protester contre des exécutions sommaires en Iran.

ROBERT LAFFONT

« Les Français sont faits pour la démocratie, même si la démocratie n'est pas faite pour eux. »

Jean-Paul Ollivier

UNE CERTAINE IDÉE DES FRANÇAIS

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez en flânant en toute liberté CUIR CENTER, le "salon des salons cuir". Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleurs produits internationaux de sièges.

CUIR CENTER

Une opération peut-être sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut enfin offrir des prix qui méritent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.



Copacabana



Sully

de 6.000 à 9.000 f.



Atlanta



Un salon cuir "texas" 5 places
Prix d'ouverture



Bahia



Ambolée

de 9.000 à 11.000 f.



Chenonceaux



Chambord

de 11.000 à 15.000 f.



Balmoral



California



Miami

de 15.000 à 20.000 f.



Chevvy



London



York



Philadelphie

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX



176 à 182 boulevard de Charonne 75020 PARIS
Ouvert : lundi de 10 h à 19 h 30 - mardi de 10 h à 19 h 30 - mercredi, jeudi, vendredi de 10 h à 19 h 30 - samedi de 10 h à 18 h
Tél. 373.36.13/36.68/36.69 - Parking dans l'immeuble
RER: Nation - METRO: Alexandre Dumas - Philippe Auguste

EUROPE

Pologne

UN MEMBRE DU COMITÉ DE DÉFENSE DES OUVRIERS ARRÊTÉ À VARSOVIE

M. Antoni Maciejewski, assistant à l'université de Varsovie et l'un des quatorze membres du Comité de défense des ouvriers victimes de la répression, a été arrêté jeudi 21 octobre par deux agents en civil, apprend-on à la rédaction de la revue d'extrême gauche *Prace i Walka*. Le Comité a été créé à Varsovie le 28 septembre dernier, à la suite des manifestations ouvrières de juin à Radom et à Ursyn.

Parmi ses quatorze membres, intellectuels libéraux polonais, figure notamment M. Jerzy Andrzejewski, écrivain de renom.

LES PIEDS SENSIBLES c'est l'affaire de SULLY

85 rue de Sèvres
51 rue St-Lazare
53 bd de Strasbourg

Boîtes, bottines, modèles de grand confort, toutes les pointures et six largeurs, du 35 au 45.

Catalogue SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6°.

Italie

M. Berlinguer craint des manœuvres de la démocratie chrétienne pour écartier les communistes du pouvoir

De notre correspondant

Rome. — Affirmation de la « ligne Berlinguer », mais confirmation, aussi, que des divergences existent au sein du parti et qu'elles ne se limitent pas à une mauvaise humeur de la base envers le groupe dirigeant : tels sont les enseignements que l'on peut tirer du comité central du P.C.I. italien réuni à Rome du 18 au 20 octobre. Une « vaste campagne d'assemblées et de manifestations pour populariser parmi les masses travailleuses la ligne et les indications de travail » a été décidée à l'issue de cette réunion exceptionnellement animée.

Le rapport final de M. Enrico Berlinguer a été publié jeudi 21 octobre, avec un jour de retard. Rien n'interdit de penser que ce texte est un compte rendu partiel, et que celui de M. Luigi Longo, président du parti, publié l'avant-veille dans *L'Unità* aurait été fortement expurgé. Les tentatives officielles ne manquent pas à montrer que le P.C.I. ne traverse pas sans mal le long chemin qui doit, en principe, le mener de l'opposition au gouvernement.

Trois « lignes » se sont dégagées au cours de ce comité central : celle du secrétaire général lui-même, désireux notamment de renforcer la concertation avec le cabinet démocrate-chrétien de M. Andreotti ; celle du président, M. Luigi Longo, inquiet des signes d'agitation de la base ; celle enfin d'un « leader historique », prestigieux, M. Giorgio Amendola, persuadé que l'inflation est l'ennemi numéro un et qu'il faut la combattre absolument, au risque d'être impopulaire.

En fait, la ligne Berlinguer, qui tend à une participation prochaine des communistes au pouvoir (*le Monde* du 20 octobre), n'était pas vraiment mise en question. Chacun a seulement essayé de l'inflechir dans le sens qui lui paraissait opportun. On attendait donc avec curiosité les conclusions du secrétaire général pour voir quel de M. Longo ou Amendola avait « l'oreille » du comité central. Pour être écartés l'un et l'autre de l'appareil du parti, pour être aussi isolés, ces deux leaders n'ont conservé pas moins un grand prestige, et M. Berlinguer doit compter avec eux.

Il a fait une concession à chacun d'eux. M. Amendola peut se féliciter de cette phrase : « Nul ne nie que l'inflation (...) est le danger le plus menaçant et le plus pressant aujourd'hui en Italie ».

Elle menace en effet les catégories sociales les plus faibles, l'indépendance du pays et « les institutions démocratiques » elles-mêmes. M. Longo aura noté, pour sa part, que le secrétaire général reconnaît que « des iniquités et des mécomptes » se manifestent à la base du parti.

Ces concessions faites, M. Berlinguer a réaffirmé avec force sa politique, rassurant M. Longo et critiquant M. Amendola. Ce dernier doit savoir qu'on ne lutte pas efficacement contre l'inflation avec « des mesures-tampons », en se flant à des lois opportunistes qui régissent la société capitaliste.

Cette sévérité volontairement affichée n'empêche par M. Berlinguer de craindre une sorte de complot contre la démocratie chrétienne pour « user les rapports de notre parti avec les masses ». Malgré les apparences, la D.C. est, en effet, très à l'aise dans cette curieuse situation politique : elle profite de l'appui des communistes, alors que ceux-ci ne bénéficient ni des avantages du pouvoir ni des commodes de l'opposition. Et elle a toujours pour arme de réserve des élections anticipées si le P.C.I. cherche à forcer les portes du pouvoir. M. Berlinguer le sait. Il redoute plus que tout des manœuvres démocratiques visant à arrêter le processus de rapprochement du pouvoir que les dernières élections ont accéléré.

ROBERT SOLÉ.

Vous ne retrouverez peut-être pas une chance comme celle-ci avant 50 ans.

Il y a cinquante ans exactement, on inventait le boîtier Oyster. C'est à Hans Wilsdorf qu'on le doit. C'était le premier boîtier de montre-bracelet complètement étanche à l'eau et capable de protéger efficacement le mouvement contre la poussière, les impuretés et les chocs.

Depuis lors Rolex a toujours joué un rôle de précurseur dans l'industrie horlogère et a acquis un prestige international.

De nombreux porteurs de Rolex, eux aussi, sont entrés dans l'histoire : Lord Hunt, Sir Francis Chichester, Jackie Stewart, Yehudi Menuhin, Jean-Claude Killy.

Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la naissance du boîtier Oyster, Rolex décerne cinq prix destinés à récompenser l'esprit d'entreprise. Leur but : permettre la réalisation de projets inspirés par une même volonté d'entreprendre que celle dont Rolex et certains possesseurs de Rolex ont fait preuve au cours de ces cinquante dernières années.

Les projets devront entrer dans l'une des catégories suivantes : Exploration et Découvertes, Sciences Appliquées et Inventions, Ecologie.



250.000 francs suisses.

Il y a cinq « Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise » (The Rolex Awards for Enterprise), ils totalisent 250.000 francs suisses. Les candidats peuvent être de toutes nationalités. En octobre 1977, les cinq lauréats désignés par le jury seront invités à Genève où ils recevront chacun un chèque de 50.000 francs suisses ainsi qu'un chronomètre Rolex spécialement gravé à leur intention.

Comment participer.

Envoyez votre demande d'inscription dès que possible et, en tous cas, avant le 31 mars 1977, date de clôture des inscriptions.

Une brochure spéciale est à votre disposition pour vous donner tous les détails sur les « Prix Rolex » et au siège de Rolex en France : 10, avenue de la Grande Armée - 75017 Paris.

Vous pouvez aussi écrire à l'adresse suivante : Secrétariat des « Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise », Boîte Postale 695 - 1201 Genève 1 - Suisse. Indiquez simplement vos nom et adresse et joignez un bref exposé de votre projet.

Ne manquez pas cette chance car il pourrait bien ne se passer cinquante ans avant qu'une occasion comme celle-ci ne se représente.


ROLEX
GENÈVE

مكتبة الامم المتحدة

Sho... 1.50

EUROPE

Grande-Bretagne

M. MICHAEL FOOT EST ELU LEADER ADJOINT DU PARTI TRAVAILLISTE

Londres (A.F.P., Reuter). — M. Michael Foot, leader de la Chambre des communes et l'un des chefs de file de l'aile gauche du parti travailliste, a été élu jeudi 21 octobre leader adjoint du Labour par 168 voix contre 128 à Mme Shirley Williams, ministre de l'éducation, représentant l'aile modérée du parti. M. Michael Foot remplace à ce poste M. Edward Short qui abandonne la vie publique.

Agé de soixante-trois ans, M. Foot, député de la circonscription galloise d'Idow Vale, était ministre de l'emploi dans le précédent cabinet Callaghan. En avril dernier, il s'était présenté contre ce dernier pour succéder à Sir Harold Wilson à la tête du parti, et avait été battu par 176 voix contre 137. M. Callaghan, souhailait, dit-on, la victoire de M. Foot sur Mme Williams afin d'assurer l'unité du Labour dont l'aile gauche continue à contester vigoureusement sa politique.

A quarante-six ans, M. Williams, ancien secrétaire d'Etat à la consommation et aux prix, conserve, malgré cet échec, tout son prestige. Elle reste l'une des personnalités les plus marquantes de la « droite » du Labour, et pourrait succéder éventuellement à M. Callaghan.

Espagne

LE ROI POURRAIT DISSOUDRE LES CORTES

Madrid (A.F.P.). — M. Torcuato Fernandez Miranda, président des Cortes, a mis en garde, le jeudi 21 octobre, les quelque cinq cent quarante députés contre les risques d'un vote négatif lors du prochain débat sur la réforme constitutionnelle.

Le président des Cortes, s'entretenant avec des journalistes, a déclaré qu'en cas de rejet du projet la dissolution des Cortes par décret royal était une possibilité à ne pas écarter.

La réforme, pour être soumise au référendum populaire, doit réunir aux Cortes les deux tiers des votants. Cette réforme prévoit la suppression des institutions du régime franquiste, dont les Cortes et l'élection au suffrage universel direct et secret de deux Chambres législatives : le Congrès des députés et le Sénat.

LUMINAIRES
CONTEMPORAINS
pour décoration
architecture

lumière
et
fonction
284 bd Raspail Paris 14
tel 326 39 09

DROITS DE L'HOMME

A LA RÉUNION DU COMITÉ DES MATHÉMATICIENS

Un ancien détenu soviétique a apporté son témoignage sur sa vie en prison

Le comité des mathématiciens a organisé, jeudi 21 octobre, dans la grande salle de la Mutualité à Paris, une réunion en faveur de six détenus politiques : MM. Vladimir Boukouski (U.R.S.S.), Edgardo Barrios-Espinoza (Chili), Semion Glouzman (U.R.S.S.), Victor Lopez Arias (Bolivie), José-Luis Massera (Uruguay) et Jiri Müller (Tchécoslovaquie). Une douzaine d'orateurs ont demandé devant plusieurs milliers de personnes la libération de ces six hommes. Il y a eu, en outre, le 23 octobre 1976, le comité des mathématiciens avait tenu, au même endroit, un meeting en faveur de M. Leonid Pionchitch, qui put quitter l'U.R.S.S. le 10 janvier 1976.

On a quelque peu oublié les droits de l'homme, et la politique, souvent, a repris le dessus, jeudi soir 21 octobre, la Mutualité. Comme l'expliquait en privé, avec un peu d'amertume, un des organisateurs, à la fin du meeting, « l'un des derniers jours était venu pour sauver Pionchitch. Ce soir, il est là pour voir Juguin ».

L'intervention de M. Pierre Juguin, membre du comité central du parti communiste français, était en effet, attendue avec intérêt par l'assistance. Pour la

première fois un représentant officiel du P.C.F. acceptait de participer à une réunion organisée par d'autres et destinée à obtenir la libération de détenus politiques, aussi bien dans les pays socialistes qu'en Amérique latine.

Chahuté, souvent coupé par des cris hostiles qui faisaient allusion à des prises de position antérieures de son parti, M. Juguin fut néanmoins éloquent. La salle vibra même sous les applaudissements quand il affirma : « Nous demandons la liberté pour Vladimir Boukouski, Semion Glouzman, Jiri Müller, José-Luis Massera, Victor Lopez Arias et Edgardo Barrios-Espinoza. » Déclara à « parler franchement » du fait que trois de ces hommes sont citoyens de pays socialistes, le représentant du P.C.F. déclara : « Nous ne pouvons accepter qu'il y ait, en Union soviétique ou en Tchécoslovaquie, des citoyens poursuivis, emprisonnés, internés pour avoir exprimé leurs opinions. Nous n'accepterons jamais que, dans quelque pays que ce soit, on recoure, au nom du socialisme, à des méthodes qui violent les droits de la personne humaine. »

L'assistance, qui a accueilli très favorablement ces pétitions de principe, semblait cependant moins convaincue que l'orateur de l'impossibilité de mettre sur le même plan l'U.R.S.S. et l'Uruguay. Pour défendre la « ligne » définie par le P.C.F. depuis plusieurs années, et notamment depuis l'arrestation de la Tchécoslovaquie en août 1968, M. Juguin recourut à un balancement à la fois rhétorique et idéologique, devenu traditionnel : « Antifascistes nous sommes et nous le resterons toujours, antisoviétiques jamais ! »

La rhétorique était absente, en revanche, du message de Mme Nina Ivanovna Boukovskaïa, la mère de Vladimir Boukouski, qui fut lu à la tribune. « Jour après jour, l'appareil répressif soviétique s'applique à sup-

primer mon fils physiquement. On ne cesse de l'enfermer dans les mitards, on le torture par la faim... Je vous remercie de ne pas oublier mon fils... »

M. Vadim Delaunay, opposant soviétique et compagnon de M. Boukovski, a décrit, en connaissance de cause, la « vie » dans ces mitards : « La température est maintenue volontairement à un niveau juste suffisant pour ne pas mourir. (...) La quantité de nourriture est soigneusement diminuée et la ration est chaude tous les deux jours seulement. » Le détenu oscille entre la conscience et l'inconscience, sans cesse réveillé par le froid. D'autres tortures en usage dans les « hôpitaux psychiatriques », qu'avait dénoncées M. Semion Glouzman, psychiatre et ami personnel de M. Pionchitch, ce qui lui valut le goulot, ont été évoquées. « On peut fuser une société à la façon dont elle traite ses fous », a déclaré un des orateurs en guise de commentaire.

M. Pionchitch a vivement attaqué le régime soviétique, et qui obéit à la logique d'un système policier » parce qu'il est « dépourvu de toute base populaire ». Il a même accusé Staline d'être à l'origine de la seconde guerre mondiale.

M. Laurent Schwartz a rétabli l'équilibre en manifestant son engagement pour la montée du fascisme en Amérique latine, et M. Daniel Jacoby, membre de la Fédération internationale des droits de l'homme, a rappelé que les droits de la défense étaient violés en Argentine, où de nombreux avocats ont été en outre assassinés. Persuadé que l'obédience est payante, le comité organisateur a décidé de poursuivre son combat pour la libération des six détenus en tenant des réunions semblables dans le reste de la France.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A son retour en France

M. JEAN-CHRISTIAN TIRAT EXPLIQUE POURQUOI IL A RÉDIGÉ UNE LETTRE DE REPENTIR

M. Jean-Christian Tirat, le jeune Français qui avait été arrêté à Moscou pour avoir diffusé des tracts antisoviétiques et avait été libéré puis avait été arrêté à nouveau pour avoir rédigé une lettre de repentir, a tenu une conférence de presse jeudi 21 octobre à Paris. Il s'est inscrit en faux contre les déclarations publiées sous sa signature. Il a dit :

« J'ai été arrêté le 1^{er} septembre à Moscou par deux « travailleurs », qui étaient en réalité des miliciens, au mépris de la loi, où je distribuais des tracts signés N.T.S. (1).

« Ils m'ont emmené à la milice puis à la prison du K.G.B., où l'on isole les suspects. L'U.R.S.S. m'a été présentée comme un pays où l'on se libère, mais on se libère d'autres prisonniers, dont deux s'efforçaient, toute la journée, de me faire de la propagande. Puis j'ai été interrogé par un juge qui s'est efforcé à me persuader de la bienveillance du K.G.B. On m'a même fait des cadeaux. Voyez ces souvenirs et ces bouteilles de vodka. On m'a fait des propositions, on m'a dit de m'adresser, lorsque je serai de retour à Paris, à M. Touri Pankov, un membre de l'ambassade soviétique. »

« Ensuite, j'ai écrit une lettre au président du Soviet suprême, dans laquelle je me déclarais convaincu de la beauté du régime, et je décrivais ces beautés de façon et exagérée que moi-même je ne pouvais en être dupe. Mais le K.G.B. s'en est contenté. Je n'ai fait que ce que m'a demandé des mensonges, entre autres contre ma famille. Quelles menaces ? Je les dévoilerai plus tard. »

« Voyageur de la liberté »

M. Jean-Christian Tirat se plaint du traitement qu'il a subi. On le presse de questions auxquelles il répond en général avec réticence.

« Connaissez-vous le mouvement N.T.S. ? »

« Non, je sais seulement qu'il s'agit d'un mouvement d'opposition russe qui combat pour la liberté. »

« Milliez-vous ? »

« Je n'appartiens à aucun parti. Je ne fais pas de politique. »

« Mais votre action est politique ? »

« Non, les « voyageurs de la liberté » que nous sommes veulent seulement combattre pour rétablir la liberté dans les pays soumis à des régimes totalitaires, quels qu'ils soient, et aussi pour obtenir éventuellement la liberté de camarades incarcérés. C'est ainsi que je me suis efforcé de faire libérer le Norvégien Elding, emprisonné en U.R.S.S. depuis le 14 juillet 1976. Ce fut aussi une des raisons de mon voyage. »

« Quelqu'un suggère alors à M. Jean-Christian Tirat d'aller à la Mutualité où va commencer le meeting du Comité des mathématiciens. Il accepte. Mal lui en prend. Il y a trop d'orateurs. »

« A la sortie, des militants d'extrême gauche entourent le jeune homme, le traitent de fasciste. C'est la bagarre. M. Tirat doit fuir et se réfugier dans un café, où il appelle la police. »

« Aux journalistes qui attendaient la fin de l'aventure, il lance : « Vous voyez, les menaces du K.G.B. se réalisent déjà ! »

(1) Le N.T.S., mouvement solidaire, a été créé par des Russes dans l'émigration.



« Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré »

ALEXANDRE
376, rue St Honoré Paris 1^{er}
tél. : 280.03.78 / 04.44
nettoyage-garde-transformation

Jocelyn
PARIS

134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78/78 ch.-Alcyon (Arcades) 8^e - 225.38.33
5 rue du Cherche-Midi 8^e - 548.75.47

645 F STOP WEEK-END YUGOSLAVIE
STOP 645 F TOUT COMPRIS STOP
SEUL VOL DIRECT PARIS-DUBROVNIK
RÉPUBLIQUE TOURS 61 RUE DE MALTE
75541 PARIS CEDEX 11 355.39.30
OU VOTRE AGENT DE VOYAGES

KISSINGER
DIPLOMATE DE L'IMPOSSIBLE
Maurice Ferro
en librairie à partir du 25 octobre
39 F
EDITIONS FRANCE-EMPIRE

Armand maloumian
les fils
du Goulag

... « Un témoignage factuel, impitoyable »...
L'EXPRESS

... « Depuis les révélations de Soljénitsyne, on croyait tout savoir sur le Goulag. Erreur... La réponse est dans ce livre »...
PARIS-MATCH

... « Armand Maloumian lance à l'Occident le même avertissement que Soljénitsyne »...
VALEURS ACTUELLES

... « Le courage et l'humour n'ont jamais désarmé »...
LA CROIX

... « Un immense bouquin »...
FRANCE-INTER

PRESSES DE LA CITE

Breguet

A VILLECRESNES

« Oranger », 220 m², 7 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine du Réveillon

A la sortie de la charmante bourgade de Villecresnes, voici un Domaine de 90 maisons seulement qui occupe un Valon ensoleillé en grande partie cerné de bois. Il joint les avantages de la proximité d'une petite ville (C.E.S., piscine, tennis) à ceux de la vie en pleine nature. Une station du métro R.E.R. se trouve à Boissy-Saint-Léger, à 3,5 km du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de grandes maisons de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s.d.b., idéalement luxueuses, toutes dans de vastes jardins. Au Domaine du Réveillon, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM AU SUD-EST DE PARIS PAR LA N19

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE.

94440 VILLECRESNES (Tél. 598.71.42)

**achetez
une carte
demi-tarif
SNCF
et
voyagez
à moitié prix**

renseignez vous dans les gares
bureaux de Tourisme SNCF
et agences de voyages

**lettre ouverte à
roche-bobois**

Messieurs,
Votre catalogue 1977 vient de paraître. C'est certainement un événement dans le monde du mobilier contemporain. J'espère y découvrir des idées nouvelles et y trouver des exemples et des conseils de décoration. J'ai bien noté qu'il ne serait remis gratuitement dans les magasins ROCHÉ-BOBOIS. Cependant, je souhaite que vous me le fassiez parvenir (ci-joint 7 francs en timbres ou en chèque postal ou bancaire) que vous me rembourserez en cas d'échec.

Nom :
Adresse :
Ville :

**VIENT DE PARAÎTRE LE CATALOGUE
ROCHÉ-BOBOIS**

Le catalogue R-B 77 (148 pages couleurs - 416 photos couleurs - 2979 articles référencés - 144 croquis) est le reflet le plus actuel de tout ce qui concerne les meubles, les sièges et leur environnement.

Demande à adresser à ROCHÉ-BOBOIS B.P. 275-09
75024 PARIS CEDEX 03.
Le catalogue vous sera envoyé par votre magasin régional.

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES

NOUS VOUS RABAILLONS EN PRET-A-PORTER
CHEMISES - PULLS
PANTALONS - JEANS
SPORTSWEAR
COSTUMES - IMPERMEABLES
PARDESSUS

berdy

79, av. des Ternes - 75017 Paris
tél. : 380.35.13 - Parking gratuit

φειραμα?

**5 jours pour mesurer l'évolution
du matériel scientifique et technique**

PHIRAMA 76

● 12.000 M² D'EXPOSITION ● 750 FIRMES PRESENTES ● 3 SECTIONS
— EQUIPEMENT DE LABORATOIRE — ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE
— CONTRÔLE ET REGULATION

CYCLE DE CONFÉRENCES L'information au service de la science,
de la médecine et de la technique

**25-29 OCTOBRE-MARSEILLE
PARC CHANOT**

PHIRAMA
pour tous renseignements
FOIRE DE MARSEILLE 13266 Marseille Cedex 2 Tél. : (91) 54.15.60 Téléc. : 410.021

ANNIVERSAIRE

IL Y A VINGT ANS

Le 23 octobre 1956, à Budapest, une manifestation pacifique d'étudiants se transformait en insurrection nationale. Civils et militaires, jeunes et vieux, réactionnaires sortis de l'ombre et militants communistes en rupture de stalinisme, se retrouvaient côte à côte pour se débarrasser ensemble de ce que M. János Kádár, l'actuel premier secrétaire du parti communiste, qualifiait alors de « régime dégénéré en tyrannie ».

Vingt ans plus tard, possédons-nous tous les éléments nécessaires à une bonne compréhension des origines, du déroulement et des conséquences de ces journées ? Peut-on formuler un

jugement équitable et sans passion sur les acteurs du drame János Kádár, Imre Nagy, le cardinal Mindszenty, Nikita Khrouchtchev, Youri Andropov et tant d'autres ?

Au fur et à mesure que passaient les années, des détails ont été révélés qui éclaircissent l'octobre hongrois. Beaucoup de questions restent néanmoins encore sans réponse.

Le « soulèvement populaire de 1956 » (l'expression est du grand philosophe marxiste György Lukács) fut dirigé contre la dictature. Les insurgés savaient surtout ce qu'ils ne voulaient plus : la soumission à l'U.R.S.S., l'exploitation des richesses de

UN MOIS A BUDAPEST

L'armée rouge et les conseils ouvriers

Le 21 octobre 1956, M. Wladislaw Gomulka est élu premier secrétaire du parti polonais. Après une confrontation dramatique avec Nikita Khrouchtchev et autres membres du présidium, Moscou, qui était hostile au retour sur la scène de cette ancienne victime du stalinisme, obéit à l'intervention militaire à pu être évitée. Les troupes soviétiques reprennent l'ordre de se retirer dans leurs bases.

Le lendemain à Budapest, différentes assemblées, organisées dans les facultés saluent le dénouement heureux de la crise polonaise. Les étudiants de l'Université technique présentent une liste de revendications en quinze points. Ils demandent — notamment — le départ d'Imre Nagy, le « Gomulka hongrois », dont ils attendent une démocratisation du régime.

Le 22 octobre à midi, une manifestation de soutien aux Polonais est interdite. Deux heures plus tard, l'interdiction est levée. Aussi, des dizaines de milliers de jeunes, portant des drapeaux aux couleurs nationales, défilent dans les rues de la capitale et se rendent devant les statues des héros hongrois et polonais de l'indépendance. Le président de l'Association des écrivains donne lecture d'une résolution exigeant des modifications de structure et des changements de personnalités à la tête du parti et de l'Etat. La nouvelle de la manifestation se répand dans toute la ville. Au Bois de Boulogne, de Budapest, l'immense statue de bronze de Staline est déboulonnée. A 20 heures, on diffuse le discours du président du Parti, Ernő Gerő, qui dirige le Comité central depuis qu'en juillet son meilleur ami, Matyas Rakosi, le « Staline hongrois », a dû se retirer. Ses propos maladroits méritent le feu aux poudres. De plus en plus nombreux, les manifestants demandent la publication de leurs revendications. Les forces de la radio, selon plusieurs témoignages, elles ouvrent le feu sur la foule. Les versions du début

encore la tâche déjà difficile du gouvernement.

Le 30 octobre, une déclaration solennelle du gouvernement soviétique parle d'« équilibre compliqué de droits » entre États socialistes et de « non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays ». Mais il ajoute aussi que le régime communiste est en train d'agoniser — incident Nikita Khrouchtchev a préparé la contre-attaque. Au même moment, l'action franco-britannique contre l'Egypte déclenche une autre crise internationale. Dans ses Souvenirs, parus il y a quelques années en Occident, Khrouchtchev relate les hésitations du Kremlin face aux événements hongrois, mais aussi la détermination de l'U.R.S.S. de mettre fin à ce que Moscou a toujours qualifié de « contre-révolution ». En province, les troupes soviétiques, qui faisaient mine de quitter le pays, commencent à faire demi-tour. Mais l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Budapest, convoqué au siège du gouvernement Nagy, n'admet pas l'évidence.

Le 1^{er} novembre, le comité d'organisation du parti, qui remplace le présidium créé trois jours plus tôt, recommande au gouvernement le retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie. Il estime que l'U.R.S.S. a rompu ses engagements pour la deuxième fois en quelques jours en Hongrie par Nikita Khrouchtchev.

L'intervention armée

MM. Kádár et Munnich partent ensuite pour Oujgorod, petite ville soviétique d'Ukraine subcarpatique. Khrouchtchev consacra la journée du 2 novembre à la rédaction d'un décret aux consultations avec les dirigeants des pays de l'Est. Il obtient leur soutien pour cautionner une action militaire menée fin à la « contre-révolution ». Seul le roi réchut Tito, qui a rencontré dans l'île de Brioni, ne croit pas qu'un retour des blindés soit la meilleure solution à la crise hongroise. C'est lui qui proposera la création d'un nouveau gouvernement dirigé par M. Kádár et regroupant les « forces saines ». Bien que les Soviétiques aient misé sur un autre candidat, vraisemblablement Ferenc Munnich. En tout cas, lorsque, dans la matinée du 3 novembre, Khrouchtchev et Malenkov repartent Moscou, le présidium donne le feu vert à l'intervention.

En même temps et dans la plus grande secret, M. Kádár et une demi-douzaine d'autres personnalités qui ont rompu avec Imre Nagy quittent le territoire soviétique pour s'installer à Szolnok. Dix-neuf ans plus tard, une plus que inaugurée en grande pompe sur l'immense du conseil d'Etatement de cette petite ville, à une centaine de kilomètres de Budapest, commencent la création en ces lieux d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan ».

A l'aube du 4 novembre, les troupes soviétiques entrent en action à Budapest. Imre Nagy déclare qu'il s'agit d'une « intention évidente de renverser le gouvernement légal ». Au même moment, sur la longueur d'onde utilisée habituellement par les émissions vers l'étranger, une « lettre ouverte » lue par Ferenc Munnich annonce la formation d'un « gouvernement révolutionnaire ouvrier-paysan » présidé par M. Kádár, qui demande l'aide des troupes soviétiques. En réalité, ces troupes étaient entrées en action avant même que les Hongrois ne fussent informés de l'existence d'un tel gouvernement.

Trois jours plus tard, les « forces contre-révolutionnaires » sont écrasées et le gouvernement d'Imre Nagy dissous. Le 7 novembre, à 14 heures, M. János Kádár et les membres de son cabinet restreint prêtent serment au Parlement. « Par cet acte », précise le communiqué officiel publié le 13 novembre, « le gouvernement légal a commencé son travail ». A peu près à la même heure, toute résistance armée a cessé en territoire hongrois.

Avant sa chute, Imre Nagy avait demandé aux Nations unies de protéger la neutralité de la Hongrie. Les débats avaient commencé au Conseil de sécurité, sur plainte déposée par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, avant l'intervention russe. Le 4 novembre au matin, le délégué américain demanda une réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

(1) Cette affaire provoquera l'Ouest un débat et des enquêtes sur les programmes d'« Europe libre ». Après les événements, la station changera de direction.

Un gouvernement « largement représentatif et national »

Le 26 octobre, le parti s'engage à assurer la formation d'un gouvernement « largement représentatif et national » et approuve la formation de conseils d'ouvriers. Le nouveau gouvernement du 27 octobre comprend aussi des ministres qui n'appartenaient pas au P.C. ; en même temps, les références à la « contre-révolution » se font plus rares. Le lendemain, l'éditorial de Szabad Nép, organe du parti, qualifie l'insurrection de « mouvement national et démocratique ». Des négociations sont entamées en vue d'un cessez-le-feu entre les insurgés et les Soviétiques. Le 28, la direction du parti est provisoirement confiée à un présidium composé de membres, parmi lesquels figurent Imre Nagy et M. János Kádár. Le programme gouvernemental présenté le même jour tient compte de la plupart des revendications formulées par les étudiants avant le début de l'insurrection.

Mais les concessions arrivent trop tard. Les conseils ouvriers, comités révolutionnaires, partis et groupements spontanément créés et dont certains sont encouragés par des émissions irresponsables de la radio « Europe Libre » de Munich, veulent aller beaucoup plus loin (1). Ils réclament un nouveau remaniement gouvernemental afin d'éliminer tous les hommes de la période stalinienne. On annonce à plein d'élections libres et de retrait de la Hongrie du pacte de Varsovie. Les troupes soviétiques, apparemment vaincues et démoralisées, commencent à se retirer de Budapest. Inattendu, mal préparé, improbable, la révolution semble victorieuse. Dans les rues de Budapest, on pourchasse ouvertement les membres de l'A.V.H., la sinistre police de sécurité. Des scènes d'atrocités se produisent le 30 octobre devant le bâtiment du comité local du parti, place de la République. Les anciens dirigeants les citent souvent pour mettre en lumière le caractère « contre-révolutionnaire » du soulèvement.

Le jour même de l'attaque, M. János Kádár et le nouveau présidium semblent avoir franchi le Rubicon. Ils approuvent l'abolition du parti unique et le retour à un système de gouvernement fondé sur une coalition, telle qu'elle existait en 1945. M. Kádár entrera évidemment dans le nouveau cabinet. Dans la soirée, le cardinal primate, Mindszenty, condamné à la prison à vie en février 1949 après une sinistre comédie judiciaire, retrouve la liberté. Son comportement pendant l'insurrection sera diversement apprécié. Contrairement au cardinal polonais Wyszyński, lui aussi réhabilité, mais qui, au nom de la raison d'Etat, soutient Gomulka, il compliquera

BIBLIOGRAPHIE

Le nombre d'ouvrages consacrés aux événements hongrois de 1956 peut être évalué à quatre cent cinquante. La plupart ont été publiés dans les pays anglosaxons.

Parmi les ouvrages en français signalons :

« La Révolution hongroise, histoire du soulèvement d'octobre », précédée de « Une révolution antitotalitaire », par Raymond Aron (Pion).

« La Vérité sur l'affaire Nagy. Les faits, les documents, les témoignages internationaux », Préface d'Albert Camus. Postface de François Fajó (Pion).

« François Fajó : Budapest 1956 » (Julliard).

« Tibor Mény : Budapest (23 octobre 1956) » (Laffont).

Voici aussi la bibliographie préparée par Thomas Schreiber : la Hongrie de 1918 à 1956 (Etat des travaux et annexes documentaires) in « Revue française de sciences politiques », volume VIII, numéro 3. N. B. Outre les cinq volumes du « Livre blanc » (Les Forces contre-révolutionnaires dans les événements d'octobre ; la Conformation contre-révolutionnaire d'Imre Nagy et de ses complices) parus en 1957 et en 1958 à Budapest, aucun des principaux livres publiés depuis en Hongrie au sujet de 1956 n'a été traduit en français.

سكنا من الامم

Journal de l'Est

ANNIVERSAIRE

L'INSURRECTION HONGROISE

la nation, l'absence de liberté. Le temps de l'insurrection fut trop bref (une semaine à peine) pour que les divers partis, tendances, spontanément resurgis, puissent élaborer un programme commun. Douze ans plus tard, en Tchécoslovaquie, M. Alexandre Dubcek et ses partisans n'avaient qu'un objectif : défendre leur pouvoir qui pratiquait le « socialisme au visage humain ». A bien des égards, en dépit des différences entre les hommes et les situations, la révolution hongroise a annoncé le « printemps de Prague ».

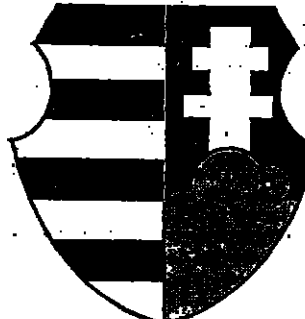
Comme Nikita Khrouchtchev en 1956, M. Brejnev en 1968

a finalement envoyé ses chars, sans demander l'avis des gouvernements en place, légalement investis. La fin identique du soulèvement de Budapest et du « printemps de Prague » confirme que, dans l'état actuel des rapports des forces, l'U.R.S.S. n'est pas disposée à accepter le moindre écart de la ligne qu'elle a définie. Les Soviétiques attachent une importance d'autant plus grande au maintien — coûte que coûte — de la cohésion de leur « Europe de l'Est » que l'emprise du Kremlin sur le mouvement communiste international s'est considérablement affaiblie.

Les milieux officiels de Budapest préfèrent aujourd'hui

parler du présent et oublier le passé. La Hongrie des années 70, jugée en Occident comme la plus « libérale » des démocraties populaires, n'a rien de commun avec le régime stalinien. Chacun a compris la leçon de 1956. Le pouvoir sait que l'utilisation systématique de la force amènerait des tensions et provoquerait une nouvelle tragédie nationale qui n'est dans l'intérêt de personne. L'opinion publique sent les limites que les impératifs de politique internationale apportent à l'expression de ses aspirations à plus de liberté.

THOMAS SCHREIBER.



A GAUCHE, l'emblème stalinien, adopté en 1949, et fortement inspiré de l'emblème soviétique. Au CENTRE, l'emblème républicain, dont le développement figureait en 1956 parmi les revendications des insurgés. A DROITE, l'emblème actuel du pays, synthèse habile des deux précédents. Autre particularité : l'appellation officielle du P.C. modifiée pendant le soulèvement : le parti des travailleurs hongrois devenu le parti socialiste ouvrier hongrois. De même, le quotidien du P.C., publié dans le petit format traditionnel de la presse hongroise, s'intitule depuis le 1^{er} novembre 1956 NEPSZABADSAG (Liberté du peuple), après s'être appelé SZABADSAG (Peuple libre) et avoir imité la PRAVDA jusqu'à sa présentation.

L'inquiétude de la plupart des chefs du mouvement communiste

Incertitude, hésitation et confusion : c'est ainsi que l'on pourrait résumer la réaction des dirigeants des pays socialistes et des partis communistes occidentaux, pendant la crise hongroise. Mal informés de la situation réelle, ils se trouvaient manifestement pris au dépourvu par l'ampleur des événements de Budapest. La volte-face des dirigeants hongrois qui, après avoir dénoncé les « contre-révolutionnaires » au lendemain du 23 octobre, faisaient cause commune avec les insurgés, leur était incompréhensible. L'inquiétude de certains chefs communistes est-elle européenne, augmentée de jour en jour. Les Tchécoslovaques et, surtout, les Polonais craignent, parmi les réactions de leurs minorités hongroises, galvanisées par les nouvelles de Budapest. Les Allemands de l'Est et les Bulgares adoptent des positions particulièrement dures, allant jusqu'à qualifier M. Janos Kadar lui-même de « liquidateur » du parti. Le spectre d'une dislocation du bloc soviétique hantait les dirigeants des P.C. réels stalinien qui voyaient derrière les insurgés hongrois les « revanchards » de Bonn, les agents de la C.I.A. et du Vainqueur. Grand fut donc leur soulagement à la nouvelle de l'intervention soviétique du 4 novembre.

L'attitude des Chinois, des Yougoslaves et des Polonais fut différente. Dans un premier temps, Pékin sympathisa avec les insurgés. La déclaration publiée le 31 octobre par le gouvernement chinois estimait que leurs revendications étaient « parfaitement fondées » et critiquait les « erreurs de chauvinisme bourgeois » en Hongrie. En dépit des relations apparemment sans nuance à l'époque entre Moscou et Pékin, c'était bien là une condamnation — à peine voilée — de la politique soviétique en Europe de l'Est. Par la suite, les Chinois firent grief aux Soviétiques d'avoir eu l'intention de suivre, à la fin d'octobre 1956, une politique de capitulation et d'abandonner la Hongrie socialiste aux forces contre-révolutionnaires.

A Belgrade aussi, on justifiait les revendications des insurgés ; le maréchal Tito soulevait à cet égard des éléments réactionnaires furent empêchés d'exploiter les événements. Les Yougoslaves témoignèrent une sympathie d'autant plus vive aux Hongrois qu'ils considéraient que l'indépendance de ce pays vis-à-vis de Moscou renforcerait leurs propres positions.

Quant aux Polonais, c'est avec passion que ces alliés et amis de toujours des Hongrois suivirent les événements. Solidaire des insurgés, l'immense majorité du peuple ressentait l'écrasement de la révolution comme une défaite.

Les réactions aux événements de 1956 dans les milieux communistes occidentaux — et notamment françaises — furent considérables. Déjà les révélations faites au vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique, la publication du « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev et la fermentation intellectuelle en Pologne et en Hongrie avaient troublé bien des militants. Comment s'étonner des conclusions que certains en tiraient aussitôt après que la direction du parti communiste français se fut télé-

citée de l'écrasement de la « contre-révolution » ? Leur protestation fut aussi soudaine et violente qu'en 1956, lors de l'annonce du pacte Hitler-Staline. Plusieurs intellectuels, parmi lesquels Aimé Césaire, démissionnèrent. Quatre écrivains membres du parti : Claude Roy, Roger Vailland, Claude Morgan et Jean-

François Rolland se joignirent à Jean-Paul Sartre et à Verconsin pour protester auprès du gouvernement soviétique contre « l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple ».

C'est, Roger Garand qui leur répondit et prit la défense des positions du parti sur la « contre-révolution ».

T. S.

POINT DE VUE

Questions aux futurs eurocommunistes

par PIERRE KENDE (*)

En quel Budapest en 1956 était-il différent du « printemps de Prague » ? En beaucoup de choses. Et d'abord par le fait qu'il était le théâtre d'une « révolution », c'est-à-dire d'une éruption violente et chaotique contrastant tant avec le sége évolutionniste de la Tchécoslovaquie de 1968. Par sa « radicalité » aussi (qu'a soulignée si opportunément Claude Lefort au récent colloque de 1966) : sans se conformer aux perspectives réformistes des nouveaux communistes, la révolution hongroise visait, elle, à la destruction de l'Etat-parti ou, ce qui est la même chose, du parti dirigé en l'Est. L'explosion de Budapest a déconcerté aussi par la diversité des forces politiques auxquelles elle permit de s'exprimer, et par ses exaspérantes difficultés à évoluer vers un compromis politique viable. Enfin et surtout (et en cela elle se distingue de toute autre secousse contemporaine), elle a cessé le « mythe de l'invulnérabilité » du système communiste stalinien. Apparaissant sous un visage « mortel » (pour citer le mot-trouille d'Annie Kriegel), le communisme, sous le feu des

ouvriers et des autres jeunes dévoyés de Budapest, a perdu son monopole sur le futur de l'humanité.

L'intervention armée de l'U.R.S.S. en novembre 1956 était-elle alors « plus légitime, moins condamnable, moins éprouvante pour la solidarité communiste que l'invasion de la Tchécoslovaquie douze ans plus tard ? « Absolument pas », et il serait temps de le reconnaître de la part d'un communiste qui se réclame de la libre autodétermination des peuples.

Laissons de côté les différences de tempérament entre Tchèques et Hongrois ; ne cherchons pas à savoir non plus si les accords de Yalta (ou peu importe quelles conventions tacites entre les grandes puissances) avaient conféré plus de « légitimité » aux mouvements des armées soviétiques en Hongrie qu'en Tchécoslovaquie. C'est le comportement des dirigeants soviétiques, ce sont les arguments avancés par Moscou qui révélaient la profonde identité des deux actions interventionnistes et punitives.

Rappelons brièvement les faits topiques. Dans les deux cas, l'intervention armée est décidée sans fondement juridique (au sens du droit international), par référence seulement à un prétendu appel de secours de la part d'un groupe de citoyens quelque peu mystérieux et passablement anonymes. Dans les deux cas, l'autorité du gouvernement légitime est bafouée, son action niée, contraindre, paralysée, mieux encore : ses menaces les plus représentatives sont arrêtées, molestées, en Tchécoslovaquie, devant des juges (?) militaires et politiques, pour être finalement évincées par décision étrangère (Dubcek) ou assassinés au terme d'un « procès » secret (Imre Nagy), sans que le peuple, qui les avait portés au pouvoir, puisse se prononcer une seule fois. Mais ce qui rapproche encore plus l'opération de novembre 1956 de celle d'août 1968, c'est l'uniformité — pour ne pas dire la monotonie — de l'autorisation soviétique. En effet, dans les deux cas, l'argument juridique inexistant sera remplacé par un argument idéologique, toujours le même : le danger réactionnaire. La fragilité de ce prétexte n'est pas à démontrer. Mais sa médiocrité, son inquiétante extensibilité sauront aux yeux quand on se souvient qu'il était invoqué contre les Tchécoslovaques aussi allégrement que contre les Hongrois.

Pendant les vingt ans qui se sont écoulés depuis le soulèvement du peuple hongrois, qualifié à l'époque de « héros », par Janos Kadar lui-même, d'innombrables témoignages sont venus infirmer ce fragile prétexte. Certes, la Hongrie de 1956 avait deux faces : celle d'Imre Nagy, précurseur du « socialisme à visage humain », point de convergence de toutes les forces démocratiques du moment ; celle du cardinal Mindszenty, chef spirituel et idole d'une Hongrie traditionaliste. Certes, il appartenait à la Hongrie post-révolutionnaire de choisir entre les voies politiques qui venaient s'ouvrir devant elle. Parler à ce propos de « danger réactionnaire » est le signe d'être inquiet qu'il y ait du pluralisme restreint n'ait pu s'engager en Hongrie un authentique combat d'idées, une vraie confrontation politique. Contrairement à Imre Nagy, les décideurs soviétiques jugeaient cette confrontation comme perdue d'avance et, en tout état de cause, comme inadmissible. Les communistes occidentaux, se réclament désormais de la libre alternance, peuvent-ils encore partager ce point de vue ?

L'ampleur du problème historique posé par la révolution hongroise dépasse d'ailleurs de loin la simple question technique de l'alternance démocratique. Un danger « contre-révolutionnaire » eût-il pesé sur les destinées de la Hongrie de 1956 qu'il n'aurait justifié la riposte russe. Il n'est écrit nulle part, même pas chez Lénine, et mes souvenirs sont bons, que les peuples doivent être défaits de la tentation réactionnaire par quelque force salvatrice « extérieure » que ce soit.

Ce sont ces considérations qui m'ont amené à penser que les futurs eurocommunistes « ont le devoir urgent de se désolidariser du coup

militaire du 4 novembre 1956 et du dictat politique issu de ce même coup ». Ils doivent le faire même à titre posthume (car la Hongrie de 1956 est morte), ne serait-ce que pour élargir leur autonomie récemment acquise.

Qu'ils ne cherchent pas à se donner la conscience tranquille en invoquant les améliorations de la situation en Hongrie depuis les années 60. D'abord parce que, faute d'avoir condamné le « dictat » de 1956 et sans jamais avoir songé à nuancer leur approbation inconditionnelle, ils n'ont pas le mérite des atténuations ou des aménagements que certains dirigeants politiques de la Hongrie ont pu apporter aux « conséquences » de la présence soviétique. Ensuite parce que la meilleure volonté des colonisateurs ne saurait justifier le fait colonial.

Le jugement porté sur les événements de 1956 est un test. Il s'agit de savoir si, forts de leurs découvertes récentes, les communistes occidentaux accordent encore à l'Union soviétique le droit exorbitant de corriger militairement, ou par tout autre pression, les choix politiques des nations qui font partie de sa zone d'influence. Si leur réponse est oui, il faut la justifier, et non seulement par des arguments tactiques et évasifs du type « les Américains feraient de même ». Si, en revanche, ce que personnellement je souhaite, leur réponse est « non », « l'affaire hongroise est à réviser de bout en bout ».

Combat d'arrière-garde ? Problème dépassé ? Pas encore. Quelle que soit l'accélération de l'histoire pendant ces dernières décennies, il y a au moins « deux raisons » pour estimer que l'affaire des chars russes à Budapest est loin d'être trappée de prescription. La première raison, la plus simple, est que les armées d'occupation sont toujours présentes dans leurs vastes garnisons de la province hongroise, et assez près des centres vitaux du pays pour intervenir en cas de nécessité. Ce n'est un secret pour personne (à l'exception peut-être du seul M. Ford) que dans un pays comme la Hongrie la parole publique et toutes les décisions essentielles sont prises sous le contrôle direct des Soviétiques et, souvent, sur leur instigation. La deuxième raison est moins lointaine et n'a rien à voir avec une solidarité abstraite, altruiste. Après tout, un état de fait qui est reconnu bon et admissible pour des contrées comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, qui pourrait le moment venu en refuser l'application pour la France ? Le seul moyen, pour les communistes occidentaux, d'éviter qu'un jour l'impérialisme moscovite joue à leur encontre, est d'en récusar à l'avance les arguments. Or, l'acceptation du statu quo idéologique de la domination soviétique en Europe de l'Est confère à la « doctrine Brejnev » un droit de cité que nul ne sera bientôt en mesure de contester.

Vingt ans après Budapest, il est temps de découvrir qu'en restant solidaire avec la manière impériale de « défendre le socialisme » on se disqualifie aux yeux de ceux pour qui l'indépendance nationale n'est pas un vain mot. Et s'il existe un principe qui ne se divise pas, c'est bien celui de la libre autodétermination des peuples. Quand, par complaisance idéologique ou par indifférence, on accepte que les puissances du moment le restreignent ou le bafouent, on souscrit à l'avance à sa propre servitude.

Voilà pourquoi la question hongroise garde son actualité en 1976 — et non seulement dans une optique « réactionnaire ». Il ne serait ni illogique ni déshonorant de la part des communistes occidentaux de dénoncer un fait accompli qu'ils ont eux-mêmes déjà réprouvé déjà. Loin de les affaiblir, le refus des méthodes de la domination soviétique pourrait devenir l'acte fondateur même d'un communisme européen en les débarrassant d'une lourde hypothèque du passé. Se joignant au concert des protestations déjà nombreuses, la voix eurocommuniste — très écoutée dans l'Est européen — apporterait un nouvel espoir aux forces vives d'une future Europe libre.

(*) Economiste et sociologue. Ancien militant du parti communiste hongrois.

Breguet

LA QUEUE-EN-BRIE



"Séquoia", 278 m², 8 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

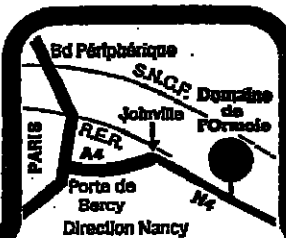
Domaine de L'Ormoie

Tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, au grand calme, voici un Domaine situé sur un terrain vallonné, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs.

Une sortie de l'autoroute A4 rendra bientôt son accès extrêmement facile depuis Paris. A la gare de Pontault-Combault, située à 3,5 km du Domaine il y a 40 trains

par jour pour Paris. Nous y construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans de vastes jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine de l'Ormoie, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.



VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.

A 15 KM A L'EST DE PARIS PAR L'A4 ET LA N4

VERNEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.30)

Pacer



American Motors
Jean-Charles
21, rue CLYMERSE PARIS 10^e TEL. 228-23-48

Dans un site privilégié en Vallée de Chevreuse de toutes nouvelles maisons...

Un site privilégié...
Entre Versailles et Chevreuse,
à l'orée de Port-Royal-des-
Champs, un site protégé pour
sa beauté et son histoire.
(Arrêté préf. du 7 nov. 1956).

Un ensemble harmonieux...
Des maisons individuelles, une
architecture sobre et élégante,
un double garage et un jardin
pour chaque maison.
Et les bois pour voisins.

Des maisons spacieuses...
Matériaux nobles, plans bien
pensés, de l'espace. Dans cha-
cune, un studio privé pour les
parents, plusieurs salles de
bains, une cuisine tout équipée.

Les avantages Kaufman & Broad
Achat en toute propriété, vente
clée en main (5 % à la réserva-
tion, aucun appel de fonds pen-
dant la construction), 15 % à la
livraison. Solde à crédit.

Venez visiter les maisons modèles entièrement décorées, sur place, tous les jours, même dimanche, de 10 à 20 h.

LOUVIERE

8 pièces dont 4 ou 5 chambres, salon-
duplex avec cheminée, salle à manger, séjour.
A partir de 643.000 F. terrain compris.

AURELIA

7 pièces dont 4 chambres, salon avec che-
minée, salle à manger, séjour.
A partir de 595.000 F. terrain compris.

GARLANDE

5 pièces dont 3 chambres, séjour avec
cheminée, patio extérieur.
A partir de 495.000 F. terrain compris.

LE PARC DE PORT-ROYAL

Kaufman & Broad:
un style de vie

RD 36 78190 Vaux-le-Perreux
Tél. 043.71.51

IDÉES

« LE DERNIER QUART DU SIÈCLE »

(Suite de la première page.)

L'Europe, sur laquelle beaucoup fondaient ou fondent toujours leur espérance, demeure pratiquement « sans voix », fort en peine d'offrir les géants, fussent-ils « essouffés », sa spécificité et son efficacité. Longtemps maîtresse du monde, elle est elle-même coupée en deux suivant la ligne de partage tracée en 1945. Dominée à l'est — quelles que soient ici ou là les résistances, voire l'opinion (électorale) de M. Ford — par l'Union soviétique, elle voit invader à l'ouest la protection militaire des États-Unis et, à l'asiatique, notamment sur le plan économique et monétaire, s'incliner devant des intérêts non, toujours dépourvus de cy.

Ainsi va le « duopole », cependant qu'apparaissent à la fois en Europe l'éventualité d'une L. nord germano-américaine et celle d'un « euro-communisme » plus ou moins « ismatique » à l'égard de Moscou. Cependant aussi qu'à l'autre bout du monde la montée d'un trouble grand pourrait remettre en question des situations établies. D'où certaines singularités des rapports « américains ». On n'en finirait pas, écrit le rédacteur en chef du « Monde », d'énumérer les signes les plus déconcertants, pour ne pas dire les plus provocants, de la convergence sino-américaine. Qu'il suffise de rappeler le chaleureux accueil réservé par Mao Tse-tung à Nixon cependant déchu et le long séjour que vient d'achever en Chine l'ancien secrétaire à la défense, M. Schlesinger.

Bien malin ou prétentieux qui oserait prévoir ce que sera et ce que fera demain la Chine. Mieux vaut toutefois ne pas trop vite oublier avec quelle vivacité Mao Tse-tung répliquait le 12 septembre 1972 : Georges Pompidou qui évoquait les intentions pacifiques prévalant à Washington et à Moscou : « Je ne le crois pas du tout. Tout au plus, il y aura la guerre. Mieux vaut se baser sur l'éventualité de cette guerre, en second lieu seulement sur la possibilité de la paix. »

Que ce soit ou non dans cette perspective, puisque l'excès même de leur puissance de destruction

interdit aux géants tout affrontement direct, ils ne se font pas faute de pousser çà et là leurs « pions », parfois indociles, sur l'échiquier mondial. Cette fois encore, que de contradictions, que d'imprévisibles retournements ! Pour ne parler que du Liban, cette Suisse du Proche-Orient si chère aux Français, qui pouvait s'attendre à voir des armes russes prodiguées à la Syrie tout à coup retournées contre la gauche musulmane et les Palestiniens qu'elles paraissent d'abord devoir soutenir ? Autres merveilles de la « Realpolitik », le puritanisme américain ne paraît pas trop s'émouvoir de la tyrannie exercée par certains potentats militaires de l'Amérique latine, de même qu'il fut long à prendre conscience des crimes de guerre commis au Vietnam ou des exactions des colonels grecs. De son côté, ne voyant manquer aucune occasion de s'étendre en Afrique, l'Union soviétique n'hésite pas à armer et à transporter massivement des troupes cubaines pour mettre fin aux dissensions internes de l'Angola tant bien que mal soutenues par les pays voisins.

De telles ambitions sont désormais interdites à l'Europe. Du moins peut-elle s'efforcer d'arracher aux Américains et aux Russes une part relativement modeste, avec ou sans pots-de-vin, du vaste marché des investissements en énergie nucléaire et des armements classiques de toute sorte. De là Libye à l'Afrique du Sud en passant par l'Irak, l'Iran, le Pakistan, la France n'entend pas être en reste. Qui pourrait y trouver à redire ? Des ouvriers qu'on occulterait au chômage ? La nation elle-même qu'on priverait ainsi d'éléments et de ressources nécessaires à sa propre défense ? Il faut bien vivre, même si c'est pour aider les autres à s'entre-tuer...

Raccourcis et commentaires risquent de revêtir une allure polémique qui n'est pas celle du propos d'André Fontaine. Son ambition est d'exposer les faits, de mettre en lumière, autant que faire se peut, leurs imbrications et les conséquences qui, demain, pourraient

en résulter. Encore ce tableau serait-il incomplet s'il n'était fait allusion au péril général qui résulte de la dissémination du traitement industriel ou militaire de l'énergie nucléaire, des déséquilibres entre la démographie et les ressources disponibles, ainsi que de toutes les formes de pollution. A quel je serais tenté personnellement d'ajouter ceux des progrès à la fois les plus exaltants et les plus redoutables de la biologie et de la génétique.

De plus en plus capable d'intervenir au cœur de la matière et aux origines profondes de la vie, l'« homo sapiens » saura-t-il mériter son nom ? Se souviendra-t-il à temps que, dans tous les domaines, on ne peut utilement maîtriser la nature qu'en lui obéissant ou cédera-t-il aux tentations d'un démiurge devenu fou ? La question peut être posée, sans jouer pour autant aux prophètes d'apocalypse, ce dont se garde bien André Fontaine.

« Qu'on n'attende pas, prévient-il le lecteur, de cet inventaire de l'état présent du monde et des perspectives qui s'ouvrent à lui des conclusions péremptives quant à notre avenir. Sauf tout de même à montrer que, si l'humanité dispose désormais de mille et un moyens de mettre fin à sa prodigieuse aventure, elle a aussi ceux de rendre la suite de cette aventure un peu moins absurde, un peu moins injuste et un peu moins risquée. » Il reste qu'en France même « le décor qui paraît aujourd'hui bien tenir debout peut s'effondrer un beau matin ».

Ainsi la voix d'André Fontaine est-elle l'une de celles qui peuvent et osent encore affirmer le primat de la vérité, fût-elle amère, contre le mensonge, fût-il séduisant, de la liberté contre l'oppression, du renoncement nécessaire aux privilèges les plus scandaleux. Que ces voix soient enfin entendues des peuples et de leurs chefs, et peut-être nous sera-t-il donné de vivre l'inspéré.

HUBERT BEUVE-MÉRY.

* Le Dernier Quart du siècle, Fayard, 270 p., 38 F.

En multipliant la hauteur par la longueur on obtient la fatigue.

Beaucoup d'entreprises travaillent encore avec des systèmes de classement dignes des meilleures pièces de Courteline : espace mal exploité, déplacements inutiles, pertes de temps, fatigue. Tout cela à la charge de l'employé. Mais aussi au détriment de l'employeur.

Roneo élabore des supports d'organisation du travail qui éliminent les déplacements inutiles, et réduisent au minimum le temps de recherche d'un document, facteurs essentiels des conditions de travail idéales.

L'une des dernières applications : le Silo 2000.

Un nouveau système de classement électronique qui apporte automatiquement un dossier parmi 5000 ou 10000 programmés, sur l'initiative d'un seul opérateur.

L'espace : le Silo 2000 permet de classer un volume maximum dans un minimum d'occupation du sol.

Le temps de recherche : le Silo 2000 est équipé d'une unité centrale électronique, qui, commandée par l'opérateur, reçoit, mémorise, exécute et contrôle les ordres dans un délai minimum.

Les déplacements : ils sont réduits à néant. Le poste de travail situé à l'avant de l'appareil, permet à l'opérateur d'accéder aux dossiers sans se déplacer.

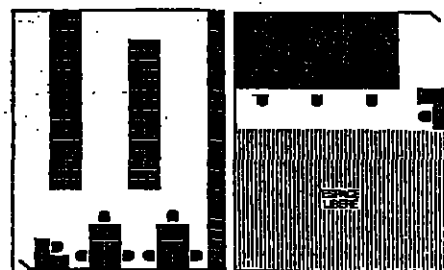
Extraire d'un espace réduit, dans un temps record, sans aucun déplacement, sans aucune fatigue et sans risque d'erreur, un dossier parmi 5000 ou 10000, c'est améliorer les conditions de travail. Et l'efficacité.

Pour l'humanisation du cadre de travail.

C'est en couvrant l'ensemble des activités de bureau (reprographie, mobilier, classement, aménagement d'espace) que Roneo peut mieux

Roneo: le classement sans déplacement.

comprendre les problèmes que pose l'environnement de l'homme au travail. Et c'est en résolvant mieux ces problèmes que Roneo est devenu le premier groupe européen de l'équipement de bureau.



Plan d'un poste de travail en Silo 2000.



Le Silo 2000 Roneo.

L'équipement de bureau pour l'humanisation du travail.

Si vous désirez recevoir une documentation ou la visite d'un Spécialiste-Conseil Roneo mettez une croix dans la case correspondante et envoyez ce bon après l'avoir complété, à Roneo - 74, bd du Général-Leclerc 93260 Les Lilas, ou téléphonez au 843.6101 poste 409.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

ENC 22/10

Roneo. N°1 européen de l'équipement de bureau.

صكنا من الامل

سكزا عة الال

POLITIQUE

LE BUDGET DE LA JUSTICE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Guichard : l'accroissement de la population pénale est une des questions les plus graves

La commission des lois de l'Assemblée nationale a tenu, jeudi matin 21 octobre, une séance ouverte à tous les députés — et à la presse — qui était consacrée à un débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits du ministère de la Justice pour 1977.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la Justice, a présenté les grandes lignes du budget de son département, qu'il a jugé « modeste », ajoutant : « Je souhaite que le prochain budget fasse porter un effort particulier sur le renforcement des services ».

En réponse à M. Jean Foyer (U.D.R.), président de la commission des lois, M. Guichard a précisé que la subvention accordée par l'Etat aux collectivités locales, entre 1968 et 1976, au titre du fonctionnement de la justice est passée de 2 milliards à 17 milliards de francs. Après avoir relevé que cette majoration a servi essentiellement à la fonctionnarisation des greffes, il a ajouté qu'une réflexion sur une meilleure répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales était nécessaire.

M. Claude Gerbet (R.I.), rapporteur, Marc Lauriol (U.D.R.) et Foyer se sont interrogés sur les changements d'orientation du gouvernement en ce qui concerne la compétence territoriale de la cour d'appel de Versailles à qui il est prévu de soustraire les Hauts-de-Seine.

Le ministre d'Etat a reconnu que le projet de budget — établi avant son arrivée à la chancellerie — est contraire aux déclarations de son prédécesseur. Il a indiqué que la modification souhaitée par le gouvernement permettait à la cour d'appel de Versailles de fonctionner dès février ou mars 1977.

A M. Gerbet, qui évoquait :

« M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a reçu, jeudi 21 octobre, des représentants des principales organisations de rapatriés d'Algérie. Il leur a indiqué que le gouvernement va rechercher, dans des délais compatibles avec la situation économique et financière, une solution à leurs difficultés. Un nouvel entretien à ce sujet doit avoir lieu fin novembre ».

« Devant l'amalgame parlementaire « Présence et action du gaullisme », M. Pierre Messner, ancien premier ministre, a souhaité un accroissement des dépenses d'investissement pour le budget de la défense. M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, à propos de l'Europe, a

l'ajoutement de la tâche des avocats, dû aux commissions d'offices en matière pénale, le ministre d'Etat a indiqué qu'une commission composée de représentants de la profession d'avocats et de membres de la chancellerie étudierait cette question qui, selon lui, ne saurait être résolue par une extension de l'aide judiciaire. En ce qui concerne les greffes, qui « sont à la base des difficultés du fonctionnement actuel de la justice », M. Guichard a précisé qu'il y avait au 1^{er} janvier 1976 10 875 fonctionnaires dans les greffes, qu'en mai un arrêté de concentration avait estimé à 4 940 le nombre d'emplois à créer. En juin, a-t-il ajouté, le premier ministre avait autorisé la création de 250 emplois en plus des 300 prévus au quatrième trimestre. Il a été décidé de recruter 255 vacataires et à la date du 20 juillet 1976, 861 greffes ont été fonctionnarisées, soit en un peu moins de neuf ans, 57 % du total. Puis il a dit que 127 greffes restaient à fonctionnariser.

Répondant à M. Georges Frêche (P.S.), le garde des sceaux a considéré qu'il n'est pas « corporatif », dans les circonstances actuelles, de supprimer la Cour de sûreté de l'Etat et, d'autre part, qu'il n'est pas utile de modifier la durée de la scolarité à l'Ecole nationale de la magistrature, raccourcie par un décret du 14 mai 1974. En outre, il a indiqué que le refus d'élargir les promotions de l'école se justifiait par la perspective d'un blocage de carrière — « particulièrement fâcheux » — qu'un tel élargissement provoquerait. Aux yeux du ministre, il vaut mieux remédier aux insuffisances des effectifs de magistrats en recourant au recrutement de vacataires. Enfin, pour améliorer le fonctionnement des

juridictions, il a proposé « ménager deux sorties de l'école par an ». Sur ce point, M. Guichard a été amené à indiquer à M. Pierre Sauvage (appart. U.D.R.) qu'il compte maintenir en fonction, jusqu'à la fin de l'année, les magistrats touchés par la limite d'âge.

Après avoir assuré à M. Marcel Massot (rad. de g.) que le décret visant à moderniser la liste des objets non saisissables sera publiée avant la fin de l'année, M. Guichard a souhaité pouvoir faire passer à la charge de l'Etat la totalité du financement des greffes, comme le lui demandait M. Maurice Brun (non inscrit).

En ce qui concerne les permissions accordées aux détenus — point soulevé par M. Charles Rigout (U.D.R.) — M. Guichard a déclaré qu'en 1976, sur les 17 360 détenus ayant bénéficié d'une permission, 745 n'ont pas réintégré la prison, que 77 ont été repris et que 176 ont commis de nouvelles infractions. Pour 1976, il a noté que sur les 11 600 détenus qui sont allés en permission, 354 ne sont pas rentrés, dont 70 % ont été repris. En réponse à M. Raymond Forni (P.S.), le ministre a noté qu'en huit ans la délinquance juvénile a augmenté de 18,4 % si l'on considère les jugements définitifs, et de 30 % si l'on se réfère au nombre des mineurs délinquants au parquet. « Le problème demeure préoccupant », a-t-il dit, car durant ces trois dernières années les pourcentages ont été, respectivement, de 15 %, 14 % et 12,7 % ».

Après avoir rappelé sa position sur la peine de mort — semblable à celle du président de la République —, M. Guichard a estimé que « l'accroissement de la population pénale pose un des problèmes les plus graves qu'on ait à résoudre ». A résumer l'accroissement du nombre des condamnés et plus particulièrement de ceux qui le sont à des peines inférieures à trois ans, les prisons, a-t-il dit, sont occupées à 41 % par des prévenus ; 65 % des détenus ont moins de trente ans, et 18 % sont de nationalité étrangère. Il a indiqué à ce sujet qu'il faudrait 4 000 surveillants supplémentaires (200 sont prévus pour 1977). En réponse à M. Eugène Claudius-Petit (rad.), le ministre s'est déclaré partisan et non de 3 000 comme à Fleury-Mérogis.

Au terme de la séance, M. Lauriol a présenté une motion d'ordre pour constater l'échec du principe des commissions d'élargissement (système appliqué depuis 1975 et destiné à alléger le débat en séance publique). M. Foyer a rappelé que les interventions étaient publiées in extenso au Journal officiel. — A. Ch.

« Trop de conceptions sont divergentes chez nos partenaires et font que nous ne parlons pas toujours le même langage ».

« Le Mouvement des Démocrates, que préside M. Michel Jobert, réunit à Marseille samedi 23 et dimanche 24 octobre son dixième rassemblement national. Des « observateurs » du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche suivront ces travaux ».

« M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a participé jeudi 21 octobre, à Ivry, à un meeting qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Il a souligné l'efficacité et la nécessité des nationalisations, et répondu aux critiques que leur a adressées M. Guichard d'Etat dans son livre Démocratie française ».

Breguet

EN LISIÈRE DE LA FORÊT DE MONTMORENCY

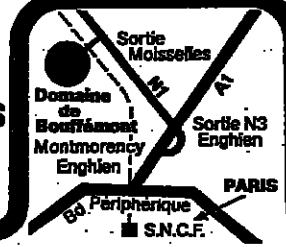


"Cytise", 139 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Bouffémont

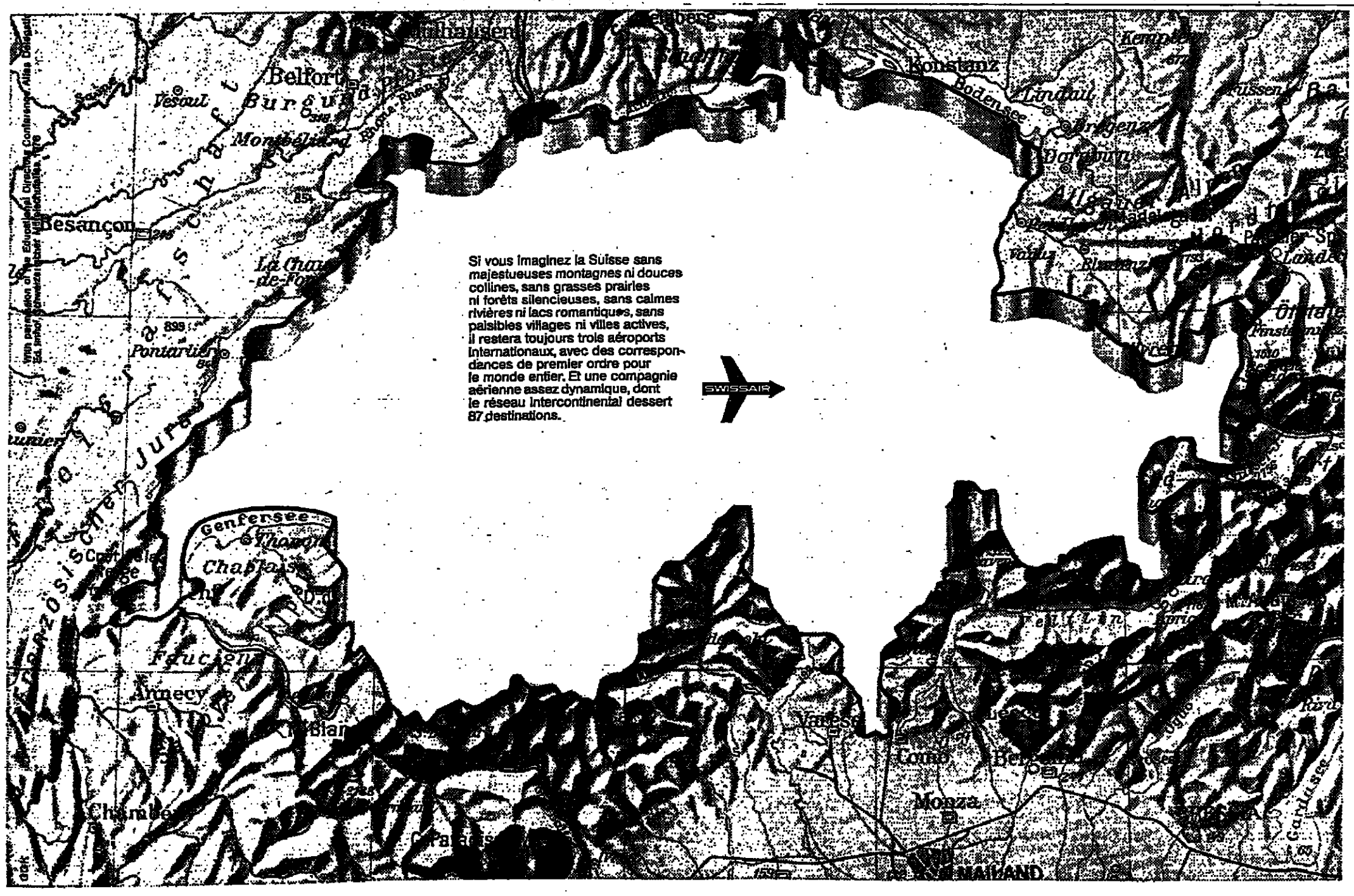
Superbement situé en lisière de la plus belle forêt domaniale proche de Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses champs, ses vergers. Il comprendra un groupe scolaire, un centre commercial et administratif. Lagare, d'où partent 40 trains par jour pour Paris n'est qu'à 1 kilomètre du Domaine. Nous y construisons 4 modèles de très élégantes maisons, de 112 à 156 m², 5 à 7 pièces, 2 à 3 s.d.b., dans de vastes jardins. Au Domaine de Bouffémont, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 21 KM DE PARIS PAR L'AUTOROUTE NORD ET LA N1

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 95670 BOUFFÉMONT (Tél. 991.25.59)



Si vous imaginez la Suisse sans majestueuses montagnes ni douces collines, sans grasses prairies ni forêts silencieuses, sans calmes rivières ni lacs romantiques, sans paisibles villages ni villes actives, il restera toujours trois aéroports internationaux, avec des correspondances de premier ordre pour le monde entier. Et une compagnie aérienne assez dynamique, dont le réseau intercontinental dessert 87 destinations.



POLITIQUE

LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La majorité repousse l'impôt sur la fortune mais dénonce l'injustice du système fiscal

« La peur de ne pas paraître assez avancé est la maladie honteuse des démocraties », avait déclaré mercredi soir M. Frédéric-Dupont (R.I.), citant une formule de Bolivar.

M. Raymond Barre, premier ministre de la société libérale avancée, pourrait donc déduire des votes intervenus jeudi à l'Assemblée sur plusieurs amendements proposant l'institution d'un impôt sur la fortune que sa majorité se porte bien, exception faite d'une vingtaine de « snobs intellectuels impénitents », dont M. Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.

Et il est vrai que la nouvelle offensive menée, et avec quel brio, par M. Fanton (U.D.R.) se percevante plaiderait l'ut même applaudi par plusieurs députés socialistes — s'est soldée par un nouvel échec.

C'est, le jeudi 21 octobre, sous la présidence de M. Ducloux (P.C.), que l'Assemblée nationale a débattu la discussion générale de la première partie du projet de loi de finances pour 1977.

Pour M. FERNAND ICART (R.I.), président de la commission des finances, « la situation n'a rien de dramatique », mais certaines tendances paraissent inquiétantes. Ce sont :

- 1) La croissance des prélèvements obligatoires : « Il est facile de priver de ressources l'équilibre et l'ensemble des dépenses sociales de la nation s'accroît à un rythme hors de proportion avec l'augmentation des ressources nationales. (...) La solution, estime-t-il, ne pourra provenir que d'une plus grande sélectivité dans les dépenses sociales, notamment d'une mesure majeure de réduction des dépenses de santé ».
- 2) L'intervention de l'Etat dans le domaine économique : « La gestion de certaines entreprises publiques paraît totalement indépendante des conditions de marché dans lesquelles elles fonctionnent. (...) Il cite notamment le cas d'Air France, évoquant l'expansion du Concord et demande : « Est-il raisonnable de poursuivre des fabrications dont on ne sait pas si on parviendra à les vendre ».
- 3) La recherche d'une garantie systématique contre le risque économique : « Nous voyons se former peu à peu dans tous les domaines une véritable culture de la création artistique, la reconnaissance d'un protectionnisme sélectif. Ce phénomène est une

source permanente d'inflation, affirme M. Icart, qui poursuit : « Faute d'une réaction, nous risquons de dériver progressivement vers une situation de type anglais, caractérisée par une renouveau de la garantie généralisée et le renouveau des cadres face à un accroissement excessif des revenus ».

En ce qui concerne l'inégalité des revenus, il conteste à son tour l'état de fait et se réfère à la proposition d'un impôt sur le capital n'est pas de nature à calmer l'irritation des cadres. Plus positif est, à son avis, d'améliorer la connaissance des revenus.

M. ALAIN BAVARY (P.S., Haute-Garonne) consacre son intervention à l'emploi des fonds publics. Il constate qu'en ce domaine « la confusion et l'obscureté s'accroissent d'année en année et ne permettent pas au contrôle parlementaire de s'exercer ».

A travers ce qui se passe dans l'industrie, l'agriculture, l'industrie nucléaire et l'électronique de pointe, il dénonce « la volonté de mettre l'industrie française à la remorque des concepteurs américains et de la

Mais il est vrai, aussi, que le score obtenu par l'amendement déjà discuté lors du débat sur les plus-values est passé de 193 à 203 voix et que, plus que son principe, qui recueille à présent l'adhésion d'une majorité des députés, c'est son opportunité qui a été contestée par la plupart des intervenants.

Aussi M. Maretti (U.D.R.), qui ne vota point l'amendement, avait-il sans doute raison de croire que, tôt ou tard, on donnera raison aux précurseurs.

Il n'en reste pas moins qu'un son des trompettes de M. Fanton se sont écroulées, jeudi, à l'Assemblée nationale, les murailles de l'édifice fiscal français. A commencer par cette taxation des plus-values, voulue, faut-il le rappeler, par le président de

« elle est anti-spéculation et frappe les capitaux oisifs ».

« Cet impôt, conclut M. Fanton, n'interviendrait pas la constitution d'un patrimoine familial et protège la propriété dont il est l'accumulation excessive entre les mains d'une minorité ».

M. René LAMPS (P.C., Somme) dénonce « la nouvelle manœuvre du pouvoir qui, contraint de reculer devant la volonté des élus locaux d'obtenir le remboursement de la T.V.A. payée par les communes sur leurs achats et travaux, utilise le fonds d'équipement créé en juillet 1975, pour tenter de reprendre d'une main ce qu'il a été obligé d'accorder de l'autre ». Il réclame une révision des rapports financiers entre les communes et l'Etat.

Pour M. Jean-Marie DAILLET (R.I., Manche), « les qualités d'homme d'Etat » de M. Barre sont « propres à provoquer une dynamique de redressement » qui, selon lui, « doit se fonder sur le progrès social ». Il indique ensuite que les Français ne souhaitent pas un égalitarisme « qui conduirait au déclin » mais veulent « qu'un terme soit mis aux inégalités les plus choquantes ».

M. DURAFOUR : l'indexation de l'épargne accélérerait l'inflation

Répondant aux orateurs, M. DURAFOUR, ministre délégué à l'économie et aux finances, reconnaît le problème que pose la poursuite des cotisations de sécurité sociale. Il indique que des mesures de fond seront arrêtées au printemps prochain. Après avoir reconnu que « les structures du budget n'étaient pas excellentes » et devaient être révisées, une commission sera nommée à cet effet. Il insiste sur la volonté d'économie manifestée par le gouvernement et souligne que l'industrie nucléaire et l'électronique de pointe, il dénonce « la volonté de mettre l'industrie française à la remorque des concepteurs américains et de la

lité entre la fortune en voie de constitution, grâce au travail ou au talent, et la fortune acquise » et elle est économiquement saine car elle encourage pas la rétention des biens, contrairement à la taxation des plus-values ; de plus

Le scrutin sur l'amendement relatif à l'imposition de la fortune

203 DEPUTES ONT VOTE POUR.	perçu, René Ribière et Royer
106 P.S. et rad. de gauche (sur 106) :	10 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT :
74 P.C. (sur 74) :	5 U.D.R. : MM. Aubert, Boscher, Bichard, Grussemeyer et Mme Missoffe :
17 U.D.R. (sur 172) :	5 réformateurs : MM. Bernard-Remond, Commenay, d'Harcourt, Faget et Servan-Schreiber.
MM. Bas, Bonhomme, Bolo, Caille, Chaumont, Gissinger, Fanton, Gissinger, Lalande, Laroque, Narquin, Pinta, Ribadeau-Dumas, Julien Schwartz, Simon-Lorère, Terrenoire et Turco ;	8 DEPUTES N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :
5 non-inscrits (sur 18) : MM. Brun, Christian Chauvel, Cornut-Gentille, Drapier et Zeller. 1 républ. indép. (sur 67) : M. Couderc.	8 U.D.R. : MM. Chaban-Delmas, Cointat, Dahalini, Le Douarec, Mohamed d. Sauvalgo, M. GINOUX (réf.) et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.
280 DEPUTES ONT VOTE CONTRE :	2 DEPUTES ETAIENT EXUSEES : M. Huguat, non-inscrit, et Sanford, réformateur.
142 U.D.R. (sur 172) ; 66 républ. indép. (sur 67) ; 43 réformateurs (sur 48) ; 9 non-inscrits (sur 18) : MM. Alduy, Audinot, Boudon, Cernéau, Duvalier, Fontaine, Le-	N.B. — Sept sièges sont actuellement vacants à l'Assemblée nationale.

D'un vote à l'autre

Le 8 juin 1976, lors de la discussion du projet de taxation des plus-values, un amendement de M. Bonhomme instituant un impôt sur les grosses fortunes avait été repoussé par 276 voix contre 124, douze députés s'étant abstenus volontairement, huit ne prenant pas part au vote et étant excusés (M. Cabanel, R.I. qui s'est prononcé jeudi soir 21 octobre) contre cette imposition.

Huit députés U.D.R. (MM. Bas, Cressard, Guéna, Laroque, Ribadeau-Dumas, Julien Schwartz, Simon-Lorère et Turco) et un député R.I. (M. Couderc), qui avaient lors voté contre l'amendement de M. Bonhomme, ont voté cette fois pour. En revanche, MM. Ribière (non-inscrit) et Rivière (U.D.R.), qui avaient voté pour, ont voté contre.

Les quatre députés U.D.R. (MM. La Combe, de La Malène, Marie et Offroy) qui s'étaient abstenus volontairement, ont voté contre, de même que deux réformateurs (MM. Chagalon et Herant), un R.I. (M. Cornet) et un non-inscrit (M. Audinot).

MM. Drapier et Zeller (non-inscrits), qui s'étaient abstenus volontairement, ont voté pour, de même que M. Chauvel (non-inscrit), qui n'avait pas pris part au vote. MM. Cernéau et Lepere (non-inscrits), qui n'avaient pas pris part au vote, ont voté contre.

M. Sanford, alors réformateur et aujourd'hui non-inscrit, qui avait voté contre, était excusé, de même que M. Huguat (non-inscrit), qui s'était abstenu volontairement.

Des cinq députés réformateurs qui se sont abstenus volontairement, un seul, M. Commenay, avait adopté la même position en juin dernier, les quatre autres avaient voté contre (y compris Pierre de Montesquieu, décédé, qui vient d'être remplacé par M. Faget).

Les cinq députés U.D.R. qui se sont abstenus volontairement, les cinq qui n'ont pas pris part au vote avaient voté contre en juin dernier (MM. Dahalini et Mohamed n'avaient alors pas pris part au vote). MM. Newirth et Quantier, qui n'avaient pas pris part au vote, ont voté contre.

LA F.N.S.E.A. RESTE OPPOSÉE A LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DEMANDÉE AUX « GROS » AGRICULTEURS

Jeudi 21 octobre, le conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) a réaffirmé son opposition totale « aux articles 2 et 6 du « collectif » budgétaire qui portent sur la contribution des « gros » agriculteurs à l'effort de solidarité nationale.

La F.N.S.E.A. considère que ces deux articles, adoptés par les députés, constituent « des atteintes graves à l'égalité des citoyens devant l'impôt » et sont « contraires à la Constitution ». Elle se déclare prête, le cas échéant, à saisir le Conseil constitutionnel.

LE C.N.J.A. EST PARTISAN D'UNE « VÉRITABLE POLITIQUE DES REVENUS »

Le gouvernement doit rapidement mettre en œuvre une véritable politique des revenus pour l'agriculture. Cette évolution exige une réforme profonde de la fiscalité appliquée aux paysans et une modification non moins profonde du système d'aides directes actuellement en vigueur qui fait apparaître les agriculteurs comme des assistés. Tels sont, en substance, les propos tenus par M. Eugène Schaeffer, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), au cours d'un déjeuner de presse, le mercredi 20 octobre.

Le système fiscal du forfait collectif actuellement appliqué aux agriculteurs est archaïque et donne l'impression de favoriser les paysans, alors qu'il n'est pas certain qu'il avantage beaucoup d'entre eux, estime M. Schaeffer. Il doit donc être rénové afin que la fiscalité soit fondée sur le revenu réel des agriculteurs. Cette transformation peut être immédiate et doit se faire par étapes. Le C.N.J.A. propose donc dans un premier temps que soit appliquée aux agriculteurs ayant réalisé des recettes inférieures ou égales à 500 000 francs (le calcul étant effectué sur la moyenne des deux années consécutives) le régime de bénéfice réel simplifié qui sera appliqué au commerce en 1977.

Le C.N.J.A. rejette par ailleurs le système des aides directes qui devraient être uniquement affectées aux agriculteurs les plus défavorisés. Les agriculteurs, estime le C.N.J.A., doivent tirer intégralement leur revenu de leur activité, ce qui suppose un retour rigide à une situation « normale » pour les prix agricoles.

LA F.N.S.E.A. RESTE OPPOSÉE A LA CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DEMANDÉE AUX « GROS » AGRICULTEURS

Jeudi 21 octobre, le conseil d'administration de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) a réaffirmé son opposition totale « aux articles 2 et 6 du « collectif » budgétaire qui portent sur la contribution des « gros » agriculteurs à l'effort de solidarité nationale.

La F.N.S.E.A. considère que ces deux articles, adoptés par les députés, constituent « des atteintes graves à l'égalité des citoyens devant l'impôt » et sont « contraires à la Constitution ». Elle se déclare prête, le cas échéant, à saisir le Conseil constitutionnel.

LE C.N.J.A. EST PARTISAN D'UNE « VÉRITABLE POLITIQUE DES REVENUS »

Le gouvernement doit rapidement mettre en œuvre une véritable politique des revenus pour l'agriculture. Cette évolution exige une réforme profonde de la fiscalité appliquée aux paysans et une modification non moins profonde du système d'aides directes actuellement en vigueur qui fait apparaître les agriculteurs comme des assistés. Tels sont, en substance, les propos tenus par M. Eugène Schaeffer, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), au cours d'un déjeuner de presse, le mercredi 20 octobre.

Le système fiscal du forfait collectif actuellement appliqué aux agriculteurs est archaïque et donne l'impression de favoriser les paysans, alors qu'il n'est pas certain qu'il avantage beaucoup d'entre eux, estime M. Schaeffer. Il doit donc être rénové afin que la fiscalité soit fondée sur le revenu réel des agriculteurs. Cette transformation peut être immédiate et doit se faire par étapes. Le C.N.J.A. propose donc dans un premier temps que soit appliquée aux agriculteurs ayant réalisé des recettes inférieures ou égales à 500 000 francs (le calcul étant effectué sur la moyenne des deux années consécutives) le régime de bénéfice réel simplifié qui sera appliqué au commerce en 1977.

Le C.N.J.A. rejette par ailleurs le système des aides directes qui devraient être uniquement affectées aux agriculteurs les plus défavorisés. Les agriculteurs, estime le C.N.J.A., doivent tirer intégralement leur revenu de leur activité, ce qui suppose un retour rigide à une situation « normale » pour les prix agricoles.

la République, et que plusieurs élus de la majorité regretteraient ouvertement d'avoir voté, certains, tel M. Fanton, souhaiteraient même « qu'on la remette sur le métier ». Quant à M. Foyer (U.D.R.), il combattit vigoureusement, mais en vain, la publicité des impositions proposée par le gouvernement, refusant que soient mis en accusation des citoyens coupables de s'être vu appliquer une législation fiscale « sans doute détestable » et qu'il est « indispensable » de réformer « fondamentalement ».

Jeudi, à l'Assemblée nationale, la majorité a semblé subitement prendre conscience de l'injustice profonde du système fiscal français. Avancée mais prudente, elle a toutefois préféré, pour le moment, s'en tenir aux mots.

PATRICK FRANCES.

Pour M. MARIE (U.D.R.), la juxtaposition de plusieurs impôts n'est pas souhaitable. Il faut donc « contraindre le législateur à affirmer son précepteur M. Foccart ». Il indique qu'il ne votera pas l'amendement de M. Fanton, mais, fait-il remarquer, « les précurseurs auront sans doute raison un jour ».

M. ICART (R.I.) : nous ne voulons pas enterrer cette proposition

M. Icart (R.I.), président de la commission des finances, ne voit pas la possibilité d'étudier cette question pendant la discussion budgétaire mais, indique-t-il, il n'est pas dans notre intention d'enterrer cette affaire.

M. FOYER (U.D.R.), s'étonne de la simplicité de l'amendement de M. Fanton alors que le sujet traité est d'une très grande complexité. Il en critique les modalités, non le principe, et exprime que les Français ne souhaitent pas un égalitarisme « qui conduirait au déclin » mais veulent « qu'un terme soit mis aux inégalités les plus choquantes ».

Après scrutin public, l'Assemblée a repoussé l'amendement par 279 voix contre 183 sur 472 votants ; l'amendement socialiste par 275 voix contre 185 sur 474 votants ; l'amendement de M. Fanton et de ses collègues par 260 voix contre 203 sur 473 votants. L'Assemblée rejette également, par 283 voix contre 181, un amendement communiste de repit qui invitait le gouvernement à déposer, avant le 30 décembre 1976, un projet de loi instituant un impôt sur le capital et sur les fortunes.

En séance de nuit, sous la présidence de M. BROCARD (R.I.), MM. LAMPS et BARDOL (P.C.) et COT (P.S.) défendent un amendement de opposition concernant le remboursement aux communes en 1977 de la T.V.A. sur leurs travaux d'équipement, le quotient familial et le système d'amortissement. Au scrutin public, l'Assemblée le rejette par 288 voix contre 182.

Intervient ensuite à l'article 3 (fixation du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement). M. M. REAU (P.C.), MM. LAURICOL (U.D.R.) et MARETTE (U.D.R.). L'Assemblée rejette ensuite des amendements communistes et socialistes modifiant, selon des modalités différentes, le barème de l'impôt sur le revenu. Puis elle examine un amendement communiste limitant, pour les plus hauts revenus, l'avantage du quotient familial. M. ZELLER (non inscrit) présente un amendement analogue. M. DURAFOUR rejette la réponse ; l'Assemblée également.

Un amendement communiste propose une déduction spéciale de 10 % en faveur des bénéficiaires de pensions de retraite ou d'invalidité. M. GINOUX (réf.) et M. PAPON expriment leur accord sur le principe, mais regrettent que la dépense entraînée soit gagée par la suppression de l'impôt fiscal. M. DURAFOUR reconnaît que le problème soulevé

En séance de nuit, sous la présidence de M. BROCARD (R.I.), MM. LAMPS et BARDOL (P.C.) et COT (P.S.) défendent un amendement de opposition concernant le remboursement aux communes en 1977 de la T.V.A. sur leurs travaux d'équipement, le quotient familial et le système d'amortissement. Au scrutin public, l'Assemblée le rejette par 288 voix contre 182.

M. BOSCHER (U.D.R.) : on va opposer les différentes catégories sociales

Après avoir adopté des amendements présentés par MM. MARIO BEVARD (U.D.R.), BIZET (app. U.D.R.), SCHLOSS (réf.), FERRETTI (R.I.), COT (P.S.), l'Assemblée adopte, par 453 voix contre 18, sur 463 votants, l'amendement du gouvernement ainsi modifié :

« Une liste des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu et des personnes morales imposables à l'impôt sur les sociétés, à la taxe professionnelle, à la taxe d'habitation et aux impôts fonciers est établie par les services compétents de l'Etat pour chaque commune ou, et la commune ne comprend plusieurs arrondissements, pour chacun de ces arrondissements. Elle est tenue par les perceptions (le gouvernement proposait les services municipaux) à la disposition de tout contribuable imposable dans le département et justifiant de sa qualité. La liste mentionne dans des conditions précisées par décret :

- La base d'imposition ;
 - Le nombre de parts retenues pour l'application du quotient familial ;
 - Le montant de chaque impôt ;
 - Le montant des revenus déclarés ;
 - Le montant perçu par le contribuable et sa famille au titre des prestations sociales, aides à l'emploi et allocations sociales ;
 - Le montant de l'impôt effectivement payé au Trésor, déduction faite du crédit d'impôt dont a bénéficié le contribuable au titre de la nature de ce crédit d'impôt selon qu'il s'agit ou non de l'impôt fiscal ».
- En présentant son amendement, M. Durafour avait précisé que les garanties prévues par le code général des impôts seraient maintenues : les personnes qui voudront consulter les listes seront tenues de déclinier leur identité, et celles qui publieraient des indications recueillies sur ces listes encourront des amendes importantes.
- Après l'adoption de l'article 2 ainsi amendé, la séance est levée vendredi 22 octobre à 1 h 15.
- M. Raymond Barre, premier ministre, a pris, vendredi matin, son petit déjeuner à l'hôtel Maitland avec les présidents des groupes parlementaires de la majorité : MM. Claude Labbe (U.D.R.), Roger Chiraud (R.I.), Max Lejeune (réformateurs), et avec M. Antoine Rufenacht, secrétaire d'Etat.

صلى الله عليه وسلم

Journal de l'ISD

LE COLLECTIF BUDGÉTAIRE DEVANT LE SÉNAT

L'aggravation du chômage : un mal redouté

Le Sénat, qui devait se prononcer le vendredi 22 octobre dans la soirée, sur l'ensemble du collectif budgétaire, première étape du plan Barre, a terminé, au cours de la séance nocturne du 21 au 22, la discussion générale de ce projet. Si la personnalité du premier ministre a été en général bien accueillie, et sa franchise appréciée, à droite comme à gauche, son programme, en revanche, a été critiqué non seulement par les opposants mais par de nombreux orateurs de la majorité. Les craintes de la majorité formées concernant les risques de déflation et de chômage que certaines mesures feraient encourir.

Ouvrant le débat, le premier ministre avait notamment déclaré : « Le gouvernement n'a pas de complexe à soutenir les entreprises exportatrices, non qu'il soit de côté du profit, mais parce qu'il sait que les salaires et l'emploi en dépendent. Aussi reste-t-il indifférent aux critiques qui l'accusent d'être un prétexte pour relancer les investissements en 1977 ? Si vous devez alors entreprendre cette action, vous êtes au déficit budgétaire, au risque de relancer l'inflation. »

M. RENÉ MONORY (Un. cent.), rapporteur général de la commission des finances, qui succède à M. Raymond Barre, explique ce qu'il a voulu dire en

déclarant que les chances de réussite étaient « minces » (Le Monde du 21 octobre) : « J'entendais seulement que le mal s'aggrave avec le temps, il est plus difficile d'en venir à bout. » Le gel des prix, l'encadrement du crédit sont des décisions « intéressantes », estime M. Monory. Mais, souligne-t-il, « ces mesures conservatrices interviennent dans un climat déjà récessionniste et dans un environnement international défavorable ». La baisse de la T.V.A. déclarée-t-il, ne porte qu'à 65 % sur les produits d'investissement, ce qui, de par leur régime, aura peu d'incidence sur les prix, si bien que, compte tenu des dépréciations dans la distribution, la baisse de l'indice des prix sera de 0,80 ou 0,70 %. Ce résultat veut-il que vous vous priviez de 7 à 8 milliards de recettes, qui vous seraient utiles pour relancer les investissements en 1977 ? Si vous devez alors entreprendre cette action, vous êtes au déficit budgétaire, au risque de relancer l'inflation. »

M. Monory réclame ensuite la création de véritables délégations commerciales à l'étranger, indépendantes de la diplomatie, et capables de soutenir l'exportation des petites et moyennes industries. Il déplore « de trouver le ministère de la défense en déficit de 2 milliards », et annonce que la

commission des finances défendra des amendements qui ne modifieront pas fondamentalement le projet gouvernemental.

M. GENTON (P.S.), qui exprime l'avis de la commission de la défense, souligne que le milliard de crédits supplémentaires inscrits au « collectif » budgétaire est indispensable à l'exécution de la loi de programme militaire à laquelle la commission attache « beaucoup d'importance ».

M. EDOUARD BONNEFOUS (Gauche dém.), président de la commission des finances, est d'une opinion contraire. Le recours à l'impôt, estime-t-il, se justifierait si l'Etat procédait, parallèlement, à la réduction de ses dépenses. L'aggravation de la fiscalité se révèle donc particulièrement inopportune quand on augmente, comme c'est le cas, les crédits militaires. L'orateur critique les propositions de création d'un impôt sur le capital. Pour lui, les épargnants français sont déjà de véritables « ministres » du fait de l'effacement des entreprises cotées, déclare-t-il, à des emprunts de 20 milliards depuis le début de l'année. Le volume des affaires traitées, de 100 à 150 millions par jour, est passé à 30 à peine.

M. RAYMOND BARRE : je n'ai aucun intérêt à tenir des propos de complaisance

M. RAYMOND BARRE reprend la parole pour répondre aux premières interventions. « A propos de la croissance modérée que l'on prévoit pour 1977, le premier ministre déclare notamment : « On évoque souvent 1974. Mais la croissance était alors inflationniste, le plein emploi était un sur-emploi artificiel : de là découlait nos embarras présents. On ne peut acquiescer la croissance à n'importe quel prix, sinon elle n'est pas durable et le plein emploi ne peut se maintenir. L'équilibre de la balance commerciale et celui de la balance des paiements sont essentiels. (...) Ne confondons pas demandeur d'emploi et chômeur ! Il faut connaître exactement le problème, et l'analyse n'en a pas été faite jusqu'ici. Je n'ai aucun intérêt à masquer la vérité ni à tenir des propos de complaisance. (...) Ce qui fait la force des économies modernes, c'est d'être assez souples pour assurer le plein emploi : le chômage est l'expression d'un échec. Encore faut-il dire qu'il y a chômage apparent, et dans certains pays, chômage déguisé ! La création

d'emplois ne doit pas être artificielle. » De même pour l'investissement. Dans notre pays, le rapport entre les fonds propres et l'endettement des entreprises est tel qu'elles sont peu incitées à investir. C'est pourquoi je n'ai pas voulu engager en trois semaines un programme de soutien classé que à l'investissement, qui aurait coûté cher sans résultats assurés. »

M. BLIN (Un. cent.) s'interroge sur les raisons de l'incompréhension de l'opinion publique à l'égard du plan Barre. « Depuis deux ans, dit-il, la nouvelle situation économique a été insuffisamment expliquée. (...) L'acceptation des gouvernements à se faire entendre et respecter de l'opinion trouve sa sanction dans l'inflation et dans le chômage qui en découlent. (...) C'est parce que le premier ministre ne se paye pas de mots que nous le suivons. »

M. PELLETIER (Gauche dém.) estime que l'on ne dit pas la vérité lorsque l'on affirme que le revenu des agriculteurs sera maintenu en 1976 au niveau de 1975. Les promesses gouvernementales n'ont pas été tenues. « Bien d'autres problèmes, souligne l'orateur, seraient à régler : les lenteurs de l'administration, par exemple, les dépenses imprudentes, l'évasion des capitaux qui appelle des mesures strictes mais simples. »

Ce projet est très incomplet et ne préjuge pas les réformes de structures que nous attendons. C'est pourquoi nous ne pourrions émettre un vote positif : nous nous abstenons pour ne pas mettre en cause l'action entreprise. »

M. CAROUS (U.D.R.) annonce, au contraire, que son groupe votera le projet, qui est « cohérent » et dont le succès est « impératif ». Il déplore néanmoins la maladresse qui a conduit à faire affronter les agriculteurs et les cadres et techniciens que certaines mesures sont « arbitraires ou injustes ». [Vignette et bases d'imposition]. « Mais, conclut-il, il faut faire vite, et les mesures éprouvées sont finalement les moins nocives. »

Pour Mme GOUTMANN (P.C.), la sécheresse « a bon dos » et tous les thèmes sont bons pour justifier l'austérité et l'exploitation des travailleurs. Quant aux « grands monopoles », ils bénéficient de nouveaux avantages et pratiquent en grand, comme d'habitude, la fraude fiscale et le gaspillage. »

M. CICCOLINI (P.S.) estime que « la toute-puissance centralisatrice de l'Etat n'est même pas touchée, ni son train de vie ». Il reproche au premier ministre d'avoir voulu diviser les travailleurs de leurs syndicats. « Votre plan, affirme-t-il, est truffé de solutions paternalistes dont le pays ne veut pas. »

M. DESCHAMPS - DESACRES (Ind.) demande que l'on ne décourage pas les agriculteurs par des taxes nouvelles : « Les impôts locaux, souligne-t-il, ont donné lieu à de nombreuses surprises. Les percepteurs ne devaient pas poursuivre les contribuables sinistrés. » M. GRANCHER (Gauche dém.) considère que l'aide à l'investissement est dérisoire face à la crise de l'emploi. M. KERRHARD (P.C.) propose d'imposer le capital des grosses entreprises et des grosses fortunes et d'exiger une contribution des banques.

M. LEROUX (P.C.) déplore que rien, dans ce collectif, ne vienne alléger les charges des collectivités locales, et M. GARGAR (app. P.C.) estime que les Gaudoupiens, qu'il représente au Sénat, ne seront pas indemnisés « des énormes pertes subies ». M. PONCELET, secrétaire d'Etat au budget, indique aux orateurs qui se sont inquiétés du sort des agriculteurs que le gouvernement envisage de revoir les mécanismes d'indemnisation des calamités agricoles.

A 1 h. 15 du matin, la discussion générale étant terminée, la séance est levée. — A. G.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

● ALLIER. — M. Jean-Michel Belorgey, candidat du P.S., dont le suppléant est M. Robert Lecroix, professeur, a annoncé que M. Mitterrand viendra participer à sa campagne électorale. Il a proposé à M. Gabriel Périot un grand débat public. Alors que l'ancien secrétaire d'Etat avait déclaré avoir reçu le soutien de toutes les formations de la majorité, M. Axel Gullmann, U.D.R., adjoint au maire de Vichy, déjà candidat contre M. Périot en mars 1973, a fait savoir qu'il étudiait sérieusement la possibilité de se présenter.

● YVELINES. — Dans la cinquième circonscription, la section du parti socialiste a désigné Mme Nicole Questiaux, membre du comité directeur du P.S., maître de requêtes au Conseil d'Etat, professeur aux instituts de sciences politiques de Paris, Grenoble et Bordeaux, et membre de la sous-commission pour la protection des minorités sociales à l'ONU. Son suppléant, sera M. Alain Brun, membre de

la commission politique industrielle du P.S.

Le Mouvement des radicaux de gauche, de son côté, a désigné M. Dominique Vassal, physicien, député national du mouvement à l'éducation nationale, et vice-président de la fédération départementale. Le suppléant sera M. Claude Pinto, président du comité radical de gauche de Bois-d'Arcy.

● PARIS. — Dans la troisième circonscription (V^e arrondissement), le parti socialiste sera représenté par M. Pierre Guédon, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CEREES et conseiller de Paris.

M. Albert Brimo a annoncé sa candidature au nom du Centre de recherche et d'action de la majorité présidentielle, qui regroupe des militants républicains indépendants, radicaux, du Centre démocrate et du C.N.I. M. Brimo avait déjà été candidat en 1973 dans cette circonscription avec l'étiquette Centre démocrate et réformateur.

Maintenant, Vanves, c'est Paris...

Dès Novembre 1976, avec le métro vous serez à moins de 20 minutes des Champs-Élysées (avec un ticket normal)

La station VANVES MALAKOFF sera à 200 mètres de notre résidence.

Guyenne Gascogne

55, rue Jean-Jaurès à Vanves

offre encore quelques APPARTEMENTS A VENDRE du studio au 4 pièces

LIVRAISONS IMMÉDIATES

PRIX FERMES ET DÉFINITIFS à la réservation

Exemple de prix : 3 pièces : 286 000 F pour 78 m² soit moins de 3 700 F le m² (valeur Juillet 1976)

CREDIT PERSONNALISÉ JUSQU'À 80 %

Informations Bureau de vente Appartement témoin sur place de 11 h à 19 h du lundi au vendredi et 14 h 30 à 18 h samedi et dimanche TEL. : 736.00.72



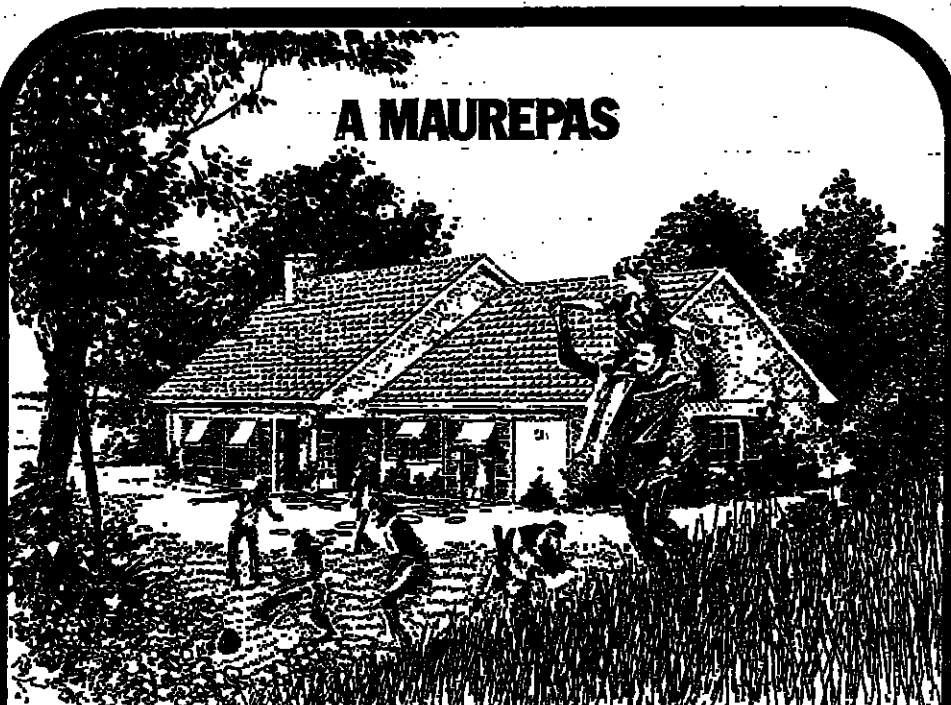
SEMICLE Société d'Économie Mixte pour la construction de Logements Économiques, 8, rue Berlioz - Paris 18^e 766 51 76

BON A DECOUPER

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur votre résidence GUYENNE-GASCOGNE : Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐ Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____ A retourner à SEMICLE - 5, avenue Berlioz-Albrecht, 75006 PARIS

Breguet

A MAUREPAS



"Acajou", 135 m², 5 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

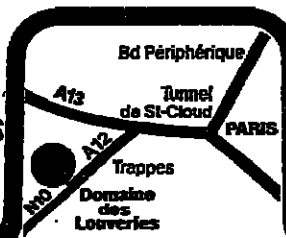
Domaine des Louveries

Sur un terrain agréablement entouré de bois, voici un Domaine situé près du vieux village de Maurepas, et à 3 km de la ville nouvelle de Maurepas et de ses équipements commerciaux, scolaires, sportifs et culturels. Plus de 30 trains par jour relient en 27 mn Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière-Maurepas.

Au Domaine des Louveries, nous construisons 4 modèles de grandes et luxueuses maisons, de 134 à 278 m², 5 à 8 pièces, 2 à 3 s. d. b., toutes dans des jardins de 600 à 1800 m².

Au Domaine des Louveries, vous vivrez toute l'année comme en vacances, tout en conservant vos activités et vos relations parisiennes.

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.



A 28 KM DU PONT DE SAINT-CLOUD PAR L'AUTOROUTE OUEST

VENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER LES MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ L'ADRESSE. 78810 MAUREPAS (TEL. 062.96.43)

POLITIQUE

M. GISCARD D'ESTAING A LA RÉUNION

Les autonomistes et les départementalistes se sont peu mobilisés

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion, qui s'est achevé jeudi 21 octobre, se sera déroulé, en définitive, sans réelle passion. Sans doute les autonomistes se sont-ils manifestés à Saint-Louis, alors que s'ouvrait la deuxième et dernière journée de la visite présidentielle. Mais, en dépit de quelques bagarres entre militants avant l'arrivée du chef de l'Etat, en dépit du discours vigoureux du maire de la ville, malgré le chahut du meeting qui a réuni ensuite devant l'hôtel de ville plusieurs centaines de sympathisants des partis de gauche, le climat n'était pas, semble-t-il, à l'affrontement et à la polémique. Il est vrai que M. Dambrville, le maire socialiste de Saint-

Louis, n'éprouve pas, malgré ses engagements, une vive amitié à l'égard des communistes et qu'il se dit même, en privé, hostile au mot d'ordre d'autonomie, auquel il préfère celui de décentralisation poussée. Cependant, M. Paul Vergès lui-même, secrétaire général du P.C.R., s'est montré modéré dans ses déclarations, notant seulement que, grâce à la gauche, le président de la République n'avait pu « esquiver le débat sur le statut » et qu'il avait même accepté le principe de l'autodétermination en disant que le vote trancherait. Quant aux mesures annoncées, elles ont été jugées « marginales » par le dirigeant communiste. Il reste

que, tout au long du séjour de M. Giscard d'Estaing, les autonomistes se sont peu mobilisés (ils n'étaient pas en très grand nombre au stade municipal de Saint-Louis) et que, de ce côté-là, comme le notait un giscardien, « tout s'est bien passé » pour le président de la République.

Du côté des départementalistes, les cinq communes qui cabalaient un fait partout un excellent accueil au chef de l'Etat, en particulier dans les cinq communes qui cabalaient à Saint-Joseph, sur la côte sud, à Cilaos, dans le massif du Piton-des-Neiges, comme au Tampon ou à

Saint-Paul, partout ce furent les mêmes foules, cordiales et courtoises, les mêmes banderoles de bienvenue au président et de fidélité à la France, les mêmes bouquets offerts par les mêmes enfants, et les mêmes salutations entonnées dans la bonne humeur. Ce fut aussi de la part de M. Giscard d'Estaing le même discours ou presque, avec quelques variantes : à Saint-Pierre, il parla d'industrie, annonçant qu'il allait visiter largement les régions de France (à commencer par l'Alsace et la Lorraine, en novembre) et remarqua, à propos d'une banderole à la gloire de M. Raymond Barre : « C'est la première fois que je vois, mais je vous dirai qu'elle sera suivie de beaucoup d'autres ». A Saint-Joseph, il insista sur l'agriculture et sur « la priorité » aux planteurs. A Cilaos, où il déjeuna chez un couple d'agriculteurs, M. et Mme Michel Hostau, il exposa le plan d'aménagement des Hauts, au Tampon, il évoqua l'élevage et la production laitière avant de dire un mot du géranium. A Saint-Paul, en réponse à un discours assez critique du maire, l'U.D.R. M. Paul Bénard, qui demandait une départementalisation « adaptée à notre situation différente », car, disait-il, « l'unité de la famille ne découle pas de l'exacte ressemblance de ses membres », il rappela que la départementalisation « ne veut pas dire l'uniformisation » et que, d'autre part, « le seul statut politique qui assure la sécurité et la stabilité à la Réunion, c'est son appartenance sans équivoque à la République française ».

Partout, le chef de l'Etat en appela à la jeunesse qu'il exhorta à faire vivre la « solidarité » et la « responsabilité », les deux thèmes majeurs de ses interventions. Aura-t-il convaincu ses interlocuteurs que la France est capable, comme l'a demandé le maire de Saint-Paul, de faire preuve d'imaginaire à l'égard des départements d'outre-mer ? « Notre grand désespoir, a encore dit M. Bénard, c'est de ne pas nous sentir compris ni entendus. (...) C'en est trop pour les départements d'outre-mer, c'est avant tout se battre pour eux. Il n'est pas sûr que les habitants de la Réunion, quelle que soit leur opinion politique, aient de ce point de vue jugé M. Giscard d'Estaing suffisamment combatif.

THOMAS FERENCZI

La majorité gagnera les élections de 1978

affirme le chef de l'Etat

Entre son départ de Saint-Denis-de-la-Réunion et son arrivée à Bahrein, M. Valéry Giscard d'Estaing a accordé une interview aux journalistes qui voyageaient avec lui à bord de Concorde.

Le président de la République a évoqué l'action de M. Chirac dans les termes suivants :

« L'ancien premier ministre déploie son énergie, cela est tout à fait naturel, à développer l'activité de la formation politique dont il fait partie. La majorité présidentielle est la seule majorité en France qui soit conforme aux institutions de la V^e République, qui soit conforme aux vœux populaires de l'élection de 1974.

« Cette majorité est constituée de diverses formations politiques. L'ancien premier ministre s'est consacré à l'animation d'une des formations politiques de la majorité présidentielle, et c'est de sa responsabilité. S'il réussit, il apportera sa contribution au succès de la majorité présidentielle tout entière.

« Je tiens à vous dire, que cette majorité présidentielle, qui est la seule majorité possible pour la France, gagnera les élections législatives de 1978. Elle les gagnera en raison de l'action du gouvernement et en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France ».

« M. Valéry Giscard d'Estaing a également insisté sur la qualité du plan de lutte contre l'inflation mis au point par le premier ministre, et il a déclaré à ce sujet : « Le plan de M. Raymond Barre est un plan de gouvernement qui est le meilleur que nous ayons vu. Il considère que ce plan gouvernemental est le meilleur plan possible pour la France, et qu'il n'y a pas d'alternative à cette politique. Tous les Français sont intéressés par la lutte contre la hausse des prix, mais on ne peut obtenir un résultat en quelques semaines.

« Le plan élaboré dans le courant du premier semestre de 1977 a deux résultats positifs : la ralentissement de la hausse des prix, l'amélioration de l'activité économique de la France. »

Quant aux projets de l'opposition, ils sont, selon M. Giscard d'Estaing, « inspirés par une profonde méconnaissance de l'économie française ».

Quinze mesures de départementalisation économique

L'effort d'éducation restera prioritaire

M. Giscard d'Estaing a présenté à la presse, jeudi après-midi 21 octobre, à l'aéroport de Gillot, avant de quitter la Réunion, les « quinze mesures de départementalisation économique » que le gouvernement met ou mettra en œuvre pour le nécessaire décollage économique de l'île :

- 1) Les mesures exceptionnelles d'aide aux petits planteurs seront maintenues pour la campagne 1976-1977 ;
- 2) Le plan de modernisation de la canne se déroulera sans interruption pendant huit ans, son objectif étant de porter à 300 000 tonnes la production totale de l'île ;
- 3) L'aménagement des hauts de la Réunion va être entrepris selon le calendrier suivant : classement en zone de rénovation rurale à partir du 1^{er} janvier 1977, constitution d'un programme d'action prioritaire d'intérêt régional (le premier qui soit annoncé par le gouvernement) à partir de 1978. Il s'agit de réhabiliter environ 30 000 hectares de terres supplémentaires pour la culture et l'élevage ;
- 4) L'indemnité viagère de départ et les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs seront étendus aux DOM à partir du 1^{er} janvier 1978 ;
- 5) L'irrigation du périmètre du bras de Cilaos sera entreprise en 1977, grâce à un premier crédit de 6 millions de francs. L'opération

totale, qui intéresse 3 000 hectares, étant évaluée à 100 millions de francs ;

- 6) Un prêt sera accordé aux petites et moyennes entreprises réunionnaises, sans limitation du nombre de dossiers, sur le produit du nouvel emprunt national ;
- 7) Les primes d'équipement seront aménagées par extension de l'assiette aux stocks, aux bâtiments rénovés aux matériels d'occasion et à la viabilisation ;
- 8) La prime de création d'emplois sera aménagée : le seuil sera abaissé de dix à cinq emplois minimum, et la prime tiendra compte du nombre d'emplois réellement créés ;
- 9) Les sociétés locales d'investissement bénéficieront d'exonérations fiscales pour l'investissement de l'épargne locale ;
- 10) La nouvelle société de financement des investissements productifs des prêts à long terme et à court terme et à des conditions avantageuses ;
- 11) Les tarifs « traits d'union », qui sont de 200 francs aller et retour entre l'île et la métropole, seront étendus de quatre mille cinq cents places par an à dix mille places et continueront à être accordés sous bénéfice d'un plafond de ressources ;
- 12) L'aide aux migrations, dont les possibilités sont actuellement inférieures aux demandes, concer-

nera sept mille jeunes l'an prochain, contre six mille en 1978 ;

13) L'allocation de complément familiale de ressources, qui va être instituée en métropole en remplacement de l'allocation de salaire unique et de l'allocation pour frais de garde, sera étendue aux DOM, après adaptation ;

14) La réforme en faveur du logement social sera également l'objet d'une extension aux DOM ;

15) Un centre régional d'éducation physique et sportive va être construit, ainsi que dix piscines et quinze clubs pour les jeunes. Il y aura une contribution du budget pour l'organisation des Jeux de l'Océan Indien.

Le président de la République a conclu son exposé par trois « réflexions ». La première est que « l'effort d'éducation restera un effort prioritaire ». En second lieu, « le développement économique de l'île doit se faire dans le respect de la nature de la Réunion et s'accompagner d'un encouragement aux initiatives spontanées qui visent au développement de la culture réunionnaise ». Enfin, a conclu M. Giscard d'Estaing, le département de la Réunion « est un de ceux qui apportent la meilleure illustration à l'une des idées-forces de la « démocratie française » que fut décrite sous l'appellation du mouvement vers l'unité par la justice ».

L'engagement dans la bataille électorale

(Suite de la première page.)

Il a également proclamé sa parfaite confiance dans l'avenir — « Je tiens à vous dire que la majorité présidentielle... gagnera les élections législatives de 1978... » — et a déterminé de conduire personnellement cette majorité à la bataille : « Elle les gagnera en raison de l'action du gouvernement et en raison de l'appel que fera le président de la République pour que les Français fassent le bon choix pour la France ».

Cet engagement dépourvu de toute ambiguïté n'est pas surprenant. L'actuel président de la République ne fait rien de plus que ce qu'il avait toujours fait avant lui et Charles de Gaulle et Georges Pompidou. Sa démarche était prévisible dès le 25 août, jour où, après s'être séparé de M. Chirac, il avait indiqué sa double volonté de conduire et non seulement d'élargir la majorité présidentielle et de se prémunir contre « les mouvements des partis ».

La seule question qui se pose concerne le choix du moment. Alors qu'il y a quelques jours M. Giscard d'Estaing hésitait encore à s'engager, et en faisait confiance à ceux qui l'approchaient, il jette le masque et confie ses pions du 29 septembre : « Faut-il ouvrir, dès 1976, la campagne électorale de 1978 ? Je réponds : non ».

Cette précipitation qui pourrait paraître étrange puisque seize mois nous séparent de l'échéance des « législatives » n'a en vérité rien d'explicable. Le peu d'enthousiasme avec lequel est accueilli le plan Barre, l'accumulation des mécontentements divers, les doutes des chefs d'entreprise, dont près de trois quarts (73 %) envisagent une victoire électorale de la gauche au printemps de 1978, la chute de la cote d'amour présidentielle (45 % de mécontents et 43 % de satisfaits d'après la dernière enquête d'opinion), commandent à l'évidence une reprise en main ; mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte.

Le chef de l'Etat a plusieurs raisons d'exalter « la majorité présidentielle » et de la présenter comme « la seule possible pour la France ». Il ne peut pas avoir oublié, tout d'abord, qu'à la mi-juin, lors du débat sur les plus-values, un certain nombre de députés U.D.R., parmi lesquels MM. Labbé, président du groupe, Hector Rolland, Michel Boscher, lui avaient signifié avec quelque impertinence qu'ils se souciaient peu d'avoir ou de ne pas avoir l'investiture présidentielle pour les prochaines élections. Il ne peut ignorer, d'autre part, que, mardi encore, les élus gaullistes se défendaient par la bouche de M. Labbé, d'être « chiraquistes » mais précisaient en même temps : « Nous n'avons pas voulu être pompiduistes, nous ne sommes pas giscardiens ».

Jeudi, l'Assemblée nationale a refusé au gouvernement le droit de fixer le barème de l'impôt qui sera payé en 1978 sur les revenus perçus en 1977, elle a modifié la disposition envisagée par le gouvernement en matière de publicité des impositions, et il s'est trouvé que dix-sept députés U.D.R. et un député républicain indépendant se sont associés à l'opposition pour réclamer l'institution d'un impôt sur le capital, proposition repoussée par 280 voix contre 203.

La reprise en main et la fermeté s'imposent d'autant plus que M. Chirac est là, qui attend, qui veille, et qui s'apprête à relancer dimanche, devant le comité central de l'U.D.R., son projet de vaste rassemblement. C'est pour stopper ou tout au moins freiner son élan que M. Giscard d'Estaing, commentant pour la première fois depuis le 25 août les initiatives et le comportement de son ancien premier ministre, a pris soin de les enfermer dans des limites très strictes.

Il est « tout à fait naturel », que l'ancien chef du gouvernement cherche à « développer l'activité de la formation politique dont il fait partie », « c'est sa responsabilité », et « s'il réussit il apportera sa contribution au succès de la majorité présidentielle tout entière », mais il est prévenu de la façon la plus claire que cette majorité « est la seule en France qui soit conforme aux institutions de la V^e République, qui soit conforme au verdict populaire de l'élection de 1974 ».

M. Chirac ne peut pas ne pas avoir compris que son ancien maître n'accepterait ni de se laisser débordier, ni de se laisser prendre de vitesse, ni de se laisser évincer de son rôle de chef de la majorité.

RAYMOND BARRILLON.

Combiné radio-cassette
AIWA TPR-930

Stéréo en liberté : combiné radio-cassette AIWA

Les premiers magnétophones à cassette japonais ont été fabriqués par AIWA. Et quand AIWA s'est attaqué aux combinés radio-cassette, il y a dépensé tant d'enthousiasme et de compétence qu'il est devenu très vite le leader au Japon. Et bien sûr à l'étranger.

Pour AIWA, chaque nouveau modèle est l'occasion de faire un bond en avant dans la technique des appareils à cassette.

Par exemple, le combiné radio-cassette TPR-930. Il est portable. Il s'écoute comme un ensemble HI-FI. Et il est stéréo. En radio et en magnétophone. Il offre un ensemble de perfectionnements jusqu'ici jamais réunis sur un même appareil.

Le TPR-930 restitue le relief sonore d'une manière parfaitement équilibrée (« Matrix Sound Stereo ») avec ses 4 haut-parleurs (2 en façade, 2 sur les côtés, puissance 2 x 2 watts). Aussi bien dans un salon, en bateau, ou dans une caravane.

4 gammes d'ondes (PO/GO/OC/PM) avec contrôle automatique de fréquence en FM. 2 micros incorporés pour l'enregistrement stéréo. Touche de pause pour un arrêt momentané. Mixage micro. Contrôle automatique du niveau d'enregistrement. Système « Loudness » pour relever les graves et les aigus à bas niveau sonore. Répétition rapide sans manœuvres (« Quick Review »).

Mémoire électronique (AMS) pour vous aider à retrouver immédiatement le début d'un enregistrement. Arrêt automatique en fin de bande. Compteur. Cassettes standard et Cr 02.

Et même la musique s'arrête toute seule à votre premier sommeil ! (programmation de l'arrêt automatique « Sleep Timer »).

Stéréo en liberté... On est loin du gadget ! Le TPR-930 peut aussi « s'écouter » à une chaîne HI-FI comme platine-magnétophone. Il fonctionne sur piles, secteur ou batterie. Dimensions : L. 392 x P. 114 x H. 213. Prix indicatif constaté au 10/10/76 : 2.500 F.

Il y a aussi beaucoup de 930 dans le TPR-910 (stéréo : 2 x 2 watts) et le TPR-900 (mono : 4,5 watts).

AIWA : 18 combinés radio-cassettes disponibles actuellement en France.

AIWA MAGECO electronic

Parmi les distributeurs AIWA en région Parisienne :

Tous autres points de vente AIWA proches de votre domicile sur simple demande.

BIV - DARTY - DRUSTORES - FNAC - GALERIES LAFAYETTE - PRINTEMPS - "M", RADIO PYGMALION - 18, bd de Sébastopol - 2^e, DISKI - 6, place des Po-Pères - 3^e, TÊLE CENTRAL REPUBLIQUE - 21, bd St-Martin - 7^e, MICHONNIER - 148, rue de Grenelle - 8^e, POINT D'ORIENT - 217, rue de Fg St-Hippolyte - ROLLAND RADIO - 21, rue de Rome - HI-FI TOP - 77, bd Malesherbes - SINO MARBEUF - 12, rue Marbeuf - 8^e, SINO CLUB OPERA - 18, rue Lefèvre - HI-FI 58 - 58, rue Lafayette - 12^e, CROIX RADIO - 130, bd Diderot - 14^e, HI-FI 54 - 54, rue de Valenciennes - HI-FI 55 - 55, rue de Valenciennes - 15^e, ALER - 109 et 112, rue de Valenciennes - HI-FI 56 - 56, rue de Valenciennes - 16^e, INTERMUSIQUE - 18, rue de Valenciennes - 17^e, MAISON DE LA HI-FI - 122, bd Raspail - 18^e, TÊLE MESSAGER LEST - 18, rue Lefèvre - 20^e, ELECTRO LINE - 82, rue Polignac - BALMIE - L'AUDITORIUM - SAMARITAIN - COLUMBES - ROBERT - VERSAILLES - SURFIM - LE RANCOY - ST-MAUR - VINCENTES - 93 CROIXY - CROIXY TRÈS SERVICE - 138, bd Jean-Jacques - 92 GARCHES - AUDI-VISION - 140, Grande Rue - 92 LEVALLOIS - TÉLÉVALLOIS - 54, rue Pierre-Brossolette - 92 NEUILLY - J. REMOND - 124, rue Charles-de-Gaulle - 93 DRANCY - RADIASTRAL - Place de la Mairie - 93 ERMAY-SUR-SEINE - CONFORT IDÉAL - 127, avenue Joffre - 93 PAVILLONS S/BOIS - RADIO GARGAN - 50, rue Victor-Hugo - 95 ENGHEN - KIOSQUE A MUSIQUE - 12, rue de la Mare - 95 ST-QUEN-L'AUXOISE - ROQUE HI-FI - 7, rue du 13-Lancer.

سكنا في الامم

Journal de l'ISD

SOCIÉTÉ

UNE ENQUÊTE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

Les ruraux restent très attachés à l'institution du mariage

La Fédération nationale des associations familiales rurales vient de rendre publics les résultats d'une enquête concernant la vie conjugale, familiale, sociale et sexuelle des couples et des jeunes célibataires en milieu rural. Sur les cent mille questionnaires diffusés en 1976 par les associations (elles sont, selon les responsables nationaux, au nombre de deux mille deux cents et comptent cent mille adhérents, qui atteignent un demi-million de familles), seize mille ont été retournés et quatorze mille ont pu être traités.

Les résultats de l'enquête adultes-jeunes (six mille sept cent soixante-neuf réponses traitées, dont les trois quarts émanant d'adhérents d'une association familiale) font apparaître que la majorité des personnes interrogées (82 %) considèrent le mariage comme « une union définitive, pour le meilleur et pour le pire, pour la durée de la vie ». La proportion décroît chez les moins de trente ans : 88 % contre 93 %.

Soixante-quatre pour cent des personnes ayant répondu à l'enquête disent utiliser ou avoir utilisé des moyens contraceptifs (un tiers des couples les plus âgés, les trois quarts des couples les plus jeunes). La pilule est la méthode de contraception la plus utilisée (28 %) ; 23 % utilisent la méthode dite des températures, 16 % le retrait et 12 % la méthode Ogino (souvent associée au retrait).

Cinq pour cent des femmes adhérentes à une association familiale et 7 % des autres déclarent avoir avorté. Quant au nombre d'enfants souhaités, il est de un ou deux dans un quart des réponses et de trois à quatre dans 63 % d'entre elles. Enfin, 29 % des parents estiment « bon » ou « normal » que leurs enfants aient des relations sexuelles avant le mariage. Les réponses des adultes qui adhèrent à une association familiale font apparaître un comportement plus rigoureux ou plus traditionnel que celui des personnes extérieures à ces associations.

La plupart des sept mille deux cent trente-cinq jeunes ayant répondu au questionnaire qui leur était destiné souhaitent se marier et avoir des enfants : deux ou trois en majorité. Il ne sont que 15 % à voter dans le divorce une possibilité juridique facile-

ment utilisable. Trente-huit pour cent des jeunes (46 % des garçons et 32 % des filles) disent avoir eu des relations sexuelles avant le mariage ; 66 % des jeunes trouvent « nécessaires » ou « bonnes » les relations sexuelles pré-maritales. Quarante-deux pour cent d'entre eux jugent le relâchement des mœurs excessif ou dangereux.

Mère et enfant

Trente-neuf pour cent des jeunes (contre 71 % des adultes) estiment que c'est à la mère qu'il incombe de s'occuper personnellement et exclusivement du petit enfant.

Les réponses reçues émanent de l'ensemble des départements, avec une forte prédominance de Maine-et-Loire et de la Vendée : un certain nombre de départements n'ont fourni qu'une ou deux réponses. Les résultats de cette enquête doivent servir à alimenter la réflexion des responsables de la Fédération nationale de la famille rurale, qui organise à Paris, le 27 novembre prochain, des assises nationales sur le thème « Des familles rurales responsables dans une société plus équitable ».

* Fédération nationale des associations familiales rurales, 81, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Tél. : 704-94-83.

UN COLLOQUE A L'UNIVERSITÉ DE LIMOGES

Y a-t-il un droit à la « bonne mort » ?

De notre envoyé spécial

Limoges. — Paradoxalement, la mort est sans doute l'un des thèmes les plus débattus depuis quelques années — qu'elle provoque et dans les controverses de spécialistes qu'elle suscite. On en est la preuve lors du colloque consacré au « droit de mourir à son heure », organisé récemment par l'U.E.R. de sciences juridiques et économiques de Limoges, du 14 au 16 octobre.

Il s'agissait pour les organisateurs de jeter les bases d'une éventuelle législation sur l'euthanasie des malades incurables ou la fin de l'« acharnement thérapeutique » dans des situations déterminées (comme dépassé notamment). Les débats, auxquels participaient médecins, juristes, spécialistes de sciences humaines et représentants de diverses confessions et options philosophiques, mirent plus en lumière l'impératif que le caractère prématuré de leur proposition, qu'ils ne contribuèrent à la formuler précisément.

Les médecins se montrèrent réticents, voire irrités à l'idée d'une intrusion juridique dans le domaine de la mort. Le docteur Jean Roger, chirurgien des hôpitaux (Paris), préfère s'en tenir à cette évidence que « l'apparence de la mort n'est pas la mort », pour affirmer que « dans l'état actuel de nos connaissances, il n'existe aucune norme absolue qui donne pleinement satisfaction et qu'aucun procédé technique ne peut remplacer la responsabilité du médecin ». Constatant que la médecine refuse parfois tout droit de prise en charge

par le malade de sa maladie, il propose de rétablir le dialogue et l'écoute (avec l'équipe soignante, la famille) qui aideraient au moins à désynchroniser ces moments où la mort rôde.

Plusieurs intervenants ont cru deviner, sous ce « débat encore confus » sur l'euthanasie et l'acharnement thérapeutique, l'indice d'une demande sociale à la fois forte et mal définie. Le docteur Roger a pu égrener le terrible questionnaire que supposait une réglementation : « Que détruit-on ? Une vie, une supposition de vie ? Pourquoi ? par souffrance, lassitude, gêne, révolte, en raison des coûts élevés et inutiles des soins ? Comment ? Activement, passivement ? Où ? Quand ? Qui décidera ? Un collège de médecins, d'experts, de juristes ? Et enfin, question essentielle : est-ce la seule possibilité ? »

Dormir, mourir

Il en est d'autres, à coup sûr, parfois insoupçonnées à force d'être silencieuses. Ainsi, une équipe de psychologues de l'Institut Paoli-Calmette de Marseille utilise, lors de la phase terminale de certains cancers, l'induction hypnotique. La formule « Vous allez dormir longtemps, longtemps... » prend alors tout son sens puisque « nombre de nos mourants s'endorment dans le calme et ne se réveillent pas ».

Pour sa part, le professeur Marcel Collin (Lyon), sans négliger les aspects éthiques et déontologiques, en

introduit les dimensions psychologiques et sociologiques en rappelant que l'interpellation lancée au médecin : « Vous en faites trop » (acharnement thérapeutique) ou bien : « Vous n'en faites pas assez » (demande d'euthanasie) est ambivalente. Il y a, selon lui, beaucoup de passivité, d'absentéisme, dans la demande de « mourir en paix », qui ne serait en fait qu'une demande déguisée de mourir sans soins.

Le désarroi des sujets viendrait de ce qu'ils sont désemparés à mourir : soit d'une « mort naturelle » (mort sans soins), soit d'une « mort artificielle » (à cause des techniques de soins, nombreuses et très développées).

En remettant en cause le pouvoir médical sur la mort des autres et peu enclin à le partager, M. Louis-Vincent Thomas, professeur à l'université de Paris-V, ne faisait que réintroduire l'une des dimensions sociales du problème. Pour se convaincre de la nécessité d'un tel élargissement des vues, il n'était que d'écouter Mme Béatrice Majnani d'Inghiano, professeur d'économie à l'université de Limoges.

Pour le médecin qui met en œuvre des moyens techniques, matériels et humains, afin d'améliorer l'état d'un patient, il s'agit simplement de savoir s'il a ou n'a pas à sa disposition ces moyens là où il veut en user. Mme Majnani d'Inghiano ramène le problème à ses seules composantes statistiques. On peut, par l'analyse des coûts, éclairer la relation du médecin à la mort : à court terme,

ce coût est faible, et il n'est pas une contrainte pour le médecin.

A long terme, il en va différemment : la vie ou la mort des patients dépendra des investissements coûteux acceptés par la collectivité (le coût de fonctionnement d'un lit en réanimation varie de 250 000 à 700 000 francs par an). Malgré les indications de la carte sanitaire, et surtout en raison de la décentralisation des mécanismes de financement, ce ne sont pas toujours les motifs les plus rationnels qui président au choix : souci de développer des équipements de prestige, préoccupation de politique locale...

Mais surtout, souligne Mme Majnani d'Inghiano, c'est le coût social de tels investissements, c'est-à-dire « l'ensemble des dépenses de santé auxquelles il a fallu renoncer pour mettre en place d'autres actions plus sophistiquées », qui peut modifier le droit de chacun de mourir à son heure. Faut-il privilégier des malades à probabilité de guérison nulle ou faible au détriment de malades dont la probabilité de survie est forte, avec des risques de séquelles faibles ? Dans ce choix est indirectement enfoncée la définition d'un droit pour certains et d'un non-droit pour d'autres de mourir à leur heure.

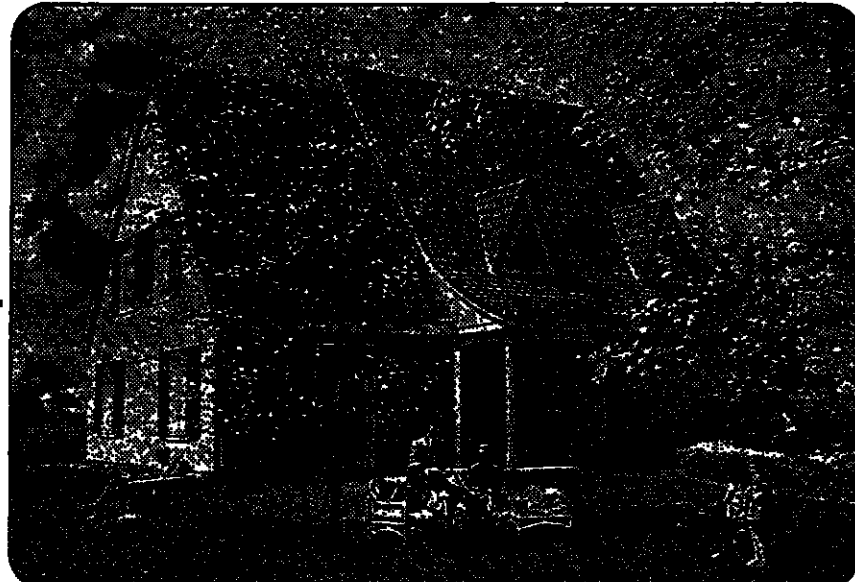
Ainsi se trouvait posé clairement le choix entre une définition juridique et une définition sociale et économique du « droit de mourir à son heure ». Il reste à préciser l'une ou l'autre en dehors du décalage classique discours sur la mort qui n'est sans doute, souligne le professeur Collin, qu'un « évitement ».

MICHEL KAJMAN.

Chevy 2 n'offre pas que des belles maisons...



Luxe 6 pièces + garage (2 voitures). Séjour, salle à manger, 4 chambres, 2 salles de bain.



Ardent 5 pièces + garage (2 voitures). Séjour, salle à manger, 3 chambres, 2 salles de bain.

il offre aussi un ensemble unique:

écoles/college

2 maternelles, 2 primaires, un C.E.S., une crèche et 2 garderies. Pour rendre en classe les enfants emparent, depuis leur maison jusqu'à l'école, des chemins piétonniers et des passages souterrains.

tennis/sports

A la belle saison, les résidents peuvent jouer sur les quatre courts en plein air situés tout près du country-club. Et ils disposent également d'un court couvert, de deux gymnases et d'une salle omnisports.

piscine/country-club

La piscine chauffée comporte deux bassins, dont un réservé aux enfants. Elle est encadrée par les cinq pavillons du country-club où l'on trouve un restaurant, un salon de 100 m² et un bar avec terrasse.

golf

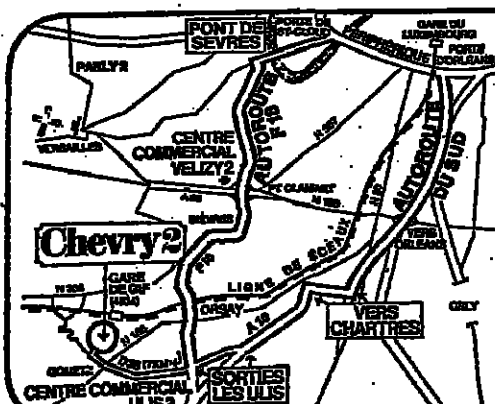
Le golf neuf trous de Chevy 2 est au cœur même du programme. Il a été dessiné par John D. Harris. Ouverture du practice et du pitch and putt: deuxième semestre 1976.

centre commercial

Il réunit 70 magasins. Carrefour et C & A, 2 restaurants, 4 salles de cinéma et comprend 3 000 parkings. A Chevy 2 même, on trouve les commerces de première nécessité.



...et tout cela donne plus de valeur à votre bien



Accès rapide et facile par le métro et 2 autoroutes. Par le Pont de Sévres ou l'autoroute du Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et prendre la D 35 (vers Chartres par RN 198). Visitez les maisons-modèles tous les jours de 10 à 20 h

10 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs (terrain compris)

Chevy 2

CHEMIN DE BELLEVILLE, 9190 GIF
TÉL. 012.12.12

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au C.P.H. av. Charles de Gaulle, 78150 Le Chesnay, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation CHEVY 2

NOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant: Jacques Fassin, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie du « Monde »
5, rue de la Harpe
75001 PARIS-1^{er}
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.



NOS PRIX CHARTERS: JUSQU'À 70% DE RÉDUCTION SUR VOTRE BILLET D'AVION

le point 85
Voyages 85 / CORLIC A 891.

85 bd saint michel paris 5
329.60.50

U.S.A.	NEW YORK	1650 ^F
	SAN FRANCISCO	2950 ^F
INDE	BOMBAY	2300 ^F
MEXIQUE	MEXICO	2625 ^F
PEROU	LIMA	2950 ^F
ILE MAURICE		2980 ^F

.....**GRATUIT**.....
Sur votre demande, nous vous adressons notre brochure charters (et sports d'hiver) 78/77.
Nom _____ N° _____
Rue _____
Ville _____ Code postal _____

RELIGION

L'Eglise évangélique est-allemande veut redéfinir ses rapports avec le régime

Vienne. — La communauté protestante d'Allemagne de l'Est est en crise. Le malaise n'affecte pas seulement les simples fidèles, confrontés quotidiennement à la nécessité de concilier leur foi chrétienne et leur engagement social et professionnel dans un pays où le régime reste encore très fortement autoritaire.

La cause directement à l'origine de ce trouble est le suicide par le feu du pasteur Bruesewitz au milieu du mois d'août sur la place de l'Eglise de la ville de Zeitz, en Thuringe (le Monde du 26 août). Ce sacrifice était destiné à protester, selon son auteur lui-même, contre « l'oppression de la jeunesse par le parti communiste ». Vite connu, ce geste a provoqué dans les milieux protestants une émotion que la maladresse initiale, pour ne pas dire plus, des organes d'information officiels devait transformer en indignation ou en amertume. Le cas du pasteur Bruesewitz, même s'il est considéré comme « atypique » par certains chrétiens proches du régime, a en quelque sorte servi de révélateur à des tensions existant dans la société est-allemande.

Paradoxalement, l'Eglise évangélique de R.D.A. n'est pourtant pas l'une des communautés religieuses les plus mal loties en Europe de l'Est. Ces dernières années, l'Etat communiste a toujours plus nettement reconnu son œuvre sociale. Le 17 mars dernier, par exemple, le ministre de la Santé visitait une institution religieuse pour handicapés. L'an passé, le problème de la formation de l'enseignement paramédical des établissements de santé administrés par les Eglises a trouvé une solution.

Le Pfarrerbund, organisation de pasteurs favorables au régime, a été dissous. Les permis pour la construction de lieux de culte ont été plus libéralement délivrés. L'Eglise évangélique a, en outre, le droit d'organiser pour la jeunesse des journées de récollection, lesquelles connaissent un vif succès.

En contrepartie, pourrait-on dire, les dirigeants de l'Etat attendent des Eglises une participation active aux campagnes pour la paix et la sécurité en Europe, pour le désarmement, voire pour la détente. Tel a bien été le cas dans le passé et tel est encore le cas aujourd'hui.

En même temps, les protestants manifestent plus nettement leur désir de trouver leur place dans le nouvel Etat allemand se définissant lors du synode d'Eisenach en 1971 comme membres d'une « Eglise dans le socialisme ». Cette parole devait être comprise comme l'expression par l'Eglise évangélique de sa volonté de conserver

De notre correspondant

son identité et son rôle particulier, sans s'aligner, mais sans non plus s'enfermer dans un ghetto spirituel. En 1974, une autre formule, propagée notamment par le petit parti chrétien-démocrate (C.D.U.), allié aux communistes, prédisait à l'intention des croyants de la R.D.A. qu'ils avaient à remplir à la fois « un devoir de citoyens et un devoir de chrétiens ».

C'est précisément là où le bât blesse. De nombreux chrétiens qui s'engagent sincèrement dans leur profession pour la « construction du socialisme » ne peuvent pas ne pas constater à leur endroit des réactions de méfiance, voire de discrimination, à partir du moment où ils s'affirment non seulement comme de bons socialistes mais aussi comme chrétiens. Ce n'est pas un hasard si, dans les réunions électorales organisées par la C.D.U. avant la consultation du 17 octobre pour la renouveau de la Chambre du peuple (Parlement) et des quatorze assemblées régionales les chrétiens ont insisté sur « l'égalité en droit des citoyens » figurant dans le programme adopté par le parti dirigeant en mai dernier.

L'embrigadement de la jeunesse

Plus délicate encore est la question de l'éducation des enfants. Le régime n'a jamais caché son désir de former la jeunesse dans l'esprit du communisme, et il met activement en pratique ses intentions. A l'école, les enfants qui adoptent une attitude trop nettement chrétienne aux yeux de leurs maîtres risquent de compromettre la suite de leurs études et, en particulier, leur entrée éventuelle à l'université. L'enseignement du marxisme-léninisme a été introduit dans les facultés de théologie. En dehors de la classe, tout un réseau d'activités parascolaires contrôlées par l'organisation de jeunesse dépendante du parti communiste ont, outre leur but lucratif, celui d'encadrer solidement les jeunes pendant leurs loisirs. C'est cet embrigadement de la jeunesse qui a paru insupportable au pasteur Bruesewitz.

Jusqu'à maintenant, les cas les plus flagrants de discrimination

scolaire étaient réglés au coup par coup entre les autorités socialistes et celles de l'Etat. Apparemment pour ne pas heurter de front le gouvernement, les évêques préféraient les négociations discrètes aux protestations bruyantes.

Cet esprit de conciliation risque fort, après l'affaire Bruesewitz, de disparaître. Dans une lettre lue le 19 septembre dans de nombreux temples, la conférence des Eglises évangéliques déclare que, « en vertu du règlement de ces particularités dans le secteur de l'enseignement, il faut arriver à une clarification fondamentale d'ensemble ». Et elle ajoute : « Il est urgent que, dans le système unifié de l'enseignement socialiste, une atmosphère de confiance soit créée et que les enfants et les jeunes puissent vivre en chrétiens sans être offensés. Cela exige de nous que nous soyons aux côtés de nos enfants plus clairement et de façon plus compréhensible que jusqu'à présent ».

Ces mots sonnent comme une autocritique. De fait, si les chefs de l'Eglise protestante est-allemande sont amenés aujourd'hui à repenser leurs rapports avec l'Etat communiste, ils doivent aussi et d'abord se forger de ressembler la cohésion de leur communauté. Car le doute s'est établi. La lettre des Eglises déjà citée ne le dissimule pas : « Nombreux sont ceux qui constatent un profond fossé entre les décisions et les déclarations des directeurs des Eglises et d'une communauté à réellement besoin. Nous n'avons pas encore appris à agir et à parler de façon intelligible les uns envers les autres. Nous devons avoir entre nous des relations de franchise ».

Le dialogue, donc, doit s'intensifier. Avec l'Etat, mais celui-ci refuse pour le moment de discuter de la question scolaire, alléguant qu'il n'existe de son fait aucune discrimination. Mais dans l'indifférence de l'Eglise protestante, d'Eglise du peuple, celle-ci se transforme inéluctablement, semble-t-il, en une Eglise minoritaire, bien qu'elle compte encore quelques huit millions de fidèles, sur une population de dix-sept millions d'habitants.

Dans les conditions politiques où elle se trouve, cette transition n'est pas sans écueils. La dernière réunion du synode d'août septembre, a réaffirmé le mot d'ordre d'une Eglise dans le socialisme. L'attitude de certains pasteurs, lors des élections du 17 octobre, montre que cet engagement n'implique pas l'abandon de tout libre examen : imitant la hiérarchie catholique, trois des huit évêques protestants ne se sont pas rendus aux urnes, signalant ainsi par leur abstention leur refus de cautionner une manifestation orchestrée de fausse unanimité.

MANUEL L'HERMITE

A Lourdes, du 23 au 30 octobre

Les évêques français s'interrogent sur la difficile transmission de la foi

L'assemblée plénière de l'épiscopat français se réunit à Lourdes du 23 au 30 octobre sous la présidence de Mgr Roger Etchegaray. C'est la première fois que l'archevêque de Marseille assure une responsabilité jusqu'ici dévolue au cardinal Marty. L'ensemble des évêques de France participent à ces assises, soit cent vingt-trois personnes, dont quatre prélats des DOM et trois des TOM. Cinq évêques sont excusés : Mgr Le Bourgeois, Matagrin, cet évêque vient de mourir. Verdet et Marie-Sainte. Il faut ajouter à ces chiffres sept supérieurs majeurs de congrégations religieuses, vingt-deux secrétaires nationaux, douze prêtres, quatre invités, quatre observateurs non catholiques, onze représentants de conférences épiscopales étrangères et cinq experts.

Les deux premiers jours se dérouleront exceptionnellement à huis clos. D'une part, il y sera procédé à une vingtaine d'élections (délégués du synode romain de 1977, présidents de commissions, conseil permanent, bureau d'études doctrinales, etc.). D'autre part, l'assemblée aura vraisemblablement à s'occuper des « retombées » de l'affaire Lefebvre, encore qu'elle n'ait pas à prendre directement position sur une question qui ne relève pas de sa responsabilité, le supérieur du séminaire d'Ecône se trouvant en Suisse.

A noter la présence à Lourdes parmi les invités de Mgr Mamie, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg (Ecône se trouve sur ce territoire). De toute façon, l'ombre de Mgr Lefebvre planera sur l'assemblée, ne serait-ce que par la présence à Lourdes du pèlerinage du CREDO (« le Monde » du 15 octobre) et par les activités des « ateliers » et des « coultras ». C'est en outre en pleine assemblée de Lourdes — le 24 octobre — que Mgr Lefebvre célébrera une messe publique en Allemagne. Enfin, l'insistance de Paul VI (audience accordée le 10 septembre et lettre de la semaine dernière) met les évêques dans l'obligation morale de ne pas se désintéresser de l'ancien évêque de Tulle et de l'influence qu'il exerce sur une fraction des catholiques traditionalistes de France.

Le rapport principal dont l'assemblée aura à discuter s'appelle « Accueil et annonce de la parole de Dieu ». Il résulte de la collation de deux cent cinquante-cinq diocèses et rédigés par des personnes ou des groupes. L'assemblée s'est donc efforcée d'ausculter la « base » avant de porter son propre diagnostic et de donner des directives.

Autres thèmes importants : la catéchèse des enfants, les assemblées dominicales, le diocèse permanent.

ETABLIR LA COMMUNICATION

Il est évidemment impossible de savoir — avant même qu'elle s'ouvre — si l'assemblée plénière de l'épiscopat français sera une réussite. En revanche, il est certain qu'elle se tient à une époque où l'Eglise connaît des remous exceptionnellement accentués et où la vitalité religieuse, que l'on croyait en veilleuse, se manifeste avec éclat. Que la pratique dominicale se relâche, que les vocations à la prêtrise soient rares, que les rangs des enfants du catéchisme s'éclaircissent, n'est certes pas négligeable, mais cela traduit davantage une désaffection à l'égard de l'institution qu'une indifférence spirituelle.

Les forces religieuses se manifestent de moins en moins au sein de l'Eglise et de plus en plus à l'extérieur. Les manifestations de la foi se font centrifuges et sont donc dispersées. Les sessions de formation théologique, certains convents, les centres culturels, les groupements à vocation politico-religieuse, les œuvres sociales de toutes sortes, sont florissantes. Dans la presse, à la télévision, à la radio, les thèmes religieux reviennent quotidiennement. Les ouvrages, par exemple, religieux restent nombreux. Les rapports entre le marxisme et le christianisme intéressent de nombreuses personnes, même incroyantes. Le parti communiste, on le sait, a de nouveau tendu la main aux catholiques.

De cette effervescence, que saura faire l'Eglise officielle et ses responsables diocésains ? Voilà la question. Bien au-delà des problèmes liturgiques tant agités ces derniers temps, des difficultés de l'action catholique ou même des aménagements scolaires en contact direct avec une jeunesse turbulente, se pose le problème fondamental de la « réception », c'est-à-dire des moyens à mettre en œuvre pour supprimer l'écart qui s'interpose malencontreusement entre la « base » et les instances de l'Eglise. L'Evangile continue à passer la rampe, mais ceux qui la fonction est de le présenter au « peuple de Dieu » ne trouvent pas toujours la voie d'accès. Trop d'institutions sont surannées, trop de clercs manquant de contact, trop de sermons sont jugés inadéquats.

L'Eglise manque de pédagogie. Elle enferme le sacré dans des moules désuets ou fausement modernes. Elle manque aussi d'audace intellectuelle, de chaleur humaine et d'imagination créatrice. Pour qu'un grand croyant comme Marcel Legaut (1) puisse dire qu'il s'ennuie « lui aussi » mortellement à la messe, il faut bien que quelque chose soit gravement détérioré.

Le vin nouveau

La parabole du vin nouveau et de vieilles outres s'impose à l'esprit. Une révolution dans l'Eglise serait la bienvenue. Elle permettrait non seulement de donner la parole à ceux qui sont en contact permanent avec les réalités quotidiennes, on commence à le faire — mais aussi de partager avec eux leurs responsabilités, ainsi que Vatican II l'a expressément recommandé. L'Eglise ne sera la maison de tous que si les chrétiens se sentent pris au sérieux. Ils doivent changer de statut et devenir autre chose que des consommateurs.

L'agressivité, parfois le désenracinement ou l'indifférence de nombre d'entre eux, est le signe qu'on ne les traite pas en adultes. En outre, les catholiques de France croient découvrir en leurs

évêques une certaine hésitation, voire un désarroi : le soul de ménager tout le monde, une réticence à trancher. Tout cela ne facilite pas la cohésion d'une communauté qui a la plus grande besoin, quel qu'en soit le prix, d'impulsions et de directives claires et précises élaborées en commun.

La session de Lourdes cherchera à surmonter ces handicaps sous la nouvelle présidence de Mgr Etchegaray, mais contretemps, privé du vice-président, Mgr Matagrin, actuellement malade. L'assemblée plénière est pesante à manier, mais elle est soigneusement préparée et son règlement éprouvé. La difficulté réside plutôt dans son efficacité. Sur quel débouché s'ouvre-t-elle exactement ? On ne le sait pas très bien. Par instants, elle se présente plutôt comme une session de recyclage pour ses participants plutôt que comme l'instance suprême de décision qu'elle est réglementairement. L'article 7 des statuts indique que la conférence épiscopale a « pouvoir de légiférer » et l'article premier que « sa mission est pastorale » et son autorité « une autorité de service ».

En fait, malgré une bonne volonté évidente, l'influence réelle de l'assemblée est sans rapport avec l'ampleur de ses responsabilités : le courant passe mal avec la communauté. Toute proportion gardée, elle connaît les mêmes difficultés « de communication » que le Vatican. La crise de l'autorité — qui n'est pas le propre des Eglises — agit à la fois comme une cause et comme un effet bien difficiles à surmonter.

HENRI FESQUET.

(1) Bernard Pelletier interroge Marcel Legaut - Patience et passion d'un croyant. Editions du Centurion, 222 p., 32 F.

Pour votre DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Ils vont à la Maternelle
Habitez le Nouveau Monde
Sur la Rive gauche
au cœur du 13^e



Ils vont à l'école primaire
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
Un appartement avec verrière
Un vaste séjour, le silence.
4.600 F le m²



Ils vont au lycée
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
4.600 F le m²
à prix fermes et définitifs
Le Centre Commercial à deux pas,
bientôt la piscine,
Le 5^e arrondissement à côté.



Il est en fac
Habitez le Nouveau Monde
au cœur du 13^e
4.600 F le m²
Espace privilégié pour toute
la scolarité
de vos enfants.



Sur place appartement meublé
60, rue de la République - PARIS 13^e Tél. 563.99.22
Lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 18 h
Samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 18 heures.

Remplissez ce bon et retournez le à L'OCIL
51 boulevard Malesherbes 75008 PARIS

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

Tel. _____

☐ Désire un rendez-vous
☐ Désire retourner sans engagement
la documentation « Le Nouveau Monde »

OCIL
57-59, boulevard Malesherbes
75008 Paris cedex 08
Tél. 38.133.28 et 38.22.710

صلى الله عليه وسلم

ÉDUCATION

Un colloque à Paris

L'AUPEL veut améliorer le fonctionnement du « service public » universitaire

Une cinquantaine d'universitaires de Paris et de province, en majorité professeurs ou maîtres de conférences de lettres ou de droit, ont participé, jeudi 21 octobre, à l'Ecole normale supérieure, à un colloque sur la situation de l'université en 1976, organisé par l'Association universitaire pour l'entente et la liberté (AUPEL), que préside M. Robert Ellrodt, professeur de littérature anglaise à Paris-III.

Créée à la fin du mois de mai dernier, forte aujourd'hui de près de cinq cents membres, l'AUPEL condense à la fois les « majorités politico-syndicales » et une attitude trop dépendante à l'égard du secrétariat d'Etat. Elle entend être un « club de réflexion » sur les problèmes de l'enseignement supérieur ; seuls des « critères scientifiques fondés sur la vérité », estimant l'université l'association savante de publier, en 1977, un livre blanc qui reprendra ses propositions pour une « amélioration du service public ».

De création récente, l'Association universitaire pour l'entente et la liberté avait choisi le moyen d'un colloque restreint (chaque adhérent pouvait seulement inviter un collègue) pour affirmer sa « ligne » encore mal connue — parfois même de ses propres adhérents. L'AUPEL s'est donné pour objectif la « défense des intérêts moraux » des enseignants, a rappelé M. Ellrodt à l'ouverture du colloque. Toutefois, beaucoup de participants ont paru très marqués par les graves de l'an dernier et ont insisté à de nombreuses reprises, au cours du colloque, le « comportement politique » de certains de leurs collègues, notamment au sein des conseils d'université.

Des républiques de droite et de gauche

M. Gorges Vedel (Paris-IV), ancien doyen de la faculté de droit de Paris, a estimé que le fonctionnement actuel de l'enseignement supérieur « répondait rarement aux règles fondamentales du service public » : l'égalité, la neutralité et la continuité. Selon M. Vedel, l'égalité et la neutralité ne sont plus respectées puisqu'on constate l'existence d'une forme de « suprématie politique et syndicale » dont l'influence s'étend jusqu'à la promotion d'enseignants ou d'étudiants. « Avant, on ne connaissait pas les préférences politiques des autres », a affirmé M. Vedel. Le principe de la continuité de la bonne marche de l'instrument universitaire, en période de grève, serait aussi passé aux profits et pertes de l'université nouvelle ma-

nière : les enseignants ne déposent pas de préavis de grève et les étudiants n'y ont pas tenu. « Aujourd'hui, a-t-il conclu, les universités sont des républiques de droite ou de gauche, comme si le service public n'existait plus ».

M. Marcel Merle, professeur à Paris-I, secrétaire général de l'AUPEL, s'est attaché à montrer les limites de la « participation », selon les termes de la loi d'orientation de 1968. Il a déploré, par exemple, que, sous prétexte de faire participer l'ensemble du corps enseignant à la gestion des universités, on ait, en fait, limité la représentation de certains par le jeu des élections. (Avant 1968, tous les professeurs participaient aux conseils de faculté ; aujourd'hui, ils doivent élire des délégués, comme les assistants et les maîtres-assistants.)

L'AUPEL, d'autre part, souhaiterait que l'on distingue entre la participation des étudiants à des instances pédagogiques et leur participation à la gestion des établissements : favorable à la première, elle ne l'est guère à la seconde. « On ne comprendrait pas, déclarait M. Vedel, que les usagers de l'E.D.P. soient représentés au conseil d'administration ».

L'AUPEL estime également que le personnel ATOS (administratif, technique et ouvrier de service) ne devrait pas « faire poids dans la balance » de certaines décisions d'ordre pédagogique prises au sein des conseils d'université.

Ces orientations, ainsi que les propositions que l'AUPEL compte présenter prochainement sur « l'accès à l'enseignement supérieur », a-t-il été dit, ont été discutées lors du colloque. Elles figureront dans le Livre blanc que l'association veut publier en 1977 : ce serait la charte de professeurs qui déclarent avoir choisi la voie étroite « pour cause de « ras-le-bol ».

PHILIPPE BOGGIO.

La conférence des présidents d'université s'est réunie à Paris, jeudi 21 octobre, sous la présidence de M. Alain Savary, secrétaire d'Etat aux universités ; ainsi l'édilogue est-il rétabli entre les présidents et le secrétaire d'Etat. Celle-ci a présenté les principes d'un statut des assistants en droit, sciences économiques, politiques et de gestion, pour lequel elle a sollicité des propositions. Elle a annoncé aussi les transformations d'emplois d'assistants en maîtres-assistants prévues pour 1977 et le programme d'intégration des personnels administratifs ouvrier technique, ouvrier et de service à l'enseignement ; ainsi que les répercussions que cette mesure aura sur les budgets de fonctionnement des universités — sur lesquels ces personnels étaient payés jusqu'à. Réunis auparavant en séance privée, les présidents avaient examiné les problèmes posés par le nouveau système de répartition des crédits d'heures complémentaires d'enseignement ; ils souhaitent que l'on trouve des moyens d'« amortir » la déflation là où elle est trop brutale par rapport à 1975-1976.

UN NOUVEAU CENTRE CULTUREL BRITANNIQUE A PARIS

Le nouveau centre culturel britannique a ouvert ses portes à Paris. Il regroupe, dans deux hôtels particuliers qui appartenaient, l'un au comte de Paris, l'autre au consulat général des Pays-Bas, le British Council et l'Institut britannique qui occupaient depuis de longues années des locaux séparés, devenus trop petits, rue des Ecoles et rue de la Sorbonne.

Les deux immeubles, qui bordent l'esplanade des Invalides, ont été achetés par le gouvernement britannique en 1972. D'importants travaux ont dû y être effectués pour aménager des salles de cours, de réunions et de projection, et une très importante bibliothèque.

Le British Council est un organisme financé par le gouvernement de Londres qui a pour tâche de promouvoir la culture artistique et scientifique britannique dans le monde. Les nouveaux locaux du centre culturel seront inaugurés le 26 octobre par la reine mère Elisabeth.

9-11, rue de Constantin, 75007 Paris, tél. 335-34-99.

SCIENCES

ENTENTE SUR LE FINANCEMENT EN EUROPE D'UNE ETUDE SUR LA FUSION THERMONUCLEAIRE CONTROLÉE

Les ministres européens de la recherche, réunis jeudi 21 octobre à Luxembourg, se sont mis d'accord sur la procédure de financement du futur JET (Joint European Torus), un appareil qui permettra l'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée. Le montant total du budget — qui pourrait dépasser six millions de francs — sera réparti entre les Communautés européennes (36 %), l'ensemble des pays membres (19 %) et le pays où sera installé l'appareil (19 %).

Les ministres se sont de plus entendus pour attacher au futur JET le statut d'entreprise communautaire, dirigée par un « conseil de JET » dépendant du conseil des Communautés. En revanche, ils ont décidé de reporter à la deuxième quinzaine de novembre (précisément le 15 novembre) la fixation du budget du JET et le choix du site de l'appareil. On sait que plusieurs candidatures sont parvenues au CERN, en Grande-Bretagne, où existe déjà un centre de recherche sur la fusion ; Garching, en République fédérale d'Allemagne ; Cadarache, en France ; et, en Italie, où est installée la plus grande partie du centre commun de la recherche (C.C.R.) de la C.E.N.

Le programme de travail pour 1977-1978 du C.C.R. sera discuté à la fin de novembre. Il semble que les ministres se soient mis d'accord pour reconnaître qu'un effort de redressement est nécessaire, qui pourrait se traduire notamment par une certaine réduction du personnel.

ACCORD EN VUE POUR LE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES NUCLEAIRES JAPONAIS

Les compagnies japonaises d'électricité feront retenter leur combinaison nucléaire pour mettre en Grande-Bretagne et pour moitié en France. Ce projet, en discussion depuis plusieurs mois, a progressé au cours d'une négociation menée en octobre en Grande-Bretagne. Une mission japonaise dirigée par M. Naohito Tanaka, vice-président de la Compagnie d'énergie électrique de Tokyo, a mis au point les grandes lignes d'un accord avec la British Nuclear Fuel Ltd. (B.N.F.L.) et la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale du Commissariat à l'énergie atomique.

Des négociateurs de la B.N.F.L. et de la COGEMA se sont réunis à Paris en novembre pour préciser les conditions, qui devraient être signées vers la fin de l'année.

Outre la répartition par moitié du combustible entre les deux pays (3 270 tonnes de combustibles japonais devront être retraités entre 1982 et 1990), les négociations se sont axées d'accord pour ne pas fixer d'avance les prix, mais pour les déterminer en fonction des coûts de retraitement. Le Japon participerait financièrement à la construction de futures usines de retraitement et à proportion des quantités qu'il serait traité.

Le problème du stockage des résidus de haute activité du traitement — une centaine de tonnes d'ici à 1990 — ne semble pas réglé.

AÉRONAUTIQUE

LA SNIAS MET AU POINT UN NOUVEL AVION D'AÉRO-CLUB ET DE TOURISME

(De notre correspondant.)

Tarbes. — L'établissement de Tarbes de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), ex-société Morane-Saulnier, termine la mise au point d'un nouveau prototype qui sera la version de base d'une seconde génération d'avions légers appelée à continuer à porter le nom de Rallye.

Cet avion d'aéro-club, d'affaires et de tourisme continuera, en attendant, à être produit dans les usines de Tarbes-Lourdes, et son troisième exemplaire sera livré en 1977. Le Pologne a acheté la licence de l'avion actuel et va le construire pour tous les pays de l'Est.

Le premier vol du prototype successeur du Rallye aura lieu avant la fin de l'année. La chaîne démarquera en 1978 aux usines de Tarbes-Lourdes. Le nouveau Rallye aura les caractéristiques suivantes : biplace à train fixe, construction entièrement métallique, aile au profil extrêmement perfectionné évitant tout danger de décrochage, masse au décollage de 1 tonne environ. La nouvelle gamme devrait comporter cinq versions, de T.R.-10 à T.R.-15, équipées de moteurs allant de 150 à 230 ch.

L'actuel maître du nouveau Rallye français, pour chacune des versions, dans son prix de revient, qui sera beaucoup plus bas que l'actuel (on espère arriver à une diminution allant jusqu'à près de 50 %).

LES 8 GRANDES JOURNÉES MONDIALES DE LA FOURRURE

du samedi 23 au samedi 30 oct.

FANTASTIQUE EXPOSITION-VENTE

aux Champs Élysées

dans les salons de

L'HOTEL GEORGE V

31, Avenue George V
organisée par les

FOURRURES DU NORD

avec le concours des plus importants fabricants français, allemands, italiens, hollandais, canadiens, américains réalisés dans les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine : (Vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc., Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.).

Parmi les plus prestigieuses modèles, de classe internationale, vous pourrez remarquer, entre autres, des créations de Pierre Balmain, Louis Féraud, Givenchy V, Guy Laroche...

De nombreuses collections de « Modèles Diffusion » sont également présentées... toutes les fourrures, tous les styles, toutes les tailles, tous les prix

plus de 5000 manteaux
du samedi 23 au 30 oct.

REMISE
EXCEPTIONNELLE

10%

sur tous les prix marqués

MANTEAUX

Vison ranch	7.850F	7065F
Vison pastel	8.750F	7875F
Vison Ko-hi-noor	9.250F	8325F
Vison saphir	11.750F	10575F
Castor du Canada	9.250F	8325F
Astrakan Swakara	5.750F	5175F
Astrakan pleines peaux	3.850F	3465F
Ragondin	4.250F	3825F
Weasel	4.250F	3825F
Rat d'Amérique	4.250F	4365F
Queues de Vison	4.650F	4185F
Opposum	2.850F	2565F
Pattes Astrakan	2.450F	1935F
Yemen	1.750F	1575F
Mouton doré	1.650F	1485F
Murmél	4.250F	3825F
Pattes de Kalgan	2.250F	2025F
Lapin fantaisie	1.650F	1485F
Lapin diffusion	1.250F	1125F
Flanc de marmotte	1.450F	1305F

PRESTIGE

Vison pearl	18.250F	16425F
Vison Black glama	25.750F	23175F
Vison Lunarine	28.750F	25875F
Vison Emba	32.500F	29250F
Vison Black diamond	32.500F	29250F
Chinchilla	47.500F	42750F
Zibeline	75.000F	67500F

Service après-vente.
Remise en compte de vos fourrures au plus haut cours
Garantie totale sur tous vos achats.

SHOW COLLECTION
chaque jour même le dimanche à 15 h

ENTREE LIBRE
tous les jours de 10 h à 20 h

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, ne sera vendue.

MÉDECINE

Un groupe interministériel de coordination des actions de prévention et de dépistage va être prochainement institué, a annoncé Mme Simone Veil, ministre de la santé, en inaugurant le congrès de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sanitaire, qui se tient jusqu'au 22 octobre au ministère de la santé.

MATELAS EN SOMMIERS ENSEMBLES TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE (TRES RAPIDE)
DANS TOUTE LA FRANCE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

CAP MONDE Concept Loisirs

Propose immédiatement
excellentes implantations
pour classes de neige,
classes vertes.

ECRIRE :
C.M.C.L.

R.P. n° 7, 78600 Mennil-le-Roi.

JUSTICE

L'AFFAIRE DE VATHAIRE

M. OLIVIER GUICHARD : l'instruction sera menée avec toute la célérité voulue.

Devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui examinait jeudi 21 octobre le projet de loi de procédure pénale, le ministre de la Justice, M. Olivier Guichard, a déclaré en réponse à une interpellation de M. Maxime Kallinaki, député du Val-de-Marne (P.C.) : « En ce qui concerne l'affaire Dassaui, vous semblez ignorer qu'une instruction est en cours et qu'elle sera menée avec toute la célérité voulue par le juge d'instruction qui en est chargé. Les deux plaintes en diffamation déposées par des fonctionnaires des finances seront normalement instruites. »

De son côté, dans un débat à l'Assemblée nationale, jeudi 21 octobre, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré : « L'affaire Dassaui est l'objet de contrôles fréquents de la part des services du ministère des finances. Ces contrôles n'ont pas donné lieu à des découvertes sensationnelles. Néanmoins, M. Fourcade considère que « de nouvelles enquêtes doivent être entreprises afin de faire toute la lumière », ajoutant toutefois que « les accusations d'un comptable indélicat ne paraissent pas avoir été vérifiées, pour engager un vaste débat ».

M. Michel Rocard, secrétaire national du P.S., qui était le contradicteur de M. Fourcade à l'Assemblée, a insisté pour que tout soit mis en œuvre afin que « la clarté apparaisse, étant donné le caractère précis des accusations lancées contre la gestion de M. Dassaui ». Pour lui, si ces accusations sont vérifiées, la qualité de parlementaire du député de l'Oise devrait être mise en cause, ce dont est convenu M. Fourcade.

A la Cour de cassation

LA DEMANDE EN RÉVISION DU PROCÈS DE ROLAND AGRET EST REJETÉE

Statuant sur le rapport du conseiller Malaval, observations de M. Waquet, et les réquisitions de M. Fernand Dumas, avocat général, la chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Raoul Combaldiou, a rendu jeudi 21 octobre un arrêt rejetant la demande formée par M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux, tendant à la révision de la décision de la cour d'assises du Gard du 28 février 1973, qui a condamné Roland Agret, quinze ans de réclusion criminelle pour complicité dans l'assassinat du gendarme André Borrel, dans la nuit du 9 au 10 novembre 1970, à Orthez (Gard).

Les magistrats suprêmes ont estimé « qu'en l'absence d'éléments de fait invoqués à l'appui de la requête en révision ne sont pas établis, que d'autres ne sont pas nouveaux car ils étaient connus lors des débats devant la cour d'assises et qu'enfin, dans la mesure où certains de ces éléments pourraient être considérés comme nouveaux, ils ne sont pas de nature à établir l'innocence du condamné ».

Pour ce qui concerne les révélations d'Agret présentant Borrel comme un trafiquant de drogue et un trafiquant d'armes, dont M. Waquet avait fait état au cours de sa plaidoirie, en reconnaissant toutefois que son client ne détenait aucune preuve des accusations qu'il portait, la chambre criminelle les qualifie de « simples allégations ».

Après le rejet de la demande de révision du procès, les conseillers de Mmes et de Paris pour la libération de Roland Agret réaffirment « leur volonté de soutenir » le détenu. Ils restent « convaincus que des recherches approfondies sur les faits pourraient prouver le peu de fondement de la culpabilité de Roland Agret et justifier qu'il soit libéré dans les plus brefs délais ».

LES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AIDE JUDICIAIRE

Le Journal officiel du 21 octobre 1976 a publié un décret qui modifie les conditions d'octroi de l'aide judiciaire. Celles-ci étaient fixées par le décret du 1^{er} septembre 1972 en application de la loi du 3 janvier 1972.

Selon le nouveau décret, le bénéfice de l'aide judiciaire totale est accordé à toute personne dont la moyenne mensuelle des ressources est inférieure non plus à 1 800 F, mais à 1 500 F. Le revenu mensuel de tout demandeur d'aide judiciaire partielle doit être compris entre 2 000 et 2 500 F et non plus entre 1 800 et 2 000 F. Les plafonds des ressources prévus pour l'octroi de l'aide judiciaire totale ou partielle sont majorés de 150 F à 170 F par personne à charge.

L'ARGENT DU PUBLIC

(Suite de la première page.)

L'importance de ces affaires, tant pour l'emploi que pour l'exportation et même pour le prestige national, le fait que, touchant aux problèmes de défense, le secret peut être constamment invoqué, mais aussi la présence dans ces états-majors de nombreux généraux ou fonctionnaires qui, la veille encore, étaient soit les responsables du choix de ces matériels, soit les gestionnaires des crédits publics à leur destinés; tout cela entraîne une considération toute particulière pour son groupe et sa personne, assure des liaisons constantes et étroites d'une nature exceptionnelle avec l'Etat et aboutit finalement à un traitement privilégié dans maints domaines.

Ce n'est pas tout. Car M. Dassaui, et il n'en faut pas mystère, est aussi un grand industriel et un grand financier. Qu'il subventionne les journaux et les campagnes de

ses amis politiques, rien ne lui semble plus normal, et il ne manque pas de s'étonner à l'occasion des critiques qu'on lui adresse à ce sujet. Après tout, pourquoi pas, au effet ? Il gagne de l'argent, il a bien le droit d'en faire ce qu'il veut comme n'importe qui.

En bien, non ! Car cet argent, c'est la nôtre, celui des contribuables qui a traversé sous le couvert du secret et par mille canaux d'influence de la poche d'honnêtes citoyens dans les caisses électorales de certains politiciens. En payant nos impôts, nous n'avons pas choisi de verser notre argent à tel homme politique ou à tel candidat à la présidence pour qu'il s'agisse et qu'il gouverne selon les vœux et les intérêts de M. Dassaui. C'est pourtant exactement ce qui se passe. Et cela n'est pas tolérable.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

La villa de Cannes est juridiquement la résidence principale de M. Dassaui et le siège de la société mère G.I.M.D.

De notre correspondant régional

Cannes — Un contrôle fiscal approfondi des agents de la Direction des vérifications nationales (D.V.N.) au lieu du début de septembre au siège de la Générale Immobilière Marcel Dassaui (G.I.M.D.) à Cannes. Selon M. Louis Astoux, l'expert-comptable de la société, les inspecteurs de la D.V.N. sont restés quinze jours à la « Villa Dassaui », où ils ont « épluché » la comptabilité de la G.I.M.D. et celle de ses sociétés filiales, qui sont en définitive au nombre de huit.

Selon d'autres sources de renseignements, les vérifications dont le groupe est l'objet ont commencé il y a plusieurs mois après que la D.V.N. a demandé au centre des impôts de Cannes de lui faire parvenir les dossiers concernant toutes les sociétés de M. Marcel Dassaui domiciliées à Cannes, ainsi que le dossier personnel de l'industriel. M. Dassaui effectuait également ses déclarations d'impôt sur le revenu à Cannes, la « Villa Dassaui » étant juridiquement sa résidence principale. Il semblerait, d'autre part, que les investigations de l'inspection générale des impôts ne soient pas terminées. M. Marcel Dassaui avait déclaré que la G.I.M.D. avait été contrôlée deux ans et que « l'affaire était réglée » (le Monde du 19 octobre).

M. Astoux a indiqué que ses fonctions étaient celles de chef comptable du groupe de la Générale Immobilière. « Je tiens ici la comptabilité générale des entreprises », a précisé M. Astoux, et il a souligné effectivement que cette situation n'est que momentanée.

En plus des sociétés déjà citées (le Monde du 20 octobre), le groupe G.I.M.D. comprend quatre autres S.A.R.L. : l'immobilière du rond-point des Champs-Élysées, créée le 10 janvier 1928 à Paris et transférée à Cannes le 14 février 1973, au capital de 84 millions de francs ; la Foncière des immeubles industriels, ex-Centrale commerciale, constituée à Cannes le 3 juillet 1974 au capital de 54 400 000 francs ; la Générale technique d'études, constituée le 13 dé-

cembre 1974, au capital de 5 millions de francs ; et l'immobilière industrielle Carnot-Sénard, constituée le 19 décembre 1974, au capital de 7 500 000 francs.

Sauf pour la Générale technique d'études, dans laquelle M. Marcel Dassaui est associé à la G.I.M.D., à son fils Serge et à M. Bertrand Daugny qui est aussi le directeur général de l'Électronique Marcel Dassaui, les parts sociales des autres sociétés sont réparties entre, seulement, la Générale d'études Marcel Dassaui, devenue la G.I.M.D., majoritaire, et M. Marcel Dassaui lui-même.

GUY PORTE.

[Dans ses biographies officielles, M. Dassaui indique deux adresses : l'hôtel particulier qu'il possède à l'angle de l'avenue du Maréchal-Maunoury et de la place de la Porte-de-Passy dans le seizième arrondissement de Paris, et la Villa Dassaui, avenue du Roi-Albert à Cannes.]

POLICE

LES C.R.S. RESTERONT RATTACHÉS A LA POLICE

Au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Roger Coust, secrétaire général du syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S., se référant à une récente conversation avec M. Robert Pandraud, directeur général de la police nationale, a déclaré, jeudi 21 octobre, que l'administration avait l'intention de détacher les compagnies républicaines de sécurité de la police nationale pour en faire une force spécifique de maintien de l'ordre. Lors du meeting des policiers parisiens du 19 octobre (le Monde du 20 octobre), un orateur avait indiqué que les C.R.S. pourraient dans l'avenir dépendre directement du ministre de l'Intérieur ou même du premier ministre.

« Le comité directeur du P.S., sous la présidence de M. François Mitterrand, consacra ses journées du 7 novembre à l'examen des problèmes de défense. Avant de débattre de ce thème, il doit entendre trois communications : celle de Charles Hernu, ministre de la Défense, et celle de M. Robert Pontillon, à la Défense nationale dans le cadre de son environnement international ».

DÉFENSE

LE MINISTRE OUEST-ALLEMAND DE LA DÉFENSE EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE

Le ministre ouest-allemand de la Défense, M. Georg Leber, est l'objet d'un accueil officiel de la France, ce vendredi 22 et le samedi 23 octobre, du ministre de la Défense, M. Yves Bourges, qui était rendu, en mai dernier, en Bavière sur l'invitation de son homologue de la République fédérale d'Allemagne. Les deux ministres doivent avoir une série d'entretiens, notamment à l'occasion de la signature de la Convention de Bonn (1966-68) dont M. Bourges est le maître, et les assisteront à une exposition de la 2^e brigade dans la presqu'île de Rhénus, en Bretagne.

On explique, au ministère de la Défense, que cette rencontre était prévue de longue date, puisque les deux ministres ont décidé de se voir, au moins deux fois par an, pour examiner des questions bilatérales, en particulier la coopération en matière d'armement classique (avion d'entraînement Alpha-Jet et missiles tactiques) et les conséquences de la réorganisation en cours de l'armée de terre française sur son implantation outre-Rhin.

La France a, en effet, décidé de renouer de la République fédérale d'Allemagne, et ils étaient précédemment stationnés, environ deux mille hommes de ses forces terrestres (le Monde du 23 juillet et 24 octobre), soit une douzaine de régiments.

2 000 F D'INDEMNITÉS APRÈS L'EXERCICE « VENDÉMIARE » EN TERRAIN LIBRE

Pour la première fois en France, 1 900 hommes et 400 véhicules, dont 80 blindés, ont manœuvré en terrain libre du 11 au 13 octobre dans le département de la Haute-Saône (« le Monde » des 24 et 25 octobre).

La préparation de cet exercice avait nécessité de nombreux contacts avec les cinquante-cinq maires et les cinquante-huit propriétaires des terrains traversés. Les itinéraires avaient été préalablement reconnus et éventuellement aménagés ; les propriétaires avaient autorisé la traversée de leurs terrains.

En raison des précipitations, les indemnités réclamées ont été inférieures à 2 000 francs. Elles ont été payées en espèces sur-le-champ, indique-t-on au ministère de la Défense, qui précise : au total, pour une superficie couverte de 100 000 hectares, les travaux de remise en état se sont traduits par le balayage de 5 kilomètres de routes, la réparation de 500 mètres de clôtures et le remplacement de 35 mètres de barrières.

« Le comité directeur du P.S., sous la présidence de M. François Mitterrand, consacra ses journées du 7 novembre à l'examen des problèmes de défense. Avant de débattre de ce thème, il doit entendre trois communications : celle de Charles Hernu, ministre de la Défense, et celle de M. Robert Pontillon, à la Défense nationale dans le cadre de son environnement international ».

SPORTS

BASKET-BALL

Mauvais débuts de l'ASPO Tours dans une coupe d'Europe américanisée

Finaliste la saison dernière de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupe, l'Association sportive de Tours (ASPO Tours) avait de grandes ambitions en Coupe d'Europe des clubs champions. Le tirage au sort de la poule préliminaire avait des clubs champions en présence d'équipes en principe à sa portée : Amsterdam, Malines et Vienne. Les Tourangeux pouvaient espérer se qualifier pour la poule finale à six en compagnie des trois grands favoris de l'épreuve : Varèse, le tenant du titre, le Real de Madrid, récent champion du monde des clubs, et l'Armée rouge de Moscou. Déjà battus à Vienne (105-88), les Tourangeux ont pourtant hypothéqué leurs chances en s'inclinant à nouveau devant Malines (83-81), jeudi 21 octobre. L'avenir de l'ASPO Tours dans cette épreuve paraît d'autant plus sombre que l'arbitre italien, M. Adonessi, ayant été frappé au visage par un spectateur à la fin du match, les champions de France risquent désormais une suspension de leur salle.

De notre envoyé spécial

Tours — « Come on Racing ». Les supporters flamands du Racing-Club de Malines encouragent leurs joueurs en anglais. Les joueurs belges doivent connaître obligatoirement cette langue : leur entraîneur américain, Tom Quinn, ne parle ni le flamand ni le français. L'équipe de Malines est d'ailleurs composée de deux Américains, Lister et Wagner, et de deux joueurs naturalisés, Dutil et Bell. Ces « Belges », à eux quatre, réussissent 73 des 83 points du Racing-Club de Malines. Au point de vue du recrutement, Amsterdam fait mieux encore avec ses deux étrangers autorisés en Coupe d'Europe et ses cinq naturalisés. Si on ajoute que Vienne aligne deux Américains et un naturalisé, tout comme Tours, on constate que la Coupe d'Europe est devenue une sous-compétition américaine.

Bien sûr ce ne sont pas les meilleurs basketballeurs américains. En général, ils viennent en Europe quand ils ont perdu l'espoir d'être intégrés dans l'une des vingt-deux équipes de la Ligue professionnelle des États-Unis ou qu'ils en ont été rejetés. L'Europe est alors leur seul débouché. Les équipes du Vieux Continent peuvent leur offrir des salaires plus élevés que les bourses des universités pour lesquelles ils jouaient. Mais ils rencontrent ici la concurrence de leurs compatriotes et l'insécurité puisque le professionnalisme n'existe pas et que les contrats sont « moraux ». Quand un meilleur leur que son actuel, il faut se faire naturaliser pour pouvoir rester au club, ou chercher ailleurs : à 10 000 francs par mois et souvent plus, le sentiment n'existe pas. Ainsi, cet été, s'en est allé dans l'Europe une petite armée ainsi libellée : « Meilleur joueur au rebond de division nationale, cherchez club. S'adresser ».

Les ennus musculaires de Ray Reynolds faillirent entraîner à l'ASPO-Tours, le nouveau champion de France, des défections. Cette saison en Coupe d'Europe, pour le remplacer, les Tourangeux avaient recruté aux États-Unis James Bradley, celui-ci qui avait déjà été victime d'une entorse à Vienne, dont malheureusement sortit contre Malines, l'arcade souffrante ouverte, après deux minutes de jeu. C'était le coup dur. La balance était devenue inégale entre les quatre Américains de Malines et les deux de Tours, L.-C. Boyen et Dewitt Menyard, même si ces derniers étaient remarquablement épaulés par nos deux internationaux, Jean-Michel Ségéral et Michel Vialier. Le résultat final ne pouvait faire de doute.

Quant au danger que représente l'« invasion » américaine, la Fédération française est l'une des premières à avoir pris des mesures pour en imposer des limites.

Désormais, les clubs français peuvent aligner en compétition nationale deux joueurs « étrangers », ce qui vise bien sûr tous les basketballeurs naturalisés. Ils seront alors désavantagés face à la plupart de leurs rivaux en Coupe d'Europe, mais d'est peut-être à ce prix que l'on recouvrera une équipe de France compétitive.

GÉRARD ALBOUY.

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

POULE D
A Tours : Racing Malines (Belg.) b. Tours (Fr.)... 83-81
A Vienne : Real Madrid (E.) b. ASPO-Tours (F.)... 105-88
Classement : 1. Vienne et Malines, 4 pts ; 2. Tours et Amsterdam, 2.

POULE B
A Lugano : Lugano (Suisse) b. Sp. Lausanne (Suisse)... 147-104
A Londres : Real Madrid (E.) b. S.O.P. Londres (Angl.)... 121-75
Classement : 1. Lugano et Real Madrid, 4 pts ; 2. Londres et Lausanne, 2.

JEUNESSE

M. DOMINIQUE BENARD COMMISSAIRE GÉNÉRAL DES SCOUTS DE FRANCE

M. Dominique Benard a été nommé commissaire général des Scouts de France. Il remplace M. Xavier Vissieux, qui occupait ce poste depuis 1970. Les Scouts de France viennent d'autre part de lancer une association S.D.F.-Service, destinée à grouper « les anciens Scouts et les amis » du mouvement.

Les Scouts veulent aussi développer les activités de leurs différentes « unités » (louveteaux, rangiers, pionniers, compagnons), et particulièrement celles de leur « branche aînée » (les dix-sept-dix-neuf ans) dans le domaine de l'éducation socio-éducative, dans le secteur écologique et culturel et en matière d'action sociale, internationale et ecclésiastique.

[Membre des Scouts de France depuis 1944, M. Benard est né en 1942. Il est licencié en psychologie et était jusqu'en 1970, date à laquelle il est devenu permanent du mouvement, conseiller d'orientation scolaire et professionnelle.]

* S.D.F., 23 rue Ligner, 75020 Paris, tél. 370-01-70.

Comment bien vivre un voyage d'affaires sans sa secrétaire.

Toute bonne secrétaire sait combien elle est indispensable. Air France le sait aussi, qui doit la relayer sinon la remplacer auprès de chaque homme d'affaires.

● Réservations : Avion - Hôtel - Auto.

Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● Arrivée : trouver à qui parler.

Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont

accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● Service Affaires : le terrain préparé.

Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétation.

● Club Service Plus : pour les grands voyageurs.

Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux vivre un voyage d'affaires adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

150 000 000

L'ANTI-CLUB

NOS SÉJOURS - PLAGES D'ASIE BANGKOK ET :

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique.
Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

**voyages
vacances
tourisme**

5, bd de Vaugirard
75015 Paris
tél. 538.20.00

11, quai des Célestins
69002 Lyon
tél. (78) 37.83.90

Bon pour une brochure gratuite
Nom :
Adresse :



CROISIÈRE "CAP SUR MADÈRE ET LA CÔTE D'IVOIRE"

à bord de Massalia
le paquebot-soleil où il fait bon vivre
MAROC/MADÈRE/CANARIES/ILES DU CAP VERT
SÉNÉGAL/CÔTE D'IVOIRE/GUINÉE
Départ de Marseille : 3-28 janvier 1977.
25 jours. A partir de 4 900 F.
Offrez-vous enfin la croisière de vos rêves :
le Maroc Impérial et le Grand Sud Saharien,
Madère l'île Jardin, les Canaries et les Iles du Cap Vert,
ces paradis en plein Atlantique. Et puis l'Afrique :
Dakar l'accueillante, Abidjan la magnifique, la flore
et la faune sauvage de la Côte d'Ivoire, Conakry...



**CROISIÈRES
PAQUET
MASSALIA**

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet :
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 283.57.59
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 91.91.21
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 82.74.98

TOURISME

Désinvolture algériennes

RIEN NE VA PLUS AUX « ANDALOUSES »

« C'EST ENTRE de vacances des Algériens d'avoir de l'eau ! » On pourrait, en effet, ne pas en avoir du tout, comme cela se produit assez souvent dans les établissements de la Sonatour (1).

Constatant dans les défilants touristiques, nous nous dirigeons vers le coiffeur installé au centre commercial pour prendre rendez-vous. Sa boutique est fermée et le restaurant durant tout notre séjour. Nous nous rabattons sur le hammam pour nous délasser et nous dégraisser ; bien qu'une pancarte précise les jours et heures d'ouverture respectifs pour les hommes et pour les femmes, les portes en demeurent closes. Pas de chance ! Du nord au sud, d'est en ouest, depuis trois ans, nous n'avons encore jamais pu pénétrer dans un de ces bains maures — si charmants vis de l'extérieur — prévus par Pouillon dans ses hôtels.

Nous gagnons finalement le restaurant libre-service pour le petit déjeuner. Les plateaux sentent l'aigre, les couverts sont sales, le pain est caoutchouteux ; le café froid restant sur les tables est rempli dans le percolateur pour les clients suivants : indigeste et peu plaisant. Nous nous persuadons que le lendemain le plateau sera propre et le pain frais ou grillé. En trois semaines, cela n'arrive qu'une fois. C'est que le cuisinier, tout comme le reste du personnel, n'est pas là pour vous faire plaisir : chacun semble s'acquiescer d'une éponouable corvée et les clients ont le sentiment d'être de trop.

Portes closes et pain rassis

Dans l'une des deux chambres retenues, les lampes de chevet ne fonctionnent pas et il n'y a pas d'eau chaude. Qu'à cela ne tienne : il doit suffire de signaler ces contretemps. Hélas, les beaux téléphones dont sont dotées les chambres doivent être là pour le coup d'œil. Il faut retourner à la réception, distante de 300 mètres. Des ordres sont donnés. Un garçon d'étage dépose en vrac draps et couvertures, et s'empresse de disparaître. Heureux ! Les draps sont maculés de sang. Nouvelle démarche. Deux garçons apportent cette fois du linge propre ; nous croyons naïvement qu'ils sont venus à deux pour faire les lits et remporter les draps sales ; mais ils jettent ces derniers dans un coin et se retirent en disant : « Tout ça, c'est le travail des femmes de chambre ; elles partent à 17 heures. Alors, débarrassez-vous ! » Il est minuit.

Le lendemain matin, nous obtenons une grande serviette de toilette et deux petites ; nous en prendrons soin, car nous nous apercevons vite qu'elles doivent parfois durer plusieurs jours ; finis les peignoirs et le jeu complet de serviettes auxquelles on avait droit il y a encore trois ans. Le stock s'épuise et apparemment il n'est pas renouvelé. Nous nous résolvons à réparer nous-mêmes les lampes de chevet après deux jours d'attente ; la trousse à outils de la voiture nous a été bien utile. Peu désireux de ne goûter qu'aux vertus tonifiantes de la douche froide, nous allons nous enquerir à la réception de l'absence d'eau chaude. Un autre client nous a précédés : il a osé se plaindre, le maladroite ! Il se

fait rabrouer : « Estimez-vous heureux d'avoir de l'eau ! » On pourrait, en effet, ne pas en avoir du tout, comme cela se produit assez souvent dans les établissements de la Sonatour (1).

Constatant dans les défilants touristiques, nous nous dirigeons vers le coiffeur installé au centre commercial pour prendre rendez-vous. Sa boutique est fermée et le restaurant durant tout notre séjour. Nous nous rabattons sur le hammam pour nous délasser et nous dégraisser ; bien qu'une pancarte précise les jours et heures d'ouverture respectifs pour les hommes et pour les femmes, les portes en demeurent closes. Pas de chance ! Du nord au sud, d'est en ouest, depuis trois ans, nous n'avons encore jamais pu pénétrer dans un de ces bains maures — si charmants vis de l'extérieur — prévus par Pouillon dans ses hôtels.

De Charybde en Scylla

Le deuxième jour, toutefois, la mer était démontée. La piscine aussi. Pour la mer, cela s'arrangera assez vite, mais pas pour la piscine. Quelques jeunes gens s'affairaient pendant quelques jours autour de son eau verdâtre dans laquelle plongent de multiples tuyaux. « Ça va durer longtemps ? — On ne sait pas, peut-être un mois... » A notre départ, l'accès en était toujours interdit et l'eau toujours sale, mais personne ne protestait plus. C'est d'ailleurs le sort des piscines dans neuf sur dix des hôtels de la Sonatour. Ou bien elles sont pleines mais on ne peut s'y baigner, car on croirait plonger dans une mare, ou bien elles sont vides. Quant au « coin des enfants » des Andalous, il est laissé à l'abandon et se métamorphose en poubelle plus que des lézards endormis sous les pierres qui la jonchent. Si vous souhaitez ne pas être rappelé par votre employeur et être coupé du monde extérieur, c'est aux Andalous qu'il faut aller. Un correspondant parisien a fini par nous joindre après deux jours d'efforts. Le standardiste — mais oui, il y a un standard — vient en courant nous chercher. « Le standard est en panne ? » — Oh oui ! Il est cassé. C'est un vieux modèle (le complexe n'a pas cinq ans). Maintenant, on en fait des plus modernes. C'est vrai que l'hôtellerie et le tourisme ne sont pas une des priorités du Plan, encore que tous ces complexes aient coûté cher au pays et qu'on procède à leur agrandissement. C'est vrai que la France avait laissé une situation peu favorable ; c'est vrai qu'elle n'avait formé aucun directeur d'hôtel algérien. C'est vrai que les écoles hôtelières ont démarré il y a moins d'une dé-

le balcon de villard

1. Une station nouvelle, à côté d'un vrai village typique, au cœur du Maroc.
2. Altitude à la station 1200 m. au sommet des montagnes : 2170 m. De la neige tout l'hiver.
3. 23 appartements meublés, de 55 à 75 m² de superficie. 100 km de pistes, toutes lisses. Un domaine skiable d'élite en 1976.
4. Un vrai balnéaire. Une piscine d'été avec chauffage. Des accompagnements pour des balades hors des pistes.
5. Un hôtel très élégant, calme et confortable.
6. 500 chalets et appartements bien meublés et équipés. Tous au pied des pistes. Une grande marchandise avec tous les services.
7. Des caudoux tout l'hiver. Sites et panoramas grandioses et très variés au fil du temps. Étonnantes et grandes d'altitude.
8. Des tarifs de séjour, chers, mais doux. Des services de location gratuits. 16 jours sur mesure, à votre agent de voyage de la région.

**Club
Marcus**
60 Bd Malesherbes
75008 PARIS Tél. 622 81 75

01130 NANTUA (Ain) Dans un cadre magnifique, au milieu de 4 ha de parc (pêche à la truite dans la propriété)
Hubert, du Bistro d'Hubert
vous annonce l'ouverture de son Restaurant***
L'HOTELLERIE DU CHATEAU DE PRADON
Sur la Route Nationale 84 Lyon-Genève et des Savoies
SALONS DE 10 A 60 COUVERTS - Tél. (74) 76-91-11, le 440

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

- La Suisse : pour vos vacances d'hiver
- La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend
- La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo
- La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne
- La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux
- La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974
- La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances
- La Suisse : à votre porte, à votre portée

SUISSE

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou
Office National Suisse du Tourisme, 11bis, rue Scribe,
75009 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver
en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse :

cap sur
la Suisse

cap sur
la détente

سويسرا

150

TOURISME

UNE ALLEMAGNE TROP RICHE

Constance et la fin des romantiques

UN lac ça ne vaut pas la mer. Les bords paisibles, les eaux dormantes, ont passé de mode et les romantiques ne sont plus. Ainsi du lac de Constance, du Bodensee, au sud de l'Allemagne. Le grand flot des touristes allemands n'y fait plus que passer à la belle saison, dans sa rive vers les côtes d'Italie, de France ou d'Espagne. Néanmoins, les rives du lac, traditionnellement touristiques, sont aujourd'hui fréquentées par les gens fortunés ou par les habitants de l'arrière-pays de Stuttgart et de ses environs. Des milliers de personnes qui, le vendredi soir, descendent vers le Bodensee et qui provoquent des embouteillages à n'en plus finir avant qu'une autoroute ouvre largement le passage et transforme inévitablement la région, aujourd'hui encore, à l'écart des grands axes.

L'aménagement des rives, l'assainissement des eaux, qui étaient très polluées naguère, les nou-

breuses piscines, — il y a une vingtaine de bassins chauffés sur la seule rive allemande, — les stations de repos, les stations Kneipp (1), font du Bodensee un lieu très approprié à la clientèle germanique. Les opérations immobilières en vue de la satisfaction n'ont d'ailleurs pas manqué et, si un décret du Bade-Wurtemberg daté de 1972 interdit les constructions trop hautes au bord du lac, quelques tours élevées en des temps moins écologiques défigurent à certains endroits le paysage. Il a été parfois plus difficile à nos qu'il le paraît de sauvegarder le site puisque les rives du lac dépendent de trois Etats et sont administrées par trois Länder allemands, deux cantons suisses et un Land autrichien. Tout cela n'empêche pas que les Allemands s'y retrouvent chaque année plus nombreux : depuis 1970, on a constaté une augmentation des nuitées de plus de 8 % dans la seule région du Bade-Wurtemberg. On craint aujourd'hui le trop-plein.

Pour l'éviter, M. U. Erhardt, directeur du comité régional du tourisme — lac de Constance Haute-Souabe — et de l'Association du tourisme international du lac, souhaite en désencombrer les abords par un aménagement approfondi. Il veut développer le tourisme à la ferme, qui compte déjà plus de huit mille lits dans la région.

C'est que, au bord du lac, la vie est chère. Les nombreux résidents retraités, riches le plus souvent, en font monter le coût. Les habitants plus modestes n'hésitent pas à faire leurs achats, quand ils le peuvent, à Ulm ou même à Stuttgart, où les prix sont plus bas de 30 %. « Le lac, c'est la mort économique de l'Allemagne », dit-on, et le slogan « Venez vous reposer de vos vacances au bord du lac » ne s'adresse évidemment qu'à une clientèle aisée. En saison une location atteint 5 000 francs par mois et souvent les dépense.

heures conservée intacte, dirait-on, depuis des siècles ; c'est encore partout le Moyen Âge — colombages et encorbellements, — un vieux château qui renferme une collection rare d'objets des onzième et douzième siècles la domine. Faudra-t-il enfin que les églises baroques dressent leurs clochers au-dessus des piscines chauffées ? On n'en est pas sûr. Certaines zones sont d'ailleurs protégées ; c'est le cas de la très belle église de Birnau et de ses alentours.

On peut craindre pourtant que ce qui fait aujourd'hui le charme délicat de la région ne soit rompu, à trop vouloir répondre à tous les désirs à la fois. Mais aussi comment lutter contre l'attrait moderne de la baignade et comment faire que toutes les stations ne se ressemblent pas, même celles qui sont implantées en des lieux fragiles où la nature et

l'histoire s'harmonisent mal avec les équipements balnéaires ?

La région du Bade-Wurtemberg met en évidence les difficultés actuelles du tourisme en Allemagne : la dualité de son organisation ne convient peut-être pas à une production efficace de toutes les clientèles — nationale et étrangère — mais, surtout, les temps ont changé. Naguère, les gouvernements allemands n'étaient pas fâchés de voir les touristes quitter le territoire pour aller passer leurs vacances dans des pays à qui ils apportaient les moyens financiers d'acheter par la suite des produits allemands. Mais depuis la crise économique, le pouvoir cherche à réduire le déficit de la balance commerciale du tourisme. Il était en 1975 de 13,7 millions de marks. La monnaie reste forte cependant et empêche de ce fait le développement touristique souhaité. Par exemple depuis la baisse du franc

suisse par rapport au mark, la fréquentation des touristes suisses en Bade-Wurtemberg a baissé entre 1972 et 1975 de près de cent mille nuitées.

« Il faut absolument que les touristes étrangers viennent en Allemagne, c'est un des atouts du redressement économique », affirme M. Erhardt. Mais viendront-ils réellement alors que plusieurs fois par semaine des « vols-shop-ping » sont organisés à partir de Cologne en direction de Londres : quelques emplettes paient le voyage.

CHRISTIAN COLOMBANI.

* Office allemand du tourisme : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 073-98-08.

(1) Il existe en Allemagne une trentaine de ces stations qui appliquent la méthode d'hydrothérapie inventée par un curé bavarois du dix-neuvième siècle, Sébastien Kneipp (1821-1897) qui, au moyen de sauts de rocs chauffés, de bains d'herbes et de jets d'eau, est parvenu à guérir sa peste.

SOURIRES DE VARSOVIE

JAMAIS ville n'a autant ressemblé à son ciel. Et sans doute, est-ce en regardant Varsovie que les nuages gris sont devenus si massifs, les morceaux de ciel bleu si clairs.

Varsovie fut créée par une élite qui en avait assez de faire des ronds dans la Vistule. Elle émergea et convalescent deux pêcheurs, Wars et Sawa, de construire une ville. Ils lui donnèrent leurs noms. Depuis cette poétique naissance, l'histoire a mené la vie dure à la Pologne, qui fut plusieurs fois rayée de la carte. Mais si Varsovie n'est pas morte il y a trente ans, elle ne mourra jamais. Les visiteurs surpris de découvrir une vieille ville à l'air si... jeune, ceux qui s'étonnent de voir des échafaudages sur les flancs roses du palais, ne savent pas toujours que durant les cinq années de la dernière guerre les Allemands assassinèrent avec méthode les hommes et les maisons de Varsovie.

Des bombardements à la résistance, du ghetto à l'insurrection finale, sept cent mille Varsoviens moururent avec leur ville. De rues entières, il ne restait qu'un pan de mur et, pourtant, ses premiers habitants revinrent à Varsovie vingt-quatre heures après les Soviétiques.

Lorsqu'en 1945 les pouvoirs publics hâtivement installés demandèrent aux Varsoviens, qui vivaient abrités sous quelques planches ou les débris de ce qu'ils désiraient voir reconstruire en priorité, ils répondirent « la cathédrale et la vieille ville ».

Dessinée trois siècles auparavant par des Italiens, la place du Marché, le Rynek, a retrouvé le visage tendre de ses minces façades pastel, ses pavés ronds sur lesquels seules les voitures à cheval (et elles ne s'en privent pas) peuvent circuler : elle est sans cesse envahie par des bandes d'enfants uniformément coiffés d'un bonnet de laine, de peintres venus proposer leurs esquisses, de vieillards installés sur une multitude de chaises ou de larges bancs de pierres blanches de ces étranges corbeilles à papiers qui ressemblent à des brassards.

« Les Polonais sont des fous de Dieu, qui à cause de cela les protège », dit le dicton. Les Varsoviens ont reconstruit leurs églises avant leurs maisons et la rue Krakowska Przedmieście, qui mène au Rynek, est bordée d'un véritable mur d'églises, ponctuées toutelois des statues de la Vierge, de Copernic et de la colonne de Sigismond. A 3 heures de l'après-midi, on y rencontre des jeunes en jeans, des femmes agenouillées sur les dalles de marbre, des hommes qui s'abstiennent à courber une carcasse raidie par les rhumatismes. Des échafaudages s'y dressent encore, mais les Var-

La ville est ressuscitée, au sens le plus strict du terme. Bien sûr, par-ci, par-là, une moitié de façade romane derrière laquelle s'élève une construction des plus modernes laisse deviner qu'il y avait là un édifice d'un autre style. Sans doute, les lourds bâtiments administratifs, les immeubles massifs, chers aux pays de l'Est des années 50, se sont-ils multipliés. L'architecture en est cet énorme tas de béton de 250 mètres de haut, « cadeau de l'Union soviétique à la nation polonaise » et baptisé « Palais de la culture, bien qu'on hésite à croire que celle-ci ait pu se résoudre à être domiciliée dans une construction pareille.

Varsovie montre aujourd'hui le visage à la fois sévère et grailant d'une ville où les traditions sont aussi larges que les chaus-sées, où toutes les races d'autochtones sont représentées et où les bus lancés à toute allure chargent les piétons distraits ou simplement peu habitués à ces méthodes d'ordre-Vistule. Mais l'âme de la Pologne est restée dans la vieille ville où, presque palpables, flottent ses sentiments : l'attachement au passé, l'amour de Dieu, la passion de la vie.

Des fous de Dieu

soviens ont pieusement conservé tout ce que la destruction a épargné, tel cet étrange Christ dont on n'a retrouvé que la moitié du corps et dont on a achevé la silhouette avec une esquisse de fer forgé.

Une salle rose pâle décorée d'un pinseau naïf, une moquette fleurie, le violon d'un orchestre qui lance un air de fête et, accoudés à des tables-lyres en marqueterie, d's consommateurs qui discutent en buvant de la vodka : ce n'est pas Vienne il y a cent ans, mais le café de la place Rynek. Une bande de soldats qui ragagnent en chantant leur caserne : pas une ville de garnison un 14 juillet, mais Varsovie le samedi soir. Varsovie n'est pas triste : les Polonais aiment trop la vie ; elle n'est pas gèle non plus, car ils l'aiment sans réserve. Leur passion de l'existence se traduit par cet étrange sens de l'humour qui leur a toujours permis de survivre. Aujourd'hui encore ils posent « Cabaret » et installent un strip-tease au pied du Palais de la culture.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Un hôtel de la chaîne Intercontinental vient d'être inauguré à Varsovie. Premier établissement de grand standing installé dans la capitale polonaise, le Victoria a été construit pour répondre aux besoins d'une clientèle d'hommes d'affaires qui hésitent jusqu'à présent à réintégrer la capitale à Varsovie. De catégorie « luxe », il compte quatre cent dix chambres, des salles de banquet, de conférences, deux restaurants et une piscine.

La région est donc inabordable pour la plupart des touristes étrangers. Seul son charme, son pittoresque, peuvent les attirer et les convaincre de faire des sacrifices financiers, de surmonter le handicap du mark. Mais, ce pittoresque-là ne risque-t-il pas d'être effacé par des aménagements touristiques conçus pour répondre d'abord aux besoins des nationaux pour lesquels le Bodensee est une « petite mer » au sud de l'Allemagne ?

Sur ce point il y a opposition entre l'organisme allemand chargé de la promotion du tourisme interne, le Deutscher Fremdenverkehrs Verband et la Deutsch Zentrale für Tourismus (D.Z.T.) dont la mission est de faire venir les étrangers en Allemagne. Comment trouver en effet un équilibre quand on doit satisfaire des clientèles si différentes ? La première, allemande et balnéaire, l'autre, au pouvoir d'achat plus faible, et qui recherche plutôt le cadre romantique de la région ou le château médiéval ?

Lindau la « Venise souabe »

Comment par exemple parvenir à conserver à la petite ville de Lindau, la Venise souabe, ses calmes flots si, en même temps, on veut gagner 4 hectares sur le lac et y construire un vaste parking ? Comment Meersburg gardera-t-elle cet air aimable et ancien, quand une autoroute sera tout près, et comment les baigneurs qui déferont-ils ne troubleront-ils pas ses reflets dans le lac, si chers à l'étranger de passage ? La ville est par bon-

Tignes. Propriétaire à vie de vos vacances-ski. 8.500 F*!

«La copropriété par semaines» d'Inter-Résidences à Tignes.

Vite amorti! Voici deux exemples:

*studio 4 personnes, troisième semaine de janvier pour 8.500 F; studio 2/3 personnes, deuxième semaine de février pour 15.000 F. Maintenant, calculez : à trois ou quatre personnes vous avez vite dépensé cette somme en location ou en hôtel, à fonds perdus! Avec nos «semaines-vacances à vie», vous êtes le légitime propriétaire de vos vacances (propriété cessible ou transmissible). Et bientôt, tous comptes faits, votre studio ne vous coûtera que les charges (réduites à la ou les semaines que vous aurez acquises).

Inter-Résidences Tignes. La copropriété par semaines.

RÉALISATION ET GESTION: INTER-RÉSIDENCES MANAGEMENT GENEVE (SUISSE).

L'important, c'est le luxe!

Inter-Résidences Tignes - Val Claret, au pied des pistes d'un des plus beaux domaines skiables du monde, vous propose un luxe que peu de résidences peuvent vous offrir: mobilier sophistiqué, piscine chauffée, saunas, salon-cheminée, interphones, etc. Demandez vite notre documentation!

Je veux tout savoir sur «la copropriété par semaines» d'Inter-Résidences Tignes.

NOM _____

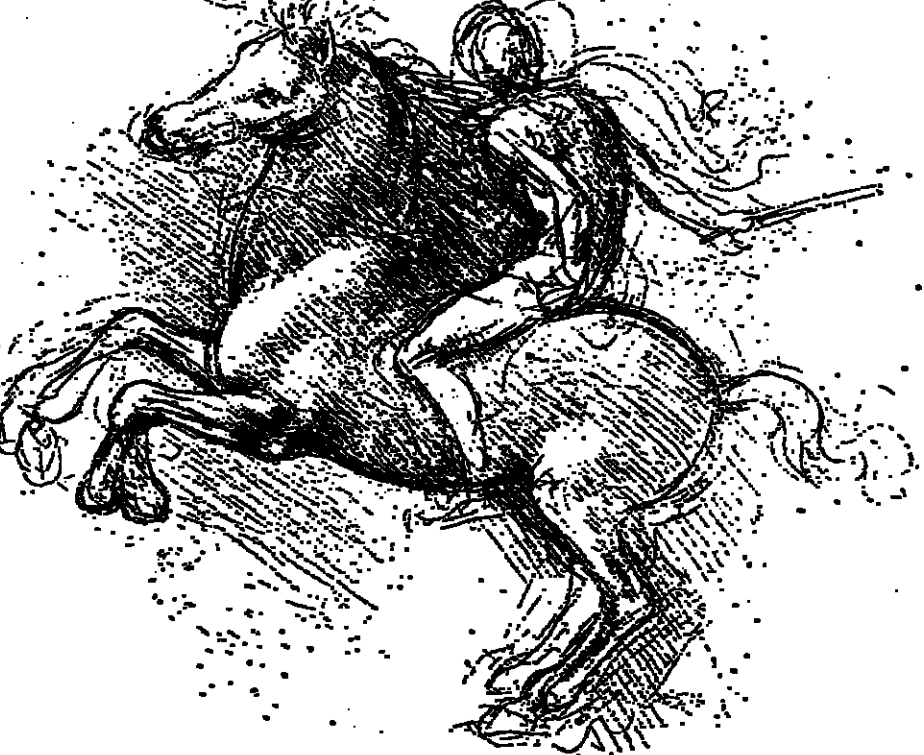
ADRESSE _____

TÉL. BUREAU _____ TÉL. DOMICILE _____

INTER-RÉSIDENCES

5, RUE DU HELDER - 75009 PARIS - TÉL. 770.95.49/95.30

Passez un week-end avec un cheval.



Abandonnez tout. Oui, abandonnez tout. Quittez la grande ville et ses embarras pour partir à la conquête du cheval. A Pompadour, tout est prévu pour ça, du déjeûner au coucher, de la baignade à la promenade, de la randonnée à la chasse. Vous resterez ainsi très près de la Nature avec le yoga, ping-pong, golf, sauna, tir à l'arc, tennis. Vous verrez, vous osez vous sentir redevenir vous-même. 90 Champs-Élysées Paris 8^e - 11 de la Boissière 75003 Paris Cedex 02 - Téléphone : 264.52.52 ou Agence Havas-Voyages de votre ville.

Pompadour. Club Méditerranée.

Découvrez «les peu sucrés de Volvic»



Buvez naturellement peu sucré, découvrez Yin aux framboises et Yin aux oranges. Légers et très désaltérants, sans produits artificiels, sans gaz, «les peu sucrés de Volvic» ont le goût frais et naturel du fruit.

Renseignements : Volvic S.P.A. 41 - 93340 Bourg-la-Reine - Tél. : 350-45-34

TOURISME

CEUX DU MÉTIER

Les beaux jours de la vapeur

COMME chacun sait, la S.N.C.F. est à la pointe du progrès. Non contente de se satisfaire du défi quotidien, elle s'en est fixé un nouveau, à la mesure de ses énormes capacités et de l'an 2000. Ne pouvant rivaliser avec Concorde, elle offre un train à grande vitesse entre Paris et Lyon, le T.G.V. C'est vraisemblablement pourquoi

TROP DE T.V.A. CHEZ LES V.V.F.

(Suite de la page 17.)

Parmi les nouvelles formules que V.V.F. s'approprie à l'expérimentation, nous retiendrons en priorité un projet — encore au stade de l'étude — d'unité touristique rurale. « Les futurs gîtes familiaux ne devraient plus se contenter d'être les « satellites vacances » des communes rurales dans lesquelles ils sont implantés, mais constituer l'élément moteur de véritables unités touristiques rurales, qui, dans un rayon géographique restreint, comporteraient, outre le V.V.F. proprement dit, des gîtes ruraux, des chambres d'hôtes, des campings à la ferme, une auberge rurale et des équipements de loisir. » L'accompagnement, explique André Guignand, Cette nouvelle formule aurait l'avantage d'offrir aux familles une variété d'hébergements et la garantie d'une animation concertée. Elle favoriserait de surcroît l'intégration, et serait un antidote à la tendance, déplorée quelquefois, du repli excessif des vacanciers sur le seul gîte V.V.F. Une expérience à suivre.

Avec 43 000 lits selon une répartition géographique de 57 % en bord de mer, 26 % à la campagne et 17 % en montagne, V.V.F., qui a accueilli 4 800 000 personnes en 1976 et aura réalisé à la fin de cette année un chiffre d'affaires de 145 millions de francs (dont 65 % en pension complète, 23 % dans les « grands gîtes », 9 % en gîtes familiaux et 1 % en camping), n'entend pas renoncer au combat en faveur du tourisme social qu'elle a cessé de mener depuis le premier jour. D'autant que, « faute d'une politique d'ensemble cohérente, le tourisme social vit le plus souvent d'expédients, d'un despotisme et des inégalités », « Intolérables », aurait pu ajouter André Guignand. Mais cela va sans dire.

nous sommes des centaines de milliers à nous entasser tous les jours dans les wagons que nos parents étrennaient le jeudi lorsqu'ils étaient enfants ; c'est pour quoi, à défaut de prendre le nouveau « train bleu » de Roissy, nous devons nous contenter d'une nostalgie bien « rétro », celle du temps où roulait le train à vapeur.

J'ai sous les yeux l'indicateur du chemin de fer du réseau Nord pour le service du 1^{er} mai 1914, à la veille de la Grande Guerre. Ah ! le bon vieux temps que celui de nos grands-parents ! Quel art de vivre et de voir ! Traverser à petite vitesse les plaines et forêts du Valois, dont Gérard de Nerval fixa à jamais la poésie fantastique ! Pensez donc, le train rapide pour Soissons de première, deuxième et troisième classe, quittant Paris à 17 heures, était à Dammarie-en-Goële trente-six minutes plus tard et s'arrêtait à 18 h. 12 au passage à niveau de Crépy-en-Valois : une heure douze minutes pour faire 62 kilomètres.

Quelle puissance destructrice cache le gain de douze minutes acquis sur plus d'un demi-siècle ? Et que dire du rapide Paris-Soissons, première et deuxième classe, de 18 h. 10, qui parcourait cette distance en une heure vingt minutes ? Qu'avons-nous gagné avec les sept minutes du train électrique, sinon l'espoir toujours déçu d'arriver à l'heure ? Qu'en est-il du train omnibus de 22 h. 45 ouvert même aux troisième classe qui, cablé-cabé, finissait par déposer l'oncle Jules en goguette à 0 h. 22 le lendemain en sa capitale de Crépy-en-Valois ? Disparu à jamais, lui. On comptait alors onze liaisons journalières pour Soissons, Crépy-en-Valois, Paris. Il en reste sept. Vraiment, c'était la Belle Époque !

A cette sage lenteur que nous leur envions présentement, s'ajoutait chez nos aïeux du terroir la manie de prendre le train. Ainsi donc, les chemins de fer d'alors, soucieux de satisfaire les cultes-terreux dispersés et isolés, assuraient les liaisons de village à village par un service omnibus. Mon indicateur du chemin de fer mentionne d'ailleurs les jours de marché et de franc-marché de la région. Le développement du T.E.E. et des lignes rapides, il y a quelques années, ne pouvait que condamner ce réseau du pauvre : noblesse oblige.

Ont donc été fermés et sont disparus 10 000 kilomètres de poésie rustique, la distance de Paris à Katmandou. Imaginez les cinq trains quotidiens de Compiègne à Crépy-en-Valois et les

sept de Crépy-en-Valois à Maureuil-sur-Ourcq, et que dire de la ligne de Villers-Cotterêts à Compiègne par la forêt de Retz et Pierrefonds, du voyage de Crépy-en-Valois à Chantilly par Senlis que Gérard de Nerval avait fait entre deux gendarmes, ou de la randonnée de Châteauneuf-Thierry à Villers-Cotterêts par La Ferté-Macel ? Au vrai, il y avait de quoi perdre la tête devant débâche ferroviaire si ruineuse. La nationalisation, bien-tôt associée à la rationalisation, y mit bon ordre. « Massangement », stabilité, productivité, autant de termes — ignorés des Baudelaire, La Fontaine, Dumas et autres parasites — dont la langue française et la S.N.C.F. se sont enrichies pour notre bonheur supposé. Les rouliers roulaient pour nous. Pour qui roule la S.N.C.F. ?

GILBERT CATY.

PAS BESOIN D'ÊTRE SORTI DE L'ETNA... POUR CONNAÎTRE LE "SHUSS-PLOUF"

(Proverbe Sicilien)

Le "Shuss-Plouf" c'est les sports d'hiver... à la Sicilienne : les pentes de l'ETNA pour le Schuss, la Méditerranée ou la piscine de votre hôtel pour le Plouf.

En prime, la douceur de la Sicile en Hiver

1 semaine de séjour en 1/2 pension, hôtel 3 à 5 étoiles à TAORMINA de 1.600 à 1.900 F par personne (tout compris même les navettes et remontées mécaniques).

Renseignements et inscriptions : votre Agent de voyages habituel.

EVASION



POINT DE VUE

UNE POLITIQUE EN PANNE

LA France, pays maritime, bordée par 3 000 kilomètres de côtes, bien placée grâce à sa façade ouest sur l'océan Atlantique et celle du sud sur la Méditerranée, n'occupe cependant pas la place qu'elle devrait avoir en tant que transporteur maritime, et particulièrement dans le secteur des croisières. Notre pays est, en effet, au cinquième rang des puissances économiques dans le monde, mais notre marine marchande n'arrive qu'au dixième rang.

L'aviation a porté un coup décisif à partir de 1950 aux paquebots de ligne, et notre fleuron, France, a connu le sort des quarante navires à passagers désarmés, vendus ou détruits depuis 1960. Actuellement, les navires à passagers, y compris ceux des liaisons courtes (Transmanche et Transméditerranée), ne sont plus qu'un nombre de vingt-sept, contre soixante-sept en 1960.

En ce qui concerne les « croisiéristes », il ne reste que les quatre

navires de la Nouvelle Compagnie de Paquebots : Azur, Massilia, Mormaz, Renaissance.

Au cours de cette période, des paquebots de ligne étant rendus disponibles, plusieurs essais ont été faits pour tenter de les utiliser en croisiéristes, mais, en règle générale, ces essais ont échoué, essentiellement parce que ces navires n'étaient pas adaptés techniquement à la croisière, comme on l'a vu dans le cas du *Louis-Lumière* et du *Vitnam* avec le Club Méditerranée.

Un problème identique s'est posé, et se pose d'ailleurs toujours, après le désarmement du France, et, à ce jour, malgré de nombreuses idées plus ou moins sérieuses pour sa réutilisation, y compris pour des croisières, le grand « liner » est meurt le long d'un quai au Havre.

Les raisons de nos faiblesses dans ce secteur maritime sont le manque d'initiative et l'absence de volonté — aussi bien des pouvoirs publics que des armateurs, — de se lancer dans la construction de navires croisiéristes véritablement adaptés à leur destination.

A la demande de notre fédération, le problème des navires de croisière a été étudié à plusieurs reprises : d'abord, dans le cadre de la commission des transports maritimes du VI^e Plan, qui avait d'ailleurs conclu à la rentabilité d'un navire de huit cents à mille passagers. Mais cette conclusion n'a pas été suivie d'effets.

Economique

Au moment du désarmement du France, une commission s'est réunie sous l'égide du secrétariat général à la marine marchande pour examiner le marché de la clientèle de croisières, le navire à se procurer, et les perspectives de sa rentabilité.

Le rapport déposé auprès du premier ministre en décembre 1974 a conclu à un déficit important de l'exploitation de trois types de navires différents, ce qui a conduit les armateurs à abandonner les projets ; le gouvernement a fait de même, se refusant à subventionner cette activité.

Dans le cadre de cette commission, le problème des croisières économiques s'adressant à une clientèle nouvelle et plus large a été examiné, mais en réalité les efforts nécessaires n'ont pas été faits pour obtenir des résultats. Cependant, il ne fait aucun doute, à la condition que le prix de croisière puisse être rendu plus accessible, qu'il y a une clientèle intéressée qui élargirait le marché.

Il convient de préciser que depuis 1974 la récession économique et le désordre monétaire n'ont pas été de nature à favoriser les mouvements touristiques, et particulièrement les croisières. Un autre élément a également pesé sur la situation, c'est l'augmentation du coût d'exploitation des navires, notamment par l'augmentation du coût des soutes, ce qui rend aléatoire la rentabilité des navires.

Sans initiative

Au cours de ces deux dernières années se sont produits des désarmements massifs de paquebots de croisière au plan mondial, et notamment d'unités anciennes ne pouvant plus soutenir la concurrence de navires neufs, précisément bien adaptés.

Tenant compte de ces difficultés, les armateurs ont tenté de réduire les charges d'équipage, notamment en faisant assurer le service général à bord par du personnel sous-payé. Cette solution, qui ne règle d'ailleurs pas tous les problèmes, est inacceptable pour les marins français, et nous nous y sommes opposés. Cela signifierait l'introduction de la discrimination sous notre pavillon, discrimination contre laquelle nous luttons au plan international. Par ailleurs, cette façon de procéder n'apporterait évidemment aucun remède à la situation de l'emploi de marins français, agents du service général (personnel hôtelier).

La politique du gouvernement français en matière de croisières a manqué d'esprit d'initiative. Il est, sans aucun doute, difficile de justifier l'aide financière au compte des contribuables pour payer en partie les croisières, surtout si celles-ci ne sont accessibles qu'à quelques privilégiés.

La solution consistait, et consiste toujours, à faire construire des navires adaptés, techniquement avancés, avec des aménagements confortables mais simples, un service de restauration et d'hôtellerie d'une nouvelle conception, nécessitant moins de personnel.

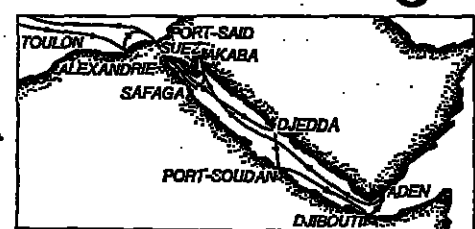
Il est indispensable, en même temps, d'ouvrir les perspectives et les possibilités de croisières à une population plus large, y compris notamment à la jeunesse, et, à cet égard, les organisations de loisirs, de colonies de vacances, les collectivités qui leur apportent un soutien financier, devraient penser davantage aux excursions maritimes et à la découverte de la mer, élément essentiel de notre planète.

* Secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats maritimes (F.N.S.M.).

Métro. Boulot. Bowling. Golf. Boxe. Karaté. Spectacles. Patinage. Natation. Bridge. Judo. Danse. Echecs. Dodo.

Le Stadium.
Aux Olympiades. 66 av. d'Ivry-Paris 13^e - Tél. 583.48.82.

Découvrez les secrets de l'Égypte et de la Mer Rouge !



Croisière-découverte à bord d'Azur
ÉGYPTES/ARABIE SAOUDITE/SOUDAN/DJIBOUTI
ADEN/YÉMEN/JORDANIE
Départ de Toulon. Du 15 Janvier au 4 Février 1977.
21 jours. À partir de 6800 F.

Vivez une fascinante aventure au cœur de l'Islam mystérieux. Remontez 4000 ans dans le passé. Les splendeurs des Pharaons... le canal de Suez... la ville sainte de la Mecque... le Yémen tel qu'au Moyen-Âge, les coraux de la Mer Rouge. Et par-dessus tout cela, le grand, le sublime soleil... qui vous bronze le corps et vous réjouit le cœur ! Effacez l'hiver, embarquez-vous à bord d'Azur, le plus décontracté des navires-croisières !

PRENEZ LE LARGE AVEC PAQUET !



Renseignements et réservations : Agence de Voyages ou Croisières Paquet
PARIS : 5, bd Malesherbes 75008. Tél. 263.57.59
MARSILLE : 70, rue de la République 13002. Tél. 81.81.21
NICE : 2, rue Halévy 06000. Tél. 81.81.90

551 61 10 10

Journal de l'ISO

LE MONDE
60 PAQUETS
PANNE

DU TOURISME

SUR LES MERS DU MONDE

TOURISME

NAVIRES RUSSES POUR CLIENTS AMÉRICAINS

A certains signes, on peut espérer que la croisière sort du creux de la vague. D'après l'Institut d'économie maritime de Brême, on comptait dans le monde 180 paquebots en service pendant la saison de 1976 contre 154 l'an dernier. Et sur ce total, 108 étaient des navires de croisières pures, soit un progrès se chiffrant par 11 bâtiments supplémentaires par rapport à la même période de l'an dernier.

C'est toujours la Grèce qui détient la palme avec 30 navires. Ensemble, la Grèce, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Norvège et l'U.R.S.S. exploitent les deux tiers des paquebots dans le monde. Mais l'expansion de l'U.R.S.S. est particulièrement étonnante : 21 paquebots contre 15 seulement l'an dernier. Les touristes soviétiques prennent goût aux voyages maritimes : le paquebot *Bielorusia* a accosté samedi 19 octobre à Toulon, avec, à son bord, quatre cent vingt-cinq passagers qui, pendant deux jours, ont parcouru la Côte d'Azur et la Provence.

L'ardeur maritime des Soviétiques se manifeste encore à un signe : ils sont les seuls — outre le *Queen Elizabeth II* de la Cunard — à maintenir une ligne régulière sur l'Atlantique nord, ouverte en 1975, et on leur prête même l'intention d'accroître la fréquence des traversées.

Relance de la croisière ? Ce n'est pas sans plaisir que les agents de voyages ont appris la livraison, il y a quelques mois, d'un navire de neuf cent soixante passagers pour la Cunard ; cette compagnie prendra, en outre, pos-

session d'un autre bateau à la fin de l'année. La *Norsk Amerika Line*, qui avait décidé de mettre en vente le *Sagafjord*, vient de renouer à son profit. En Italie, des « liners » prestigieux devaient être désarmés, mais la date de leur mise au rebut a été repoussée. Le *Leonardo da Vinci* et le *Cristoforo Colombo* seront réexploités, tandis qu'un réaménagera deux autres navires. C'est une nouvelle société mixte italienne, composée du groupe d'Etat Finmare et des armateurs privés Costa et Lauro, qui va les prendre en charge et se relancer dans une aventure... peut-être impossible.

En effet, la petite reprise du début de 1976 risque de n'être qu'une brève parenthèse de calme dans un secteur du transport maritime et du tourisme qui ne reçoit pas toujours l'appui des Etats et qui rencontre bien des difficultés dès qu'il s'agit pour les armateurs d'établir les comptes d'exploitation.

Bien peu de Français

L'année 1975 n'avait pas été une très bonne année : la clientèle américaine s'était montrée réticente. En outre, comme le délai qui s'écoule entre la réservation d'un voyage et le départ du navire peut atteindre dix mois, les armateurs ont « entassé » en 1975 les effets de la crise économique de 1974. En 1976, la demande européenne de croisière est plus « soutenue », comme disent les experts en conjoncture, mais la situation reste fragile, car la clientèle européenne ne représente qu'une fraction modeste par

rapport au considérable potentiel nord-américain. En effet, on estime que l'offre mondiale représentée par tous les paquebots atteint 19 millions de passagers-jours. Sur ce total, 56 % des places sont vendues en Amérique du Nord (y compris les Caraïbes), 30 % en Europe du Sud, 10 % en Europe du Nord et 5 % ailleurs. Les résultats satisfaisants enregistrés sur la route du cap Nord, en mer Bège ou au départ de l'Afrique du Sud montrent toutefois qu'un processus de diversification est engagé. Le Japon, pour sa part, reste fermé aux organisateurs de croisières, sans doute parce que les cadres ne peuvent prendre des congés d'une durée suffisante pour ce genre de vacances.

« Avec l'augmentation du prix des carburants, les armateurs ont tendance à réduire la durée des croisières proposées : on offre très souvent des séjours de huit jours. A tel point qu'on manque en Méditerranée de bonnes croisières de quinze jours », note Mme Suzanne Minet, directrice de Transports et Voyages. « Une formule qui marche bien, en revanche : les congrès de trois ou quatre jours en croisière fluviale sur le Rhin. »

En dépit des efforts des organisateurs, les Français qui prennent leurs vacances sous forme de croisières sont encore peu nombreux : 70 000 chaque année, alors qu'on compte plus de 600 000 Allemands et 800 000 Britanniques.

Cette timidité — historique — de nos compatriotes pour le voyage maritime serait-elle en passe de tomber ? Pour s'en tenir aux croisières sous pavillon français, on constate entre 1975 et 1976 une augmentation sensible du nombre des passagers (voir le tableau). Mais ces statistiques sont évidemment à interpréter avec prudence puisqu'une clientèle nombreuse — américaine notamment — fréquente les navires français, tandis que de nombreux Français choisissent de voyager sur des navires étrangers à bord desquels (ceux de la Royal Viking, par exemple) des efforts sont faits pour placer du personnel sachant parler la langue de Voltaire.

Depuis que France a été, il y a juste deux ans, vulgairement « mis au rebut » sous les fumées polluantes des usines havraises, et depuis que l'on sait que l'île-de-Breze est offert à la vente, il ne reste que la compagnie Paquet

(groupe des Chargeurs réunis) pour faire battre le pavillon bleu, blanc, rouge sur les océans. 1976 sera à marquer d'une pierre blanche pour cette compagnie puisque, non seulement Paquet n'a pas reculé, mais a enrichi sa flotte d'une unité, l'Azur. Ce navire circule en Méditerranée selon une formule de croisière répétitive, avec des escales permettant aux voyageurs automobilistes de rester quelques jours à terre avant de reprendre le bateau à son prochain passage.

Créer un nouvel état d'esprit

« Mis en service au printemps, l'Azur est déjà pour nous un franc succès. Son coefficient de remplissage jusqu'à décembre est bon. On vend un produit « industriel » à des prix moyens raisonnables de 320 F par jour, qui peuvent donc intéresser des tours operators », note M. M. Domini, président et directeur de Paquet. Le *Mermoz* propose, cet hiver, des croisières courtes de sept jours au départ de Pointe-à-Pi-

tra. Le *Massilia* sera affecté, en juillet et août 1977, à des croisières répétitives et circulaires en Méditerranée, selon une formule comparable à celle de l'Azur.

Le *Renaissance*, enfin, qui par sa taille modeste roière davantage du gros yacht que du paquebot, restera sur le marché américain, où les clients acceptent de payer très cher. Mais les handicaps du pavillon français sur un marché international très ouvert sont lourds, le coût de l'équipage représentant plus de 40 % du prix de revient. « Par rapport à un navire néerlandais comparable, organisant comme nous des croisières en Alaska, le *Renaissance* a un prix de revient unitaire supérieur de 1,5 à 2 millions de dollars », indique-t-on chez Paquet. Et l'on ajoute : « Chaque année les prix des croisières sur les bateaux concurrents augmentent de 6 à 8 %. Pour nous ce doit être 15 à 20 %. Tiendra-t-on ? »

Développer la croisière française implique d'abord de créer un état d'esprit. « Il faut former les agents de comptoir, leur faire faire des stages à bord des navires pour qu'ils connaissent ce

qu'ils vendront, ne pas accentuer artificiellement la coupure entre « le terrestre, le maritime, l'aérien », suggère Mme Suzanne Minet. Les voyages en car-ferry peuvent aussi constituer une bonne « invitation » et une douce initiation pour goûter au voyage maritime. Le Club Croisier, créé il y a huit ans, dans lequel se retrouvent armateurs et agents de voyages, sélectionne dans un guide les principales croisières. Pour aider la clientèle, Croisier attribue des « ancres », comme d'autres donnent des étoiles, aux navires.

Mais il faudrait aussi que du côté de l'Etat les armateurs trouvent un appui, voire une implication. Or, il faut bien le constater, c'est le calme plat : pas de primes pour les navires à passagers ; pas de « remise à jour » des conclusions du groupe de travail de 1974, qui avait conclu, dans tous les cas de figure, à une exploitation très déficitaire d'un bateau nouveau sous pavillon français.

« On ne va pas subventionner les paquebots ! Il y a déjà tellement de gens qui critiquent l'Etat lorsqu'il subventionne les ports de plaisance ! », lance-t-on au secrétaire général à la marine marchande.

Dans ce domaine, les armateurs et les agents de voyage doivent savoir qu'ils restent seuls et pour eux la formule célèbre, « Aide-toi, le ciel t'aidera », sonnera creux pendant longtemps.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LES « PERFORMANCES » DU PAVILLON TRICOLORE

	1975	1974	1973
Nombre total de journées croisières	469 987	543 257	538 894
Nombre de passagers	65 829	48 897	45 398
Pourcentage moyen d'une croisière (en jours)	6,99	12,4	11,7

NOËL - JOUR DE L'AN EN MÉDITERRANÉE EGYPTÉ - ISRAËL - GRÈCE

La croisière inaugurale du DANAF, dernier-né des navires de croisières de luxe, lancée par Carras.

Villefranche-sur-Mer, Alexandrie (Le Caire et Louxor), Port-Saïd, Haïfa (Bethléem, Jérusalem et Nazareth), Hérahion (Knossos et Phastos), Le Pirée (Athènes et Delphes), Villefranche-sur-Mer.

du 20 décembre 1976 au 2 janvier 1977.

(Toutes cabines avec salle de bains complète)

Pour tous renseignements : votre agence de voyages ou Croisières MATHEZ

(Rennes A 146) 14, avenue de Verdun, 06 NICE - Tél. 88.52.64

VIASUR, 15, rue de Bassano, 75016 PARIS - Tél. 729.55.14

L'ÉGYPTÉ MILLÉNAIRE

avec croisière sur le Nil

du 17 nov. au 4 décembre 1976 et du 1^{er} déc. au 18 déc. 1976

VOYAGES CULTURELS

accompagnés de PARIS à PARIS par des Conférenciers diplômés de l'École du Louvre.

Renseignements et inscriptions :

PEUPLES ET CIVILISATIONS

5, rue de l'Opéra, 75001 PARIS

Tél. 260-31-66. Ligne d'Etat 309 A.

LA CROISIÈRE LA PLUS PRESTIGIEUSE DE L'HIVER : "65 jours vers l'Extrême-Orient" à bord du somptueux Achille Lauro

Départ de GENÈS le 20 janvier 1977

- 65 jours vers l'Extrême-Orient
- 17 escales prestigieuses au départ de Gènes : Naples, Port-Saïd, Suez, Bandos, Benoa, Manila, K-Lang, Hong-Kong, Bangkok, Singapour, Penang, Colombo, Bombay, Djibouti, Haïfa, Naples.
- Les excursions les plus insolites que vous puissiez imaginer
- enfin, l'incomparable Achille Lauro "le grand navire bleu" de 24 000 t spécialement équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, salles de jeux, orchestres, gastronomie, animation, services médicaux, etc.
- Retour à Gènes le 25 mars 1977
- Prix : de 17 930 à 38 200 F.

ACHILLE LAURO
24 000 tonnes
3333 cabines

Pour recevoir la brochure ou vous inscrire, adressez-vous à votre Agent de voyage habituel ou à : C.I.T. 5, bd des Capucines, 75002 PARIS - Tél. 073.40.85

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part la brochure "Croisière autour de l'Afrique et en Extrême-Orient, Achille Lauro".

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Cette année, passez les fêtes en Méditerranée...

Croisière "Noël en Terre Sainte"

SICILE • TUNISIE • CRÈTE • ÉGYPTÉ • ISRAËL • TURQUIE • GRÈCE • ITALIE

Vivez le Noël le plus exaltant de votre vie à Jérusalem, Bethléem, Nazareth. Suivez le sillage des croisières et visitez Palerme, Carthage, les pyramides, Istanbul, Smyrne, Athènes. Réveillez-vous en mer au champagne. Partez sur Azur, le plus décontracté des navires-croisières !

à bord d'Azur

Du 18 décembre au 2 janvier

Départ de Toulon

15 jours.

A partir de 3 600 F.

Prenez le large avec Paquet.

PAQUET DÉCOUVERTE

Renseignements et réservations : Agences de Voyages ou Croisières Paquet : PARIS : 6, bd Malesherbes 75008, Tél. 226.67.23

MARSEILLE : 70, rue de la République 13002, Tél. 91.81.21

NICE : 2, rue Falguière 06000, Tél. 82.14.98

ROBERT LAFFONT

Racontée par lui-même, la vie d'un Indien d'Amazonie de 1900 à 1970

SEBASTIAO BASTOS

Ma forêt au bord du grand fleuve

Récit recueilli par Claude Mossé

Croisières de printemps du Tarass Chevtchenko

Jaugeant 20.000 tonnes il est doté des installations techniques les plus récentes, stabilisateurs antiroulis, toutes les cabines extérieures.

du 2 au 18 Avril :

"ACROPOLES ET PYRAMIDES"

Héraklion - Alexandrie (Le Caire) - Antalya - Rhodes - Santorin - Le Pirée

du 19 Avril au 10 Mai :

"MÉDITERRANÉE - MER NOIRE"

Athènes - Izmir - Odessa - Léningrad - Moscou - (10^{ème} MAI) Yalta - Istanbul - Palerme

du 10 au 20 Mai :

"DANS LE SILLAGE DES PHÉNICIENS"

Ajaccio - Naples - Messine - Katakolon - Héraklion - La Valette - Tunis - Cagliari

TRANSTOURS 49, Ave. de l'Opéra 75002 PARIS

Tél. : 742.47.39

et toutes les Agences de voyages.

Au même catalogue : voyages au pays Dogon, raids à ski en Laponie et au Canada, méharées dans l'Air, trekking au Népal, etc.)

3, rue Jacob - 75006 Paris - 260-28-0

(Tous les fabricants mentionnés ci-dessus adressent sur simple demande la liste de leurs concessionnaires.)

3, rue Jacob - 75006 Paris - 260-28-0

15, av. des Champs-Élysées, Paris

de crédit complémentaire pour être satisfait toute une vie. Les magasins « Cuisine 1 » sont les seuls endroits de Paris où tous les genres existants sont disponibles en permanence; où des conseillères (ou, des femmes sachant de quoi elles parlent!) dispensent parfaitement chaque discipline particulière. Avant l'invention du Bureau d'Études National « Cuisine 1 » qui procède à la création « sur mesures » et réalise les travaux parallèles.



کذا عن الامام

Je m'excuse

Mode

Souvenirs de « Chypre »

COMME pour les vins, 1976 s'annonce déjà un grand millésime en parfumerie, avec dix lancements de griffes classiques ou insolites. Les parfums Christian Dior ont choisi le Concorde et Mach 2 pour une inoubliable soirée à Marrakech. Leur « Dior-Dior » marie le rose au jasmin en note de tête, sur un cœur de chèvrefeuille et d'aldéhydes, un fond frais de lichens de l'Atlas et de fleurs sauvages. Le résultat : un classique de charme, très agréablement pimenté et présenté dans un beau flacon ébène, coiffé de métal doré sur un bouchon ébène ; il est en trois tailles, comme l'akomiseur de toilette. D'une tout autre conception est « Eau Noire » de Claude François, dans laquelle le chanteur

a tenté de mêler ses souvenirs d'idéal féminin blond aux saveurs de son enfance caennaise, d'un côté poudré associé au muguet, à la rose, au safran, avec des pointes vertes et d'autres épiques. Pour atteindre le plus grand public possible, la distribution se fera en flacon noir, non chemisé, dans les magasins populaires, au prix de 30 francs pour l'eau de toilette. Dans le même esprit, Coty renoue avec « Chypre », qui date de 1917. Sisley, la jeune maison d'Hubert d'Ornano, spécialisée dans les produits de beauté à base de plantes, a tris les feuilles vertes de tomates pour en faire son « Eau de Campagne ».

don, Dunhill rejoint aussi la verdure de la mousse de chêne de Yougoslavie, allée à l'armoise, à la lavande et aux senteurs d'Arabie. Quant à « Yatagan », de Coty, il est tonique, avec une note résineuse de pin laodais. Résultat, une senteur tenace, herbacée et épiquée, grâce au patchouli malaisien, entre autres notes exotiques.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(Croquis de MARCO.)

Tenace, herbacée et épiquée

Les hommes sont au parfum avec « Révillon pour Homme », qui date de 1917. Sisley, la jeune maison d'Hubert d'Ornano, spécialisée dans les produits de beauté à base de plantes, a tris les feuilles vertes de tomates pour en faire son « Eau de Campagne ».

Malgré son nom de « Len-

La deuxième présentation à l'Espace Carlin de Yngueport confirme le talent d'adaptation de la styliste Mirjana Maric. Elle accentue, toujours avec bonheur, les points géométriques de triomphe et en restes à rayures multicolores, dessins en relief dans des formes traditionnelles à grandes manches, inspirées des différentes parties de ce berceau de création des Balkans. Ses robes et ensembles sont taillés en robes et en manteaux un rien blousants, ceinturés à la taille. La présentation est ponctuée de belles coiffures noires : bonnets de laine et toques de loutre rappelant celles qui couvrent le chef des bergers slovènes.

BIJOUX GRECS

Après une longue absence, le joaillier grec Elias Laloumis retrouve un pigeon sur la rue Saint-Honoré, au n° 364, dans un cadre chaud, dont les tons de laque et de cuir font chanter ses créations.

Sa nouvelle collection se compose de pièces remarquables en or soutenu à 22 carats, adaptées de formes préhistoriques d'outils, ou d'ornements d'une qualité et d'une simplicité rares. Nous devrions déjà à cet artiste la vogue des bagues et des colliers-lynnantins, des bijoux en forme de serpents. Voilà maintenant des ras du cou inspirés des outils bifaces, taillés par l'homme un million d'années avant notre ère ; un « violon cycladique », pendentif évoquant la déesse de la fécondité ; des perles de grosses perles d'or ouvragées d'époque mycénienne, à pendentif au cou et aux oreilles. Un retour aux sources merveilleusement réussi. — N. M.-S.

(Publicité)

La Cuisine... vous aimez ? Vous êtes actifs, sociables, et vous rêvez de casseroles en cuivre, de plats en belle porcelaine blanche, de cocottes en fonte, ou d'objets en bois blanc. Mais vous hésitez à vous lancer seuls ! Pourquoi ne pas créer un magasin ?

CULINARION Vous apporte votre savoir, votre dynamisme, de l'imagination et... quelques capitaux (moins que vous pouvez le croire). Nous nous chargeons du reste.

Si vous désirez un renseignement sérieux à : 84, rue de Rennes, PARIS (6^e), ou téléphoner à : 972-01-86.

véritable loden autrichien coloris mode

FORSUD LA MAISON DU LODEN 146 rue de Rivoli - Paris 1^{er} tél. 260 13 51 métro Louvre

FOMALHAUT

Tricots de luxe confectionnés Ouvert : 9 h. 30 - 13 h. 15 h. - 19 h. Fermé le samedi 23, rue du Mont-Thabor 75001 Paris Métro : Concorde - Madeleine

23, rue du Mont-Thabor 75001 Paris Métro : Concorde - Madeleine

EMPIRE FOURRURES

Une collection à vous couper le souffle

RENARDS à partir de 3500 F VISON, LOUP, RAGONDIN.

8, Avenue de Wagram (boutique d'angle) Place de l'Etoile 75008 Paris tél. 227.22.82 - 622.36.60

Fondateur E. Goldschmidt, créateur du bon goût français

Prix de fin d'études

LONGCHAMP distribue ses dernières récompenses : l'Américain et l'Européen ayant décroché les prix d'honneur, la première pour la classe de fin d'études, le second au cours préparatoire, c'est au tour de On My Way de monter sur l'estrade. Il le fait d'un sabot qui, sans être allié, est assez aérien pour laisser à deux longueurs et plus Beau Éclat (lequel, fragile des jambes, mériterait pour sa part un prix de bonne volonté), Saquillo et Artiste Tern. L'assistance, uniquement composée de « fans » en cette saison où la chasse, les salons et cent autres tentations élisent vocifères dominicales, applaudit poliment.

On fronce le sourcil, par contre, devant la course d'Artiste Tern. A 100 mètres du poteau, il paraît pouvoir battre le futur vainqueur. Cette fois, il n'y a aucun concurrent pour le gêner ; le terrain est souple, comme il l'aime ; le parcours n'a comporté aucun incident ayant pu réveiller une susceptibilité chez lui. On s'embrasse. Et pourtant, son attitude s'émousse et il doit laisser On My Way aller en potes. Ce poulain, dont Antoine de Rose disait, au printemps, avec toutes apparences d'avoir raison : « Voilà probablement le meilleur fils de Sea Bird », est, pour nous, une des déceptions de l'année.

Son échec confirme l'impression, notée au lendemain de l'Arc de Triomphe, que la génération des « trois ans », dont il fut un des chefs de file quand, en mai, il faisait jeu égal avec Youth, est nettement moins bonne qu'on ne l'avait cru. D'autres faits le soulignent encore, par exemple la retraite définitive d'Espermy (gagnant du Derby d'Epson, s'il vous plaît) pour qui on a fait état, tout l'automne, d'incidents lui évitant de remettre son prestige en jeu et qui, finalement, quitte la piste à la dérobée.

Il faut préciser à la décharge des « trois ans » qu'ils ont inauguré, cette saison, une nouvelle « échelle de poids » leur retirant un avantage de quelque trois livres par rapport à leurs aînés.

Cette innovation a été décidée par la Société d'encouragement, pour tenir compte d'une précoce maturité des chevaux (meux nourris et soignés qu'un temps de l'époque de grand-père) et pour inciter les sujets d'âge à ne pas désertar des effectifs menacés par la récession hippique. Ce dernier objectif est atteint.

Au plan technique des courses et de l'avenir de la race de pur-sang — si menacé, par ailleurs,

par tous les « traitements » clandestins — le bilan est bénéficiaire. Au plan commercial, il apparaît qu'il y aura probablement une contrepartie négative : il sera beaucoup plus difficile à un « trois ans » de devenir une de ces super-vedettes faisant naître, par leur seul prestige, des courants commerciaux et, par conséquent, dispensant certaines réserves. Un éditeur de disques dirait, avec des larmes dans le sang, que c'est la fin des idoles (ce qui redonnerait sa chance au chant).

El Crillo, pour sa part, a un joli contre-ut. Pourtant il ne domine pas le prix de Condé aussi nettement qu'on pouvait s'y attendre après sa victoire du prix de Fontenay. Ce n'est probablement pas sans raison que son entraîneur, le sage Richard Carver, a choisi pour lui cette voie moins glorieuse que celle du Grand Critérium. A revoir l'an prochain.

Saisir l'insaisissable

En Angleterre, Vitigès, transfuge de Maisons-Laffitte, s'adjuge le Champion Stakes. Il confirme ainsi qu'il est essentiellement un cheval de parcours en ligne droite, mais infirme — ce que, quant à nous, nous avions admis — qu'il soit limité à 1600 mètres.

Malheureusement, il a fallu toute une année pour saisir ce qui, chez lui, paraissait insaisissable. Au mois d'avril, sur la même ligne droite de Newmarket où il a triomphé samedi, il accomplit une grande performance dans les « Grilles ». Très logiquement, on le voit alors au départ des grandes épreuves de Longchamp.

Il court mal. On lui trouve des excuses dans les péripéties des parcours et on s'obstine. Cette fois, on va à Saint-Cloud. Nouvel échec. On se demande ce qui se passe. L'entraîneur a une idée de ce sujet, mais il a du mal à la faire admettre aux propriétaires : l'idée, c'est que Vitigès ne retrouve pas sa grande action lorsqu'il a dû « se raccourcir » pour tourner. Enfin, on revient à la ligne droite avec le prix Le Marois. Très bonne performance. Puis c'est le grand succès de samedi. A retenir : ouvrir, c'est aussi savoir tourner.

A cet égard, quelques lignes ont « dérobé » dans le tournant d'une colonne d'une précédente chronique (le Monde du 15 octobre), modifiant la physionomie du parcours. Il s'agissait d'un prix que repoussent toutes les écuries : celui de chimie appliquée.

Faisons le point : c'est bien de la caféine qu'un contrôle antidopage a permis de déceler dans l'urine de Jossy Rofat, gagnant, le 12 septembre, de l'Omnium. Le cheval a été, samedi, déclassé de cette course. L'enquête continue quant à « la responsabilité de l'infraction ». Ce n'est pas nous, contrairement à ce que pourraient laisser supposer les lignes « dérobées », qui protestons contre l'ombre atteignant ainsi l'écurie Ravi Tikko, mais lui-même. L'armateur indien voit dans cette affaire une « cabale » et envisage de renvoyer toute son écurie en Angleterre. Elle en était partie, à destination de Chantilly, à la suite de l'instauration outre-Manche d'une taxe, correspondant à notre T.V.A., sur les acquisitions de chevaux.

LOUIS DENIEL



Christian Dior

UNE NOUVELLE BOUTIQUE FOURRURE

11 bis, rue François-I^{er} - Paris 8^e

COLLECTION PRET-A-PORTER FOURRURE

Une grande variété de modèles et de coloris : manteau sport 2900 F - pelisse 5000 F - veste renard 9800 F - manteau vison 16 500 F

ouvert tous les jours de 9 h.30 à 18 h.30

Chez eux, le client est chez lui

De l'Art de la Table à la décoration d'intérieur :

six spécialistes sont à votre disposition.

Vous trouverez chez eux :

- un accueil sympathique
 - de précieux conseils
 - un choix parmi les meilleures créations européennes.
- Cadeaux pour ceux que vous aimez, ou pour vous même

Collections plus contemporaines que classiques.

MADRONET DELVAUX JEAN LUCE
CONTEMPORAIN 18 rue de Valenciennes 75001 PARIS 20 31 rue de Valenciennes 75001 PARIS

Collections plus classiques que contemporaines.

PERRIER LIMOGES UNIC AU GRAND SIECLE
14 rue de Valenciennes 75001 PARIS 12 rue de Valenciennes 75001 PARIS

listes de mariage et de crémaillère

Vente promotionnelle de Prêt-à-Porter masculin

au CCC POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

20%

de remise

sur tous les costumes Prêt-à-porter de la collection Automne-Hiver 2 et 3 pièces.

CCC : de l'imperméable et bien d'autres choses 39-41, Bd Haussmann

numismatique

Avec la petite et la grande histoire

COLLECTIONNER ! Le goût de cette activité de loisir, connue depuis des siècles, s'étend, de nos jours, à des couches de plus en plus nombreuses de la société. Or il se trouve que parmi les collections l'une des plus anciennes et des plus prestigieuses qui soit, la numismatique, est restée très longtemps peu connue du public français. L'objet numismatique, monnaie, médaille ou jeton, réunit pourtant au plus haut degré les caractéristiques essentielles de l'objet d'art de collection : beauté et historicité.

Née au septième siècle avant Jésus-Christ, en Asie mineure, sous les rois lydiens, prédécesseurs de Crésus, la monnaie a été frappée dès lors à toutes les époques et par la majorité des civilisations. C'est dire l'immensité des possibilités qu'offre la numismatique. A titre de comparaison, les philatélistes (aujourd'hui encore plus nombreux que les numismates) se contentent d'un objet de collection né en 1840 et qui, pour la France, doit beaucoup à la numismatique, puisque notre premier timbre a été gravé en 1849 par le graveur général des monnaies, J.-J. Barre.

La numismatique doit ses lettres de noblesse non seulement à l'ancienneté de la monnaie, mais encore à la qualité des amateurs qui s'y sont intéressés. Dès la Renaissance, les princes et les rois s'y adonnèrent. Louis XIV fit confecturer spécialement des médailles d'or destinées à soulever ses rares monnaies enchevêtrées dans les veines des médailleurs. Fins près de nous, les derniers rois d'Italie et d'Espagne furent numismates. En dehors de ces royaux exemples, la numismatique a conquis de très nombreux amateurs qui l'ont trouvée dans les monnaies, outre leur contenu historique, un intérêt de rareté, de beauté et de curiosité : selon ses goûts, sa formation et son tempérament, chacun accordera plus ou moins d'importance à ces critères d'intérêt.

Malgré ses dimensions réduites, la monnaie est un objet d'art à part entière : il suffit, pour en être convaincu, d'admirer quelques exemplaires bien conservés

de monnaies grecques, de médailles de la Renaissance, de monnaies d'or gothiques ou de grands bronzes romains. Rien qu'objet de la vie quotidienne, la monnaie grecque a été faite avec autant de soin et parfois de génie que les reliefs les plus réussis de l'art sculptural. L'artiste grec — qu'il soit sculpteur, architecte ou graveur monétaire — ne devait pas connaître notre curieuse distinction entre arts majeurs et mineurs, seule la recherche de la beauté le préoccupait. L'agrandissement photographique des médailles ou tétradrachmes d'argent frappés du système au troisième siècle avant J.-C. permet de mieux saisir l'art admirable des monnaies grecs : que la pièce soit de style archaïque, classique ou hellénistique, qu'elle représente des animaux, des dieux ou des rois, la science de la composition et la sûreté du trait témoignent, dans le champ et le relief du disque monétaire, d'une quasi perfection. Les plus grands graveurs — tels Kimon ou Euvainète — conscients de l'aboutissement de leur art, n'hésiteront pas à signer leurs chefs-d'œuvre (les fameux tétradrachmes de Syracuse frappés vers 410 avant J.-C.).

L'art monétaire romain se caractérise par une très grande science du portrait. La grandeur de Trajan, l'énergie de Vespasien, la cruauté de Néron étaient avec force et vérité, à fleur du métal que ce soit sur les deniers d'argent, les aures d'or ou les sesterces de bronze. Ces dernières monnaies apportent une joie supplémentaire au numismate grâce à leurs patines. Ah ! les patines des bronzes, du noir profond et lustré aux délicates nuances des « patines d'eau » (celles du Tibre notamment), en passant par l'émail des vertes jades et des rares bronzes turquoises ! Toutes ces couleurs chatoyantes proviennent de lentes actions chimiques subies, au cours des siècles, par le métal des pièces enfouies dans la terre ou sous les eaux.

Si la naissance de la monnaie a contribué à l'essor économique du monde, elle a été une émanation de divers phénomènes politiques et même religieux : pendant des siècles, le droit de frapper la monnaie restera la marque première du pouvoir temporel et spirituel. Selon l'histoire, au fil des siècles, la monnaie permet de dater des sites archéologiques, de connaître des souverains dont l'existence ne nous est attestée par aucune autre source, de reconstituer les grands courants d'échanges économiques par l'étude des trésors monétaires. Mais la monnaie permet aussi de suivre la petite histoire, celle qui passionne peut-être plus le collectionneur avec ses suites d'heures et de malheurs, de mystères et de curiosités.

A soigner comme un arbre

Vient-on à savoir comment il faut prononcer « Bruxelles » ? Les inscriptions des monnaies du Moyen Âge « Bruocella » puis « Brusella » et enfin « Bruxelles » montrent que l'on doit retenir la prononciation « Bruque-welle ». S'étonne-t-on d'entendre certaines monnaies de la Révolution française rendre, à la percussion, un son très harmonieux ? C'est qu'elles ont été frappées avec l'airain des cloches paroissiales, ces dernières ayant été fondues pour pallier le manque de métal monétaire. Vient-on, au fil des ans, la malice populaire qui attribue des surnoms aussi bien à nos dirigeants qu'aux traits de leurs réflexions et décisions ? Vous vous souvenez sans doute du triste billet de 5 francs à l'effigie de Victor Hugo qui fut surnommé le Misérable ! Eh bien, sous l'ancien Régime, les beaux écus d'argent étaient aussi rebaptisés : ainsi une pièce de Louis XV portant les armes de France dans un écu tout rond (forme inhabituelle pour notre blason) fut surnommée « écu vertugadin » par analogie avec un accessoire de la mode d'alors, le vertugadin, ce cerceau de fer servant à gonfler les robes des belles dames.

Outre l'agrément d'être sans cesse confronté à la « petite histoire », le numismate prendra plaisir à bâtir sa collection autour d'un ou plusieurs thèmes. Il n'aura que l'embaras du choix : depuis les classiques séries de portraits (empereurs romains, rois de France, prétendants, usurpateurs, etc.) jusqu'aux thèmes concrets (la paix, la guerre, la médecine). Il en viendra aussi à privilégier les monnaies antiques au détriment des monnaies françaises, ou bien les monnaies féodales au détriment des royales.

Pris par sa passion, il s'apercevra alors qu'une bonne collection est à la fois un objet de prestige et les non-initiés une machine vivante qui peut et qui doit évoluer dans le temps avec les goûts et les connaissances de son auteur.

Une collection de monnaies se soigne comme un arbre, il faut élaguer, avant de recueillir les plus beaux fruits : il faut vendre ses doubles, rechercher des exemplaires de haute qualité, poursuivre les séries. Mais nous entrons là dans le domaine des conseils au numismate, dépassant le cadre de cette « introduction » à la numismatique. Qu'il nous suffise de dire, pour conclure, que tous ceux qui sont venus aux monnaies — soit pour y trouver un simple passe-temps soit pour en faire un moyen sérieux de placement économique — ont pu compléter une recherche culturelle, tous ceux-là s'accorderont à reconnaître le plaisir profond trouvé dans la numismatique par les monnaies, ces petits trésors d'art et d'histoire que célèbrait déjà José María de Heredia :

« Le temps passe, tout meurt, le marbre même s'use, Agrippine n'est plus qu'une ombre et Syracuse Dort sous le linceul bleu de son ciel indulgent. Et seul le dur métal que l'amour L'fit docile Gardé encore en sa fleur, aux médailles d'argent L'immortelle beauté des vierges [de Sicile]. »

ALAIN WEIL.

clin-d'œil

LES DEUX FACES DU BRONZE

LA médaille, quand elle n'est pas militaire, et prête à l'ornement des torse valent pour ou des boucaniers recommandés l'engager ou la virginité, est une œuvre d'art à deux faces. Chacune, passée, le plus souvent ronde, faite de laiton, de cuivre, d'argent ou d'or, la médaille française connaît un renouveau. Depuis qu'on s'est aperçu que commémorer l'œuvre d'un homme ou un événement ne consiste pas fatalement à sacrifier à l'usage pompier des annuaires, mais offre aussi aux artistes graveurs l'occasion d'user du burin pour traduire l'imagination et le geste, cet art antique revêt généralement.

L'institution des médailles et médailles, dont on connaît, quel que soit, l'hôtel fameux et le riche musée, propose périodiquement aux amateurs, par le truchement du Club français de la médaille, des œuvres nouvelles propres à donner à ceux qui ne l'ont pas encore le goût de la collection.

Parmi les plus récentes éditions inspirées par l'actualité figurent plusieurs médailles du bicentenaire de l'indépendance des États-Unis. L'une, due à W. Schiller, porte à l'avers le visage de George Washington sur fond de « stars and stripes », au milieu d'une mêlée guerrière, et, au revers, l'Amérique de nos jours : les gratte-ciel de New-York, le Capitole, une tresse Apollon et de multiples symboles entourent la carte stylisée d'un pays qui domine le statut de la liberté. Plus petite encore est la médaille dédiée à Rumsfeld, le président, par Victor Doucet. L'avers montre un buste profil du héros, le revers une représentation inspirée du temple d'Abou-Simbel.

Si la place de la Concorde et l'Église Saint-Germain de Châteauneuf ont leurs médailles, dues, la première, à Jeanne Boyer, la seconde, à M. Bosc, les auteurs célèbres semblent toujours capotés d'extraire l'inspiration des graveurs. La « Madame de Sévigné » de R. Joy est plus une sculpture qu'une simple médaille. Dans la masse du métal, d'une épaisseur de 2 centimètres, l'artiste a fait de Marie de Rabutin-Chantal un portrait au modèle saisissant, dénué d'apparat, mais chaleureux et tendre. C'est à une belle pièce, dont le revers s'orne des armes de la marquise. La « bonne dame de Noirmoutier », qui tenait la plume de deux siècles après elle, a inspiré G. Muguet, qui lui a fait la bouche gourmande et le regard à la fois lourd et las.

Naturellement, le général de Gaulle a droit à plusieurs médailles. En chef de la France libre, avec sa résidence anglaise, et en lieutenant-colonel à Metz, notamment. Cette dernière, gravée par A. de Jaeger, montre l'officier tankiste de profil, tel déjà que le monde allait la connaître, le nez plissé et le sourcil couronné sur un regard pensant. On ne peut manquer de s'arrêter encore sur une médaille consacrée à William Hogarth, ce merveilleux peintre-reporter des mœurs anglaises du dix-huitième siècle. Ronald Searis, qui a gravé le double portrait de James Thomson, a su trouver très exactement le ton de la caricature qui était, en plus légitime, la mesure de l'Anglais.

Mais il arrive aussi que la médaille, en son art de commémorer comme un art académique et secondaire, s'abandonne aux phénomènes d'un passant. Ainsi ce « Don des sabots », sorti de l'atelier de la médaille du Club français de la médaille, l'académicien Goncourt a raconté comment, alors qu'il s'occupait de la dépression, au sein d'une indolente rupture sentimentale, il mit la main par hasard sur ce mollessement mollessement « qui présentait le profil exigu d'une jeune femme ancienne ». Il l'emporta, s'en trouva mieux, rencontra un peu plus tard une dame bien vivante qui rassemblait à cette représentation d'Isis à lui offerte par la mer cosmétique et, finalement, livra l'objet à la Monnaie pour qu'il soit multiplié. Il en a été tiré vingt-cinq exemplaires en argent, numérotés de 1 à 25 (520 francs) et fondus dans vingt-cinq exemplaires en bronze, numérotés de 26 à 250 (385 francs).

On ne garantit pas que les mystérieuses vertus du talisman original soient passées dans ses dupliques... C'est néanmoins un bien bel objet.

MAURICE DENUZIERE.

philatélie

N° 1456

T.A.A.F. : James Cook.

A l'occasion du bicentenaire du passage de James Cook à Kerguelen, en 1776, deux figures postales furent émises.



0,75 F. brun, bleu et jaune : portrait de Cook (poste) ; dessin et gravure de Pierre Béquart.



3,50 F. noir et bleu : une vue des côtes de Kerguelen (poste aérienne) ; dessin d'après Benard et gravure de Pierre Béquart.

BUREAUX TEMPORAIRES

C 93149 Bondy (70, route d'Aulnay), les 23 et 24 octobre. — IV Exposition philatélique de l'A.S.P.C. C 93100 Calais (Grand salon de l'hôtel de ville), les 23 et 24 octobre. — Congrès philatélique régional Nord-Pas-de-Calais. C 97000 Strasbourg (Cinéma d'opéra), le 24 octobre. — Journée mondiale de l'épargne. C 67000 Strasbourg (Maison de l'Europe), le 31 octobre. — XV congrès européen des loisirs.

• A LA FERTÉ-ALAIS, les 23 et 24 octobre, une exposition sur l'histoire de l'art et postale sera présentée.

• A BONDY, les 23 et 24 octobre, une exposition sera visible à l'Oratoire, 70, route d'Aulnay.

• A STRASBOURG, au Palais de l'Europe, les 30 et 31 octobre, se tiendra une exposition dans la cour du 15^e Congrès international des loisirs.

• A DIJON, du 30 octobre au 1^{er} novembre, à la foire gastronomique, au stand de l'Opérette de Dijon, cette première foire d'Asie de Nocturne, les 5 et 6 novembre.

• A VILLERS-OT-MARNE, du 30 octobre au 7 novembre, à la salle des fêtes, se tiendra une exposition sur le thème : « La découverte des monnaies ».

ADALBERT VITALYOS.

échecs

N° 680

TOURNOI INTERNATIONAL DE DUBAÏ (Tchecoslovaquie), 1976

Blancs : W. R. HARTSTON (Angleterre)

Noirs : J. PLACHTYKA (Tchécoslovaquie)

Défense Nimovitch Système de Leningrad

1. d4 c5 2. d5 c6 3. d6 c7 4. d7 c8 5. d8 c9 6. d9 c10 7. d10 c11 8. d11 c12 9. d12 c13 10. d13 c14 11. d14 c15 12. d15 c16 13. d16 c17 14. d17 c18 15. d18 c19 16. d19 c20 17. d20 c21 18. d21 c22 19. d22 c23 20. d23 c24 21. d24 c25 22. d25 c26 23. d26 c27 24. d27 c28 25. d28 c29 26. d29 c30 27. d30 c31 28. d31 c32 29. d32 c33 30. d33 c34 31. d34 c35 32. d35 c36 33. d36 c37 34. d37 c38 35. d38 c39 36. d39 c40 37. d40 c41 38. d41 c42 39. d42 c43 40. d43 c44 41. d44 c45 42. d45 c46 43. d46 c47 44. d47 c48 45. d48 c49 46. d49 c50 47. d50 c51 48. d51 c52 49. d52 c53 50. d53 c54 51. d54 c55 52. d55 c56 53. d56 c57 54. d57 c58 55. d58 c59 56. d59 c60 57. d60 c61 58. d61 c62 59. d62 c63 60. d63 c64 61. d64 c65 62. d65 c66 63. d66 c67 64. d67 c68 65. d68 c69 66. d69 c70 67. d70 c71 68. d71 c72 69. d72 c73 70. d73 c74 71. d74 c75 72. d75 c76 73. d76 c77 74. d77 c78 75. d78 c79 76. d79 c80 77. d80 c81 78. d81 c82 79. d82 c83 80. d83 c84 81. d84 c85 82. d85 c86 83. d86 c87 84. d87 c88 85. d88 c89 86. d89 c90 87. d90 c91 88. d91 c92 89. d92 c93 90. d93 c94 91. d94 c95 92. d95 c96 93. d96 c97 94. d97 c98 95. d98 c99 96. d99 c100 97. d100 c101 98. d101 c102 99. d102 c103 100. d103 c104 101. d104 c105 102. d105 c106 103. d106 c107 104. d107 c108 105. d108 c109 106. d109 c110 107. d110 c111 108. d111 c112 109. d112 c113 110. d113 c114 111. d114 c115 112. d115 c116 113. d116 c117 114. d117 c118 115. d118 c119 116. d119 c120 117. d120 c121 118. d121 c122 119. d122 c123 120. d123 c124 121. d124 c125 122. d125 c126 123. d126 c127 124. d127 c128 125. d128 c129 126. d129 c130 127. d130 c131 128. d131 c132 129. d132 c133 130. d133 c134 131. d134 c135 132. d135 c136 133. d136 c137 134. d137 c138 135. d138 c139 136. d139 c140 137. d140 c141 138. d141 c142 139. d142 c143 140. d143 c144 141. d144 c145 142. d145 c146 143. d146 c147 144. d147 c148 145. d148 c149 146. d149 c150 147. d150 c151 148. d151 c152 149. d152 c153 150. d153 c154 151. d154 c155 152. d155 c156 153. d156 c157 154. d157 c158 155. d158 c159 156. d159 c160 157. d160 c161 158. d161 c162 159. d162 c163 160. d163 c164 161. d164 c165 162. d165 c166 163. d166 c167 164. d167 c168 165. d168 c169 166. d169 c170 167. d170 c171 168. d171 c172 169. d172 c173 170. d173 c174 171. d174 c175 172. d175 c176 173. d176 c177 174. d177 c178 175. d178 c179 176. d179 c180 177. d180 c181 178. d181 c182 179. d182 c183 180. d183 c184 181. d184 c185 182. d185 c186 183. d186 c187 184. d187 c188 185. d188 c189 186. d189 c190 187. d190 c191 188. d191 c192 189. d192 c193 190. d193 c194 191. d194 c195 192. d195 c196 193. d196 c197 194. d197 c198 195. d198 c199 196. d199 c200 197. d200 c201 198. d201 c202 199. d202 c203 200. d203 c204 201. d204 c205 202. d205 c206 203. d206 c207 204. d207 c208 205. d208 c209 206. d209 c210 207. d210 c211 208. d211 c212 209. d212 c213 210. d213 c214 211. d214 c215 212. d215 c216 213. d216 c217 214. d217 c218 215. d218 c219 216. d219 c220 217. d220 c221 218. d221 c222 219. d222 c223 220. d223 c224 221. d224 c225 222. d225 c226 223. d226 c227 224. d227 c228 225. d228 c229 226. d229 c230 227. d230 c231 228. d231 c232 229. d232 c233 230. d233 c234 231. d234 c235 232. d235 c236 233. d236 c237 234. d237 c238 235. d238 c239 236. d239 c240 237. d240 c241 238. d241 c242 239. d242 c243 240. d243 c244 241. d244 c245 242. d245 c246 243. d246 c247 244. d247 c248 245. d248 c249 246. d249 c250 247. d250 c251 248. d251 c252 249. d252 c253 250. d253 c254 251. d254 c255 252. d255 c256 253. d256 c257 254. d257 c258 255. d258 c259 256. d259 c260 257. d260 c261 258. d261 c262 259. d262 c263 260. d263 c264 261. d264 c265 262. d265 c266 263. d266 c267 264. d267 c268 265. d268 c269 266. d269 c270 267. d270 c271 268. d271 c272 269. d272 c273 270. d273 c274 271. d274 c275 272. d275 c276 273. d276 c277 274. d277 c278 275. d278 c279 276. d279 c280 277. d280 c281 278. d281 c282 279. d282 c283 280. d283 c284 281. d284 c285 282. d285 c286 283. d286 c287 284. d287 c288 285. d288 c289 286. d289 c290 287. d290 c291 288. d291 c292 289. d292 c293 290. d293 c294 291. d294 c295 292. d295 c296 293. d296 c297 294. d297 c298 295. d298 c299 296. d299 c300 297. d300 c301 298. d301 c302 299. d302 c303 300. d303 c304 301. d304 c305 302. d305 c306 303. d306 c307 304. d307 c308 305. d308 c309 306. d309 c310 307. d310 c311 308. d311 c312 309. d312 c313 310. d313 c314 311. d314 c315 312. d315 c316 313. d316 c317 314. d317 c318 315. d318 c319 316. d319 c320 317. d320 c321 318. d321 c322 319. d322 c323 320. d323 c324 321. d324 c325 322. d325 c326 323. d326 c327 324. d327 c328 325. d328 c329 326. d329 c330 327. d330 c331 328. d331 c332 329. d332 c333 330. d333 c334 331. d334 c335 332. d335 c336 333. d336 c337 334. d337 c338 335. d338 c339 336. d339 c340 337. d340 c341 338. d341 c342 339. d342 c343 340. d343 c344 341. d344 c345 342. d345 c346 343. d346 c347 344. d347 c348 345. d348 c349 346. d349 c350 347. d350 c351 348. d351 c352 349. d352 c353 350. d353 c354 351. d354 c355 352. d355 c356 353. d356 c357 354. d357 c358 355. d358 c359 356. d359 c360 357. d360 c361 358. d361 c362 359. d362 c363 360. d363 c364 361. d364 c365 362. d365 c366 363. d366 c367 364. d367 c368 365. d368 c369 366. d369 c370 367. d370 c371 368. d371 c372 369. d372 c373 370. d373 c374 371. d374 c375 372. d375 c376 373. d376 c377 374. d377 c378 375. d378 c379 376. d379 c380 377. d380 c381 378. d381 c382 379. d382 c383 380. d383 c384 381. d384 c385 382. d385 c386 383. d386 c387 384. d387 c388 385. d388 c389 386. d389 c390 387. d390 c391 388. d391 c392 389. d392 c393 390. d393 c394 391. d394 c395 392. d395 c396 393. d396 c397 394. d397 c398 395. d398 c399 396. d399 c400 397. d400 c401 398. d401 c402 399. d402 c403 400. d403 c404 401. d404 c405 402. d405 c406 403. d406 c407 404. d407 c408 405. d408 c409 406. d409 c410 407. d410 c411 408. d411 c412 409. d412 c413 410. d413 c414 411. d414 c415 412. d415 c416 413. d416 c417 414. d417 c418 415. d418 c419 416. d419 c420 417. d420 c421 418. d421 c422 419. d422 c423 420. d423 c424 421. d424 c425 422. d425 c426 423. d426 c427 424. d427 c428 425. d428 c429 426. d429 c430 427. d430 c431 428. d431 c432 429. d432 c433 430. d433 c434 431. d434 c435 432. d435 c436 433. d436 c437 434. d437 c438 435. d438 c439 436. d439 c440 437. d440 c441 438. d441 c442 439. d442 c443 440. d443 c444 441. d444 c445 442. d445 c446 443. d446 c447 444. d447 c448 445. d448 c449 446. d449 c450 447. d450 c451 448. d451 c452 449. d452 c453 450. d453 c454 451. d454 c455 452. d455 c456 453. d456 c457 454. d457 c458 455. d458 c459 456. d459 c460 457. d460 c461 458. d461 c462 459. d462 c463 460. d463 c464 461. d464 c465 462. d465 c466 463. d466 c467 464. d467 c468 465. d468 c469 466. d469 c470 467. d470 c471 468. d471 c472 469. d472 c473 470. d473 c474 471. d474 c475 472. d475 c476 473. d476 c477 474. d477 c478 475. d478 c479 476. d479 c480 477. d480 c481 478. d481 c482 479. d482 c483 480. d483 c484 481. d484 c485 482. d485 c486 483. d486 c487 484. d487 c488 485. d488 c489 486. d489 c490 487. d490 c491 488. d491 c492 489. d492 c493 490. d493 c494 491. d494 c495 492. d495 c496 493. d496 c497 494. d497 c498 495. d498 c499 496. d499 c500 497. d500 c501 498. d501 c502 499. d502 c503 500. d503 c504 501. d504 c505 502. d505 c506 503. d506 c507 504. d507 c508 505. d508 c509 506. d509 c510 507. d510 c511 508. d511 c512 509. d512 c513 510. d513 c514 511. d514 c515 512. d515 c516 513. d516 c517 514. d517 c518 515. d518 c519 516. d519 c520 517. d520 c521 518. d521 c522 519. d522 c523 520. d523 c524 521. d524 c525 522. d525 c526 523. d526 c527 524. d527 c528 525. d528 c529 526. d529 c530 527. d530 c531 528. d531 c532 529. d532 c533 530. d533 c534 531. d534 c535 532. d535 c536 533. d536 c537 534. d537 c538 535. d538 c539 536. d539 c540 537. d540 c541 538. d541 c542 539. d542 c543 540. d543 c544 541. d544 c545 542. d545 c546 543. d546 c547 544. d547 c548 545. d548 c549 546. d549 c550 547. d550 c551 548. d551 c552 549. d552 c553 550. d553 c554 551. d554 c555 552. d555 c556 553. d556 c557 554. d557 c558 555. d558 c559 556. d559 c560 557. d560 c561 558. d561 c562 559. d562 c563 560. d563 c564 561. d564 c565 562. d565 c566 563. d566 c567 564. d567 c568 565. d568 c569 566. d569 c56

Journal de 150

Photo-Cinéma

MINIS 24x36

À l'automne prochain, la firme japonaise Asahi Optica lancera sur le marché le plus petit reflex 24x36 jamais construit, le Pentax ME, qui, sans objectif, pèse 460 grammes et mesure 131,2x82,5x49,5 mm. Une autre marque japonaise, Pétrol, annonce pour l'an prochain un modèle presque aussi petit, le Pétrol ME-7 (130x82,5x49,5 mm et 475 grammes).

Ces chiffres correspondent à une diminution d'environ 40 % en poids de 33 % en volume du boîtier d'un appareil « classique » signé Canon, Leica ou Nikon. Ils représentent également une réduction de 5 % (poids ou volume) sur les appareils OM 1 et OM 2 d'Olympus, qui détenaient jusqu'ici le record de compacité avec des boîtiers de 500 grammes mesurant 138x85x50 mm.

Ces nouveaux appareils ne sont pas des cas isolés mais s'inscrivent dans une tendance très nette vers la miniaturisation des reflex. En quelques semaines, en effet, plusieurs constructeurs ont annoncé l'arrivée de modèles compacts. Asahi proposera, en même temps que le ME, un autre appareil, totalement automatique, le Pentax MX, qui est lui aussi très légèrement plus petit que les Olympus OM : 136x83x51 mm et 475 grammes) et le Konica TC (136x80x45 mm et 510 grammes). Sans être aussi réduits, les nouveaux Canon A&1, Pentax K 1000, Yashica FX et FX 2 sont nettement plus compacts que les reflex ordinaires (20 % de moins en poids et en volume).

Cette évolution est essentiellement le fruit des progrès réalisés dans la fabrication des éléments électroniques et des pièces mécaniques composant les caméras. Pour les systèmes de mesure de la lumière et de commande de l'obturateur, la micro-électronique (circuits imprimés souples et circuits intégrés, notamment) a permis un allègement sensible des boîtiers. Le recours à des actionneurs résistants et à une technologie fine pour l'usinage des pièces ont conduit, par ailleurs, à la réalisation de mécanismes miniaturisés. Un gain de place a été obtenu en diminuant l'encombrement de l'obturateur, notamment en substituant aux traditionnels rideaux de toile à défillement longitudinal des rideaux métalliques à déplacement vertical qui ont libéré un espace important sur la longueur du boîtier.

Les objectifs eux-mêmes, avec l'avènement de verres à base de terres rares et autres substances qui permettent de maîtriser plus

Les compacts

Sur les appareils compacts, pour gagner de la place, les constructeurs ont diminué la course des rideaux. L'absence d'homogénéité de l'exposition peut s'en trouver accentuée si le mécanisme n'est pas d'une extrême précision. L'inconvénient est moins apparent avec les obturateurs dont les rideaux se déplacent sur la largeur du format 24x36, car leur course est plus courte. C'est l'une des raisons qui fait que la plupart des fabricants ont adopté ce type d'obturateur.

D'une façon plus générale, la miniaturisation mécanique et électronique exige des composants de haute qualité, plus de soins dans le montage et les contrôles pour parvenir à un matériel fiable, résistant à l'usure et au vieillissement. Dans le domaine de l'optique, la diminution du volume des montures, et donc du diamètre des lentilles, rend plus délicate la correction de certaines aberrations sur la totalité du champ photographié. Ainsi, le vignettage (assombrissement de l'image dans les angles) et la perte de netteté sur les bords des photos peuvent augmenter.

Ces difficultés ne sont pas insurmontables. L'expérience d'Olympus dans ce domaine, la seule qui soit connue actuellement, prouve qu'il est possible de réaliser, en quelques années, est la pour témoigner de la possibilité de créer des reflex compacts très sûrs. Les utilisateurs n'en doivent pas moins savoir que les problèmes techniques à résoudre sont délicats et qu'ils ne laissent aucune place à des fabrications médiocres.

ROGER BELLONE.

Approche de la pomme de terre

Le lecteur connaît mon peu d'attrait pour les pommes de terre, ce légume sans valeur nutritive dont le seul mérite est d'éponger les sauces (mais le pain, la soupe, le Moyen Âge, y faisait mieux, et de nos jours les gourmets ont inventé l'idéal, la cuiller à sauce !). Du moins certaines préparations de la pomme de terre sont honorables, soufflées ou frites (quand elles ne deviennent point éponge à grasse), et folkloriques comme les pommes sarladaises.

Je parle ici des « vraies ». Sarladaises, cuites à cru dans la graisse d'oie, puis, à cuisson, semées d'un hachis de persil et d'ail et couvertes pour une « suée » les parfument de rusticité complémenaire. Ce sont les chefs, par un simple goût de friture, qui ont imaginé d'y mêler, quelquefois à 50 %, de la truffe, ce qui est crime de lèse-truffe au demeurant. L'année dernière, champion d'écailles, le saut parfaitement, qui n'aurait pas servi des sarladaises truffées ! Le Carladès est un ancien pays, pas même une province, de la haute Auvergne (chef-lieu Carlat). C'était le croc bien le pays de M. Delouvir. Lorsqu'il mit à la carte du Petit Colombier les pommes carladaises. Le principe est le même : la pomme de terre coupée et cuite à cru dans de la graisse (de porc ou d'oie) mais mêlée cette fois de champignons (1/5 de champignons, de Paris hélas ! et lorsque l'on n'a pas de champignons sauvages des bois). C'est fort agréable en accompagnement d'une viande (mouton notamment, et plus que le bœuf). Les pommes carladaises figurent donc à la carte du Petit Colombier (42, rue des Arcades (17^e), tél. : 380-38-54) dont j'ai déjà parlé. C'est ici que Gilbert coupe, et cuit à cru dans de la graisse, et les pommes carladaises à sa carte, aux Marronniers (53 bis, boul. Arago (13^e), tél. : 707-58-57).

Les progrès constants de cette maison « retrouvée » m'enchante tant parce qu'ils sont ceux de la

sagesse et de l'honnêteté. Gilbert, s'attachant aux meilleurs produits, n'a qu'à se contenter de les cuisiner simplement. Une simple salade de tomates et haricots verts prend ici toute sa valeur. L'autre midi, la rale, au beurre noisette et aux câpres, semblait sortir de la mer plus que de son court-bouillon. Et les pommes carladaises (avec de la selle d'agneau) me réconcilièrent — provisoirement — avec ce légume exotique. Mais oui ! Exotique puisqu'il ne date que du quinzième siècle, venu d'Amérique ! Les vraies « racines » autochtones en France sont les panais, les carottes, les navets, les raves, et chacun de ces légumes a plus de goût et se prête à plus d'accords que la « patate » !

Mais je vous signale encore ceci qui vous sera utile pour préparer les fêtes. Ami d'un fournisseur, artisan du foie gras et du confit, Gilbert en a obtenu, en quelque sorte, l'exclusivité pour sa clientèle, et aux prix de gros. C'est ainsi qu'il pourra vous procurer à emporter un foie gras d'oie entier cuit dans sa graisse (120 F) et du confit d'oie (35 F). Et voilà une source toute trouvée de graisse d'oie pour cuire vos pommes de terre... à la carladaise !

Une autre forme, agréable, de la pomme de terre, je le reconnais volontiers, est la palissade (comme à Lyon, et maintenant un peu partout, et comme aussi dans mon pays vivarois, sous forme de « crêpes » frites !).

Plaisirs de la table

Mais avez-vous essayé le même palissade aux navets ? C'est remarquable ! Et à l'un des « mercredis » du Bristol, ce palissade de navets accompagnant une escalope Holstein fit merveille.

Que cette approche de la pomme de terre ne vous fasse point oublier les cent racines et herbes d'autrefois, et bananes, avec le poisson, les trois pommes dites à l'anglaise et cuites à l'eau qui sont comme la marque de fabrique des mauvais chefs ! C'est le seul reproche que je ferais à Gilbert : servir des pommes de terre avec son poisson. Un peu d'imagination, que diable ! Avec sa rale, par exemple, un pied de céleri en branches. Et avec son excellent rôti de lotte un grain d'épinards, de laitue, de brocoli, voire — mais ce n'est pas la saison — des salsicques !

LA REYNIERE.

P.S. — Marquons la rentrée d'une pierre blanche avec l'Atelier Maître-Albert renaissant (1, 3 et 5, rue Maître-Albert, 5^e, tél. : 639-13-78, le soir seulement). Un menu vin compris à 70 F, de plats originaux (flan d'avocat sauce noisette, terrine de pieds de veau, civet de canard au saucisson, port de charentaise, etc.), par un jeune cuisinier dont on entendra parler : Serge Rousseau. Ici, l'équilibre qualité-prix est favorable tant à l'appétit qu'à la porte-monnaie. J'y reviendrai, mais notes déjà l'adresse, l'enseigne, et... précipitez-vous-y avant le Tout-Paris gourmand.

MIETTES

● Un lecteur, à propos de mon « papier » sur les pommes, me communique l'adresse de l'Association européenne d'agriculture et d'hygiène biologique, 46, rue de Liabonne, à Paris, qui publie une liste des producteurs de bonnes pommes (y compris, assurément, de bonnes Golden, ce dont je doute).

● Une nouvelle spécialité. — Les chocolats Tour d'Argent lancent l'irish coffee Tour d'Argent. Au vieux whisky, précisez la publicité. On devrait tout de même savoir chez ces gens que l'irish coffee, son nom l'indique, se fait au whiskey irlandais et non au scotch whisky !

Rive gauche

ASSISTANT GERMAN DES PNEUS TOUTS LES JOURS

LE PETIT ZINC

FRUITS DE MER, POISSONS FRAIS, VINS DE FRANCE

LE FURSTENBERG

André FURSTENBERG, 10 rue de Valenciennes, 105

Le Manchic

HUITES, COMMISSES, SPECIALITES

25, rue de Buci - Paris 6

Rive droite

La Bûcherie

51, r. de la Bûcherie - ODE 73-06

Jusqu'à 3 h. du matin. Tous les jours, toute la journée

« La carte abonde en plats succulents et originaux. Une cuisine intelligente et un patron-chef qui ne s'enferme pas dans la routine. »

(Le Bézou, « LE MONDE »)

Spécial d'agneau fardé aux câpres fraies.

Dessirier

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, place Pénard, Paris 17^e - 754-74-14

VINS DE BORDEAUX

« de jeunes sociétés... groupent des vigneronnes, sélectionnent les petits vins en veillant au rapport qualité-prix. »

« Ainsi, M. Henri Aris, conseiller notamment par M. Feynot, ramène que l'on sait, diffuse-à-2 qu'il est bon, mais de crus modestes mais de qualité. »

LA REYNIERE

(« Le Monde » du 13-12-75.)

Je tiens à votre disposition la liste des châteaux que j'ai sélectionnés pour vous.

HENRI ARIS - 3240 LA BREDE

Tél. : (15-55) 20-21-22

MARIUS et JANETTE

TOUS LES FRUITS DE MER

et toutes les spécialités provençales

4, rue George-V - Tél. 77-76, BUL 94-57

Château Léoville Las-Cases

GRAND CRU CLASSE DU MEDOC

tous les ans fait un grand vin

DINERS - SOUPERS

LA RENCONTRE

AMBIANCE 1930

19, R. BUFFAULT - 75006 PARIS - 220.21.21

LE LOUIS XIV

8, Boulevard SAINT DENIS (10^e)

NOUVEAU : SOUPERS

après spectacle

PARKING

Huitres - Fruits de Mer

Réservez : 206.56.56 & 200.19.90

FEMME LIBRE ET MARI

Restaurants

PIERRE

À la Fontaine Gaillon

Grande cuisine

de tradition française (fermé dim.)

OPÉ. 57-84 - PLACE GAILLON

Parking

Environ de Paris

À 40 DE PARIS ET DE BOUEN - AUTOPORTE DE L'OUEST - Sortie de Bonnières

TELEX CHAROL 692244 - ROLLEBOISE - Tél. 479.91.24 & 479.96.62

Château de la Corniche

UNE VUE PANORAMIQUE EXCEPTIONNELLE SUR LA VALLEE DE LA SEINE

GRANDE CARTE - CADRE RAFFINE

SES WEEK-ENDS GOURMANDS

CHEF DE CUISINE J.F. ROUSSEAU « POËLE D'OR 1973 »

SALONS DE JEUX - SALONS DE MUSIQUE - TENNIS ÉCLAIRÉ

ÉQUITATION - RANDONNÉES À BICYCLETTE - PISCINE CHAUFFÉE

OUVERT TOUTS LES JOURS

(Publicité)

1^{er} Congrès international de films de format populaire

(super 8 et 16 mm)

organisé par la

Banque de Films de Format Populaire

32, bd Magenta, 75010 PARIS

Tél. : 206-78-86

Les samedi 30 et dimanche 31 octobre 1976 de 10 h. à 24 h., à la Porte Maillot, Palais des Congrès, Salle 1000.

Prix des places : 14 F

TOURISME

HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

VILLEFRANCHE-SUR-MER

Mapotel WELCOME, bord de mer.

Tél. 470231 - Tél. : (33) 80-70-28

Mer

ILE DE JERSEY

(Iles Anglo-Normandes)

L'automne et l'hiver sont des périodes tout à fait favorables pour profiter pleinement de cette belle et toute petite île (20 km sur 10 km) au climat d'une grande douceur (Océan). Les 75.000 habitants de ce curieux petit îlot indépendant, situés à 20 km des côtes françaises mais rattachés à la Couronne d'Angleterre — seront à votre disposition pour partager leur joie de vivre. Les petites pensions d'été, les hôtels de charme, confortables et les palais de grand luxe (dîner dansant habillé).

Vous apprécierez le calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs, et dans la capitale Saint-Hélier, un shopping délassé à faire rêver.

À 70 minutes de Paris-Orly Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleurs, écrire au Ministère à 140 P à Office National du Tourisme, Service France 131 Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Montagne

LE SAUZE 04400

Alpes du Sud

Hôtel « le Dahu » NN. Altitude 1.400 m. Près des pistes, piscine chauffée, saunas. Rest. d'altitude.

Province

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX

2^e N. App. calmes 48 & 78 F T.T.C.

Centre d'affaires et spectacles

2, place de la Comédie, BORDEAUX

Parking assuré - Tél. : 52-54-03 & 04

Allemagne

FRANKFURT

PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale & Wiesentempelplatz

38 F. Tél. 1949/611/230571 TX 04-13808

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALSANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de 241 à 320 F. Pénalité couverte. Tél. 74523.

Cantarel

Déjeuners d'affaires

Le SOIR : un Dîner de FÊTE pour 85 francs tout compris

12, Avenue du Maine (15^e)

Tél. : 548.59.35

fermé Samedi midi et Dimanche

Robert Aurio

à l'enseigne du FRANÇOIS PALLOY

SON BANC D'HUITRES

FOIE GRAS MAISON, TERRINE AUX TROIS POISSONS, ÉCREVISSES AU CHAMPIGNON, MAGRET DE CANARD, CHARLOTTE AUX FRAISES, ARABIANES MULLERISES

10, rue des FOSSÉS-SI-BERNARD - 325.96.85 - F. Dim.

la Closerie des Lilas

À la Croisette des Idées

DÉJEUNERS - DINERS - SOUPERS

171, Bd du MONTMARTRE - 323.70.50 & 033.21.68

Le soir, au piano

YVAN MEYER

Julien

16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10^e

Réservez 770 12 06

Tous les jours de 11 h. 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD

824.48.72

SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque

face Gare du Nord

tous les jours

ELB SON BANC D'HUITRES

63, rue du Fg-Saint-Denis - 770-13-58 (F. dim.)

LE PETIT COLOMBIER

B. FOURNIER

CUISINE DE TERROIR ET DE TRADITION

Tous les jours : UNE PIÈCE traitée à la vapeur et ses OYSTERS FRAIS de nos régions

Salons pour repas d'affaires

42, rue des Arcades, Paris (17^e)

OTD 20-54 et 08-61

Fermé sam. - Park. assuré

la Closerie des Lilas

À la Croisette des Idées

DÉJEUNERS - DINERS - SOUPERS

171, Bd du MONTMARTRE - 323.70.50 & 033.21.68

Le soir, au piano

YVAN MEYER

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 22 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

IGNEROSSET
en vente aux
Galeries Lafayette

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Frédéric », de R. Lamoureux, mise en scène de P. Moudy, avec R. Lamoureux.

22 h. 12. Allons au cinéma : 22 h. 42. Presto ; 23 h. 40. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

Gaston Leroux
LA POUPÉE SANGLANTE
2 volumes

20 h. 30. Feuilleton : La poupée sanglante ; 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot. (Le comique par l'absurde.)

22 h. 12. Allons au cinéma : 22 h. 42. Presto ; 23 h. 40. Journal.

Le meilleur de l'œuvre des grands humoristes
BACRI CAMI
GOSCINNY BREFFORT
SEGHERS/HUMOUR

SAMEDI 23 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 45, Restez donc avec nous).
20 h. 30. Variétés : Nana et ses amis (Sacha Distel) ; 21 h. 30. Série : Matt Helm ; 22 h. 30. Variétés : A bout portant (Maria Pacome) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

De 13 h. à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 35, Les jeux du stade).
20 h. 30. Téléfilm : « Le Collectionneur de cerveaux », réal. M. Subiela, avec Cl. Jade, G. Casadesu, F. Dumoyet, A. Reybez.
22 h. 10. Variétés : Les gens heureux ont une histoire, avec F. Deguelt ; 22 h. 50. Cabarets et café-théâtre : École de baroque, réal. R. Sampa ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Retransmission lyrique : « Nabucco », de G. Verdi, par l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine.

DIMANCHE 24 OCTOBRE

CHAÎNE I : TF1

De 9 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 17 h. 25, Téléfilm : « Honk-Tonk », de D. Taylor).
20 h. 30. Film : « Un homme et une femme », de Cl. Lelouch (1968), avec A. Almée, J.-L. Trintignant, P. Barouh, V. Larrange.
22 h. 10. Portraits : Juan Carlos, par F. de Moreuil ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE 2 : A2

De 11 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu (à 13 h. 45, Films burlesques).
20 h. 30. Variétés : Réclame Mort Schuman ; 21 h. 30. Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi (deuxième partie : Les étrangers) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR3

20 h. 30. Tribune : L'homme en question (Mme Edmonde Charles-Roux face à quatre invités approbateurs ou détracteurs de son

ALPHONSE ALLAIS
La logique mène à tout
Ses 150 meilleurs contes
Editions Pierre HORAY

22 h. 50. Ciné-club : « Wild boys of the road », de W. Wellmann (1933), avec F. Darro, Ed. Philips, D. Coonan, A. Hovey. (V.O. sous-titrée N.).

CHAÎNE III : FR3

retrouvez les héros de l'émission
de FR3

HISTOIRE DE FRANCE
en bandes dessinées
LAROUSSE

le n° 1 (VERCINGÉTORIX, CÉSAR)
vient de paraître
chez votre marchand de journaux.

20 h. 30. Magazine : Vendredi. En direct de l'Empire.

À l'occasion du premier anniversaire de leur magazine, Christine Ockrent, Louis Lenoir et André Campagna font le point d'une année d'émissions.

22 h. 30. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 4. En direct avec T.F. 1. Émission musicale : L'œuvre de l'homme, avec le professeur Hamburger ; 21 h. 35. Musique de chambre (Dell'Abaco, Albinoni, Boccherini, Weber, Chopin), avec D. Glazov (clarinette), G. Kuhn (piano), B. Pielin (violin) ; 22 h. 35. Océanographie (10), par G. Lacombe ; 23 h. 1. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 40. Jacques Thibaud interprète Haydn et Mozart ; 20 h. 50. Échanges internationaux de Radio-France : l'Orchestre symphonique de la Radiodiffusion sarroise, direction H. Zander, avec le pianiste M. Barot ; « Fritzi » à l'épave (musique de J. Debussy) ; « Ours » pour orchestre (R. Masser) ; « Symphonie n° 6 en ut majeur D. 589 » (Schubert) ; 22 h. 15. En direct : 22 h. Cabaret du jazz ; 23 h. 5. Le cabaret allemand ; 23 h. 30. Nouvelle musique américaine.

taîne, les chœurs de Bordeaux et du Capitole de Toulouse, dir. M. Plasson, avec A. Gullin, R. Penkova, G. Mastroré, réal. J. Mancou.
Une production de la Radiodiffusion sarroise, direction H. Zander, avec le pianiste M. Barot ; « Fritzi » à l'épave (musique de J. Debussy) ; « Ours » pour orchestre (R. Masser) ; « Symphonie n° 6 en ut majeur D. 589 » (Schubert) ; 22 h. 15. En direct : 22 h. Cabaret du jazz ; 23 h. 5. Le cabaret allemand ; 23 h. 30. Nouvelle musique américaine.

22 h. 15. Journal.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. Les samedi de France-Culture : « La Première Année de la retraite », par M. H. Pinaud et J. Godebert ; 20 h. 30. Poésie ; 20 h. 35. Science-fiction : « Le Maître du Haut-Château », de P. K. Dick, adaptation C. Bourdet, avec R. Clermont, J. Lenoir, B. Joubert, réalisation H. Sampa ; 21 h. 35. Ad lib. avec M. de Breuille ; 22 h. 5. La fugue du samedi ou mi-fugue, mi-réclame, divertissement de S. Jérôme ; 23 h. 30. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35. Échanges internationaux de Radio-France : Journées de musique de Kassel 1975. Le Frankfurter Kantorei Bach-Collegium de Stuttgart, direction H. Rilling : « Passion selon saint Jean », versée 1755 (Bach), avec A. Auger (soprano), Schwarz (alto), A. Kraus (ténor), W. Schoene et P. Hufschmidt (basses) ; 22 h. 15. Vieilles Chansons : Quatuor Pro Arte et Arthur Rubinstein (violin, violoncelle) ; 23 h. 5. Un musicien dans la nuit.

œuvre littéraire) ; 21 h. 45. Aspects du court métrage français : « Trente-Six Heures » (réal. Ph. Haudiquet) et « Marjorie ne viendra pas » (réal. P. Bouché) ; 22 h. 30. Cinéma de minuit (cycle italien) : « Sandra », de L. Visconti (1965), avec Cl. Cardinale, J. Sorel, M. Craig, R. Ricci, M. Bell (N.).

Variations romantiques sur la vengeance et l'inceste. Un des plus beaux Violoncelles jamais composés par un Lion d'Or. (Verdi, 1968.)

FRANCE-CULTURE

14 h. 5. La Comédie-Française présente « Moi », d'E. Lécuyer ; 20 h. 30. Poésie ; 20 h. 35. Pourquoi poésie ininterrompue ? ; 20 h. 40. Atelier de création radiophonique : « Des morceaux de gloire dérivés » ; 23 h. 30. Black and blue ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5. La tribune des critiques de disques : « Macbeth » (Verdi) ; 20 h. 30. Échanges internationaux de Radio-France : l'Orchestre symphonique de la Radio norvégienne, direction G. Nemeny, avec : Antal (pianiste) ; « Suite lyrique » (Sibelius) ; « Concerto pour piano et orchestre en mi bémol majeur » (Liszt) ; « Musique pour cordes, percussion et célesta » (Bartok) ; 22 h. 30. Concours international de guitare ; 23 h. 15. Musique de chambre : Mozart ; 23 h. 5. Non écrites : Indochine ; 1 h. 15. Trévis.

D'une chaîne à l'autre

TO BIX

La passion, parfois, fait merveille. Celle de Jean-Christophe Averty pour le jazz l'inspire, le soutient, le joute, le déchaîne en scènes de foules, sur scène ou sur écran, sur l'écran sombre de nos soirs d'automne. Il s'est mis d'abord à l'heure de la Nouvelle-Orléans au début du siècle. Il vibrait la semaine dernière au saxo de Benny Carter. Il se lance aujourd'hui à la recherche de Léon Blum et de Beldarbacke, dit « Bix », un compositeur, un trompettiste, blanc, celui-là, né en 1903 dans l'Iowa. Bref, parcours, destin fulgurant : Bix est mort à vingt-huit ans dans la misère et le délabrement, noyé par l'alcool. Averty le compare aux héros de Fitzgerald, l'assimile à la « génération perdue », l'élit, brûlée, elle aussi, « à la lampe de la vie facile ».

Facile, pas pour Bix en tous cas. Il buvait, oui. D'autres, le pense à Mezz Mezzrow, se droguaient. On les comprend. Le moyen de ne pas être tenté d'acquiescer ainsi à cet état second, seul capable de susciter, venues d'on ne sait où, on ne sait comment, les improvisations d'une constance, d'une contrainte oratoire en public. C'est ce qui nous a le plus happé dans l'émission, ces enregistrements, ces jam-sessions, ces numéros de haute voltige sans filet enchaînés, nuit après nuit, sous la coupole d'un temple du jazz tapissé d'images populaires par c. pionnier de l'électronique, ce vieux renard d'Averty que l'émotion brusquement décomposait. On le sentait perdu d'admiration devant cette quête éternelle, désespérée, de la perfection et de la nouveauté.

On était touché par les dialogues, élémentaires et apprêtés par le jeu un peu guindé de Claude Bolling, Claude Luter, Pierre Atlan et Patrick Artier. Il tient le rôle de Bix et lui ressemble étonnamment, qui avaient accepté de prêter la main, des mains pleines, expertes, à cet hommage au « Louis Armstrong blanc ».

CLAUDE SARRAUTE.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 22 OCTOBRE
— MM. Gabriel Oudet, député général à l'Assemblée, et Michel Rolant, secrétaire national de la C.F.D.T., débattent sur Radio-Montecarlo, à 13 h. 15.

— La Confédération des coopérateurs ouvriers de production s'exprime à la tribune libre de FR3, à 19 h. 40.

SAMEDI 23 OCTOBRE
— M. Jean Kanapa, membre du bureau politique du parti commu-

niste français, est le rédacteur en chef du « Journal inattendu » sur R.T.L., à 13 heures.

DIMANCHE 24 OCTOBRE

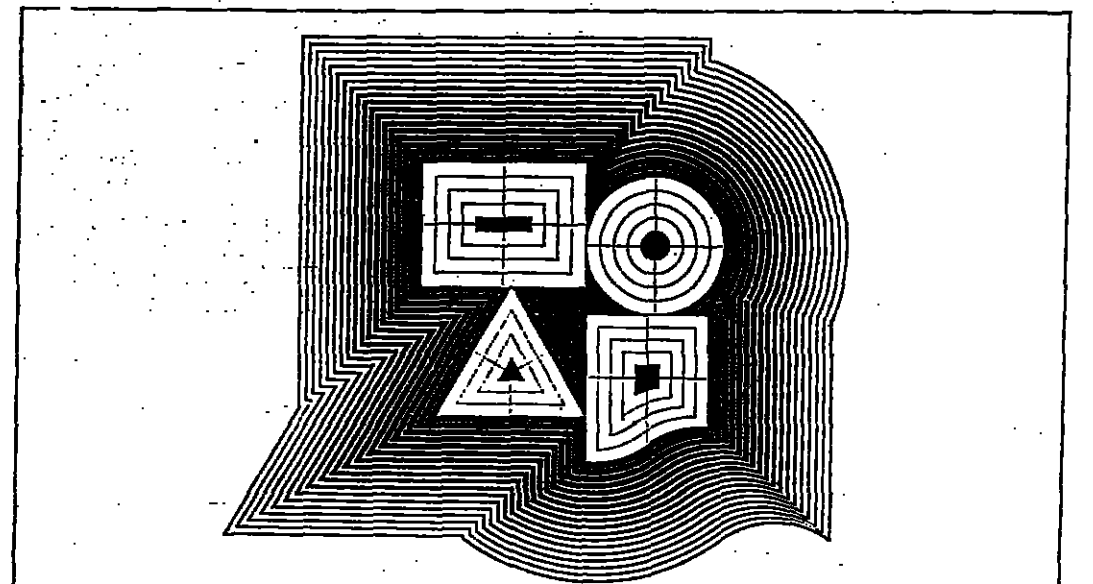
— Mme Edmonde Charles-Roux, présidente du Comité pour le respect des droits à l'information radiotélévisée, est l'invitée de la tribune « l'homme en question » sur FR3, à 20 h. 30.

— Un portrait du roi d'Espagne Juan Carlos est diffusé sur TF1, à 22 heures.

SAMEDI 23 OCT.
à 20 h 15 sur RADIO FRANCE
Pour le 40^e anniversaire de la bataille de Madrid
ECOUTEZ TRIBUNE
DE L'HISTOIRE
avec Alain DECAUX, André CASTELOTT
et Georges SORIA auteur de
GUERRE ET REVOLUTION EN ESPAGNE
5 volumes illustrés en souscription au
LIVRE CLUB DIDROT
13, bd Boudon/75014 PARIS

« CHACUN CHEZ SOI »
DEVIENT
HEBDOMADAIRE

Le jeu d'Antenne 2 « Chacun chez soi », qui précède actuellement le journal télévisé de 20 heures, devient hebdomadaire. A partir du 25 octobre, les épreuves seront regroupées dans une grande émission, le dimanche après-midi à partir de la même date, les téléspectateurs verront pendant cinq semaines, de 19 h. 45 à 19 h. 55, une sélection des meilleures séquences de « La caméra invisible ».



Logabax:
L'informatique par objectifs.

Ne laissez pas votre investissement s'égarer. Logabax vous propose l'informatique par objectifs (et un Petit Livre Bleu qui l'explique).

Precisons ensemble votre objectif. Ensuite nous définirons le système Logabax qui permet de l'atteindre pleinement, sans complexité inutile et sans démesure.

C'est possible... Avec Logabax. Parce que la gamme Logabax est une vraie gamme, complète, diversifiée, matériels et logiciels. La première gamme française pour équipements autonomes ou décentralisés.

Et maintenant - quel est votre objectif ?

Pour recevoir à titre gracieux le petit livre bleu de Logabax: 32 pages de faits concrets, de cas observés en réel, d'informations précises sur quelques points chauds de l'informatique, retournez ce bon-inform

à LOGABAX, Service Livre Bleu,
243 bis, boulevard Pereire 75017 PARIS
ou appelez le Service Livre Bleu de Logabax à 907.78.73.

NOM _____
SOCIÉTÉ _____
FONCTION _____
ADRESSE _____

Logabax
informatique

Un numéro
pour la TV couleur:
LOCATEL 758 12 00
Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

150-100-100

150

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

La R.A.T.P. retarde plusieurs de ses projets

- L'interconnexion avec un an de retard
- Les prolongements de métro en banlieue sont différés

Avant même que les travaux de la R.A.T.P. ne soient commencés, la compagnie a dû faire face à un retard de l'interconnexion avec le réseau de la S.N.C.F. par un tunnel qui joindra la station Châtelet à la gare du Nord où une nouvelle gare sera construite sous la première. Étaient ensuite prévues, primitivement pour 1981, l'interconnexion au réseau de la R.A.T.P. des lignes de Roissy et de Mitry-Claye au nord, de la ligne de Saint-Denis - les Chevreuses au sud-ouest, suivies trois ans plus tard par celles de Melun au sud et de Creil ou Pontoise au nord. Le choix entre ces deux dernières hypothèses n'a pas été fait.

Mais de toute façon, les premiers crédits qui devaient être initialement engagés en 1976 (180 millions de francs), ne le seront qu'en 1977. En 1981, l'aménagement de la gare du Nord ne sera pas terminée et seule une mini-interconnexion sera réalisée au profit de la ligne allant vers Roissy et l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Ce retard présente, à tout prendre, quelques avantages, car l'aspect financier n'est pas la seule difficulté du projet. En effet, le matériel nécessaire à l'interconnexion est très « sophistiqué ». La mise en service en 1981 d'un Hertz seulement du programme initial, prévu à cette date, permettra de rattraper l'équipement (rodage nécessaire puisque, à terme, la succession des trains attendra la cadence sans précédent de quarante-deux à l'heure).

Coût de l'opération de l'interconnexion : 400 millions pour le tunnel Châtelet-Gare du Nord (entièrement payé par la R.A.T.P.), 490 millions pour la construction de la nouvelle gare du Nord (financée moitié-moitié par la R.A.T.P. et la S.N.C.F.), sans compter le matériel. Cette lourde addition ne sera pas sans conséquences sur les autres projets de la R.A.T.P.

En effet, si les prolongements des lignes n° 10 (Anvers-Asnières) jusqu'au pont de Saint-Cloud et de la n° 7 (Porte de la Villette-Mairie d'Ivry) jusqu'à La Courneuve, et de la n° 13 bis (La Courneuve-Porte de Châtelet) jusqu'à Gennevilliers, opérations déjà engagées, ne devaient pas être retardées, en revanche le prolongement de la ligne n° 7 jusqu'à Villejuif, de la n° 5 (Pantin-Italie) jusqu'à Bobigny, ne devaient pas être engagés avant 1978, soit avec deux ans de retard. Quant à la ligne n° 14 (Porte de Vanves-Invalides), qui devait atteindre Villetaneuse en 1983, elle ne sera peut-être jamais construite.

M. PHILIPPE POIRIER D'ORSAY VA QUITTER LE COMITÉ DES ARMATEURS

M. Philippe Poirier d'Orsay, délégué général du comité central des Armateurs de France (C.C.A.F.), quittera prochainement son poste pour être nommé au printemps prochain directeur général de CETRAGRA.

Le groupe CETRAGRA est constitué de l'association de six armateurs : la SAGA, Worms, l'Union navale, Louis Bréguet, les Charentes maritimes, pour ce qui concerne leur flotte de navires minéraliers, charbonniers, voiliers pétroliers, etc. L'association a rassemblé onze navires (dont de plus de 40 000 tonnes) au début de l'année prochaine, qui représentent un tonnage total de 1,5 million de tonnes.

La majorité des navires composant ce pool sont affectés pour des contrats de moyenne durée. Le problème essentiel pour leurs armateurs est le renouvellement de ces contrats à des prix raisonnables. Or le marché du transport de produits pétroliers en vrac est actuellement très déprimé, le niveau des frets étant comparable à celui de 1967, alors que les coûts d'exploitation ont triplé depuis cette date.

C'est, selon toute vraisemblance, M. Pierre de Mandat-Grignon, actuellement délégué adjoint, qui remplacera M. Poirier d'Orsay comme délégué général du C.C.A.F.

Faits et projets

Qualité de la vie

- LA MER NOIRE DANS LE FINISTÈRE — M. Christian Croudeau, directeur de la protection civile, est venu constater sur place, le jeudi 21 octobre, les conséquences de la marée noire dans le Finistère. « L'océan est propre, n'en est pas de même du rive de l'île de Sein et de quelques criques du continent où subsistent encore des dépôts d'hydrocarbures. » Un crédit de 1 million de francs a été mis à la disposition du préfet du Finistère pour indemniser les marins-pêcheurs qui ont participé à la lutte contre la marée noire. D'autres sommes seront débloquées si cela se révèle nécessaire. — (Corresp.)
- M. ROBERT FABRE, président du Mouvement des radicaux de gauche, député de l'Aveyron, a adressé à M. Vincent Auzanet, ministre de la qualité de la vie, une question

écrite pour attirer son attention « sur les conséquences de l'utilisation des dispersants dans la lutte contre la pollution pétrolière en mer ».

Transports

- BOYCOTTAGE DES NAVIRES BATTANT PAVILLONS DE COMPLAINANCE — Les pavillons de complaisance ont été violemment dénoncés par M. François Legain, secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats maritimes C.G.T. le 21 octobre, au Havre. La Fédération a lancé un mot d'ordre aux marins des remorqueurs des ports autonomes afin qu'ils refusent toute assistance aux bateaux battant pavillon panaméen, libérien et chypriote jusqu'au 25 octobre. Des navires ont déjà été immobilisés à Paris-Mer, à Nantes, à Saint-Malo et au Havre. Cette action a été décidée après l'échouage dans le port du Havre-Antifer du pétrolier libérien Andros-Antares, il y a huit jours.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement, il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

A PROPOS DE... LE RAPPORT GUICHARD SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Des maires plus libres mais plus responsables

Le rapport de la commission de développement des collectivités locales — ouvrage de cinq cent seize pages intitulé « Vivre ensemble » — a été remis, ce vendredi 22 octobre, au président de la République.

La constitution de cette commission — présidée par M. Olivier Guichard — avait été décidée par M. Valéry Giscard d'Estaing en novembre dernier et avait pour but de définir les obstacles de toute nature que rencontrent les efforts de décentralisation et qui ont jusqu'ici limité leur efficacité.

Les membres de la commission avaient pour tâche « d'instaurer une démocratie locale authentique appuyée sur une question claire et responsable des affaires publiques ». La commission propose, comme nous l'avons expliqué à plusieurs reprises (le Monde des 12 décembre 1975, 3 juillet, 30 septembre, 7 et 8 octobre 1976) d'accroître sensiblement les tâches, les compétences et les ressources des collectivités, notamment des communes. On sait aussi qu'elle propose la création d'une conférence nationale des institutions locales, organe régulateur destiné à faciliter le dialogue avec l'Etat.

Au chapitre des ressources — la plus importante pour tous les maires — la commission affirme qu'il faut redistribuer les assiettes fiscales pour donner aux communes, aux départements et aux régions une réelle assiette financière et une marge d'action grâce à l'impôt. En particulier les collectivités devraient disposer de « droits de tirage fiscaux » sur des assiettes modernes et évolutives.

Il faut aussi mettre un terme aux systèmes d'aides « octroyées » par l'Etat qui ne font qu'entretenir le parasitisme régional de la tutelle. C'est pour cela que la masse des subventions de l'Etat aux collectivités devrait être versée sous forme d'une « enveloppe générale », non affectée à un emploi particulier. Ce sera le cas de la dotation générale ordinaire qui prendra le relais du versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.R.T.S.). Ce sera aussi le cas de la dotation globale d'équipement avant qu'elle ne soit elle-même fusionnée avec la dotation générale ordinaire. Ainsi pour tous travaux d'équipement dont elles seront les maîtres d'ouvrage les collectivités pourront elles-mêmes — sans attendre le bon vouloir de l'Etat — en ordonner la programmation.

Ne pas multiplier les « prédateurs »

A l'égard de la région, la commission a volontairement limité ses réflexions, craignant qu'on ne démantèle les attributions départementales ou municipales ou qu'on ne donne aux actions des établissements publics une coloration centralisatrice. Les compétences des collectivités, parce que nouvelles et contestées, seront fragiles : il ne faut donc pas multiplier les « prédateurs ». Mais elle souhaite que quatre domaines nouveaux soient ouverts à l'action régionale : la culture, le tourisme, les transports et la création d'activités économiques.

Enfin, la commission Guichard recommande de créer une conférence nationale des institutions locales, qui sera l'interlocuteur permanent de l'Etat. Son rôle doit dépasser celui d'un simple syndicat ou association de défense. Composée d'élus locaux, de parlementaires, de fonctionnaires, de représentants des personnels locaux et de personnalités qualifiées, la conférence veillera à la « marche » de la réforme et aura des responsabilités importantes en matière de finances et de personnel communal.

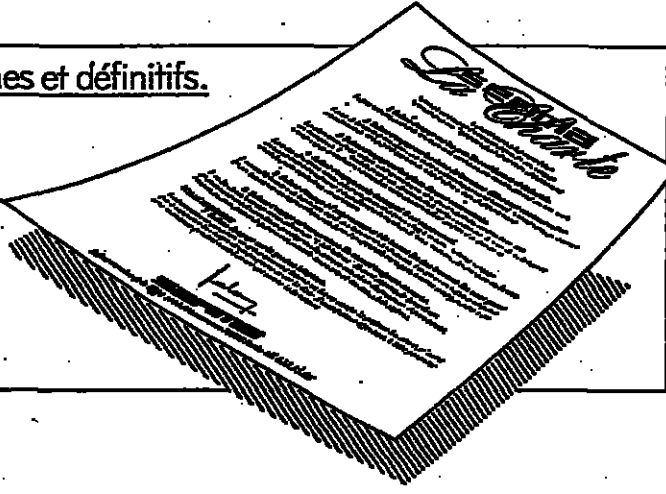
Le rapport Guichard est riche de propositions très intéressantes. Sa cohérence est rigoureuse. Il faut maintenant que le débat public qui va s'ouvrir — que pensent les maires, le ministre de l'Intérieur, l'Elysée et l'opposition ? — permette à cette construction intellectuelle de devenir un projet politique.

HALTE AUX PETITS PRIX QUI MONTENT, QUI MONTENT.

1. Sefima s'engage sur les prix. Ils sont fermes et définitifs.

Le prix fixé sur le contrat de réservation ne subira aucune modification d'aucune sorte.

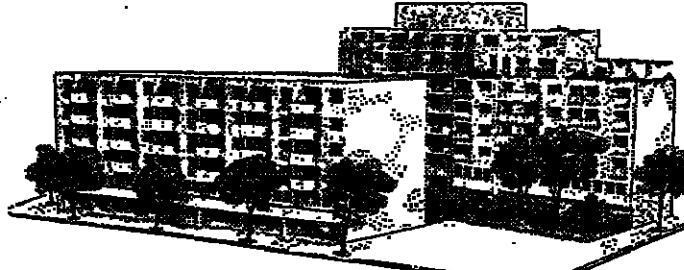
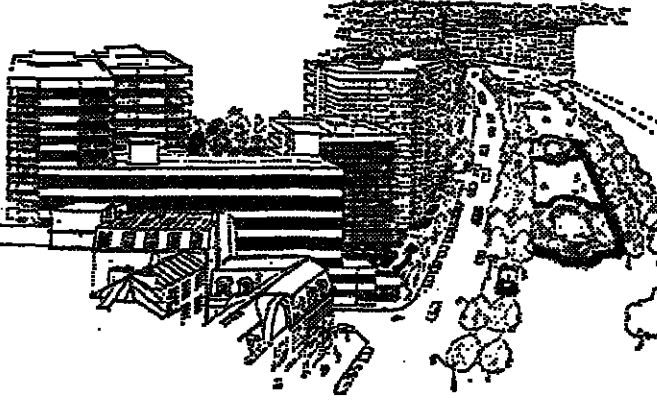
Entre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement est une des choses les plus importantes de la vie de chacun. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre achat immobilier.



Ces quatre programmes se situent dans Paris, aux meilleurs rapports qualité/prix de leur quartier.

- Pajol n° 3.**
70 rue Philippe-de-Girard, 75018 Paris.
2 immeubles autour d'un jardin. Plans particulièrement bien étudiés. Du studio au 4 pièces. Avec balcon. Cuisine équipée.
Prix moyen : 4 540 F/m². Prix fermes et définitifs.
Livraison : 3ème trimestre 1977. Renseignements : sur place les lundi, mardi, jeudi, samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h.
- Pajol n° 2.**
6/8 rue Marc-Séguin, 75018 Paris.
Moins de 4 100 F/m² dans Paris, livrable immédiatement. Renseignements : tous les jours de 14 h 30 à 18 h 30 sauf le vendredi.
- Pajol n° 1.**
14 rue de Torcy, 75018 Paris.
Un petit immeuble déjà livré dans lequel il reste quelques studios. Renseignements au 6/8 rue Marc-Séguin.

- Le Nouveau Paname - Côté Beaumarchais.**
62/66 rue Amelot, 75011 Paris.
2ème tranche d'une opération qui est une réussite architecturale et commerciale. Un des meilleurs rapports qualité/prix de Paris. Du studio au 5 pièces. Avec balcon. Cuisines entièrement équipées jusqu'au lave-vaisselle pour tous les appartements. Le coin dinoir prolongeant la cuisine.
Prix moyen : 4 900 F/m². Prix fermes et définitifs.
Livraison : 1er et 2ème trimestres 1978.
Renseignements : sur place lundi, jeudi de 10 h 30 à 17 h 30. Mardi, samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.



SEFIMA
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.
UN PROMOTEUR S'ENGAGE.

PHOTOGRAPHIE PAR M. J. L.

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« MISSOURI BREAKS » d'Arthur Penn

Des chevaux, des cavaliers, un homme que l'on pend sans procès, des plaines et des bois : *Missouri Breaks*, d'Arthur Penn, peut apparaître comme un western. Ou, du moins, comme un nouvel avatar du genre. On sait, en effet, que le western classique, qui racontait une conquête et définissait une morale, est mort depuis longtemps. Il était la chanson de geste d'un peuple dont aucune faille n'altérait la bonne conscience. Or cette bonne conscience n'est plus.

Faux western (ou anti-western), *Missouri Breaks* est donc une suite d'aventures picaresques, d'où ont complètement disparu les notions d'honneur et d'héroïsme, et qui réduit à un combat douteux entre deux personnages pareillement en marge de l'ordre établi le vieux conflit des justiciers et des outlaws.

Le premier de ces personnages appartient à une bande de voleurs de chevaux. Sorte de clochard crasseux et rigolard, n'ayant qu'un goût médiocre pour le danger, il rêve d'un grand coup (s'emparer, par exemple, des chevaux de la police montée canadienne), qui lui permettrait d'acheter un ranch et de vivre paisiblement en cultivant son jardin... Le second, qu'on surnomme le « régulateur », est un tueur à gages dont un riche propriétaire a loué les services pour qu'il le débarrasse des gredins qui en veulent à ses troupeaux. Tireur redoutable, cynique, cauteux, cruel, à moitié fou, il observe ses adversaires à la jumelle et se déguise en clergyman ou en vieille femme quand il veut les frapper.

Nous sommes loin, on le voit, des archétypes traditionnels. Et nous le sommes d'autant plus que les deux rôles sont tenus respectivement par Jack Nicholson et Marlon Brando, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne sont pas des acteurs discrets. De fait, le film donne lieu à une formidable (et parfois réjouissante) numérotation de cabotage de la part de l'un et de l'autre, Nicholson retrouvant pour jouer les « anarchos » du Far-West les grimaces, les clins

d'œil, les rires sardoniques, qui firent son succès dans *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, et Brando flageolant avec volupté sa silhouette de satrape grassouillet, de tueur sadiques trop sûr de son impunité. Le sommet du film est sans doute la séquence au cours de laquelle Nicholson, venu pour tuer Brando, le trouve plongé dans un bain de mousse et ne peut se résoudre à tirer sur cette chair flasque et nue.

Il y a d'autres moments savoureux dans le film, tel celui où la fille du riche propriétaire déboulonne son corsege et tranquillement propose l'amour au voleur, de chevaux. Là encore Arthur Penn sort des sentiers battus en substituant à la virginité robuste et certaine des westerns de jadis cette jeune contestataire, libre de corps et de sentiments, qui pour faire ses frasques choisit le camp des hors-la-loi.

La forte personnalité d'Arthur Penn, son imagination, son goût de la fantaisie et de l'humour, font de *Missouri Breaks* un récit débridé, une chronique paresseuse que l'auteur mène à sa guise, en improvisant, tout au long du chemin, les digressions et les parenthèses. Cette liberté d'allure est souvent séduisante. Mais elle a son revers. L'éclatement délégué de l'intrigue, la dissémination des scènes réelles dans un magma d'épisodes secondaires, la complaisance avec laquelle Nicholson et Brando composent leurs personnages, l'outrance de leur jeu, leurs facéties, leurs bavardages, créent à la longue une impression de lenteur, de lourdeur, de gratuité, qui met à mal notre patience. Bref, on s'ennuie un peu à suivre les péripéties de ce duel minable. Et, s'il est évident que le réalisateur et les interprètes se sont beaucoup amusés à tourner *Missouri Breaks*, nous n'apprécions pas, nous spectateurs, à voir le film qu'un plaisir mitigé.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Elysées-Cinéma, Guinée, Dragon (v.o.) ; Émirage, Haider, Mazarville, Napoléon, Montparnasse-Pothé, U.G.C. - Gobelines, Odeon - Pathé, Gaumont - Convention, les Nations (v.f.).

MERCREDI

SARTRE
par lui-même

un film réalisé par Alexandre Astruc et Michel Contat

Théâtre

« IRÈNE OU LA RÉSURRECTION »

de Clavel, d'après Ibsen

Un sculpteur plus très frais (qui de toute sa vie n'a créé qu'une statue), rêvant un peu perché d'un tour de monde accompli avec une épouse jeune et gourmande la nuit, va prendre quelques jours de repos dans un hôtel norvégien. Pendant qu'un faux chasseur d'ours enlève la jeune épouse, le sculpteur voit apparaître l'ex-modèle de l'unique statue, devenue pensionnaire d'un asile de fous. Ils gravitent ensemble les petites d'une belle aventure spirituelle. Maurice Clavel a écrit là une pièce d'aventure et d'humour sur le thème de la « résurrection de la chair ».

On songe à Leconte, au *Voyage de M. Perrichon*, à *Tartarin dans les Alpes*, et cette galette d'imaginaire n'est rien au poids philosophique de l'œuvre.

Jacques Volcot à Ingénierie-

ment, pour tout décor, recopie ce paysage de ciment avec bassin qui sert de lieu de séjour aux oiseaux dans les parcs zoologiques, pour souligner l'enfermement des personnages. La pièce de Clavel inaugurait un « cycle Ibsen », Jean-Christophe Grinevald a orchestré une mise en scène fin de siècle, avec gestes et regards appuyés, et un petit climat « combat de fauves », tout cela est réussi.

Philippe Lemaire interprète le sculpteur saisi avec une juste faiblesse. Silvia Monfort, pour qui Clavel a écrit un très long rôle, est sportive, et anime au pas de course le personnage de la statue. Idéjig Stéphane (le chasseur d'ours) cause avec tapage et Céline Vassort (la jeune épouse) joue avec de longs cheveux. — M. C.

★ Nouveau Carré, 21 heures.

Musique

L'écologie électronique de David Tudor

Les échecs de la vie et les minuscules appareillages des musiciens électroniques ont à nouveau envahi le musée Galliera, où, jusqu'au 28 octobre, David Tudor et ses amis présentent chaque soir leurs œuvres, dont l'esprit est assez différent, semblé-t-il, de celui des musiciens européens. Ici, se mêlent, « les circuits et les composants sont observés comme des éléments individuels et uniques plutôt que

comme des servocanoniques et révéler leur personnalité, en relation directe avec le musicien impliqué ».

David Tudor nous invitait d'abord à une exposition d'« écologie électronique » avec Rainforest, composé pour un spectacle de Merce Cunningham. A travers les salles, de nombreux objets de bois et de métal étaient suspendus aux plafonds et reliés à des consoles où opéraient les musiciens. On baignait dans une musique électronique sifflante, apparentée aux bruits de la nature, interprétée à leur manière par des différents « instruments » : une caisse de bois, un tonneau de mazout, des cymbales, un grand cercle de fonte, une immense scie de coupe affûtée, une raquette de badminton, etc. En approchant de chacun, voire en s'installant dans les tonneaux, on entendait ainsi les mystérieuses transcriptions de la nature : cloches bourdonnantes, arpegges saphériques, crépitements frénétiques.

INSTITUT

A l'Académie française

SECONDE SÉLECTION POUR LE PRIX DU ROMAN

Aux secondes « éliminatoires » du Prix du roman de l'Académie française, qui doit être décerné le 4 novembre prochain, quatre favoris, sur les huit sélectionnés lors d'un premier vote (le Monde du 2 octobre) restent en présence. Ce sont, par ordre décroissant : Pierre Schoendoerffer, avec le *Crabe Tambour* ; Michel Henry, avec *L'Amour aux yeux fermés* ; Jean Bick, avec *Les Composites*, et François-Régis Bastide, avec *la Fantaisie du voyageur*.

En bref

Théâtre

« Isaac et la sage-femme »

Fuyant, sur la mer, l'esclavage chez les Pharaons, un juif dans son voilier, tout seul et sans poissons, meurt doucement de l'aim sans trop savoir où il est, où il a le droit d'être. Surlant — ou créant — la tradition, il discute avec Jehovah. Jehovah ne lui envoie pas de nourriture, mais une sage-femme, paillasse, il s'alarme. Elle le ramène sur terre pour négocier avec la fille du Pharaon. L'Egyptienne garde la femme et renvoie l'homme sur mer, mourir où il veut, où il peut. Pour ne plus être assourdi par les cris sinistres des mouettes, il met des coquillages sur ses oreilles et danse. Il n'entend pas les appels de la Palestinienne, qui, renonçant à la sécurité de la servitude, est venue le rejoindre à la nage. Quand il la remonte dans son filet, elle est morte.

Victor Halm — auteur et interprète avec Evelyn Iatry et Sylvie Lenoir — superpose ses problèmes d'homme pris entre deux images de femme, celle qui donne la vie, celle qui donne la mort, et ses problèmes de juif. Il le fait avec une sincérité désarmante, et en même temps avec une complaisance roublarde. Mais ses plaisanteries bousculent à peine. Les idées brèves, la parole pesante, il plâtie : vouloir évoquer la tragédie israélo-palestinienne sur le seul registre affectif est une entreprise boiteuse, par instant gênante. — C. G.

★ Théâtre de Poche, 20 h. 30.

Reprise de « Nina »

Une garçonnelle, rue Vanau. Trois personnages qui sont, par ordre d'entrée en scène, l'ami, le mari et la femme. On ne peut pas faire plus « boulevard ». Mais, en dérivant cette comédie, il y a bientôt trente ans, André Rouquin avait étoffé psychologiquement ces trois personnages composant le triangle traditionnel. La femme, Nina, c'était un caractère adapté à la personnalité exubérante d'Elvire Popesco. La pièce a vieilli normalement. Elle est datée, mais pas désuète. On s'amuse comme à un bon morceau de répertoire aux aventures de cet amant et de ce mari (grippé) qui n'auraient pas dû se rencontrer, qui restent enfermés ensemble pendant deux jours et entre lesquels Nina déploie une stratégie, une diplomatie savantes. La mise en scène de Jean-Laurent Cochet est suffisamment dynamique pour masquer les petits moments où le texte tourne un peu à vide.

Rosy Varte joue Nina, aujourd'hui, en ne s'inspirant que d'elle-même. Sous son abattage, ses décallements volubiles, passent les frissons, les émotions d'une femme assez forte sans doute pour résister même au poison, mais, au fond d'elle-même, sentimentale. Rosy Varte fait rire, mais aussi elle émeut. Louis Velle est chargé du rôle ingrat de l'amant. Il s'en tire bien, mais ici c'est le rôle du mari trompé qui est intéressant, et fouillé, et drôle. Jacques Sarcay, qui se taille un bon succès personnel, n'a donc pas de mal à tirer la couverture à lui. — J. S.

★ Théâtre des Nouveautés, 20 h. 30.

■ La Maison des Jeunes et de la Culture du Blanc-Mesnil organise le 23 octobre, à partir de 19 heures, une soirée Résistance Chilly avec le film de Reinhold et Steinhilber, « J'étais, je suis, je serai » ; « l'École », de Ricardo Iturrat, par le Théâtre de la Résistance Chilly, et la Fana, cabaret chilleen. Renseignements : tél. 931-41-35.

■ Un meeting de solidarité est organisé le 23 octobre, à la faculté des lettres de Tours, par la rédaction du P.C.F. et l'Union des étudiants communistes, à la suite du licenciement d'André Cellier, animateur du centre dramatique de Tours : Juliette Gélac, François Robert et Françoise Moreau participent à un spectacle.

■ L'UNESCO (division du développement culturel) nous prie de préciser, à la suite de l'article sur le Théâtre des Nations à Belgrade (« le Monde » du 14 octobre), que c'est l'Institut international du théâtre qui a organisé, avec son appel, l'atelier international de recherche théâtrale.

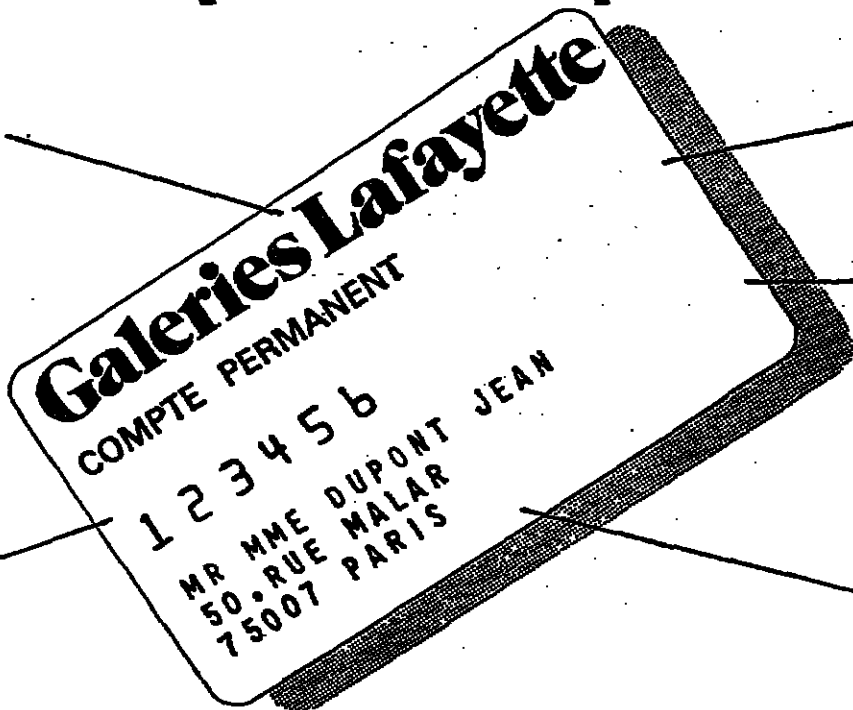
■ ERRATUM. — Dans l'article consacré à la mort de Victoria Spivey, une erreur de transmission a fait dire que la chanteuse de blues avait connu le grand succès auprès du public non américain au lieu du « public noir américain ».

10% D'ESCOMPTE

jusqu'au 4 décembre.

Des avantages exceptionnels pendant toute l'année.

Cette carte est gratuite.
Elle est délivrée dès
acceptation de votre dossier.



Payez en une seule fois
à la fin du mois, ou par mensualités,
après versement comptant légal.

Bulletin d'information
mensuel.

Livraison gratuite.

Parking gratuit le matin,
du lundi au vendredi.

Demandez notre carte avant le 21 novembre : nous vous offrons jusqu'au 4 décembre un escompte de 10% sur tous vos achats, si le total de ceux-ci atteint au moins 500 f. Exemple : un bureau en pin naturel : 580 f. Escompte 10% : 58 f. Net à payer : 522 f.

Galeries Lafayette

Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

سكنى في المنزل

Jeudi 23.10.76

ARTS ET SPECTACLES

Formes

Courbet ressuscité

Guise Courbet est mort le 31 décembre 1877. C'est donc encore un peu tôt, diriez-vous, pour célébrer ce centenaire et en nous préparer pour l'année prochaine des manifestations à la hauteur de ce colosse. La Falaise lui doit bien cette réputation. Eh bien ! considérez comme un prétexte les deux toiles insolites que la FIAC 76 (1) vient de révéler et qui devraient au moins piquer la curiosité des amateurs du maître d'Ornans.

Voici d'abord les *Casseurs de pierres*. On va se récrier : ce tableau de 1849, parcouru d'une intense pitié pour les pauvres bougres, a été, c'est connu, séquestré par le bombardement de Dresde il y a trente-deux ans. Il s'en résulte que de nombreuses reproductions et les dessins préparatoires. André Fougeron s'est ingénié à le reconstruire dans ses vraies dimensions, à partir de ces données et en étudiant la loupe la palette de Courbet, ses vers crus et le bleu de cobalt d'un petit coin de ciel. S'il ne s'agit que d'une copie d'appoint, pas d'inspiration mais seulement de l'adieu, Fougeron ne s'y serait pas trompé, encore que celle de la *Piste d'Arignon*, troquée à Villeneuve contre l'original, satisfasse pas mal de visiteurs. Profane, je ne puis qu'être frappé par la force de la représentation de deux canotiers peinant sous un soleil cruel. La seconde toile est une sorte d'hommage. Le peintre a prélevé des tableaux de Courbet, scindés de leur contexte, trois ou quatre siècles : *La Femme au bar*, *La Femme à la cage* et la planureuse baigneuse vue de dos de 1873 défilée du linage que l'autoportrait de Courbet lui a mis sur les fesses, ainsi qu'un autoportrait, nouvel exercice de « lecture » des classiques.

Déjà dans une toile de la série des *Couples*, qu'on ne peut voir qu'en Italie, Fougeron avait donné à une des amies qu'il a disposées, lui, c'est-à-dire les traits de la brune des *Dormantes*. Simple « citation » gentiment respectueuse. Comme les mains de Grünewald assistent le *Couple désemparé*. Il est bon qu'on sache que cette série, nouvelle manière du peintre, vigoureuse, agressive, violente, au seuil de l'expressionnisme, a été présentée à Rome en mars dernier et qu'elle est maintenant à la galerie « Sempino, Toninelli e Graphis Arte » à Bologne, où elle connaît la aussi un certain respect. Rien que des corps humains dépossédés, au propre et au figuré dans un espace vide. La force du trait l'emporte sur la couleur. Des couples en lutte à l'hostilité, ou ce qui est pire, du monde qui ne leur pardonne pas leur bonheur, qui ne leur pardonne pas d'être nés par leur bonheur. Ça dépasse l'allusion localisée, temporelle. Couples estuques, illusoires, ou alors mortifiés, avilis, dénués. Et les Romains, les Bolognais, en attendant les Ravennais ont pu en poursuivre l'œuvre.

(1) FIAC 76. Grand Palais, stand Toninelli. Arts Modaux.
(2) Galerie Jacques Cassagne, 26, galerie de Montparnasse, Palais-Royal.
(3) Galerie Garzler, 6, avenue Matignon.
(4) Galerie Saphirine, 22, rue de l'Odéon.

lution du visage de la femme dominatrice ou dominatrice. (*Féminin majeur*) qui devient, dans un blanc, un blanc enfin conquis, le masque de Salomé. Presque un masque du Nô japonais.

Il faut parfois s'aventurer hors des sentiers battus pour trouver du nouveau. Quelle récompense quand, dans le décor du Palais-Royal, on rencontre les dessins et les esquisses de Michel Charpentier ! (2). Petits chefs-d'œuvre féconds dans l'invention, précis dans la délicatesse, singuliers dans l'humour. Moins jeune, il eût été adopté par la famille surréaliste. Sa confusion des règnes va plus loin que le fascisme. Elle débouche dans la poésie. Les formes des coquillages le séduisent et l'inspirent, celles des coques ou des mondes se retrouvent souvent, dans *Coquilles amoureuses* par exemple. Humour, si je dis, mais un premier degré, plein de détails charmants, tel ce pêcheur à la ligne illipoudou abrité sous une feuille d'adans, ou les encadrements dessinés à la manière des vignettes romantiques (*Souvenir de la Loire*). Il y a aussi une tête de *Bacchante* d'une belle pureté de lignes.

L'expression de peinture naïve donne lieu à maints malentendus. N'en plus naïf qui veut l'être. Amédée est semblable préférable. Et, en ce qui concerne Madeleine Luka (3), son métier s'est développé au cours de sa longue carrière. Elle aime les paysages peints de fleurs blanches, rouges, jaunes, les fleurs aussi en grand format. Les petites filles modèles sœurs de Clara d'Elbeuse : oui, l'amitié qui l'a jusqu'à bout liée à Francis Jammes impose plus d'un rapprochement. Et l'importante monographie qui lui est consacrée à l'occasion de cette exposition reproduit la préface d'Elle Faure pour celle de 1930. Sur le plan proprement pictural, l'auteur de *La Vie des formes* remet les choses au point. Il loue Madeleine Luka de traduire avec amour « les sentiments simples qui sont ceux de femmes ».

Lancé dans ce domaine, je voudrais insister davantage sur l'apport d'une nouvelle venue, Ania Nicolas. Elle occupe la place d'honneur dans le *Bel Ed* (4), qui rassemble pourtant des noms aussi justement réputés que ceux de Jacqueline Benoit, Aristide Caillaud, Ghislaine Green, Danielle Petit. Cette jeune femme, qui vit désormais dans un petit village andalou à l'écart des romans, Carbonnès, s'est, elle aussi, formée toute seule, mais avec optimisme. Elle peint ce qu'elle aime, ce qu'elle a sous les yeux : les montagnes, le vent, les maisons, les paysages au travail et leurs animaux. Elle le peint bien, solidement, avec toute la fraîcheur de sa vision. Un charme prenant émane de ses toiles ensoleillées, où toujours est posé le ton juste. Ania Nicolas ne quinquante d'ailleurs pas d'autre approbation que celle de ses voisins et amis, aussi simples et vrais qu'elle-même.

JEAN-MARIE DUNOYER.

maison des cultures
et de la culture
THEATRE DE COLOMBES
13 rue du Palais-Royal, 52, Colombes
direction : Jean-Louis Baudry

Vendredi 23 octobre à 20 h. 30
NEGRO SPIRITUAL
GOSPEL SONG

Dimanche 25 octobre à 20 h. 30
BALLET FELIX BLASKA
JAZZ/STAVINSKI/LE FOU
D'ELSA DE L. ARAGON

Mardi 2 novembre à 20 h. 30
BALLET-THEATRE
JOSEPH RUSSILLO
Le Requiem de Gabriel Fauré.
Renseignements et location 782-42-70

Eglise Saint-Séverin, 21 h.
Mercredi 27 octobre
DERNIER CONCERT
CYCLES ROMANTIQUES
par le quatuor

VIA NOVA
Mouillière - Navas
Schubert - Paganini
Schubert - Schumann - Brahms
Loc. Durand, 209-21-76.
Lib. Saint-Séverin, 633-61-77.

CONCERTS COLONNE

BEETHOVEN
3^e et 7^e Symphonies

PIERRE D'ERVAUX

Dimanche 24 octobre à 15 h.
SALLE GAYEAU
Location : 13, rue de Tocqueville
Tél. : 524-18-03.

SEUL A PARIS LES URSULINES 033.3219.14.

"Un cinéaste au talent subtil et discret"
R. Chazal (France-soir)

Après "IL POSTO" et "LES FIANCES"
Le nouveau film d'ERMANNO OLMI

Un certain jour...
...Le jour où les valeurs bourgeoises n'ont plus de charme.

MAISON DE LA CULTURE DE NANTERRE
THEATRE DES AMANDIERS
DIRECTION : PIERRE DEBAUCHE
7 av. PABLO PICASSO 92000 NANTERRE

THEO ADAM
de l'Opéra de Berlin (R.D.A.)
interprétera des lieder de Schubert
au piano Rudolph DUNCKEL

Prix des places : acheteurs : 12 F.
Non acheteurs : 25 F.

RESERVATION : 204.18.81
PAR CORRESPONDANCE & DANS LES AGENCES

13-28 octobre
MUSIQUES USA

20-26 octobre 20 h 30
COMPOSERS
INSIDE ELECTRONICS
17 œuvres de 11 compositeurs
réalisation : David TUDOR

places 28 F et 16 F

RENSEIGNEMENTS - LOC. FNAC MONT-PARNASSE 544.70.50

MARSHMAN PATRÉ - ELYSÉES LINCOLN
QUARTIER LATIN - QUINTEVILLIÈRE - R.E.V.
IMPRIMERIE PATRÉ - MONT-PARNASSE 53 V
CLAUDE PATRÉ - MAYFAIR
BASTIEN 500 V - CAMBODIENNE
LES MAYFAIR - PLEIN ST-JACQUES V
ST-LAZARE PASQUIER

périphérie : BELLE ÉPINE PATRÉ Totals
GERARD Trévillan - THYMOLE Académie
RUSSET Éditions - VELIZY 2
MULTIMEDIA PATRÉ Champigny
AUSTIN Le Bessard - ANNA Rossi
BASTIEN 537 - C21 St-Germain

Quel humour dévastateur...
voir "la dernière folie"
c'est cela mourir de rire.

JOSEPH S. PARISOP

Mel Brooks
maître du burlesque...
les gags pleuvent en rafale
...drolissime.

VOYEL CASQUA
NOUVEL OBSERVATEUR

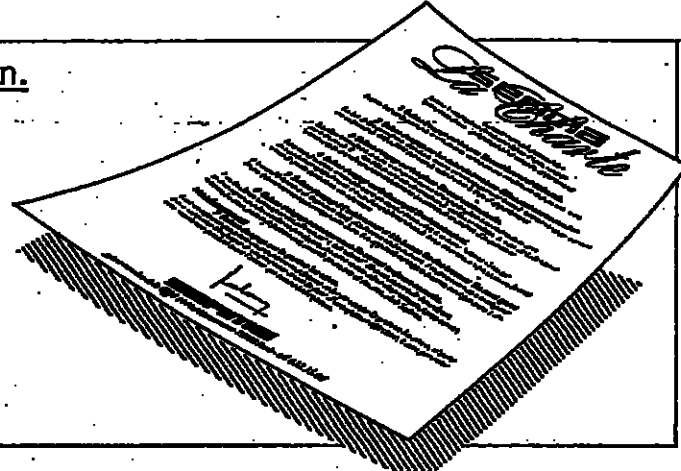
DERNIERE FOLIE
MEL BROOKS
FESTIVAL

HALTE AUX IMMEUBLES LIVRABLES A LA SAINT-GLINGLIN.

2. Sefima s'engage sur les dates de livraison. Elles sont contractuelles.

La date de livraison définie dans l'acte notarié est un engagement formel. Sefima s'engage à verser une indemnité de 50 F à 200 F par jour de retard selon le type d'appartement.

Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement est une des choses les plus importantes de la vie de chacun. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre achat immobilier.



A la fin du 2^e trimestre 1977, ces deux programmes seront totalement livrés à leurs occupants.

Au 135, rue d'Alésia.
135 rue d'Alésia, 75014 Paris.
Un immeuble de tradition dans un Paris de tradition. Plus de 50% du programme vendu pendant les 6 premiers mois.

Des studios de 26 m² avec balcon, aux 5 pièces de 118 m² avec terrasse.

Cuisines luxueusement équipées, avec robinetterie mitigeuse. Salles de bains avec faïence italienne.

Prix moyen : 5 980 F/m². Prix fermes et définitifs.

Livraison : 1^{er} et 2^e trimestres 1977.

Renseignements : lundi 11 h à 18 h. Mardi, mercredi, jeudi de 14 h à 18 h. Samedi, dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.

Antoine et Cléopâtre.
21 avenue d'Italie, 75013 Paris.
Un des immeubles les plus exceptionnels de Paris. Des loisirs sur tout le dernier étage (piscine, sauna, solarium, etc...). Des appartements tout équipés et, chez Cléopâtre, une luxueuse salle de bains avec baignoire ronde.

Chez Antoine : studios de 19 m² au 3 pièces de 79 m².

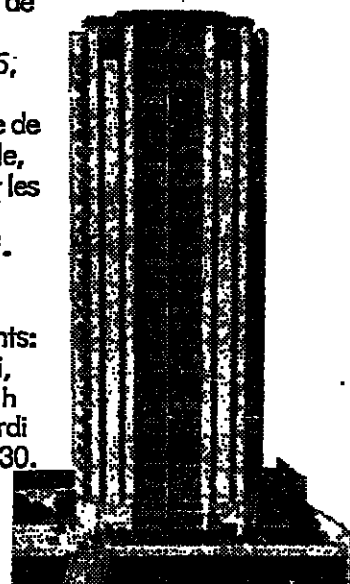
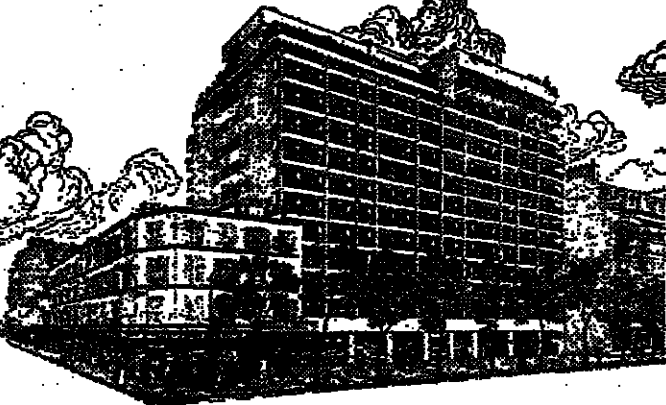
Chez Cléopâtre : des 4, 5, 6, 7 pièces de 99 à 172 m².

Une galerie commerciale de 3 000 m² au pied de l'immeuble, spécialisée dans les voyages et les loisirs.

Prix moyen : 5 610 F/m². Prix fermes et définitifs.

Livraison : 1^{er} et 2^e trimestres 1977. Renseignements : sur place lundi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30. Le mardi et dimanche de 14 h 30 à 18 h 30.

Visite de l'appartement décoré au 20^e étage, sur rendez-vous.



SEFIMA
144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.

UN PROMOTEUR S'ENGAGE.

Création en France

QUATRE A QUATRE

pièces québécoises
de Michel Garneau

mise en scène de gABRIEL GARRAN

« Un spectacle inhabituel, très attachant, qui place la condition des femmes sous un jour inédit, la part de la méditation et de la poésie est très prépondérante. »

Michel Cournot. (LE MONDE).

Théâtre de la Commune
centre dramatique national
93 AUBERVILLIERS

Réservation : 833-16-16

PUBLICIS CHAMPS ELYSÉES
PARAMOUNT OPERA - ARLEQUIN
PARAMOUNT MONT-PARNASSE
PARAMOUNT BOULEVARD
CAPRI GRANDS BOULEVARD

Le Jardin des Supplices

CHRISTIAN GION
OCTAVE MIRBEAU
PASCAL LAINE

INTERMET ALIX MONTEDE 78 ANS

BRONCO
entre Family Life et Black Moments
le film anglais qui a fait l'UNANIMITÉ DES CRITIQUES
de la presse parisienne, du Festival de Cannes et même du Musée et la Plume

Le Grand Soir
un film de François Reusser

MERCREDI

« Je t'aime passionnément », dit le poète à la révolutionnaire.

LE GRAND SOIR

un film de François Reusser

MÈRE COURAGE
Bertolt Brecht

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS
50 Bd Saint-Germain - 75006 Paris
Tél. 339.05.12

metre saint-denis basilique

هكذا في الأصل

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur de Grèce et Mme Aristide Piliavachi ont donné une réception jeudi à l'occasion de leur prochain départ.

L'ambassadeur de Roumanie et Mme Mohamed el Samanbar ont donné une réception jeudi à l'occasion de la fête nationale.

Naissances

M. Gilles Fauré et Mme, née Claire-Annie Sagui, sont heureux de faire part de la naissance, le 7 octobre 1976, de leur fille Anne-Jessica, 7, rue d'Anvers, 75015 Paris.

Monique et Jean-Renaud Vidal parents de Valérie la joie d'annoncer la naissance de Thibault, le 14 octobre 1976, 19 bis, boulevard E.-Zola, 14e.

Maria-Dominique et Pierre Levesque-Jacquet ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent, à Orléans, le 7 octobre.

Mariages

M. et Mme Mawassi-Abalo Roumaïcal, M. et Mme Bismah Yimoussa-Norbert, ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants

Kokos Célestine et Mansourou Antoine, et du baptême de leur petite-fille Chérisse-Cécile, qui seront célébrés le samedi 23 octobre 1976, à 15 heures, en l'église de Neuilly-sur-Seine (92).

10, place de la Gare, 92550 Neuilly-sur-Seine (Togo), 5, rue de Marseille, 10505 (Togo).

Décès

Mgr ROMARY

Nous apprenons la mort, le 21 octobre, de

Mgr Jean ROMARY, évêque auxiliaire de Paris. Ses obsèques se dérouleront le 22 octobre, à 10 h 30, à Notre-Dame, sous la présidence du cardinal Marty.

(Né en 1920 à Villy-sur-Seine, l'abbé Romary était diplômé de l'Institut d'é-

des politiques et licencié en droit civil. Entré au séminaire Saint-Sulpice en 1937, il fut ordonné en 1937. Envoyé deux ans à Rome, où il reçut son doctorat en théologie, il fut successivement vicaire et missionnaire du travail à Drancy (il était le même temps vicaire général de la JOC et de l'ACFO), professeur de théologie dogmatique au séminaire Saint-Sulpice, responsable de la formation permanente des jeunes prêtres et directeur du centre des vocations pour le diocèse de Paris, curé de Saint-Lambert de Vincennes, doyen du quinzième arrondissement, vicaire général du diocèse de Paris.

Néanmoins, au 20 juillet, en même temps que le Père Georges Ghies, il était un des plus jeunes prêtres de France. En tant que professeur de séminaire et puis vicaire général du diocèse de Paris, le Père Romary était un homme d'accueil et de contacts dont la rigueur intellectuelle — il était un théologien sérieux — s'unissait à la chaleur humaine et à la sensibilité.

Lorsqu'il reçut le sacrement des malades, le 26 septembre, il choisit lui-même le texte de l'évangile selon saint Jean : « Si le grain de blé qui tombe en terre ne meurt pas, il reste seul. S'il meurt, il porte beaucoup de fruits. »

On nous prie d'annoncer la mort de

Mme Adolphe BÉCHOT, née Marie-Henriette, le 18 octobre, dans sa quatre-vingt-huitième année.

De la part du docteur et Mme Claude Bréchet et leurs enfants, de M. et Mme Yves Panhard et leurs enfants, de Mlle Madeleine Monnier.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Sulpice, le 21 octobre, dans l'intimité.

30, rue Gay-Lussac, 75006 Paris, 7, rue François-Ier, 75008 Paris.

M. et Mme Raymond Jabra et leurs enfants, Claude, Philippe et Bernard, ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère

M. Michel JABRA, tombé au champ d'honneur, le 29 septembre 1976, dans sa vingt-troisième année, à Ba-El-Meraj (Liban).

Une messe sera célébrée à son inhumation le lundi 23 octobre, à 17 h 30, en l'église Notre-Dame du Liban, 17, rue d'Alger, Paris (97).

34, avenue George-V, 75008 Paris.

On nous prie d'annoncer la mort de

M. Léon LIPSCHUTZ, survenu le 18 octobre 1976, à Aix-en-Provence.

De la part de Mme Léon Lipschut, Mme Marguerite Lipschut, et des familles Falmher, Spira et Lipson.

Saint-Fruct - en - Jarez (Loire), Grange-sur-Vologne (Vosges), M. Daniel Perrier.

Le comte et la comtesse S. de Chavron-Villotte, Le docteur et Mme Jean Solas, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme André Perrier et leurs enfants.

Mme André Thomas, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Daniel FERRIER, née Marie-Louise Ferry, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le mardi 19 octobre, en l'église de Saint-Fruct - en - Jarez, suivies de l'inhumation, le mercredi 20 octobre, dans le cimetière de famille, après une absoute, à 14 h 30, en l'église de Grange-sur-Vologne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme René Vientot, M. et Mme Jean-Raymond Seyer, et la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme André PIERRE-VIENTOT, maître de Bocor, ancien secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, ancien député des Ardennes.

survenu le 20 octobre, dans sa soixante-quinzième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 octobre au cimetière de Chocques (Ardennes), à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part. [La biographie de Mme Pierre-Vientot a paru dans le Monde du 21 octobre.]

Remerciements

Mme Victor Baranes et ses enfants, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de leur très cher et regretté

Victor Baranes, prient tous ceux qui se sont associés à leur profonde douleur de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

Les prières de huitaine auront lieu le dimanche 24 octobre, à partir de 17 h 15, au domicile du défunt, 2 bis, avenue du Stade-de-Coubertin, 92100 Boulogne.

Anniversaires

Anniversaire Drache de l'An. Les familles Zerah, Haggiage, parents et amis, font part des prières et du Drache de l'année de leur chère et regrettée

Mme Mathilde ZERAH, née Haggiage, qui auront lieu le samedi 23 octobre 1976, à 12 heures précises, à la syn-

agogue de Vincennes, 30, rue Céline-Robert, Vincennes (métro Saint-Mandé).

Messes anniversaires

Pour la sixième anniversaire de la mort de SAMSON-FRANÇOIS, une messe sera célébrée le dimanche 24 octobre, à 12 heures, en l'église Saint-Roch, rue Saint-Hippolyte.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui se souviennent de Mme Ludovic DAVID, née Marie-Cécile Ledoux, rappelée à Dieu le 23 octobre 1971.

Le SCHWEPPES Bitter Lemon : c'est sa pulpe qui est rafraîchissante.

LISTE DE MARIAGE

JOAILLER ORFÈVRE HORLOGER

LOISEAU AYCARDI

3, rue de la Harpe, PARIS 5

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parlons des nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 aéroports d'Air Inter, 18 relions tous les jours (en semaine) PARIS à TOULOUSE dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ TOULOUSE 18 liaisons quotidiennes (départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 592.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA REDUCTION "3° AGE"

Votre compagne a 60 ans, vous en avez 65 : vous êtes disponibles et heureux de voyager par le plus confortable et le plus rapide des moyens de transport.

Air Inter vous fait bénéficier tous deux d'une réduction de 25 % sur ses vols blancs et bleus. Renseignez-vous.

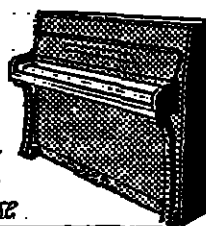
Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 592.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

PIANOS LABROUSSE

41, bd des Batignolles (17e) 387-80-24 33, rue de Brühl (4e) 272-51-24 221, rue Saint-Henri (5e) 622-13-03 181, av. de Saint-Jacques (14e) 590-09-00

vous proposent aussi les pianos RAMEAU berlioz de la tradition française



PHILIPPE MALIGE

"REDECouvrez LE BILLARD"

«Régulariser ce bon et relaxant jeu, vous procure une bonne documentation sur les billards que j'ai créés pour que vous puissiez redécouvrir, chez vous, les plaisirs de ce jeu passionnant»

Ciblez, Nom, Prénom, Adresse, Téléphone, Ville, Pays



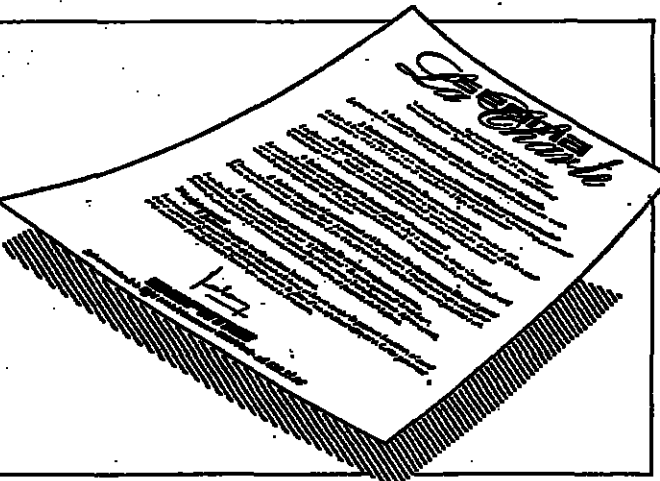
STARK and SONS tailors 16, RUE DE LA PAIX - 1^{er} ETAGE COLLECTION NOUVELLE Costumes, pardessus Grande mesure et prêt à porter

HALTE AUX ATTRAPE-INVESTISSEURS.

4. Sefima s'engage sur la gestion locative.

Tout investisseur qui achète un appartement à Sefima et lui en confie la gestion locative n'aura pas à supporter les charges de co-propriété avant la date d'occupation effective. Cette garantie sera maintenue pendant toute l'année qui suivra la livraison.

Etre Constructeur-Promoteur depuis 15 ans, c'est être conscient que l'achat d'un appartement, pour un investisseur, doit garantir la qualité d'un produit et surtout un service complet de gestion. C'est pourquoi Sefima a établi la Charte. Pour garantir votre investissement immobilier.



Une preuve de la confiance que nous avons en nos produits. Nous mettons à la disposition de tout acquéreur d'un appartement l'ensemble des services Sefima, au niveau du conseil financier et fiscal, de la location, de l'administration et, si c'est nécessaire, de la revente de son patrimoine. Voici nos conseils.

Pajol 1 et Pajol 2.

6/8 rue Marc-Seguin, 75018 Paris. Deux petits immeubles livrables immédiatement. Certains appartements sont déjà loués. Studio, 20 m², au 4ème étage, exposition Sud: 104 500 F. Studio, 36 m², au 6ème étage, exposition Sud/Est: 160 400 F. 2 pièces, 43 m², au 4ème étage: 173 600 F.

Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, 75013 Paris. Immeuble de grand standing, à 100 m de la Place d'Italie qui vous offre piscine, sauna, solarium. 2 pièces tout équipé, 44 m², au 12ème étage: 258 000 F. Studio tout équipé, 23 m², au 20ème étage: 153 000 F.

Pajol 3.

27 rue Pajol, 75018 Paris. Deux petits immeubles autour d'un jardin. Studio, 28 m², au 5ème étage: 138 800 F. 3 pièces, 67 m², au 4ème étage: 309 500 F. 2 pièces, 46 m², au 4ème étage: 206 600 F.

Le Nouveau Paname - Côté Beaumarchais.

62/66 rue Amelot, 75011 Paris. La deuxième tranche de Paname qui est une réussite. 4 pièces, 84 m², au 3ème étage: 391 600 F. Studio, 31 m², au 5ème étage: 158 800 F. 2 pièces, 53 m², au 1er étage sur jardin avec terrasse de 44 m², exposition Sud: 266 100 F.

Le Privé.

94 rue d'Aguesseau à Boulogne. Petit immeuble résidentiel, près du Bois de Boulogne. 2 pièces, 44 m², au 5ème étage: 242 500 F.

La Dhuis.

16/18 rue de la Dhuis, 75020 Paris. Construit dans le quartier de la Campagne de Paris. 2 pièces, 39 m², au 3ème étage: 207 700 F. Studio, 28 m², au 1er étage: 150 200 F.

Nos clients de Province peuvent nous appeler en P.C.V. et, s'ils le souhaitent, recevoir chez eux l'un de nos conseillers.

SEFIMA

144 Boulevard Haussmann - 75008 Paris. Tél. 622.35.05.

UN PROMOTEUR S'ENGAGE.

www.sefima.com

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Pizzardo encadrée" 2 col. et +	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,83
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Pizzardo encadrée"	28,00	32,88
Double insertion	34,00	39,70
"Pizzardo encadrée"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	48,70
	28,00	32,88



emploi/régionaux

GROUPE INDUSTRIEL DIVERSIFIÉ

en expansion constante
à forte vocation exportatrice,
localisé dans une région touristique
DE L'EST DE LA FRANCE
recherche

LE DIRECTEUR TECHNIQUE

de sa division
CHAUDRONNERIE

- Ingénieur A. et M. ou similaire ;
- Quelques années d'expérience de la chaudronnerie (double de préférence) ;
- Connaissance de l'allemand appréciée ;
- APPOINTEMENTS ÉLEVÉS ;
- Facilité de logement.

Adresser candidatures à
SAVE
75008 PARIS.

CONSEILS FISCAUX

sont recherchés par important Cabinet, br. région :
BOURGOGNE, CHAMPAGNE, LORRAINE,
EVREUX, LILLE, TOURCOING.

Sens des contacts humains, goût du travail en
équipe indispensables.

Situation rémunératrice, stable et d'avenir.

Discretion assurée

Ecrire sous le n° 81.659 à CONTESSE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

de l'Université de Caen

TROIS CHERCHEURS

Haut niveau ;

Maîtrise des sciences économiques, option éco. génér. ;

Bonne formation mathématique.

Trav. à plein temps (nov. 1976-août 1977) pour recherche sur contrats.

Ad. C.V. env. avant le 30 oct. à l'Institut d'Administration des Entreprises, Université de Caen, Campus de la Paix, 14032 CAEN CEDEX.

Recherche Agents commerciaux bien introduits pour diffusion produits second œuvre de grandes marques - revêtement céramiques, sanitaire, robinetterie. Clientèle existante pouvant être développée.

Ecr. n° 7781 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

Groupe de Compagnies d'Assurances

recherche des candidats pour postes région. d'INSPECTEUR

TECHNICO-COMMERCE

Goût des contacts et de la vente. Formation assurée.

Ecr. n° 7780 à Le Monde + Pub. 5, r. des Italiens, 75007 Paris-6.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS

JURIDIQUES et FISCAUX

recherche pour région

NORD DE LA FRANCE

CONSEILLER FISCAL

SITUATION CADRE ASSURÉE

Ecr. n° 79471 à M. Régis-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PETITE MÉCANIQUE DE PRÉCISION
1.000 personnes. Proche banlieue Ouest
recherche

INGÉNIEUR

A.M. ou équivalent

sous l'autorité du Directeur de fabrication

Le candidat devra :

- Être âgé de 30 ans minimum.

- Avoir quelques années d'expérience industrielle dans la conception des méthodes de production de pièces mécaniques en moyennes et petites séries.

Ecrire et parler l'anglais courant.

Ad. C.V. dat. photo et prêt sous numéro 81.659, Contesse P. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

SIX CONSTRUCT INTERNATIONAL, Belgium

engage

TOPOGRAPHES

pour chantiers industriels en IRAQ

Termes de six mois.

Veuillez vous adresser à Mme HADNAUT, Services du Personnel, Outremers, 3, avenue Galvée, 1359 BRUXELLES.

CENTRE DE DOCUMENTATION

recherche

INGÉNIEURS MÉDECINS PHARMACIENS ou TITULAIRES

MAÎTRISE toutes disciplines scientifiques et techniques.

Connaissent russe, allemand ou anglais pour travaux d'analyse à domicile de publications scientifiques.

Ad. C.V. manusc. à C.N.R.S., Bureau 217 - 20, rue Bover, 75017 Paris Cedex 20

Ets Financier de Versailles rech. pour service prêt cautions ou licenciés en droit, de 25 à 35 ans. S'inscrire à : 93300 Vincennes

FILIALE GROUPE IMPT COURREVOY (8 minutes de Saint-Lazare)

recherche

Pour SERVICE METHODES

ANALYSTE

Technicien mécanique générale.

Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

secrétaires

STYLISTE

recherche

EXCELLENTE

SECURITAIRE

biling. anglais, même débutante.

Tél. dir. 2-45 03-45-57, vendr. 22, samedi 23, de 9 h à 12 h.

Sténodactylos

Chambre de commerce internat. recherche URGENT

STENOGRAPHE

très expér., stén. anglais et français, rattachée, 14-18 h. Envoyer C.V. à :

5, cours Albert-1^{er}, 75008 Paris.

représent. offre

REVUE TECHNIQUE renommée internationale cherche UN REPRÉSENTANT expérimenté

Libre imméd. Situation d'avenir dans un secteur riche et

possibilités. Ecrire à n° 79.422, 12, rue de l'Opéra, Paris (9^e)

représent. demande

URGENT

Représentant britannique expér. bil. anglais-français, cherche représentation vins spiritueux. M. J. Frydman, 25, rue de la Harpe, Paris (5^e).

Tél. : 730-37-22.

cours et leçons

POLYTECHNICIENS (ES) donnent cours maths + physique. Bac et prépar. Tél. 261-14-69.

MATH. Retenir par prof. exp. 25, rue de la Harpe, Paris (5^e).

Mettre au point votre anglais. Solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires adaptés. Professeur de langue maternelle. T. : 500-15-23

demandes d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL

E.S.C.P. 40 ans, PARIS

Anglais courant, ayant dirigé une petite entreprise, bonne connaissance produit industriel et grand public.

FRANCE et EXPORT

cherche

DIRECTION COMMERCIALE

ou succession progressive d'un dirigeant de P.M.E. série.

Ecrire n° 79.478 à M. REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

31 ans

ANCIEN INTERPRÈTE AMBASSADEUR

(Français, Anglais, Arabe)

DOCTEUR 3^e CYCLE

Etude Nord-Américaine

recherche situation

Journalière - Rédaction - Enseignement.

Tél. : 656-97-82 - M. TERRACHE

ASSISTANTE DE DIRECTION

Expér. 20 ans dans sect. vend.

ANGL. ITALIEN PARFAIT

Très bonne connaissance, spécialité 1960 des contacts humains.

recherche

POSTE RESPONSABILITÉ

Ecr. n° 79.473 à M. Régis-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

Femme 40 ans, Dactylo rapide, maîtrise anglaise, secrétaire, ré. Libre ssa. ch. suppl. 57-66-68

P.M.E. Pourrait ass. une Direction Adm. et Compt. en France ou à l'étranger. Coût réduit. Efficacité assurée après réorientation.

Téléph. : 739-32-25

J. F. DOCUMENTAIRE

recherche

EMPLOI sér. stable, pas partial

PUBLICITÉ

RELATIONS PUBLICS, PRESSE

Ecr. n° 79.478 à M. Régis-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e)

STENOGRAPHE

très expér., stén. anglais et français, rattachée, 14-18 h. Envoyer C.V. à :

5, cours Albert-1^{er}, 75008 Paris.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

TECHNICO-COMMERCE pour vente moteurs Diesel reconditionnés aux particuliers et moyennes entreprises. Activités sur métropole. Expér. variée et bonne aptitude aux travaux de montage, démontage, définition procédés et outillages, fabrication de composant électronique.

Av. soc. 13^e mois, rest. d'ent.

Envoyer d'urgence C.V. et prêt. SWEETS B.P. 269, 75041 Paris Cedex 19 s/réf. 356/M qui trans.

travail à domicile

Demande

Secrétaire poss. L.B.A. 400, tél. ch. tous travaux à domicile. Tél. 06, le soir au 325-61-14.

occasions

BEAUX LIVRES

Achat constant à domicile le plus haut. MER. 26-73

ACHETONS PIANOS

Dauvoil 72 bis, av. Wilson-1^{er}, WAG. 34-17 - LOCATION

autos-vente

FIAT 1200 Luxe, Paris, état. Année 72, P17, Argus : 4.000 F. Tél. : 971-65-82 - Sur : 671-67-82

R3 TS Année 76, Paris, état. Ver. n° 1, P17 : 17.000 F. Tél. : 971-65-82 - 47-67-82

CK 76 DIRAVL, Glaces télescop. rétrov. 15.000 km. Garantie totale 6 mois, P. 37.000 F. payable 48 mois leasing. M. Samier : 538-62-99

DATSON 2002

juillet 1975, 28.000 km. Voiture impeccable, garantie. Tél. : 254-11-33

DAF VARIOMATIC 44

Etat neu. Tél. : 254-11-33

R 15 TS 74

Première main. Tél. : 254-11-33

R 17, compt 24

</

150

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

Les déclarations de M. Georges Ségué

« La journée nationale de grève du 7 octobre avec la C.F.D.T. et la FEN, au mieux, mobilise des millions de salariés, soit seulement un salarié sur trois. Vous organisez d'autres journées d'action, le 23 octobre sur l'emploi, en novembre sur la Sécurité sociale. Croyez-vous que c'est la meilleure méthode d'action pour amener les pouvoirs publics et le patronat à négocier ? »

Je pense qu'on ne mesure sans doute pas encore aujourd'hui le poids que la journée du 7 octobre a eu sur la vie sociale et politique et tous les prolongements qu'elle aura. Six millions de salariés en grève c'est une des plus fortes proportions que des actions de cette nature aient jamais eues. Au plus fort du mouvement il y avait neuf millions de travailleurs en grève.

L'expérience a maintes fois prouvé que l'efficacité de telles actions n'apparaît qu'au terme de plusieurs semaines ou de plusieurs mois. La journée du 7 octobre a exprimé le rejet massif et éditorial du plan d'austérité ; de plus, elle a révélé une profonde volonté d'en finir avec les injustices de toute nature. Le 23 octobre est une nouvelle étape de l'action syndicale. Par ailleurs, nous croyons qu'il ne faut pas laisser passer le débat budgétaire à l'Assemblée nationale sans une nouvelle initiative d'action. C'est, en effet, nous nous proposons d'associer les questions de la Sécurité sociale et de la fiscalité dans un même objectif d'unité d'action dont nous discutons avec la C.F.D.T. et la FEN.

— En lisant ces deux pro-

blèmes, n'allez-vous pas faire rebondir des polémiques anciennes, avec la C.F.D.T. notamment ?

— Dans la mesure où l'on intègre des problèmes qui ont fait l'objet de longues controverses déplaçant la Sécurité sociale, quelconque famille dans une perspective de réforme démocratique de la fiscalité et de la Sécurité sociale, nous sommes tout à fait prêts à examiner les modifications du système en vigueur au mieux des intérêts des travailleurs.

— Au-delà de ces initiatives de caractère national, nous avons recommandé à nos organisations de multiplier les actions dans les entreprises et les branches professionnelles sur les revendications.

— Toute concession imposée au patronat, au gouvernement, sur les revendications, constitue une brèche dans le plan gouvernemental.

— Le 7 octobre a d'ailleurs stimulé et multiplié les actions dans les entreprises et provoqué parfois des concessions a priori d'employeurs qui voulaient éviter un conflit. Tous les patrons ne sont pas aussi disciplinés qu'on le dit aux informations du gouvernement et du C.N.P.F. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, à Dampierre-sur-Buisson (Loiret), une action conduite par la C.G.T. dans une entreprise qui construit une centrale nucléaire et qui comprend notamment mille deux cents travailleurs immigrés a abouti à des augmentations de salaires de 400 à 700 francs par mois ; dans ce cas les impératifs du plan Barre ont été sérieusement bousculés.

aussi à tous les privilèges de ce régime fondé sur l'injustice qui vivra dans un luxe insolent, dont un grand nombre n'ont aucun emploi défini, mais peuvent dépenser en une seule soirée de plaisir deux fois le salaire mensuel d'un O.S.

— Nous sommes les plus résolus des partisans de la réduction des inégalités sociales, mais là aussi il faut être clair et dépasser le simple slogan. Il y a de nombreuses causes aux inégalités sociales et certaines touchent aux conditions de travail, à la formation professionnelle, aux discriminations d'âge, de sexe, de nationalité. Mais je pense que les deux principales inégalités résident dans le niveau outrancièrement bas de la rémunération d'un grand nombre de salariés et dans un système fiscal foncièrement injuste.

— Les organisations syndicales devraient réfléchir à une campagne plus systématique contre la sous-rémunération dont sont victimes des millions de salariés qui gagnent moins de 2 000 francs par mois. J'ai rencontré au cours de mes réunions une femme de soixante-deux ans, O.S. depuis quarante ans et ne gagnant que 1 300 francs par mois. C'est une situation inadmissible. C'est là que se situe à mon sens le vrai problème de la hiérarchie.

— Enfin, je crois qu'il est absurde d'imputer aux organisations syndicales l'injustice que représentent certaines grilles hiérarchiques de salaires imposées par le patronat ou l'administration, souvent à

partir d'accords séparés et malgré l'opposition de la C.G.T. Dans presque toutes les branches, la C.G.T. lutte pour de nouvelles grilles de salaires qui revalorisent substantiellement les basses catégories sans léser les autres, étant entendu que l'ouvrier professionnel à 3 000 francs par mois ou le cadre moyen à 5 000 francs ne sont pas à nos yeux des Français qui vivent au-dessus de leurs moyens.

— Parmi l'ensemble de nos revendications, vous accordez donc la priorité au relèvement des bas salaires ?

— Pour la C.G.T., la priorité a toujours été la défense des revendications des salariés les plus exploités, donc la remise en cause d'un système de rémunérations qui consacre de telles injustices. Nous ne séparons pas ce problème des rémunérations de l'ensemble de la situation économique et sociale. Du relèvement des bas salaires participerait à la stimulation de la consommation intérieure, donc à la stimulation de l'activité économique et à la réduction du chômage. Malheureusement ni le patronat ni le gouvernement ne veulent discuter sérieusement de cette question, ni d'ailleurs des autres grands problèmes sociaux.

— Nous préférons pourtant nous consacrer à des négociations plutôt que de passer notre temps à organiser des manifestations et des grèves.

CONJONCTURE

Le ralentissement de la croissance en France est confirmé par l'INSEE

Les industriels s'attendent à une moindre hausse des prix

« La production n'augmente plus que lentement dans l'ensemble de l'industrie », estime l'INSEE, au vu des réponses que lui ont faites, en octobre, les deux mille deux cents chefs d'entreprises régulièrement interrogés lors des enquêtes de conjoncture menées par l'Institut de la statistique. « Les arrêts de commandes se sont démultipliés depuis le mois de juillet et sont à présent jugés un peu inférieurs à la normale. Ce ralentissement est surtout d'origine intérieure, puisque les commandes « étrangères » ne varient pas, restant peu garnies. Les stocks de produits finis sont stabilisés à un niveau peu élevé. »

Que va-t-il se passer ? « Les perspectives de production s'affaiblissent depuis le mois de mai, répond l'INSEE. En octobre, le climat général se dégrade nettement, et les perspectives personnelles ne correspondent plus qu'à une expansion faible. On compte un peu moins d'industriels optimistes de plus que de pessimistes ; la proportion tombait à 28 % en juin, à 14 % en juillet et à 12 % en septembre. En octobre, le nombre de ceux qui croient que leur production va augmenter ne dépasse plus que de 6 % celui des chefs d'entreprises qui s'attendent à ce qu'elle baisse. La dégradation concerne plus particulièrement les produits de base, les biens intermédiaires et les biens de consommation.

L'INSEE note toutefois un facteur « encourageant » : « L'ample et rapide inflexion des perspectives de prix : elle n'a pas encore eu de précédent dans son ampleur, elle n'en a eu dans sa rapidité qu'en 1963. »

« Des différences existent entre les secteurs de l'industrie : l'inflexion est la plus marquée dans la production de biens d'équipement ; elle est la moins prononcée dans le secteur des biens intermédiaires. »

La Banque de France estime de son côté, dans son enquête mensuelle, que « malgré les incertitudes qui affectent les prévisions, l'activité est assurée à son niveau actuel jusqu'à la fin de l'année », ce qui semble exclure une prolongation de la croissance. « Les incidences du plan Barre, ajoute-t-elle, n'apparaissent pas encore assez nettement aux chefs d'entreprise pour qu'ils se soient [déjà] départis de leur réserve. »

La Commission européenne n'a

Les conseils du « Wall Street Journal » à la France (Suite)

MEILLEURS SENTIMENTS...

Sous le titre « Meilleurs sentiments » (en français), le Wall Street Journal est revenu jeudi 21 octobre sur l'éditorial qu'il avait publié mardi 19 octobre sous le titre « Vive la gauche ».

L'important journal économique américain rappelle les commentaires faits à propos du premier éditorial par le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Philippe Lecat, et se félicite d'avoir attiré l'attention des autorités françaises. « France, maintenant que nous avons votre attention, répliquons notre message du premier éditorial : on ne guérit pas une économie malade en augmentant les impôts, écrit-il. Pour limiter un déficit, et donc faciliter un ralentissement de la croissance monétaire, il faut plutôt réduire les dépenses. »

L'éditorialiste du Wall Street Journal déclare avoir reçu un appel du Figaro, à qui il a précisé, dit-il, que le soutien du Wall Street Journal à la gauche française ne porte que sur l'opposition de cette dernière à l'augmentation des impôts. « Nous avons fait ce que nous pouvons pour la Grande-Bretagne et nous espérons être de quelque service à la France, conclut-il. Notre plus sincère espoir est que d'ici un an nous puissions transférer la croisée pour une réduction des dépenses et des impôts au Figaro et peut-être au Monde. »

SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE

Le fléchissement de l'expansion pourrait n'être que passager

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Un optimisme tempéré par une grande prudence caractérise le diagnostic de la Commission européenne dans son rapport de conjoncture. Il est, pense-t-elle, raisonnable d'espérer que le ralentissement de l'expansion, constaté depuis le printemps 1976, ne sera que passager.

Une série de facteurs « permet d'escompter la poursuite de l'essor conjoncturel » : la poussée des prix et des coûts salariaux s'est affaiblie ; la confiance des consommateurs se raffermi ; les conflits sociaux sont devenus moins aigus et la coopération entre pouvoirs publics, patrons et travailleurs commence à porter ses fruits ; la productivité et la rentabilité des entreprises se sont accrues dans de nombreux secteurs de l'industrie ; l'expansion du commerce mondial se poursuit.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de la C.E.E. devrait se situer cette année au-dessus de 5 % (à comparer à une baisse de 2,5 % en 1975). Cette prévision moyenne masque des divergences sensibles selon les Etats : 3 % au Royaume-Uni et au Luxembourg, 3,7 % aux Pays-Bas et en Belgique, 5 % en France et environ 6 % en Allemagne fédérale.

Pour 1977, la Commission prévoit, pour autant que les facteurs favo-

rables continuent d'agir, un taux de croissance moyen de 4 %. Toutefois, cette expansion « n'entraînera vraisemblablement que de faibles progrès de l'emploi ». Autre ombre au tableau, la persistance de l'inflation : « A défaut d'une action énergique des Etats membres... il est à craindre que la hausse des prix, pour l'ensemble de la C.E.E., ne soit guère inférieure en moyenne l'année prochaine au taux enregistré en 1976. Les effets de la sécheresse, pour l'agriculture, de nouvelles dépréciations monétaires et des majorations de prix à l'importation pourraient même accentuer la tendance actuelle. »

La Commission s'empresse d'indiquer que son pronostic globalement optimiste doit être accueilli avec prudence. Elle distingue deux principales raisons à « la prudence de l'expansion » : l'incertitude touchant l'évolution des investissements et les effets des plans anti-inflation.

PHILIPPE LEMAITRE.

Etre partout à la tête des luttes

— Mais n'y-a-t-il pas toujours un décalage entre l'unité d'action au sein des entreprises avec la C.F.D.T. et la FEN et les réalités dans les entreprises ? On constate dans de nombreux conflits (Général-Danier, sidérurgie Lorraine, La Houille), une modération de la C.G.T. dans l'action qui trahit avec les appels du sommet à un renforcement des luttes. Comment expliquer cette conception de masse du syndicalisme qui rejette les théories aventuristes des petites minorités agissantes. L'unité d'action a prouvé son efficacité le 7 et le 28 octobre, mais elle n'élimine pas les désaccords antérieurs.

— Par exemple, l'engagement de la FEN dans cette affaire est unilatéral, nous l'avons dit clairement à ses dirigeants, à valeur de désengagement du carcan des accords séparés et au rabais que le pouvoir et le patronat ont mis dans des buts de division des travailleurs au service de leur politique d'austérité.

— Le mérite de cette évolution revient dans une large mesure à ceux qui, au sein de la FEN, n'ont cessé de lutter sur une position unitaire contre les pratiques de collaboration de classe que consacrait la signature des contrats salariaux dans la fonction publique.

— Avec la C.F.D.T., dont le congrès a condamné le gauchisme, comme nous l'avons fait depuis longtemps, nous espérons parvenir à éliminer certaines des difficultés qui ont encore récemment compliqué les relations unitaires. Cela sera possible si nous nous en tenons fermement à l'esprit et à la lettre de notre accord d'unité d'action de juin 1974.

La C.F.D.T. et la FEN rendent public leur appel commun à la grève de vingt-quatre heures pour le 7 octobre. Après cela, il n'est pas très sérieux de vouloir accorder l'idée d'une C.G.T. timorée et d'une C.F.D.T. combative. Etre partout à l'initiative et à la tête des luttes, telle est la ligne de conduite de la C.G.T. ; elle est appliquée partout, mais nous ne saurions en prendre la responsabilité et toujours selon notre conception de masse du syndicalisme qui rejette les théories aventuristes des petites minorités agissantes. L'unité d'action a prouvé son efficacité le 7 et le 28 octobre, mais elle n'élimine pas les désaccords antérieurs.

— Par exemple, l'engagement de la FEN dans cette affaire est unilatéral, nous l'avons dit clairement à ses dirigeants, à valeur de désengagement du carcan des accords séparés et au rabais que le pouvoir et le patronat ont mis dans des buts de division des travailleurs au service de leur politique d'austérité.

— Le mérite de cette évolution revient dans une large mesure à ceux qui, au sein de la FEN, n'ont cessé de lutter sur une position unitaire contre les pratiques de collaboration de classe que consacrait la signature des contrats salariaux dans la fonction publique.

— Avec la C.F.D.T., dont le congrès a condamné le gauchisme, comme nous l'avons fait depuis longtemps, nous espérons parvenir à éliminer certaines des difficultés qui ont encore récemment compliqué les relations unitaires. Cela sera possible si nous nous en tenons fermement à l'esprit et à la lettre de notre accord d'unité d'action de juin 1974.

« M. Ceyrac et moi, nous faisons tous deux de la politique »

— Les appels répétés du patronat au plan Barre et le soutien de plus en plus net de M. Ceyrac à ceux qui luttent contre le collectivisme ne sont-ils pas vous contraindre à placer plus ouvertement l'action syndicale sur le terrain politique ? Ne croyez-vous pas que cette position serait dangereuse pour un mouvement syndical déjà très minoritaire en France et souvent accusé par les travailleurs eux-mêmes d'être trop politique ?

— Sans surestimer la valeur des sondages, les derniers ont montré que si le taux de syndicalisation en France n'est pas suffisamment élevé à notre gré, le rôle des syndicats dans la vie nationale n'est pas inférieur à celui de l'Etat ou des principaux partis politiques ; il est même supérieur à celui du patronat. Les termes « très minoritaires » ne conviennent donc pas à mon sens pour qualifier la place qu'occupent en France les mouvements syndicaux.

— Il est dans l'ordre normal des choses que M. Ceyrac soutienne le plan Barre. Bien qu'il reproche souvent aux syndicats de faire de la politique, nous ne lui renverrons pas l'accusation d'être un gricri de descendre dans l'arène politique pour y combattre le programme commun de la gauche. Sa mission est de défendre les intérêts du grand patronat. Il est logique qu'il soit hostile aux réformes économiques et sociales du

programme commun et spécialement aux nationalisations.

— De même, la mission du secrétaire général de la C.G.T. doit être de défendre les intérêts des travailleurs, il est dans l'ordre normal des choses qu'il soutienne le programme commun. Ainsi d'une certaine manière, nous faisons tous deux de la politique. M. Ceyrac celle du patronat, la C.G.T. celle des travailleurs. Permettez-moi de penser que la nôtre est plus progressive et a plus d'avenir que la sienne.

— Si la C.G.T. faisait une politique partisane, si, comme les puissances centrales syndicales allemandes et britanniques, elle entreprenait des liens organiques avec un parti politique, cela lui serait évidemment à son avantage et serait en contradiction avec ses principes d'indépendance et de démocratie syndicale.

— Entre le ralliement du syndicat à la politique d'un parti et l'apollisme stérile qui ne sert qu'à camoufler la collaboration de classe, il y a une différence de classe, qui relève d'une politique syndicale avancée et qui, pour le moment, que cela plaise ou non, prédomine même le moment de la victoire, nous la renforçons comme en témoigne le fait que la C.G.T. a enregistré trois cent cinquante mille adhésions depuis le début de l'année.

Propos recueillis par JEAN-MARIE DUPONT et JEAN-PIERRE DUMONT.

SYNDICATS

La catastrophe de Merlebach

LA DIRECTION A VIOLÉ LES RÈGLEMENTS accuse la C.G.T.

Après la catastrophe minière qui le 20 septembre a fait seize morts au puits de Merlebach, la C.G.T. a accusé la direction du bassin d'avoir « délibérément violé les règlements d'exploitation » et d'avoir bouché une conduite d'échappement qui aurait provoqué l'explosion. La C.G.T. a d'autre part mis en cause le ministre de l'Industrie et de la Recherche lui reprochant d'avoir fait passer la production avant la sécurité des hommes. Les Houillères du bassin de Lorraine a réfuté ces critiques et en affirmant que la conduite d'échappement n'avait pas été totalement fermée.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

« La C.F.D.T. et les grévistes de la faine de la Hague. — Trois jours après avoir entrepris une grève de la faine pour protester contre la « privatisation » du centre nucléaire de la Hague (le Monde du 21 octobre), les deux responsables C.F.D.T. engagés dans cette forme d'action ont été désavoués par leur syndicat. « Cette grève de la faine est une manifestation particulière de la révolte des travailleurs contre l'insécurité de la direction du C.F.A. et du pouvoir politique qui refusent d'écouter les arguments des grévistes », dit le communiqué de la section syndicale C.F.D.T. du centre de la Hague. La C.F.D.T. précise, par ailleurs, que le caractère individuel de cette protestation « ne s'inscrit pas dans les axes d'action définies collectivement depuis le début du conflit et, en conséquence, demande aux deux responsables syndicaux de bien vouloir cesser leur grève. » (Corresp.)

Le vrai problème de la hiérarchie

— Vous avez mal accueilli, semble-t-il, les propositions faites par la C.F.D.T. au mois d'août concernant la réduction des inégalités. Ne pensez-vous pas qu'une telle réduction passe aussi par une limitation des revenus de cadres supérieurs ? Quelles sont vos positions dans ce domaine ?

— L'accord d'unité d'action de juin 1974, conclu entre la C.G.T. et la C.F.D.T., répond pour l'essentiel à votre question. Les personnes qui disposent de revenus mensuels supérieurs à 13 000 F par mois sont loin des préoccupations de la masse des salariés. Ce sont souvent des chargés de pouvoir du patronat et leur comportement dans la vie sociale est, en règle générale, hostile aux travailleurs et à leurs revendications.

— Quand nous disons « il faut faire payer les riches », nous pensons certes avant tout aux monopoles, aux profits capitalistes, aux spéculateurs, mais

(U) A la C.F.D.T., on précise que trois éléments nouveaux sont intervenus entre le 22 et le 23 septembre, qui ont permis un accord entre la C.F.D.T. et la FEN. La C.F.D.T. a obtenu que la journée de grève n'ait pas lieu le 3 octobre, jour de centres parlementaires, ce qui risquait de lui donner un sens uniquement politique, mais deux jours plus tard ; le mot d'ordre n'était plus « grève de vingt-quatre heures » mais « journée nationale de grève » ; l'accord signé contenait un appel commun de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour qu'au-delà du 7 octobre s'organise une « offensive unitaire » des fédérations, réclamée par la C.F.D.T. depuis le début de septembre mais refusée jusqu'alors par la C.G.T. — (N.D.L.R.)

RESIDENCE SULLY

Quai des Carrières
94200 CHARENTON-LE-PONT
Tél. 368.54.46

VOTRE 4 PIECES EN BORDURE DE SEINE EST ENTIEREMENT TERMINEE, IL NE COUTE QUE 301.600 F PARKING COMPRIS

2^e étage, 4 pièces, 78,90 m² + loggia 2,50 m² - parc à voiture en sous-sol et cave compris : **301.600 F.** Prix ferme et non révisable

3^e étage, 4 pièces, 76,70 m² + loggia 8,60 m² - 2 parcs à voiture en sous-sol et cave compris : **318.600 F.** Prix ferme et non révisable

POUR VISITER L'APARTEMENT TEMOIN : en voiture, par la porte de Charenton ou la porte de Bercy ; en métro, ligne n° 8, Place Balard à Créteil, station Charenton-Ecoles.

Visite de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h tous les jours.

C'est une réalisation SEMIVAM avec le concours de la SACI

Demandez dès maintenant notre documentation en retournant ce bon à

CORI

254, bd St-Germain 75007 Paris
Tél. 260.38.22

Le délai pour recevoir votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom _____
Prénom _____
Profession _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____
Ville _____

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

POINT DE VUE

Vraies et fausses solutions

par PHILIPPE PONTET (*)

ACTUELLEMENT, un peu moins de la moitié des chômeurs ont moins de vingt-cinq ans. Quelle confiance peuvent-ils avoir dans une société et un système économique qui, dès le départ, les rejettent au rang de marginaux ? Faut-il s'étonner qu'ils ne voient d'avenir que dans la collectivité et entrent dans la vie professionnelle et politique « l'injure à la bouche » comme aurait dit Barrès ?

Le gouvernement n'a pourtant pas ménagé ses efforts. La majorité des jeunes sont d'ailleurs absorbés sans difficulté par le marché du travail. Mais comment donner à tous un emploi qui réponde à leur formation — ou à leur absence de formation — et à leurs aspirations ? L'opposition y réussirait-elle mieux ? On peut en douter à étudier les remèdes qu'elle préconise et qui, à bien des égards, apparaissent soit comme de fausses solutions, soit comme difficilement conciliables avec les contraintes économiques actuelles.

La première fausse solution consiste à réclamer un taux de croissance irréaliste et incompatible avec les tensions inflationnistes que nous connaissons. Certes, la crise économique est maintenant derrière nous, mais il ne faut pas entretenir l'illusion, d'une part, qu'un taux de croissance aussi considérable que celui que nous avons connu il y a quelques années est possible et, d'autre part, qu'il y aura à une condition suffisante pour assurer le plein emploi. La coexistence d'offres et de demandes d'emploi n'est satisfaisante même en période de très haute conjoncture, et tous les experts sont d'accord sur ce point, que

l'équilibre sur le marché du travail en France se pose moins en termes quantitatifs qu'en termes qualitatifs.

La seconde fausse solution consiste à créer massivement de nouveaux emplois dans les administrations. Cette proposition rencontre incontestablement un bon accueil dans l'opinion car le prestige et la sécurité des emplois administratifs sont tels que bien des Français souhaitent entrer dans l'administration. Ils sont évidemment une majorité en période d'instabilité de l'emploi.

Cette solution est donc politiquement payante, elle n'est pourtant pas honnête. Certes, l'administration doit créer des emplois nouveaux et les gouvernements de la V^e République n'ont pas hésité à le faire. Une récente étude présentée par M. Durafour, alors ministre du travail, a montré qu'au cours des vingt dernières années, la Fonction publique avait été trois fois plus créatrice d'emplois que le secteur industriel et deux fois plus que le secteur commercial.

L'administration a-t-elle réellement des besoins correspondant aux chiffres avancés par l'opposition ? Rien n'est moins démontré. Les chômeurs qu'elle recruterait auraient-ils le profil et la formation pour rendre des services dans l'administration ?

Aux P.T.T. par exemple, l'essor donné par le gouvernement au téléphone doit conduire à créer dans la seule branche des télécommunications près de huit mille emplois nouveaux par an d'ici à 1980. En créer par exemple le double ou le triple dans le seul but de supprimer des chômeurs conduirait dans l'immédiat à un coût budgétaire très important

(qui ne pourrait évidemment être supporté que par une augmentation des tarifs et par conséquent de la charge pesant sur l'usager ou le contribuable) et, pour le futur, à relâcher de nouveaux chômeurs le jour prochain où l'équilibre de l'offre et de la demande de téléphone ne justifiera plus les investissements massifs d'aujourd'hui.

Plus fondamental est de savoir quelle société nous voulons construire. Les Français qui se plaignent déjà, souvent avec raison, de l'omnipotence et de l'omniprésence de l'administration souhaitent-ils vivre dans un pays où l'essentiel de la population active serait constituée par la fonction publique (avec quelle productivité et quelle compétitivité pour notre économie ?)

Troisième fausse solution : l'abaissement de la durée du travail.

La réduction du temps de travail est certes une aspiration profonde du monde ouvrier. Elle doit donc être poursuivie et même accélérée en tenant toutefois compte du surcoût qu'entraîne pour les entreprises la diminution du temps de travail à rémunération égale. Elle doit être conduite sans détériorer leur productivité et leur compétitivité. C'est pourquoi elle ne peut être que progressive. Or seule une réduction massive de la durée du travail permettrait la création immédiate d'un nombre significatif d'emplois nouveaux. Elle n'est évidemment pas réaliste dans la conjoncture actuelle, aucun pays du Marché commun ne l'a, du reste, inscrite à son programme.

Plutôt que de recourir à ce qu'il faut bien appeler de faux remèdes, de nature à alourdir le fonctionnement de l'économie française, il existe d'autres solutions qui, elles, vont dans le sens de son renforcement.

Des emplois dans les secteurs productifs

● La création d'entreprises nouvelles.

Plutôt que d'élargir et de « fonctionnariser » les entreprises existantes pour créer des emplois nouveaux, il est préférable de mettre en œuvre une aide à la création d'entreprises nouvelles. Chaque année, trois fois plus de firmes nouvelles voient le jour aux États-Unis et deux fois plus en Allemagne et au Japon qu'en France. Il y a là un objectif fondamental de la « société de liberté et de progrès ». La liberté d'entreprise est une aspiration profonde des Français, M. Mitterrand a bien compris que, sur ce plan, il se devait de les rassurer en se faisant récemment le chantre de la liberté d'entreprise pourtant peu conciliable avec le programme commun.

C'est qu'en effet la création d'entreprises n'appartient qu'à la philosophie libérale, elle en est même un des aspects les plus progressifs. Elle remet en cause les situations acquises, elle accède à la mobilité sociale, elle redonne plus d'importance, à l'heure où trop de nos compatriotes prennent une mentalité d'assistés,

aux qualités d'initiative, de responsabilité et d'invention.

Dans cette optique, le programme d'action en faveur des P.M.E. et des nouvelles entreprises annoncé au début de l'été par M. Fourcade, M. d'Ornano et M. Barre, alors ministre du commerce extérieur, va dans le bon sens.

Dans une politique de développement du taux de natalité des entreprises françaises, une mention particulière doit être faite de l'artisanat. C'est un tort sans doute inhérent à notre âge industriel, que de l'avoir peu porté plus d'attention à la dispersion progressive du secteur artisanal, qui constitue un élément d'équilibre de l'emploi, notamment dans les régions les plus défavorisées. Une action systématique de développement de l'artisanat et de drainage des jeunes vers ce secteur n'a donc rien de rétrograde.

Il faut ajouter, pour compléter cette politique de création d'emplois, deux types d'action. Le premier concerne l'aménagement du territoire. Dans notre pays, les déséquilibres d'emplois sont largement régionalisés, et la répartition des travailleurs à la mobilité géographique — les aides actuellement prévues ne sont pas suffisantes pour les vaincre — reste une des causes principales des difficultés dans certaines régions. Le second concerne le développement de la recherche scientifique et technique, dont on ne dit jamais assez qu'il a nécessairement, à terme, les conséquences sur le niveau de l'emploi. Les technologies nouvelles comme la télé-informatique ou la télé-distribution, le développement des loisirs ou la lutte contre la pollution seront sans doute des « pourvoyeurs » d'emplois plus importants que ne le sont les charbonnages, par exemple.

● La création d'emplois liés à l'exportation et au rayonnement de la France à l'étranger.

Un très important effort d'exportation a été entrepris par les industriels français et les pouvoirs publics. Déjà, presque un travailleur sur deux doit son emploi dans l'industrie aux commandes passées à l'étranger. Il est certain, toutefois, qu'au cours des prochaines années c'est dans la conquête de nouveaux marchés et surtout dans l'accroissement du nombre des entreprises exportatrices (cinq mille à peine exportent plus de 10 % de leur chiffre d'affaires) que se trouvera un des principaux ressorts de la création d'emplois en France.

A cela doit s'ajouter la création d'emplois à l'étranger pour de jeunes Français dans les implantations industrielles ou commerciales que nous devons développer. Là aussi, les possibilités sont considérables, car le retard est grand, et son rattrapage conditionne notre compétitivité internationale. A peine un million de Français vivent et travaillent pour la France à l'étranger, chiffre sans commune mesure avec celui des Allemands, des Italiens ou des Japonais qui contribuent au développement de leur industrie et de leur commerce dans le monde.

La vie à l'étranger, c'est l'aventure moderne pour un jeune Français ; il y a là des services considérables à rendre à notre pays en même temps qu'un potentiel d'emplois important. Le gouvernement a tout récemment

pris une série de mesures pour faciliter, sur le plan de leur protection sociale ou de la scolarisation de leurs enfants, par exemple, la vie des Français à l'étranger ; il faut s'en féliciter, car leur nombre doit et peut s'accroître considérablement sans constituer, bien au contraire, un appauvrissement pour notre pays.

● Une formation et une orientation mieux adaptées.

Sauf à mettre en place, comme dans les pays collectivistes, une organisation du marché du travail qui ne tiennne que très accessoirement compte du souhait de chacun des individus, un système — et c'est bien celui que le président de la République veut préserver — qui place avant toute chose l'aspiration individuelle et la liberté de chacun de choisir son métier, conduit inévitablement à un marché du travail où coexistent le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs, le refus d'exercer certains métiers et l'embouteillage dans d'autres professions.

Deux actions indispensables

Mme Veil soulignait récemment son inquiétude devant le nombre, bientôt pléthorique, de candidats médecins ; les compagnies aériennes hésitent de plus en plus à prendre la responsabilité de former les candidats pilotes de ligne qui se présentent à leur porte. Peut-on raisonnablement penser que le marché du travail absorbera dans leur spécialité tous les jeunes qui étudient actuellement la sociologie, la psychologie, l'histoire de l'art, les lettres ou même le droit ? Peut-on continuer à délivrer deux fois plus de G.A.P. qu'il n'y a d'emplois disponibles dans certains secteurs (textile, habillement) mais cinq fois moins dans d'autres secteurs (mécanographie, électronique) ?

Alors que celle-ci est inévitable, c'est donc manquer de courage et d'honnêteté que de dénoncer auprès de notre jeunesse l'absence de débouchés dans certains secteurs et de refuser toute orientation et toute éducation.

Il faudrait également mieux adapter nos enseignements aux besoins immédiats et surtout prévisibles du marché du travail. C'est là une question de bon sens, qui se heurte pourtant, dès que des mesures concrètes sont arrêtées, à des oppositions systématiques et à une critique basement démagogique accusant le gouvernement de vouloir lier la formation des jeunes Français aux seuls besoins des trusts capitalistes.

Enfin, et surtout, le problème de l'emploi des jeunes ne sera pas bien réglé en France tant que trop d'entre eux penseront pouvoir aborder la vie active sans aucune qualification professionnelle, ou manifesteront une désaffection marquée pour les travaux manuels et pour l'enseignement technique, qui débouchent pourtant sur les filières où la demande de main-d'œuvre est la plus grande.

Mais ce sont les jeunes les plus défavorisés par la naissance qui sont aussi ceux qui arrivent sur le marché de l'emploi sans formation. Une mesure importante pour instaurer une meilleure égalité des chances consisterait à substituer aux bourses, souvent insuffisantes, un véritable salaire étudiant pour les jeunes faibles de familles aux revenus inférieurs à un certain plafond. Selon le même cri-

tère, une allocation de recherche d'un premier emploi pourrait être versée aux jeunes les plus défavorisés pendant six mois afin d'éviter qu'ils n'acceptent des emplois au rabais pendant que d'autres pourraient attendre de trouver un « point de chute » plus conforme à leurs aspirations.

● La revalorisation du travail manuel.

La revalorisation de l'enseignement technique et la revalorisation du travail manuel sont deux actions indispensables pour l'emploi des jeunes que l'opposition évoque bien peu souvent.

La première a été un échec jusqu'à présent. Ce dossier doit donc être repris. La seconde est l'une des tâches primordiales que s'est assignées le président de la République. La revalorisation du travail manuel passe d'abord — et ne nous cachons pas : les difficultés que cela posera aux petites entreprises de main-d'œuvre — par une revalorisation significative du salaire des travailleurs manuels.

Œuvre de justice, le reclassement des rémunérations est également un élément très important d'un meilleur équilibre du marché de l'emploi. Certaines professions ou certains emplois sont à l'heure actuelle incontestablement sur-rémunérés par rapport à d'autres, ou même plus simplement par rapport aux responsabilités ou aux risques réels qu'ils impliquent, tandis que d'autres sont traditionnellement sous-rémunérés, et donc naturellement désertés par le main-d'œuvre disponible. N. nous cachons pas qu'un rééquilibrage des rémunérations est complexe à réaliser dans une société qui veut rester libérale. L'opposition elle-même, qui l'appelle souvent de ses vœux, sans en évoquer les moyens, pourrait-elle utiliser la diatribe des salaires employés dans les pays collectivistes ?

Un reclassement des rémunérations doit par ailleurs, pour être juste, aller de pair avec celui des revenus autres que salariaux qui doivent par conséquent être mieux connus. La difficulté d'une telle tâche ne doit pas être prétexte à différer la revalorisation du travail manuel.

Le gouvernement envisage de faire négocier un calendrier de revalorisation dans chaque branche industrielle qui permettra d'atteindre l'objectif d'une telle tâche ne doit pas être prétexte à différer la revalorisation du travail manuel.

Tels sont les principaux axes d'une politique visant à résoudre le problème de l'emploi des jeunes en France. Tous impliquent l'effort, car il n'existe dans ce domaine aucun remède miracle, et ce n'est par conséquent — l'affaire Lip l'a bien montré — pas en descendant dans la rue que l'on fait le plein emploi.

(*) Secrétaire général de la Fédération nationale des clubs Perspectives - Réalités.

HAUTE SAVOIE - Bonneville
A 20 km de Genève,
au pied de toutes les grandes stations
de sports d'hiver.



En construction, la
Résidence Plein Soleil
Des appartements (1 à 4 pièces)
de grand standing, remarquablement bien
exposés dans un quartier très résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DÉFINITIFS
A MOINS DE 3.000 F LE M2. CRÉDIT 80 A 100 %

SOGEPARANCE 13, bd de Courcelles 75008 Paris - tel. 522.27.50
32, rue Chateaubriant 69400 Côme - tel. 04.78.35.50.50
sur place: Agence Alpine - Place de l'Hôtel de Ville 74138 Bonneville - Tél. 04.77.22.23

Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation
gratuite, en couleurs.

nom
adresse
tel.

SALON BRICOLAGE ET DECORATION PRATIQUE
du 31 Octobre au 14 Novembre à la Défense de 10h à 20h



Le Salon Bricolage et Décoration Pratique s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à leur intérieur, qui pensent à des améliorations ou à des embellissements.

Car le Salon Bricolage et Décoration Pratique est l'occasion unique de s'informer, de voir, de comparer les matériaux, les matériaux, les prix et les techniques présentés par leurs fabricants.

Vous y trouverez aussi les conseils de techniciens dans tous les domaines de l'habitat:

- Revêtement de sol et mural
- Aménagement Décoration
- Éléments de rangement
- Isolation
- Sécurité
- Outillage, etc.

Tout ce qu'il faut pour mieux vivre dans votre intérieur.

Mais le Salon s'adresse aussi à ceux et celles pour qui les loisirs sont l'occasion d'exercer une activité manuelle et artistique. Les Sections "Arts de loisirs" et "Artisanat d'Art" attendent tous ceux et celles que tentent la reliure, le tissage, la céramique, la poterie, etc. Et pour la première fois cette année des activités comme le maquettisme - modélisme ou le développement photographique seront présentées.

La aussi le Salon est l'occasion unique de s'informer, de comparer, de s'initier, de découvrir, pour mieux vivre dans votre intérieur.

Les événements 76: installations de chauffage, la maison sous le toit, construction d'une maison en kit. Et spécialement pour vous Mesdames: Les "Arts de l'Aiguille".

(Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h)

150 000 000

Journal de l'ISD

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Quand le scandale devient routine

Le chômage des jeunes ferait-il à ce point partie du paysage économique qu'il rétonne plus personne ? C'est en tout cas avec sang-froid que les spécialistes de l'emploi ont accueilli les derniers statistiques du ministère du travail : sur les 955 400 demandeurs recensés en septembre, 442 000, soit 46 %, sont âgés de moins de vingt-cinq ans. Un chiffre banal, serait-on tenté d'écrire, puisque c'est traditionnellement à cette époque qu'une partie des jeunes gens, sortis au début de l'été de l'enseignement, viennent s'ajouter aux demandeurs d'emploi plus anciens. Un chiffre comparable, en tout cas, à celui de l'année dernière. Le scandale deviendrait-il routine ?

Sur ces 442 000 chômeurs, 186 700 se lancent pour la première fois sur le « marché » du travail. C'est donc chaque année près du quart d'une génération qui débute à l'entrée de la vie active (1). Une situation dont, l'habitude aidant, on a un peu tendance à perdre de vue les conséquences économiques, sociales — mais aussi psychologiques — désastreuses.

D'où vient le mal ? De l'école — « ce péché, ce gâchis » — comme le suggère quelquefois le patronat, qui a beau jeu de rappeler qu'un jeune sur quatre quitte l'enseignement sans aucun diplôme ? Ceci expliquant en partie cela, ces non-diplômés représentent à eux seuls près du tiers des moins de vingt-cinq ans inscrits au chômage (2). L'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), l'orientation scolaire n'a pas meilleure presse : alors que les secteurs tertiaire et secondaire recrutent grosso modo le même nombre de salariés, un jeune sur quatre seulement quitte le système éducatif avec une qualification d'ouvrier, de technicien ou d'ingénieur. On chercher les racines de ce dés-

équilibre entre les formations et les emplois, sinon dans cette idée tenace que l'enseignement technique est un sous-produit de l'enseignement général, une voie de garage qu'il faut à tout prix éviter ?

Alarmé par une situation qui, la crise économique aidant, ne faisait qu'empirer, le gouvernement a cherché depuis deux ans à mettre au point des contre-mesures. Le bénéfice de la sécurité sociale a été étendu à tous les demandeurs d'un premier emploi. Les allocations d'aide publique et d'ASSÉDIO leur sont désormais plus largement ouvertes. Mais, hormis quelques cas particuliers, ces allocations ne sont versées qu'à partir du quatrième mois. Ce qui limite beaucoup leur portée lorsqu'on sait que les jeunes chômeurs trouvent du travail, en moyenne, au bout de ce quatrième mois.

La panoplie des mesures gouvernementales s'est enrichie de formules plus « offensives », destinées à compenser les déficiences du système scolaire, auquel sont pourtant consacrés 17,5 % du budget de l'État. Après l'AFPA (Association nationale pour la formation professionnelle des adultes), l'A.N.P.E. organise maintenant des stages d'insertion professionnelle dont certains bénéficiaires, à la recherche d'un premier emploi, perçoivent jusqu'à 110 % du S.M.I.C. Le caractère partiel et éphémère de ces initiatives vient de provoquer l'arrêt brutal de l'opération dite « cinquante mille jeunes » (3).

Les observateurs qui ont étudié l'évolution du « marché » du travail ont noté une progression continue des offres d'emploi non qualifiées. En même temps — et de manière contradictoire — la démocratisation de l'enseignement a provoqué une augmentation générale du niveau des connaissances. Il était inévitable que cette situation finisse par avoir des répercussions sur le niveau du chômage. Ainsi il est probable qu'une partie des titulaires de certificats d'aptitude professionnelle (C.A.P.), inscrits à l'A.N.P.E. en septembre — ils représentent à eux seuls près de la moitié des demandeurs de moins de vingt-cinq ans — pourraient en fait trouver un emploi, les employeurs les préférant de toute manière à leurs camarades sans formation. S'ils sont au chômage, c'est qu'ils tentent de résister à la déqualification quasi automatique qui les guette. La situation serait moins enviable si la politique menée en

faveur de la requalification — financière et psychologique — du travail manuel portait déjà ses fruits. Ce n'est pas le cas.

Dans cette période de mauvaise conjoncture, le « marché » de l'emploi est soumis aux règles classiques de la concurrence. Les plus faibles en paiement d'abord, c'est-à-dire les jeunes, et, parmi ceux-ci, les moins qualifiés et les femmes (elles représentent deux jeunes chômeurs sur trois selon les statistiques de septembre).

Cette situation justifie-t-elle le pessimisme manifesté par le très officiel Centre d'études et de recherches sur les qualifications (C.E.R.Q.) ? Dans un rapport confidentiel récent, celui-ci notait qu'en raison de la concurrence entre les différentes catégories de jeunes toute solution en faveur de l'une de ces catégories risquait de déplacer le problème du chômage vers une autre.

C'est en quelque sorte ce qu'a admis le 15 octobre à l'Assemblée nationale M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, qui répondait, au nom du gouvernement, à une question sur l'emploi des jeunes. « Au-delà des mesures spécifiques », il déclarait, « le problème ne peut être vraiment réglé que par le retour aux grands équilibres ». Les jeunes qui défilent samedi 23 octobre seraient fondés à demander : « Quand ? »

BERTRAND LE GENDRE.

La dégringolade

Malgré sa gouaille de potache et ses yeux malicieux, Bernard, « dix-sept printemps tout ronds », dissimule mal son désarroi : « On sort tout fier du C.E.T. avec son diplôme en poche, puis tout d'un coup la dégringolade. » Poëval, il le prévoit, cette « dégringolade », lorsqu'il s'est mis en tête, il y a trois ans, de préparer un C.A.P. d'ajusteur ?

« Un bon boulot », lui avait assuré une « relation » de son père, contremaître dans la métallurgie. « Un métier en or », avait renchérit le directeur du C.E.T. « Du travail », tranche Bernard, aujourd'hui.

Une file d'attente dans une pièce enfumée, cinq minutes d'attente avec un personnage en blouse grise, pressé, et distrait, on « on vous contactera dès qu'on aura besoin de vous », voilà, résumés, les premiers pas de Bernard dans le monde du travail. Même scénario dans les entreprises de la région illoise dont il a tiré les sonnettes une à une. Trop jeune, pas assez qualifié, n'a pas fait son service militaire. « On apprend vite le ritournelle », lance-t-il désabusé. Inquiet, agacé, il a fini par « envoyer promener tout le monde ». Ses « copains », qui, eux, « ont suffisamment de pognon pour se payer la bal le samedi », ses « vieux », dont il ne peut plus supporter les reproches muets. Reclus une bonne partie de la journée dans sa chambre, il ne la quitte que pour s'installer devant la télévision, à l'heure des repas.

La première aussi blonde que

la seconde est rousse, Jacqueline et Janine ont en commun un bac D — « autrement dit, pas grand-chose », dit l'une, — et figurent toutes les deux dans le fichier de l'Agence pour l'emploi de Colombes (Hauts-de-Seine). « Ce qui ne nous avance guère plus », déclare l'autre. Jacqueline voulait entrer dans un institut universitaire de technologie, Janine poursuivre des études de laborantine. La première a échoué au concours d'entrée, la seconde à l'examen de première année. Que savent-elles qui ait quelque valeur aux yeux des employeurs ? « Pas le sténo ni le dactylo, en tout cas », constate Jacqueline, qui aurait bien essayé de ce côté-là. « De toute manière, c'est bouché, archi-bouché. »

« Il faudrait un peu d'expérience, mais personne n'embauche sans expérience. C'est la quadrature du cercle », ajoute Janine, à qui la lecture des petites annonces « en a réservé de belles » : « C'est toujours le même refrain : pas de femmes ou alors des collaboratrices, comme ils disent, disponibles ou dévouées, ou je ne sais quoi encore. Est-ce qu'on leur demande, aux hommes, d'être dévoués ? » Découragées, sans qualification, Jacqueline et Janine, sorties du lycée avec un des baccalauréats les plus « cotés », n'auront-elles, comme recours, que cette petite annonce enfouie par l'une d'elles au fond de son sac pour ne pas trop y penser : « Vendeuse, quarante-neuf heures par semaine, 1.500 F » ? — B. L. G.

A BESANCON : notre jeunesse devra travailler ailleurs

Besançon. — Environ vingt mille jeunes sont sortis des établissements d'enseignement de Franche-Comté cette année. Certains étaient inscrits dès le mois de juillet à l'Agence pour l'emploi. Pour le seul département du Doubs, la proportion des demandeurs inscrits au titre d'une première entrée en vie active est passée de 10,5 % en 1975 à 28,9 % en 1976. Au 31 août, près de la moitié des chômeurs inscrits à l'A.N.P.E. du Doubs étaient âgés de moins de vingt-cinq ans. Le groupe parvenu au quart, participait à la plupart des organismes à vocation économique de Besançon, a fait savoir que, selon une enquête menée auprès des entreprises industrielles de la ville, le taux de création d'emplois, qui était entre 1970 et 1975 de 3,4 % par an, serait ramené à

De notre correspondant

1 % par an de 1976 à 1980 sans qu'un réajustement au niveau du tertiaire privé ou public puisse compenser ce déficit. « Notre jeunesse, devait reconnaître le président de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs, devra aller travailler ailleurs. »

De fait, et malgré les efforts de propagande déployés par la ville, aucune industrie de quelque importance ne s'est implantée à Besançon depuis une dizaine d'années. En outre, les bruits les plus alarmants courent au sujet du maintien de l'emploi des usines Rhône-Poulenc Textile, des compteurs Schumberger et de Kelton, qui après l'entreprise de confection Weill (dont l'installation d'unités de production

en Extrême-Orient ne laisse pas d'inquiéter), sont les plus importants de Besançon.

Dans ces conditions, le marché du travail, jusqu'alors peu dynamique, risque de se trouver très tendu à Besançon. Il faut craindre que les jeunes sans qualification particulière ne fassent les frais d'un « essoufflement » dont certains voudraient rendre les ouvriers de l'ap responsables. En vérité, si le climat passional entretenu autour de l'ap pu freiner l'effort d'investissement, les demandeurs hypothétiques, il faut bien admettre que l'attraction exercée par les pôles économiques de la région dijonnaise et de la zone Montbéliard-Belfort-Mulhouse l'a été au détriment de la capitale franc-comtoise.

CLAUDE FABERT.

alfa romeo
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF
GAP
122 R. VAILLANT-COUTURIER
93130 NOISY-LE-SEC
845-97-67



Utoring : votre résidence vacances en vraie propriété.

Utoring, c'est une formule conçue spécialement pour l'investissement immobilier de vacances. Par où qu'on le visionne, on ne doit pas vendre — et acheter — n'importe quoi. Utoring : la vraie propriété.

Nos appartements de vacances sont tous vendus en vraie propriété.

Vous des maîtres à bord. Bien maître et seul maître.

Utoring : des sites exceptionnels.

Dans chaque station de vacances, il y a toujours deux ou trois emplacements privilégiés. C'est là que nous construisons nos résidences, pas ailleurs.

La valeur du site fait la valeur des vacances. Et du placement.

Utoring : la qualité.

Ces propriétés d'origine suisse d'Utoring qui vous cela. Nous construisons des résidences de classe, selon des normes sévères, avec des équipements et des aménagements impeccables. Et qui durent.

Utoring : les services.

En devenant propriétaire Utoring, vous achetez bien plus qu'un simple appartement. Vous devenez membre d'un groupe européen qui met à votre disposition un ensemble de services indispensables pour préserver votre tranquillité et la valeur de votre capital : une équipe permanente d'intendants dans chaque résidence, un service de location et d'échange international, une prise en charge de tous les soucis de gestion et de maintenance.

Utoring : le cœur et la raison.

Nous investissons dans le savoir-faire depuis 150 ans.

Il y a 150 ans, nous étions encore bien loin du ciment utilisé pour la construction du nouveau pont de Saint-Claude. Le produit choisi pour cette réalisation représente l'aboutissement d'une longue évolution technologique. Vu au microscope électronique, le ciment a la complexité d'un organisme vivant. C'est une bonne illustration du savoir-faire de Lafarge. Et de ce qui peut aussi être fait, à partir de l'expérience acquise, dans des domaines proches.

Pour les particuliers, nous avons également développé une gamme de ciment qui s'adapte à toutes les exigences.

150 années d'expérience, cela ne débouche pas seulement sur de bons produits. Grâce à plus de 250 interventions dans 57 pays, nous avons appris d'abord à bien savoir fabriquer : choix des procédés, conception d'unités de production, normes de productivité.

Notre savoir-faire est devenu à son tour un excellent produit d'exportation.



Particule de ciment hydraté prise au microscope à balayage, grossissement 3000 fois.



Le savoir-faire est le ciment de nos activités.

Val d'Isère "Le Villard". Au pied de la célèbre piste OK.	Val Thorens "L'Olympic". Le ski tout routes saisons.	Les Orres "Le Belvédère". Le ski plus soleil.	Les Menuires "Les Origines" et "Les Soklanettes". Au cœur de l'immense domaine skiable des trois vallées.
Serre Chevalier Le plus beau mariage de la neige du Nord et du soleil du Sud.	La Mongie "Phébus". Au cœur des pistes dans la plus haute station des Pyrénées.	Saint-Tropez "La Caravelle". A Saint-Tropez (vous connaissez ?).	Cannes "Le Florian". Au calme et dans la verdure à l'un des plus beaux parcs de la Côte.
Cap d'Agde "La Voile d'Or". Sur le port, dans ce nouveau paradis de la voile.	Arcachon "Aquitania". En bordure du bassin, avec accès direct à la plage.	Utoring Veuillez me faire parvenir une documentation complète sur Utoring et sur l'état d'un appartement dans les stations suivantes (cochez les cases ci-contre). Nom _____ Profession _____ Adresse _____ Code postal _____ Téléphone _____	
La Baule "Britannia". Au centre de la baie face à la plus belle plage d'Europe.	La Bretesche "Pris La Baule". "Les Hamlets du Château". Un ensemble de cottages dans le parc du château.	Utoring MÉTAFRIS S.A. 35, avenue de l'Opéra, 75002 Paris. TEL : 261.52.31-4	

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

COMMERCE

LA GRÈVE DES DÉTAILLANTS EN FRUITS ET LÉGUMES

Après le vote de Rungis, le gouvernement décide de revenir au strict blocage des marges

Après la décision des détaillants en fruits et légumes de la région parisienne de poursuivre la grève déclenchée lundi 18 octobre afin de protester contre le blocage des marges en valeur absolue, la direction des prix a décidé de revenir sur les dernières contre-propositions qu'elle avait faites mercredi aux détaillants. M. Barre a déclaré au Sénat qu'il regrette le refus des détaillants d'accepter les propositions

de la direction des prix, mais qu'il n'aurait pas au-delà.

De leur côté, les producteurs de fruits et légumes de la région parisienne ont décidé d'organiser des ventes directes au consommateur.

En province, la grève est diversement suivie, certains syndicats s'étant prononcés pour la reprise de l'activité, d'autres pour la poursuite du mouvement.

Les détaillants en fruits et légumes de la région parisienne appelés à voter sur la poursuite de la grève, entamée le lundi 18 octobre, se sont prononcés le jeudi 21 octobre. Pour la poursuite du mouvement, à une large majorité (1 454 voix contre 663 et 3 bulletins blancs). Ce résultat représente une nette victoire pour l'Union des jeunes professionnels en fruits et légumes (U.J.P.F.L.), qui, rejetant les dernières propositions de la direction des services et des prix (Le Monde du 22 octobre), avait appelé ses adhérents à poursuivre la grève.

Ce vote, à l'inverse, est une défaite cuisante pour l'Union nationale des fruitiers détaillants (U.N.F.D.), la plus importante des organisations professionnelles représentatives, qui s'étaient prononcées pour l'arrêt de la grève. A l'issue du vote, M. Rapine, président de l'U.N.F.D., a déclaré : « J'espère de démissionner. Bien que je ne me sente pas désabusé par la province, je ne peux rester président d'une union nationale alors qu'en région parisienne on a voté contre ce que je préconisais. »

S'associant à la position de l'U.N.F.D., tous les syndicats affi-

liés à la Fédération des syndicats d'épiciers détaillants de France ont invité leurs adhérents à reprendre la commercialisation normale des fruits et des légumes. En province, la situation reste confuse. Dans le Nord-Pas-de-Calais, les détaillants ont voté le 21 octobre pour la poursuite de la grève, tandis qu'à l'inverse dans la région lyonnaise les professionnels se sont prononcés pour la reprise de l'activité. A Marseille, les détaillants ont décidé de poursuivre le mouvement jusqu'à lundi, précisant qu'à ce moment de nouvelles formes d'action seraient envisagées. A Montpellier, la reprise s'est manifestée. Dans le Puy-de-Dôme, en Lorraine et à Nice, des votes sont prévus ce vendredi 22 octobre.

En attendant la suite des événements, les producteurs de fruits et légumes de la région parisienne ont décidé de vendre directement leurs produits aux consommateurs à partir de vendredi 22 octobre, 11 heures, sur le carreau de Rungis, à l'annexe de la chambre d'agriculture de l'Île-de-France. Selon la Confédération française des producteurs de fruits et légumes, « les producteurs ne sauraient supporter plus longtemps les

conséquences d'un désaccord entre les détaillants et les pouvoirs publics ».

Les résultats du vote de Rungis ont incité la direction des prix à revenir sur les propositions qu'elle avait faites, mercredi 20 octobre aux détaillants. « Tout en maintenant le principe de la fixation des marges hors T.V.A., et non plus T.V.A. incluse, comme prévu initialement, nous revenons au système antérieur », a déclaré jeudi M. Claude Villain, directeur des prix. Les détaillants, les tomates et les endives, ainsi que les pommes de terre de luxe seront donc taxés comme précédemment.

Il n'est pas question, a précisé M. Villain, de multiplier par trois ou quatre les marges du fait de la sécheresse. Ce que nous voulons, c'est protéger le consommateur. Enfin, répondant aux premiers orateurs au cours de la discussion du collectif budgétaire au Sénat, M. Raymond Barre a déclaré : « Le directeur des prix avait proposé un aménagement par la T.V.A., modification purement technique qui ne mettait pas en cause la limitation des marges. En outre, il avait accepté pour un ou deux produits saisonniers le maintien des coefficients multiplicateurs. Les détaillants (...) n'acceptent pas ce que je propose, mais je n'ai pas au-delà. »

Le précédent de 1973

L'épreuve de force s'engage donc entre les plus durs des détaillants en fruits et légumes et le gouvernement sur les récentes mesures de taxation. La division des organisations professionnelles, la réouverture des boutiques dans certaines villes, ne doivent pas masquer la détermination d'une fraction importante des commerçants. Ceux-ci n'ont pas oublié que l'ampleur et la durée de leur mouvement, en 1973, avaient fait plier les pouvoirs publics. M. Chirac, alors ministre de l'Agriculture, avait accordé l'assouplissement que le directeur du commerce intérieur et des prix refusait obstinément.

MM. Barre et Villain semblent aujourd'hui très fermes dans leur résolution de ne pas céder, puisqu'ils annulent les propositions d'aménagement du blocage des marges faites il y a deux jours pour revenir aux mesures initiales. Il est vrai qu'un nouveau recul devant la fronde des marchands de fruits et légumes ouvrirait une première brèche dans le dispositif de lutte contre l'inflation mis en place par M. Barre. Non seulement ce recul se traduirait dans l'évolution de l'indice des prix, mais il inciterait sans doute d'autres secteurs économiques, d'autres catégories socio-professionnelles à agir pour faire disparaître ou pour amoindrir les mesures qui les gênent. Ce serait économiquement très grave et mettrait de nouveau en cause la réussite éventuelle du « plan Barre ».

Il faut dire que la tactique employée par les pouvoirs publics n'a sans doute pas suffisamment tenu compte de la révolte d'il y a trois ans. Les contre-proposi-

tions de M. Villain sont venues avant que les grévistes ne s'essouffent. D'autre part, en refusant de rencontrer M. Karbi, chef de file des « tribunaux », M. Villain n'est-il pas en train de participer à sa notoriété ? M. Gérard Nicoud, négociant, n'a-t-il pas vécu semblable aventure avant d'être reçu à l'Élysée ?

La détermination et le fermeté du gouvernement semblent aujourd'hui nécessaires, d'autant que les consommateurs peuvent s'approvisionner dans les grandes surfaces, ou auprès des producteurs ou encore — et c'est parfaitement possible — se passer de légumes frais pendant quelque temps. Mais les mesures que cette fermeté suppose (procès-verbaux multipliés dans les boutiques, protection policière des marchés de gros, ou des commerçants qui acceptent d'appliquer le blocage des marges) ne peuvent manquer d'accroître la rancœur de l'ensemble des petits commerçants — et pas seulement des détaillants en fruits et légumes — contre un gouvernement et un régime qui les comprennent si mal.

Toutes les exhortations de M. Ceyrac à assurer la réussite du plan pour barrer la route à la gauche, si elles peuvent trouver un écho chez les chefs d'entreprises grandes et moyennes, n'ont que peu de chances d'être entendues par les tout petits patrons du commerce, tant ils sont loin des puissances de l'économie. A quelques mois des élections municipales, c'est un risque, politique celui-là, que le gouvernement court s'il maintient sa décision de ne pas faiblir.

JOSÉE DOYERE.

FAITS ET CHIFFRES

● GREVE DES DOCKERS. — La commission paritaire sur les augmentations de salaires des dockers ayant échoué, la Fédération nationale des ports et docks (C.G.T.) appelle l'ensemble des ouvriers dockers à effectuer un arrêt de travail de vingt-quatre heures le samedi 23 octobre et à ne pas travailler le dimanche 24 octobre.

● NOUVEAUX REMOIS PARMI LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS. — A la veille de la manifestation organisée à Paris samedi 23 octobre, la Mutualité, par le comité de coordination des foyers SONAGOTRA en grève pour mettre en accusation la direction de cet organisme et les expulsions illégales du printemps dernier, de nouvelles rafles ont été opérées dans le métro ces derniers jours parmi les immigrés. Les étrangers

« de couleur » étaient particulièrement visés. Depuis le début d'octobre, nous signale le Mouvement des travailleurs mauriciens (M.T.M.), une trentaine de personnes de cette nationalité, jugées en situation administrative irrégulière, ont été conduites à la préfecture et menacées d'expulsion. Jeudi 21 octobre, deux Mauriciens, M. Kayrun et Mlle Samnadvu, ont été placés l'un en garde à vue administrative, l'autre au dépôt, en attendant leur expulsion du territoire, qui était prévue pour vendredi après-midi.

● BAISSSE DU PRIX DE L'ESSENCE EN R.F.A. — Le prix moyen d'un litre d'essence ordinaire est revenu à la mi-octobre, en République fédérale, de 88,9 à 85,9 pfennig (1,71 franc). Le prix du super est maintenant de 89,9 pfennig (1,76 franc environ).

MONNAIES ET CHANGES

Le Danemark demande une dévaluation de la « couronne verte »

De notre correspondant

Copenhague. — Maintenant que la couronne danoise a subi un réajustement de 6 % par rapport au deutschemark, les milieux politiques et économiques de Copenhague attendent deux autres opérations.

1) La première, d'ordre intérieur, est un abaissement du taux de l'escompte (porté à 11 % le 5 octobre dernier), abaissement soutenu surtout par l'industrie et les professions touchant au bâtiment. Il semble cependant douteux que cette mesure soit prise dans l'immédiat, c'est-à-dire avant que le gouvernement et la banque nationale aient pu juger du succès des décisions arrêtées le 17 octobre à Francfort par les pays qui participent au sein du « serpent » communautaire.

2) La seconde est la dévaluation de la « couronne verte », que les dirigeants de Christiansburg, appuyés par une large majorité de députés au sein de la commission compétente du Folketing, ont résolu de proposer lundi à Luxembourg à la réunion du conseil des ministres des Neuf.

Il y a, en effet, aujourd'hui, une différence de 4 % entre la valeur de la couronne cotée en Bourse et la valeur de la couronne retenue pour les calculs des prix d'importation et d'exportation des denrées agricoles en conformité avec les règlements de la C.E.E. Une dévaluation de la « couronne verte » permettrait aux

agriculteurs danois de recevoir pour leurs ventes au dehors des sommes de 4 % plus élevées que celles qu'ils ont encaissées ces jours-ci (depuis la réévaluation du mark). En revanche, ils devront payer 4 % plus cher les denrées agricoles qu'ils importeront, telles que celles qui sont destinées à l'alimentation du bétail.

CAMILLE OLSEN.

LÉGER REDRESSSEMENT DU DOLLAR

Le dollar s'est légèrement redressé vendredi sur les marchés des changes après son accès de faiblesse des jours derniers. A Francfort, il valait 2,4500 DM contre 2,4250 DM jeudi et moins de 2,42 DM mercredi. A Paris, il s'est établi un peu en dessous de 4,98 F contre 4,97 F la veille en fin de matinée. Ce petit raffermissement s'est produit sur l'annonce que la Banque fédérale d'Allemagne ne réduirait pas son taux d'avance sur titres (Lombard) : une telle décision, dans l'objectif avoué de freiner la croissance de la monnaie monétaire allemande, avait été pronostiquée par les cambistes qui s'étaient portés acheteurs de deutschemarks.

La livre sterling a peu varié.

ÉNERGIE

Une hausse de 15 % du pétrole coûterait près de 9 milliards à la France

Si les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole décident, le 15 décembre prochain, à Doha (Qatar), d'augmenter le prix du pétrole brut de 15 % — comme l'ont souhaité successivement le Venezuela et l'Iran (« Le Monde » du 22 octobre) — la France aura bien du mal à tenir l'engagement pris par M. Barre de limiter la valeur de ses importations de « brut » à 55 milliards de francs.

Compte tenu des objectifs de croissance retenus par le gouvernement pour 1977 (+ 4,8 %), la France, qui aura importé cette année 118 à 119 millions de tonnes de pétrole brut, devra en importer, toutes choses égales d'ailleurs, 122 à 124 millions de tonnes l'an prochain.

Si le dollar reste à 5 francs en moyenne pendant l'année, le prix moyen de la tonne de pétrole brut importé passerait de 420 F à 485 F. Les importations pour l'année 1977 dépasseraient alors de 60 milliards de francs, contre un peu moins de 51 mil-

liards cette année (+ 18 % environ).

Un léger ralentissement de l'économie française, un redressement du franc par rapport au dollar, une augmentation du pétrole brut de 10 % seulement (au lieu de 15 %) permettraient d'économiser quelque 3 milliards de francs, mais pas 9.

Si M. Barre veut maintenir le plafond à 55 milliards de francs, il devra donc prendre des mesures touchant soit à la consommation des automobilistes, soit au fuel domestique, puisqu'il semble exclu de rationner l'industrie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICOLÈS - ZAN S.A.

La situation comptable provisoire au 30 juin 1976 fait ressortir un bénéfice net après impôt de 2 468 000 F, contre 1 061 000 F au 30 juin 1975, après prise en charge des amortissements de diverses provisions, et notamment d'une provision pour impôt de 1 304 000 F. Ce bénéfice comprend un profit exceptionnel de 1 414 000 F provenant de la réduction d'impôt. Les amortissements se sont élevés à 1 148 000 F, contre 938 000 F au 30 juin 1975. Le chiffre des ventes et produits accessoires, hors T.V.A., s'est élevé, pour la période considérée, à 34 875 000 F, contre 30 033 000 F. Un septième le chiffre des ventes facturées à la clientèle, hors droits et taxes, sans provision de ristourne de fin d'année, s'élève à 54 510 000 F, contre 47 875 000 F, en augmentation de 14 %.

LEVER

53, avenue George-V, Paris (8^e)

Le conseil d'administration de la société a décidé la mise en distribution d'un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 1976. Cet acompte, d'un montant de 10 F (auquel s'ajoutera, dans les cas prévus par la réglementation en vigueur, un montant payé d'avance au Trésor de 5 F) sera mis en paiement au siège social, à partir du vendredi 5 novembre, sur présentation des certificats nominatifs pour estampillage ou contre remise du coupon n° 3 pour les titres au porteur.



Certains Français lisent un second quotidien chaque jour.



Nous avons construit notre avenir sur des bases solides

1957 : Ouverture à Montreuil du premier magasin d'électro-ménager.
1968 : Champigny, 225 m² de surface de vente : vers le succursalisme.
1968 : Bondy : Première grande surface spécialisée.
1975 : 18 magasins dans la région parisienne et 2 dans la région lyonnaise.

(en millions de francs) 1966 1971/1972 1975/1976
Chiffre d'affaires 10 110 650
Bénéfices 0,1 4 29,6

Face à un marché potentiel très important, DARTY poursuit son implantation dans la région parisienne et dans toute la France.

DARTY à la bourse de Paris



BALD-4.10.1976 - Une note d'information visée par la COB (n° 76-125) en date du 28 septembre 1976 est à disposition au siège social de la Société, 125 Avenue Gallieni 93140 BONDY, et auprès des Banques et Agence de Change.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Pour la liberté des prix

Paris - trop cher ou barbant -
 trop tard ? **DÉFENSE 2000** apporte la solution : vous pouvez habiter immédiatement l'un des 102 appartements de l'Est, aux portes mêmes de Paris, puisque la Défense n'est qu'à quatre minutes de l'Etoile. Du studio au 6 pièces, des duplex aux chambres individuelles, les appartements sont exceptionnellement spacieux. Et les chances ? Nous vous en réservons et vous serez agréablement surpris.

Appartement témoin et bureau de vente ouverts tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h - Tél. 776.31.14.

Quartier Boilelli. 25 ans d'activité

Le désiré recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur DÉFENSE 2000

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

CORI

254, Bd St Germain 75007 PARIS
Tél. : 260.38.22

NOM _____
 ADRESSE _____

هكذا من الأصل

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
 - La conférence de Genève sur le Rhodésie.
- 2-3. DIPLOMATIE
 - L'Assemblée générale de l'ONU co-donne la politique française à Mayotte.
3. PROCHE-ORIENT
 - Liban : les partis de droite considèrent l'accord de Riyad comme une simple étape vers un règlement.
- 4-5. EUROPE
 - ITALIE : M. Berlinguer craint les manœuvres de la démocratie chrétienne.
5. DROITS DE L'HOMME
 - 8-7. ANNIVERSAIRE
 - Il y a vingt ans, l'insurrection hongroise.
8. IDÉES
 - 9-12. POLITIQUE
 - Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.
 - Le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion.
13. SOCIÉTÉ
 - "Q-t-il un droit à la « bonne mort » ?
14. RELIGION
 - L'Eglise évangélique est-elle en train de redéfinir ses rapports avec le régime.
 - Les évêques français s'interrogent sur la difficile transmission de la foi.
15. ÉDUCATION
 - Un colloque de l'Association « univers pour l'entente et la vérité ».
15. SCIENCES
 - Le ministre allemand à Paris.
16. DÉFENSE
 - La Cour d'assises rejette la demande de révision du procès de Roland Agret.
16. JUSTICE
 - La Cour d'assises rejette la demande de révision du procès de Roland Agret.
16. SPORTS
 - BASKET - BALL : mauvais débuts de Tours en Coupe d'Europe.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 17 à 25
- Les années 30 ne font plus recette : On va casser le Claridge ! Désolventures algériennes : Rien ne va plus aux « Andalouses » : Conscience et la fin des romans.
 - CROISIÈRES : Cent croisières paquebots sur les mers du monde.
 - PLAISIRS DE LA TABLE : Approche de la pomme de terre.
 - Maison : Mode : Hippisme : Numismatique : Philatélie : Jeux : Photo-cinéma.
 - 27. RÉGIONS
 - A propos du rapport Guichard sur les collectivités locales : des maires plus libres n.ils plus responsables.
 - 28-31. ARTS ET SPECTACLES
 - CINÉMA : Missouri Brooks, d'Arthur Penn.
 - FORMES : Coumbet ressuscité.
 - 32. PRESSE
 - LIBRE OPINIONS : « Le déjeuner de Rouen », par Henri Noguères.
 - 37-42. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
 - La grève des détaillants en fruits et légumes.

VIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (24 à 36) :
Aujourd'hui (32) : Carnet (33) :
« Journal officiel » (32) : Méthodologie (32) : Mots croisés (32) :
Bourse (43).

Venez visiter nos 5 étages d'exposition



Le plus grand choix
de marques de Paris
Neuf et occasion toutes marques
Location - Vente - Achat -
Réparations - Accord - Transport

hamm Pianos
Orgues
Instruments de musique

125-139 r. de Rennes - Paris 75006 - Tél. 544 35-66
Parking - Près gare Montparnasse

A B C D E F G

Le numéro du « Monde »
daté 22 octobre 1976 a été tiré
à 573 626 exemplaires.

A Paris

La plupart des agences de la Caisse d'épargne toujours paralysées par la grève

C'est une grève particulièrement impopulaire que celle déclenchée, depuis le 6 octobre, par les employés de la Caisse d'épargne de Paris. À l'initiative du syndicat unifié des agents et cadres et de la section C.F.D.T., pour protester contre la réduction de la prime de fin d'année.

Beaucoup de petites épargnantes — dont un grand nombre de retraités, — qui forment la majorité des un million six cent mille clients de la Caisse d'épargne de Paris (capi-

tal plus ancien département de la Seine), sont en effet fort gênées par la fermeture de nombreux bureaux. Actuellement, une quarantaine seulement des cent quarante agences sont ouvertes, où tout épargnant, cependant, peut retirer de l'argent en espèces (1).

En raison des résultats enregistrés cette année, « il est impossible, affirme-t-on à la direction de la Caisse d'épargne de Paris (2), de verser intégralement la prime de bilan. Il faudrait prélever pour cela sur les fonds de garantie des déposants, lequel est sacré. Nous verserons vraisemblablement 65 % de cette prime ». Cette grève est d'autant plus mal comprise que les salariés de quelque mille cinq cents employés de la Caisse d'épargne de Paris appartiennent plus que corrects : les traitements sont, selon la direction, de 40 000 F par an pour un agent débutant, 70 000 F après dix ans d'ancienneté et 100 000 F après seize ans.

Jeudi 21 octobre, une grève de vingt-quatre heures, suivie à 80 % selon les syndicats, a été déclenchée dans les cinq cents caisses d'épargne et de prévoyance de France, pour appuyer des revendications relatives au maintien du statut du personnel. Les organisations syndicales ont, d'autre part, demandé une entrevue, le 28 octobre, avec la chambre patronale. L'Union nationale des caisses d'épargne. A Paris, la situation reste, en attendant, totalement bloquée.

(1) Un service de la Caisse d'épargne de Paris est à la disposition du public pour donner les adresses des agences actuellement ouvertes. Tél. : 233-44-15 et 236-07-21.

(2) M. Jacques Viot nous signale qu'il est directeur général de la Caisse d'épargne de Paris et non président du conseil d'administration, comme nous l'avons écrit par erreur dans le « Monde » du 18 octobre. De même, M. Viot n'est pas directeur d'une banque.

NOUVELLES BRÈVES

● Le Centre libre, l'un des quatre composants du Likoud au sein de la Knesset, va se retirer de cette coalition. M. Shimon Peres, député du Centre libre, a en effet annoncé mardi 19 octobre que son parti — qui ne comprend que deux députés — se retirait du Likoud en raison de la « rigidité » de l'opposition sur le problème des territoires occupés et de la « domination absolue » exercée par M. Begin, leader du Hérouth, considéré comme la force dominante au sein de l'opposition de droite. Le bloc d'opposition Likoud regroupait au sein du Parlement quatre partis de droite : libéraux, Hérouth, Centre libre, liste d'État. Ces quatre partis, qui ont présenté une liste unique aux élections, ont néanmoins gardé leur autonomie interne. — (A.F.P.)

● S.N.C.F. : fortes perturbations sur le réseau banlieue des gares Montparnasse et Invalides, à Paris, où les contrôles de train C.F.T. et C.F.D.T. ont lancé un mouvement de grève, vendredi 22 octobre. Le trafic est assuré à 90 % sur le réseau banlieue et à 100 % sur les grandes lignes. Le trafic est normal à la gare Saint-Lazare. En province, des omnibus ont été supprimés dans les régions de Rennes et de Nantes. Selon la direction, c'est le vingt et unième jour de grève à la S.N.C.F. depuis onze mois.

● M. Jean Gabriel reste détenu. — Réunie jeudi 21 octobre sous la présidence de M. Pierre David, son premier président, la Cour de cassation d'État a rejeté — comme elle l'avait déjà fait le 27 août — une demande de libération de M. Jean Gabriel, sollicité par son avocat, le 19 septembre 1976, pour avoir déposé en mai 1962 aux Allemands le lieutenant Jean Bouchet, résistant appartenant au réseau « Brutus », fusillé le 5 octobre 1942.

LES ÉTATS-UNIS

NE RECONNAÎTRONT PAS LE TRANSKEI

New-York (A.F.P.). — Les États-Unis ne reconnaîtront pas le futur État du Transkei lorsque celui-ci accédera mardi prochain à l'indépendance, annonce vendredi 22 octobre le « New York Times ».

Le journal affirme pour cette information du porte-parole du département d'État, M. Robert Fushett.

En Thaïlande

M. THANIN KRAVICHIAN A FORMÉ SON GOUVERNEMENT

Bangkok (Reuters). — Le Conseil national de réforme administrative (C.N.R.A.), l'unité militaire qui a pris le pouvoir le 6 octobre, a mis fin vendredi 22 octobre à sa mission. Une nouvelle Constitution a été promulguée, et M. Thanin Kraivichien, nommé premier ministre par les militaires, a formé son gouvernement, qui comprend dix-sept membres.

Le nouveau ministre des affaires étrangères est M. Udomak Pachayangkarn, qui est ambassadeur aux États-Unis depuis février. L'amiral Sa-Nga-Chaloray, président du C.N.R.A., devient ministre de la Défense. Le général Boonchai Ramphong, ancien commandant en chef de l'armée, et M. Amphorn Chantavichit (qui est avocat et économiste) sont nommés vice-premiers ministres. M. Samak Sundaravej, connu, comme le premier ministre, pour ses opinions de droite, et qui était vice-ministre de l'Intérieur dans le précédent gouvernement, devient ministre de l'Intérieur.

Ecole d'orgue
1 heure par semaine - 140 F par mois
ORGUES
hamm
125/139 rue de Rennes
75006 PARIS - Tél. 544 35-66

(PUBLICITÉ)

La condamnation sauvage de Mgr Lefebvre

Numéro spécial de la revue « Itinéraires », qui contient :
— le texte intégral des lettres de Mgr Lefebvre à Paul VI et des lettres de Paul VI à Mgr Lefebvre ;
— le texte intégral de la « Lettre numéro 9 », où Mgr Lefebvre expose à fond les raisons de son attitude ;
— le texte intégral de tous les autres documents de ce dossier, le plus grave et le plus instructif de tous ceux qui se déroulent actuellement dans l'Eglise.

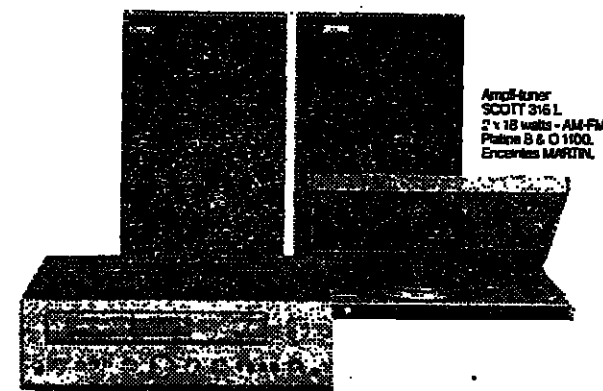
Ces textes sont en outre expliqués et commentés en détail dans une série de notes documentaires et critiques par Jean Madiran.

A commander (10 F franco) à Itinéraires, 4, rue Garancière, 75006 Paris :
chèque postal : Paris 13 355 73

HAUTE-FIDÉLITÉ Rieder

3.950^F

le juste prix de la qualité.



Rieder 24, rue Sarrette 75014 Paris
14, rue Vauvenargues 75018 Paris

La qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

Inculpé de séquestration et homicides volontaires

Joël Matencio a été incarcéré

Joël Matencio, meurtrier présumé de Muriel Trahelet et de Christian Leroy, a été inculpé, ce vendredi matin 22 octobre, de séquestration et homicides volontaires par Mlle Blanche Garbin, juge d'instruction à Grenoble. Cette dernière l'a également inculpé de séquestration pour l'enlèvement de Mlle Olga Moissenko et de violences avec armes sur M. Marc Chavot, le fiancé de cette dernière.

Selon son avocat, M. Jeanes Ambre, l'inculpé a « mis tout en bloc » lors de sa présentation devant le magistrat instructeur, mais, selon le procureur de la République, il aurait indiqué qu'il s'« expliquerait ultérieurement ». Un ami de Joël Matencio, Joseph Adagiacio, interpellé à Grenoble dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 octobre, était toujours gardé à vue ce vendredi en fin de matinée.

Après quarante-huit heures d'un interrogatoire serré et des confrontations parfois dramatiques, Joël Matencio a donné quatorze déclarations de police de Grenoble, et, après s'être vu notifier son inculpation, a été emmené ce matin à la prison de Verpont. Une centaine d'« officiers » avaient pris place autour du palais de justice pour éviter tout incident lors du transfert de Joël Matencio « attendu » par une foule de curieux.

Rompus aux interrogatoires, celui que les policiers considéraient comme « l'homme des brigades rouges » n'a finalement cédé à aucune pression, refusant aux policiers les aveux qu'ils attendaient. De très lourdes présumptions pèsent cependant sur lui : affirmations de ses proches, qui sont certains d'avoir identifié la voix enregistrée sur bande magnétique ; déclaration de M. Marc Chavot, tout aussi sûr d'avoir reconnu cette voix et la silhouette du ravisseur.

D'autres indices pourraient prochainement conforter les policiers dans leurs certitudes : la machine à écrire qui aurait pu servir à dactylographier les adresses et le carnet contenant, dit-on, des spécimens d'écriture comparables à celle des lettres adressées par l'auteur des enlèvements, sont actuellement à l'expertise. On a, d'autre part, appris que les policiers avaient retrouvé sur l'ordinateur de Joël Matencio une arme dont la crosse était détériorée. Cet ami affirme que l'arme ne lui appartient pas et qu'il l'a reçue des mains de Matencio il y a plusieurs semaines.

Il faut rappeler que le fiancé d'Olga Moissenko avait déclaré avoir été frappé par un homme muni d'un revolver. « Si jamais Matencio a un complice, déclarent certains enquêteurs, ce ne peut être que lui ». Les policiers semblent cependant exclure l'hypothèse d'un « deuxième homme ». Au terme du long interrogatoire auquel il a été procédé, les enquêteurs estiment que Joël Matencio prépare déjà sa défense. Il aura, même, selon certains, laissé entendre qu'il était « manipulé » par une organisation.

LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

COUTURE

Etamines imprimées
Lainages écossais
Draps réversibles
Velours imprimés
Jerseys Jacquard
Cotons d'hiver
Crêpes de soie

DÉCORATION

Velours contemporains
Toiles et chintz imprimés
Tissus Jacquard « Design »
Tweed et carreaux
Lampas et tapisserie de style

(Tous nos articles sont en stock)
RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,60 à 12,20%

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrivez sur la liste des banques
sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

